



HAL
open science

Les marches-caravanes dans les mouvements sociaux mexicains à travers l'exemple des organisations communautaires triquis (Oaxaca)

Guillaume Duarte

► **To cite this version:**

Guillaume Duarte. Les marches-caravanes dans les mouvements sociaux mexicains à travers l'exemple des organisations communautaires triquis (Oaxaca). Histoire. 2016. dumas-01316695

HAL Id: dumas-01316695

<https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-01316695>

Submitted on 17 May 2016

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



MEMOIRE

pour obtenir le diplôme de

MASTER DE L'UNIVERSITE SORBONNE NOUVELLE – PARIS 3

Master 2 Recherche

Mention : Etudes internationales et européennes

Spécialité : Etudes latino-américaines

Option : *Histoire*

présenté par

Guillaume DUARTE

dirigé par

Olivier Compagnon

Professeur d'Histoire contemporaine

Directeur de l'IHEAL

Titre du mémoire

Les marches-caravanes dans les mouvements sociaux mexicains à travers l'exemple des organisations communautaires triquis (Oaxaca)

Mémoire soutenu le 12/06/2014

Institut des Hautes Etudes de l'Amérique latine

28 rue Saint-Guillaume 75007 Paris

Mémoire de Master 2 Recherche Histoire
Master " Études Internationales "
Spécialité " Études latino-américaines "

**Les marches-caravanes dans les mouvements sociaux
mexicains à travers l'exemple des organisations
communautaires triquis (Oaxaca)**

Présenté par Guillaume DUARTE

Sous la direction du Professeur Olivier COMPAGNON

Membres du jury :

Le Professeur David RECONDO

La Professeur Modesta SUÁREZ

Mémoire de Master 2 Recherche Histoire
Master "Études Internationales"
Spécialité "Études latino-américaines"

**Les marches-caravanes dans les mouvements sociaux
mexicains à travers l'exemple des organisations
communautaires triquis (Oaxaca)**

Présenté par Guillaume DUARTE

Sous la direction du Professeur Olivier COMPAGNON

Membres du jury :

Le Professeur David RECONDO

La Professeur Modesta SUÁREZ

Sommaire

Sommaire	2
Remerciements	3
Introduction	5
I. Mobilisations de marches-caravanes depuis et vers la Triqui	12
A. La région triqui et les sources de conflit	12
B. Naissance d'oppositions triquis	31
C. Consolidation du MULT par les marches	41
D. Évolution de la lutte politique du MULT	52
E. De la APPO à l'autonomie réprimée de Copala.....	69
F. Visualisation de la répression du MASJC par les caravanes.....	81
II. Étude de l'histoire des marches-caravanes dans les campagnes des mouvements sociaux mexicains	94
A. Introduction à l'action de contestation collective qu'est la marche-caravane	94
B. Premières marches-caravanes contre le système national corporatiste	98
C. Les campagnes de protestation ayant influencé les marches triquis à Oaxaca	111
D. Des pèlerinages aux marches zapatistes : l'union des peuples indigènes au Chiapas	128
E. De l'Autre Campagne aux marches-caravanes contre le modèle néolibéral.....	143
F. Des fraudes électorales à la violence liée au narcotrafic : les marches des militants non-partisans	160
Conclusion	178
Sources	180
Bibliographie	191
Liste des sigles et des abréviations	201
Table des illustrations	204
Table des matières	205

Remerciements

En préambule de ce mémoire, je souhaiterais remercier quelques personnes pour leur soutien et leur aide.

J'aimerais tout d'abord remercier mon directeur de recherche, le Professeur Olivier Compagnon, pour m'avoir permis de travailler sur les marches-caravanes des organisations triquis à l'IHEAL et pour son soutien et ses conseils tout au long de mes recherches.

De même, je remercie le Professeur David Recondo pour ses conseils et pour avoir accepté d'être membre de mon jury de soutenance.

Je souhaiterais également remercier ma directrice de recherche de Master 1, la Professeur Modesta Suárez, qui a accepté de continuer à me suivre cette année et sans qui mes recherches et mes terrains dans la région n'auraient jamais pu débuter. Je la remercie par ailleurs d'avoir accepté d'être membre du jury lors de cette soutenance.

Je remercie également Delphine Mercier, directrice du CEMCA, qui m'a donné l'opportunité d'y faire un stage, ainsi que toute son équipe qui m'a accueilli chaleureusement et qui m'a soutenu. J'ai une pensée toute particulière pour les étudiants en archéologie avec qui j'ai passé ces quelques mois au CEMCA, ils se reconnaîtront.

Plus généralement, merci à tous ceux qui m'ont permis d'avancer dans mes recherches, de structurer ma problématique, qui m'ont consacré du temps et qui ont facilité mes terrains de recherche au Mexique ; je pense notamment à tous les chercheurs en France et au Mexique qui m'ont conseillé et aidé dans la construction de ce mémoire.

Je me dois également de remercier ceux qui sont l'essence de ce mémoire, les Triquis et les mexicains appartenant ou non à des organisations sociales et qui ont toujours été là pour moi. Je remercie vivement les Triquis d'Agua Fría Copala, de Rastrojo et de San Juan Copala, mais aussi les *compañeros* David Cilia Olmos, Efraín Gracida Camacho et tous ceux qui m'ont logé, invité, accueilli à Mexico, à Atenco, à Toluca, à Cuernavaca, à Tepoztlán, à Oaxaca et à San Cristóbal. À tous ces amis, un *fuerte abrazo y gracias para todo*.

Par ailleurs, je souhaiterais remercier toute l'équipe de la bibliothèque Pierre Monbeig avec qui je travaille depuis 2013 et ceux de la bibliothèque de Paris 2 avec qui nous partageons les mêmes locaux : merci de m'avoir accompagné, soutenu et aidé dans la rédaction de ce mémoire.

Enfin, j'ai une pensée toute particulière pour mes proches, ma famille et Emelyne pour son indéfectible soutien, sa patience et ses corrections.

La marcha es un trabajo que se hace como decimos aquí en México, por el amor al arte, sin ningún interés, es lo más bonito, [...] que no necesita una arma al mano como Gandhi, Mandela [...]. Fundamentalmente, lo que se quiere es el bien para las comunidades, no tener el poder en las manos [...] sino sacrificarnos para la lucha, para nuestras comunidades, para nuestros objetivos y se sentir satisfecho sin pedir la gloria¹.

¹ Entretien avec un membre fondateur du MULT ayant gardé l'anonymat. Mexico, 14 janvier 2014.

Introduction

Au cours du XX^e siècle, la région latino-américaine fut le témoin de nombreux mouvements protestataires menés, notamment, par les populations indiennes. Le "réveil indien" a été par exemple représenté au Mexique par le soulèvement des "néo-zapatistes" de l'EZLN au Chiapas en janvier 1994. Devons-nous pour autant résumer les mouvements indiens mexicains à cette insurrection et à ces mobilisations ? Leurs actions protestataires organisées en substitution à la lutte armée ont en effet fortement influencé les mouvements sociaux à l'orée du XXI^e siècle. Néanmoins, dans ce pays où la population rurale est à majorité indienne, une région dans l'État de Oaxaca, la Triqui, représente également l'histoire de ces mouvements communautaires depuis les années 1970 jusqu'à nos jours et l'organisation d'une forme de protestation particulière : les marches-caravanes.

Ces marches-caravanes, celles des Triquis et celles d'autres communautés, définiront des mobilisations collectives, essentiellement coordonnées par des organisations sociales depuis leur région d'origine vers les capitales administratives, où se concentrent les pouvoirs politiques et judiciaires. Le trajet inclut différents moyens de transport : il pourra se réaliser à pied comme en transports en commun et aura pour vocation d'inciter les autorités à négocier avec les organisateurs. Les marches-caravanes seront notamment mobilisées par les populations indiennes isolées des centres du pouvoir décisionnaire. Lorsque ces mobilisations se font à pied, je parlerai de "marche" et lorsque leur logistique inclura différents transports, je les nommerai "caravane". Les marches se caractérisent également, à l'exception de certaines mobilisations, par des trajets plus courts que les caravanes. Ainsi, utiliser le terme "marche-caravane" me permettra de généraliser cette forme de mobilisation.

La région Triqui fut et reste considérée aujourd'hui comme une région violente et divisée en clans. Elle fut en outre peu étudiée. En effet, c'est seulement en 1881 que José Antonio Gay, dans *Historia de Oaxaca*, parle des Triquis comme d'un peuple inconnu étant certainement de la même famille que les Mixtèques². Peu de chercheurs se sont depuis aventurés dans la région triqui. À partir des années 1940, une première série de travaux anthropologiques et ethnologiques est tout de même réalisée sur la communauté triqui. Wilfrido Cruz dans *Oaxaca recóndita*, raconte son voyage au début des années 1940 de Tlaxiaco à Chicahuaxtla et décrit déjà les conditions de vie misérables des Triquis de la *alta*, tout en s'interrogeant sur les recours étatiques nécessaires à leur développement³. Puis, l'*Instituto Nacional Indigenista* et la *Comisión del Rio Balsas* éditèrent des ouvrages sur l'organisation sociale et les us et

² José Antonio Gay. *Historia de Oaxaca*. México : Editorial Porrúa, 1982 [première édition de 1881].

³ Wilfrido Cruz. *Oaxaca recóndita : raza, idiomas, costumbres, leyendas y tradiciones del estado de Oaxaca*. México : Instituto Estatal de Educación Pública de Oaxaca, 2002 [première édition de 1946].

coutumes des Triquis, c'est le cas du chapitre de Juan Comas, *El problema de los indios triques de Oaxaca*⁴. L'un des ouvrages essentiels sur le peuple triqui est celui de Agustín Gracia Alcaraz, *Tinujei: Los triquis de Copala*⁵ qui décrit les formes d'organisations sociales et politiques et retrace les origines de la violence dans la région. Pablo Gallardo Velásquez, dans *Las mixtecas y la región triqui de Oaxaca*⁶, réalise un travail ethnologique détaillé pour l'INI sur le quotidien des triquis. Cela nous permet également de voir comment travaillaient et pensaient les "indigénistes" afin d'intégrer les Indiens au modèle de développement national-populiste. Par ailleurs, César Huerta Rios aborde la question de l'organisation sociale, économique et politique des Triquis à travers leurs structures sociales, les liens de parenté et l'organisation territoriale. Les ouvrages plus récents de Pedro Lewin se basent sur une analyse sociolinguistique de la Triqui, retraçant leur histoire depuis l'époque préhispanique⁷.

Une seconde série de travaux aborde la question de la violence dans la triqui, plus précisément dans la région *baja*. Jacobo Montes cherche à comprendre dès 1963 les liens entre le commerce du café et l'entrée d'armes et d'alcool, ainsi que le rôle de l'armée dans la région et la question des vengeances⁸. Silvia Millán Echeagaray étudie l'origine des conflits agraires entre clans triquis et mixtèques, ainsi que le rôle des *caciques* dans ces affrontements pour le contrôle de la terre. De plus, l'auteur analyse les origines des organisations triquis indépendantes⁹. Jorge Hernández Díaz et Javier León Parra Mora firent un important travail archivistique pour relater l'histoire de la violence dans la région *baja*¹⁰. Enfin, María Dolores París Pombo a coordonné un ouvrage portant sur l'impact de la violence dans la triqui, sur les déplacements forcés et la migration¹¹.

Une troisième série de travaux traite de la formation du MASJC en 2007 et les raisons qui poussèrent les Triquis à construire un processus vers l'autonomie comme réponse à la violence. Francisco López Bárcenas écrivit *San Juan Copala : dominación política y resistencia popular. De las rebeliones de Hilarión a la formación del Municipio Autónomo* en 2009¹². Cet ouvrage a permis de comprendre les origines de la violence dans la *baja*, depuis la résistance face aux espagnols jusqu'aux origines du *Municipio Autónomo de San Juan Copala* (MASJC). Au sujet de l'autonomie de Copala, il y eut plusieurs travaux universitaires : Natalia De Marinis travailla sur la violence

⁴ Juan Comas. El problema de los indios triques de Oaxaca. *América indígena*. vol. 2, num. 1, 1942, pp. 51-56.

⁵ Agustín García Alcaraz. *Tinujei : Los triquis de Copala*. México : Comisión del Río Balsas, 1973.

⁶ Pablo Velásquez Gallardo. *Las mixteca y la región triqui de Oaxaca : estudio etnográfico*. México : Comisión Nacional para el Desarrollo de los Pueblos Indígenas, 2011 [première édition de 1954].

⁷ Voir notamment : Pedro Lewin Cruz, Fausto Sandoval. *Triquis : Pueblos indígenas del México contemporáneo*. México : Comisión Nacional para el Desarrollo de los Pueblos Indígenas, 2007.

⁸ Jacobo Montes. *Conflicto en la zona triqui*. México : Instituto Nacional Indigenista, 1963.

⁹ Silvia Millán Echeagaray. *Re-que-ni-che-chia-nia-a: luchemos por nuestro pueblo*. México : UNAM, l'Instituto de Investigaciones Económicas, 1995.

¹⁰ Jorge Hernández Díaz, León Javier Parra Mora. *Violencia y cambio social en la región Triqui*. Oaxaca : UABJO, 1994.

¹¹ María Dolores París Pombo (coord.). *Diáspora triqui : Violencia política, desplazamiento forzado y migración*. México : ITACA, Universidad Autónoma Metropolitana- Xochimilco División Ciencias Sociales y Humanidades, 2012.

¹² Francisco López Bárcenas. *San Juan Copala, dominación política y resistencia popular : De las rebeliones de Hilarión a la formación del municipio autónomo*. México : Centro de orientación y asesoría a pueblos indígenas, Pez en el árbol, 2010.

paramilitaire et étatique, l'autonomie et les déplacés des *plantones* du MASJC¹³ ; Armando Rosales Martínez étudia le rôle de l'éducation dans l'intégration de la *baja*, avec les enseignants bilingues de l'*Instituto de Verrano* et les programmes éducatifs mis en place entre le MASJC et la UAM-Xochimilco¹⁴ ; Carmela Trujillo Cariño centra ses recherches sur la radio autonome du MASJC¹⁵.

En outre, je centrerai mon étude sociopolitique sur la Triqui à partir des travaux de David Recondo permettant de comprendre le processus mis en œuvre par le parti-unique mexicain pour intégrer et contrôler les régions rurales et indiennes à Oaxaca. Cela me permettra d'aborder l'histoire des politiques indigénistes d'intégrations jusqu'à l'émergence des groupes communautaires¹⁶.

Ainsi, le peuple triqui s'organisa dès le XIX^e siècle pour la défense de son territoire et de son identité culturelle. À partir des années 1970, des organisations communautaires ont été constituées afin de poursuivre ces luttes et se défendre du système de contrôle corporatiste et autoritaire qu'avait appliqué l'État-parti postrévolutionnaire mexicain. Pour sortir du contexte local, ces organisations mobilisèrent des marches dirigées vers les villes de Oaxaca et de Mexico.

La formation de ces organisations et le répertoire d'actions de protestation dans lequel elles puisèrent leurs mobilisations s'inscrivaient dans un contexte socio-politique favorable aux mouvements sociaux de protestation dans le pays. En effet, l'élan modernisateur qu'avait souhaité insuffler le gouvernement mexicain au lendemain de la Révolution (1910-1920) et qui s'était traduit par l'instauration d'un État clientéliste aux mains du parti unique, entré dans une crise qu'il chercha à endiguer par la répression ou la cooptation des mouvements ouvriers, paysans et étudiants. Devant l'échec de ces mouvements, auxquels les Indiens participèrent parfois, certains d'entre eux, éduqués grâce aux politiques indigénistes, décidèrent de lutter contre ce même État-Nation qui cherchait à les intégrer sans tenir compte de leurs identités.

Dans la région triqui, *El Club* dans les années 1970, puis le *Movimiento de Unificación y Lucha Triqui* (MULT) dans les années 1980, rassemblèrent les leaders communautaires autour de cette lutte commune. Le MULT aura recours aux marches afin de dénoncer le climat de violence qui sévissait dans sa région. Néanmoins, opposé à une autre organisation qui émergea en 1994, l'*Unión de Bienestar Social de la Región Triqui* (UBISORT), la lutte pour le contrôle des agences municipales

¹³ Natalia Leonor De Marinis. *En los márgenes de la (in)seguridad : Desplazamiento forzado y relaciones de género y poder en San Juan Copala, Oaxaca*. Thèse de Doctorat. Anthropologie. México : Centro de Investigaciones y Estudios Superiores en Antropología Social, 2013 et *Entre la guerra y la paz : La intervención política partidista, el conflicto armado y la autonomía como paz entre los Triquis de San Juan Copala*. Mémoire de Master en Anthropologie. México : Centro de Investigaciones y Estudios Superiores en Antropología Social, 2009.

¹⁴ Armando Rosales Martínez. *La escuela en la conquista del pueblo triqui : Del grupo de promotores bilingües a la educación para la autonomía en San Juan Copala*. Mémoire de Master en Développement rural. México : Universidad Autónoma Metropolitana-Xochimilco División de Ciencias Sociales y Humanidades, 2010

¹⁵ Carmela Cariño Trujillo. *Juventud triqui, radio comunitaria y autonomía, la voz que rompe el silencio*. Mémoire de Master en Développement rural México : Universidad Autónoma Metropolitana- Xochimilco División de Ciencias Sociales y Humanidades, 2009.

¹⁶ David Recondo. *La démocratie mexicaine en terres indiennes*. Paris : Karthala, 2009.

devint son principal objectif. Alors que d'autres marches étaient organisées pour asseoir le pouvoir du MULT sur la région et que les deux organisations intensifiaient leurs affrontements pour le contrôle politique, des leaders communautaires optèrent en 2007 pour l'autodétermination à travers le MASJC. Cependant, le processus autonome subit la répression des organisations sociales triquis et malgré l'organisation de caravanes humanitaires, les habitants de Copala furent contraint de s'exiler vers Oaxaca et Mexico.

L'objectif de mon mémoire sera de comprendre les contextes historiques et sociopolitiques régionaux et nationaux dans lesquels se formèrent les marches-caravanes depuis et vers la région triqui entre 1950 et 2012. Pour analyser leur organisation, j'aborderai également le rôle qu'eurent les marches-caravanes dans les campagnes des mouvements sociaux ouvriers, paysans, étudiants et Indiens au Mexique, au cours de la même période.

S'intéresser aux marches-caravanes est pour moi une façon d'aborder un autre aspect des mouvements sociaux mexicains, à savoir le recours à des répertoires d'actions collectives qui leur sont propres ou qui sont inspirés de l'identité culturelle des populations mexicaines. De plus, centrer cette étude autour de la région triqui et de son histoire sociopolitique me permettra de travailler sur une région indienne du Mexique souvent méconnue et peu étudiée.

Traitant d'un phénomène contemporain et souhaitant donner la parole aux principaux acteurs des marches et des caravanes, mes sources seront essentiellement constituées d'entretiens réalisés dans les communautés triquis affiliées au MASJC et au MULT en juin 2012 et en janvier 2014. Je me suis également entretenu dans différentes villes et régions du Mexique avec des leaders communautaires, des dirigeants d'organisations sociales, des représentants de l'Église catholique au Mexique et des militants ayant participé à des marches-caravanes.

Pour mener à bien cette étude sur les caravanes, je m'appuierai notamment sur l'ouvrage de Charles Tilly et Sidney Tarrow : *Politique(s) du conflit : De la grève à la révolution*. C'est autour de lui que je construirai ma réflexion sur le repertoire d'action collective dans lequel s'intègre les marches-caravanes. J'aborderai également les campagnes de mouvements sociaux, les coordinations entre les différentes organisations, les acteurs de ces mobilisations, ainsi que la diffusion de leur lutte et leur démobilisation pour mieux comprendre leur organisation¹⁷.

Par ailleurs, je m'appuierai également sur des ouvrages exposant : les spécificités de la démocratie et du régime politique mexicain notamment à partir des ouvrages d'Alain Rouquié¹⁸ et d'Hélène Combes¹⁹ ; l'histoire des mouvements sociaux à travers les luttes syndicales et

¹⁷ Sidney Tarrow, Charles Tilly. *Politique(s) du conflit. De la grève à la révolution*. Paris : Presses de Sciences Po, 2008.

¹⁸ Alain Rouquié. *Le Mexique : Un état nord-américain*. Paris : Fayard, 2013.

¹⁹ Hélène Combes. *Faire parti. Trajectoires de gauche au Mexique*. Paris : Karthala, 2011.

communautaires mexicains²⁰ ; les mouvements indiens et communautaires à Oaxaca et au Chiapas²¹ et enfin les conséquences de la hausse de la violence sur la population mexicaine.

Néanmoins, cette étude essentiellement basée sur des terrains de recherche effectués dans les régions concernées par les luttes sociales fut difficile à mener en raison de la situation conflictuelle qui sévit dans ces régions depuis de nombreuses années. Ce fut notamment le cas dans la région de l'Isthme de Tehuantepec où les habitants d'Álvaro Obregón et ceux du quartier de la septima se défendaient contre les interventions policières et des sicaires accusés d'être payés par l'entreprise *Mareña Renovables*. Lors de mon terrain à Atenco j'ai rencontré les mêmes problèmes en raison de tensions entre le FPDT et un groupe de personnes affiliées au PRI. Dans la région triqui, j'ai eu l'opportunité d'assister à Rastrojo, à la cérémonie du passage des bâtons de commandement des *mayordomos* et d'entrer dans San Juan Copala même, sous la protection du MULT. J'aurais aimé pouvoir rester plus de temps dans les communautés triquis afin de collecter plus d'informations et consulter les archives des agences municipales. Ces terrains dans les territoires triquis m'auront toutefois permis de m'entretenir avec différents dirigeants du MULT, ainsi qu'avec les représentants du MASJC et d'entrer dans San Juan Copala sous la protection du MULT. Mes recherches au Chiapas m'ont en outre permises d'approfondir mes connaissances sur le travail du diocèse auprès des communautés et sur les mobilisations de l'EZLN, mais malgré une visite à Oventik, je n'ai pu m'entretenir qu'avec des personnes solidaires aux zapatistes et non avec eux directement. Mes terrains dans d'autres régions où des organisations luttèrent également pour la défense de leur territoire m'auront tout de même permis d'étendre ma problématique au-delà du contexte triqui et de diversifier mes études sur les caravanes.

La question qui émerge serait alors : à travers quel contexte historique et sociopolitique, et pourquoi, les organisations communautaires triquis ont-elles mobilisé des marches-caravanes au cours de leur histoire ?

Pour cela, nous étudierons l'histoire politique contemporaine de la région triqui tout en nous interrogeant sur les autres mouvements sociaux qui ont marqué l'histoire nationale du pays : en particulier, nous centrerons nos recherches sur les marches-caravanes des organisations du MULT et du MAJSC dans la région de San Juan Copala. Comment et pourquoi furent-elles formées ? Sont-elles similaires aux autres caravanes formées dans des contextes sociopolitiques différents ?

Les premières formations de marches-caravanes dans la triqui eurent lieu en 1981, date à laquelle est constitué le MULT. Néanmoins, nous incluons dans notre étude les mouvements

²⁰ Voir notamment : Ilán Bizberg, Francisco Zapata. *Movimientos Sociales*. In Jean-Francois Prud'Homme, Manuel Ordorica (coords.). *Los grandes problemas de México*. Vol. VI. México : El Colegio de México, 2010.

²¹ Voir notamment : Yvon Le Bot. *La grande révolte indienne*. Paris : Robert Laffont, 2009 et Jérôme Baschet. *La rébellion zapatiste : Insurrection indienne et résistance planétaire*. Paris : Flammarion, 2005.

syndicaux, paysans et étudiants organisateurs de marches, qui jalonnèrent la période comprise entre les années 1940 et 1970. Nous nous interrogerons donc sur l'influence de ces mouvements sur les organisations communautaires triquis. Dans quels buts formèrent-ils leurs premières caravanes ? Ont-ils contribué à la formation des organisations communautaires et à l'utilisation de marches-caravanes dans leur répertoire d'action de protestation ?

L'étude des États de Oaxaca et du Chiapas nous permettra également de comprendre le contexte sociopolitique dans lequel émerge ces organisations et quelle fut l'influence du soulèvement zapatiste sur celles-ci ? Quelle serait l'histoire de ces mouvements communautaires à partir des marches-caravanes ? Quelles en sont les origines et en quoi les marches contribuèrent-elles à renforcer et à étendre l'influence de ces organisations ?

À travers l'étude des mobilisations de l'EZLN, il conviendra de nous interroger également sur les caravanes liées à l'opposition au modèle néolibéral et à ses impacts sur les régions rurales du Mexique. Comment se traduisit la lutte contre ce modèle économique et politique à travers les caravanes ? Quelles organisations les coordonnèrent-elles et pourquoi ?

Les marches-caravanes furent-elles essentiellement destinées à faire pression sur le gouvernement mexicain, notamment lors de ces dernières années où son système corporatiste balbutiait. Nous chercherons donc à comprendre comment se caractérisèrent les protestations de la société civile, aux côtés des organisations sociales indépendantes, contre l'hégémonie du Parti Révolutionnaire Institutionnel (PRI) et les conséquences qu'eut la transition au sein du pouvoir fédéral, en 2001 ? À travers quelles revendications les citoyens non-partisans se joignirent-ils aux caravanes ? En quoi les caravanes du "Mouvement pour la Paix et la Justice" furent-elles différentes des autres campagnes protestataires ?

Mon plan sera donc constitué de deux parties : l'une retracera l'histoire contemporaine sociale et politique de la région triqui de San Juan Copala et des marches-caravanes que coordonnèrent les organisations triquis ; la seconde partie aura une approche plus générale sur la formation des caravanes au cours de différents mouvements sociaux mexicains.

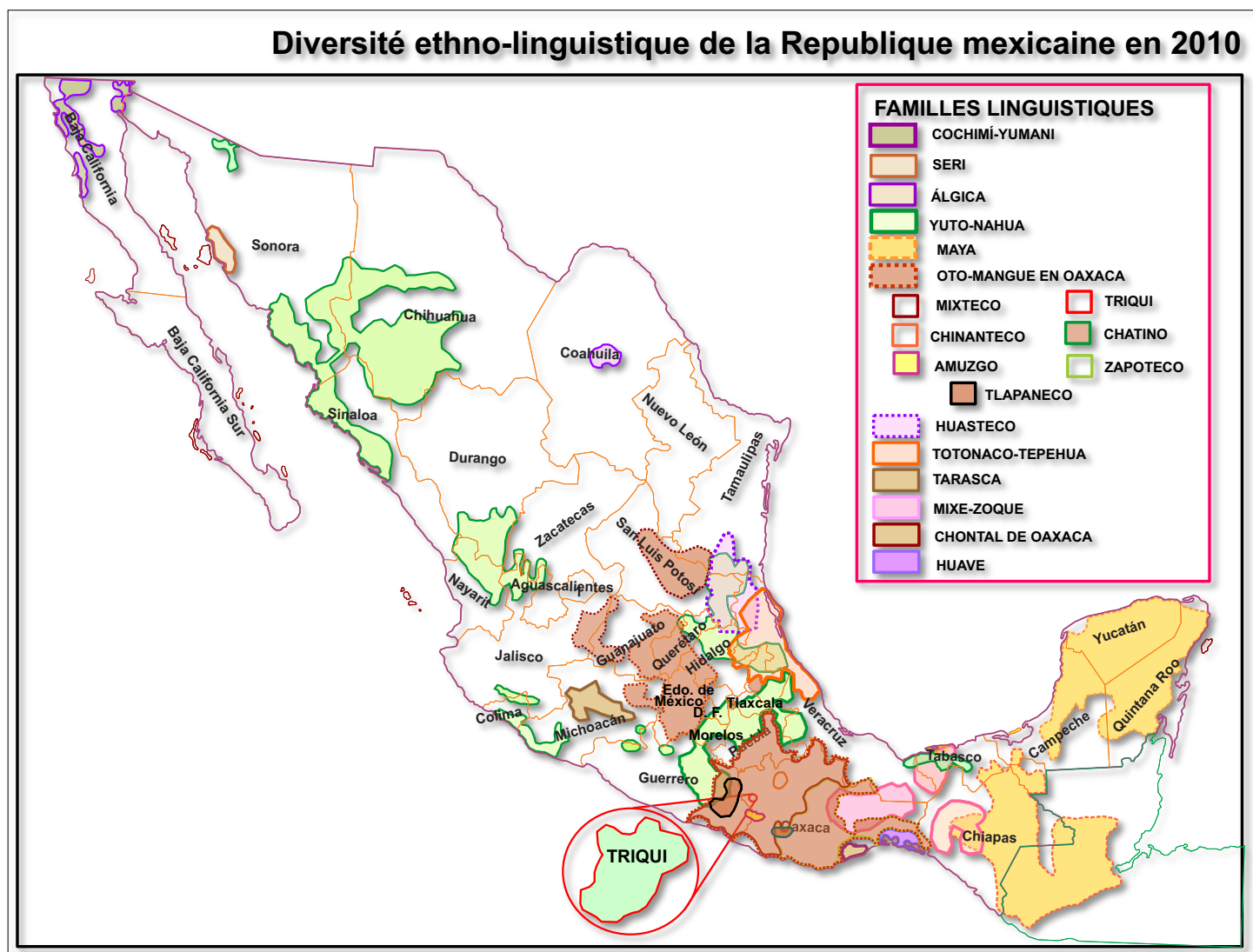
Ma première partie retracera donc l'histoire contemporaine triqui, avant d'aborder les raisons de la violence et de la formation des organisations sociales dans la région de San Juan Copala. À travers leur lutte pour la défense du territoire et de l'identité triqui, j'étudierai les mobilisations de marches-caravanes, les raisons de leur formation, l'histoire événementielle de leurs parcours, leurs objectifs et les rapports qu'elles engendreront avec les pouvoirs régionaux de Oaxaca et fédéraux de Mexico, ainsi qu'avec la population. Je traiterai également des conséquences de la violence sur la région et la formation de caravanes humanitaires et de solidarité au cours du processus autonome de Copala.

Dans ma seconde partie, j'aborderai l'histoire des mouvements sociaux mexicains à travers l'étude des marches-caravanes. Ainsi, je présenterai les premières contestations syndicales, paysannes et étudiantes au système corporatiste de l'État-parti. Puis, je me concentrerai sur l'émergence et les origines des marches-caravanes des organisations communautaires à Oaxaca et au Chiapas. Dans cet État, je travaillerai sur l'influence de la Théologie de la Libération et de l'EZLN sur les pèlerinages et les marches protestataires des Indiens. À travers les mobilisations zapatistes, j'aborderai également les luttes communautaires et paysannes contre le système néolibéral et ses impacts sur les régions rurales. Je chercherai ainsi à comprendre la formation de caravanes sur le plan local et global. Enfin, je relaterai la participation des citoyens non-partisans aux caravanes contre les fraudes électorales et contre la hausse de la violence, engendrée par la guerre contre le narcotrafic.

I. Mobilisations de marches-caravanes depuis et vers la Triqui

A. La région triqui et les sources de conflit

Les Triquis font partie des groupes ethnolinguistiques qui vivent sur le territoire mexicain. Leur région est située dans l'État de Oaxaca, lui-même localisé au sud-ouest de Mexico.



Carte 1 Diversité ethnolinguistique de la République mexicaine en 2010²²

²² Guillaume Duarte, Efraín Gracida Camacho. *Diversité ethnolinguistique de la République mexicaine en 2010*. Mexico : s. n, avril 2014.

1. Brève histoire générale des Triquis

Les régions triquis se distinguent par la langue parlée ; en effet, chaque *municipio* triqui possède sa variante linguistique. Les racines de la langue triqui proviendraient de la même famille que le mixtèque et le *cuicateco*, la famille mixtèque ou *mixtecana* appartenant au "tronc linguistique" otomangue²³. La langue triqui au sens large est considérée par les Triquis comme un facteur d'unité culturelle et est une référence identitaire pour les communautés. En 1881, le frère dominicain José Antonio Gay pense déterminer l'origine du nom des Triquis justement à travers leurs langues et la répétition de certaines syllabes (tr, pr, gr). Selon lui, ils partagent une histoire commune avec les Mixtèques, avant de se différencier notamment par la langue²⁴. Néanmoins, l'histoire des origines triquis reste essentiellement basée sur des contes et légendes transmis oralement.

Ainsi, outre les théories du frère dominicain J. A. Gay, les Triquis pourraient être, selon la légende de "Las Garzas", les descendants d'un groupe de guerriers aztèques vaincus lors d'une bataille et qui se seraient réfugiés dans les montagnes de Copala²⁵. Selon une autre légende, ils vivaient à l'origine dans une région aride appelée la "terre de feu". Face aux conflits entre familles autour de l'accès à la terre, à la nourriture et à l'eau et suite à une épidémie, les premiers Triquis auraient alors suivi leur chef suprême, *doo*, sur la route du soleil, après que celui-ci eut une vision lors d'un rêve. Il les aurait conduits dans un lieu appelé "*Kij Man Stau Saya*" qui signifierait "montagnes à la nourriture abondante". Cet exode vers la région de Putla aurait duré plusieurs années et a sans doute été inspiré par la Bible et le passage sur l'Exode du peuple hébreux vers leur terre promise. Les premiers habitants de la région se seraient donc installés sur les versants des montagnes de Putla appelées "*Ki Yio*" (montagne du *Castillo*) et "*Ki Yiu*" (montagne du *Tejón*)²⁶. Ils auraient occupé des grottes dont certaines sont encore aujourd'hui des lieux cérémoniels. Par exemple, le 25 avril les Triquis fêtent leur "dieu de l'éclair" assimilé à *San Marcos* ; lors de cette fête, ils se rendent en pèlerinage dans différentes grottes de la région appelées "*xucúa güi*" (maison de l'éclair)²⁷. Ainsi, par leurs légendes et leurs traditions religieuses, les Indiens triquis possèdent dans leur repertoire d'action collective les marches, dont une d'entre elle, sous la forme d'un exode, serait à l'origine de leur installation dans leur région actuelle.

Selon le codex dit des "*Lienzos de Zacatepec*", la dispersion des premiers Triquis serait due à l'invasion mixtèque et à celle menée par les Aztèques depuis la région de Tlaxiaco. Elles les amenèrent à se réfugier dans les hauteurs de la région de Chichahuaxtla et de Copala où ils auraient

²³ Elena Erickon De Hollenbach. *Gramática popular del Triqui de Copala*. México : Instituto Lingüístico de Verano, 2010, p. 1-4.

²⁴ José Antonio Gay. *Op. cit.*, p. 31.

²⁵ Cité dans César Huerta Ríos. *Organización sociopolítica de una minoría nacional los triquis de Oaxaca*. México : INI, 1981, p. 35.

²⁶ Pablo Hernández Cruz. *Una aproximación histórica de la llegada y asentamiento de los primitivos triquis de Oaxaca*. Oaxaca : Secretaría de Cultura del Gobierno del Estado de Oaxaca, 2010, p. 21.

²⁷ Cité dans César Huerta Ríos. *Op. cit.*, p. 220-223.

fondé "Yuma Ski'aj" (l'actuel San Juan Copala). La présence aztèque dans la région se serait traduite par une domination politique et économique tant sur la région triqui que mixtèque et qui se caractérisait par le versement d'un tribut²⁸. Toutefois, l'autonomie des structures socio-politiques triquis n'aurait pas été menacée par la présence aztèque²⁹. La présence de ce premier envahisseur aurait inciter les Triquis à se défendre des menaces extérieures en s'isolant des populations voisines, puis en se protégeant des pouvoirs coloniaux. Cet isolement souhaité et forcé pourrait expliquer la pauvreté dans laquelle se trouvait la région au XX^e siècle et l'émergence d'organisations sociales dans la région.

Par ailleurs, suite à la Conquête, les Espagnols auraient annexé la région triqui au *corregimiento*³⁰ de Teposcolula. En 1531, la circonscription devint la première *Alcaldía Mayor* de la région mixtèque, ses *corregidores* s'attelèrent à affaiblir l'organisation héréditaire des *caciques* triquis. Les deux chefs-lieux qu'étaient Copala et Chicahuaxtla furent soumis au contrôle espagnol et en 1535, leurs territoires furent placés sous l'autorité du vice-roi Antonio de Mendoza. Ainsi, une grande partie du territoire triqui fut accaparée par les Espagnols puis par les descendants des conquistadors et enfin par les Mixtèques³¹. Entre 1739 et 1749, les autorités coloniales concédèrent notamment plusieurs terrains de la région de Copala à des caciques de Tlaxiaco, générant des premières tensions autour de la question du territoire triqui³². Par la suite, la défense des terres communales sera une des principales raisons du soulèvement des communautés triquis.

De son côté, l'Église catholique, à travers les missions dominicaines, chercha à évangéliser les Triquis, notamment en convertissant ses leaders. Les missionnaires construisirent deux centres d'évangélisation à Juxtlahuaca et à Tlaxiaco et l'église de San Juan Bautista fut construite à Copala, qui deviendra ainsi San Juan Copala. Les missionnaires y organiseront le troisième vendredi de Pâques, une fête en l'honneur du saint patron du chef-lieu triqui. Cette fête religieuse mise en place par le frère Benito Fernández avait pour but d'asseoir le contrôle de l'Église et d'imposer son culte aux Triquis³³. En effet, la fête de Pâques correspondait dans l'ancien calendrier triqui à la saison des pluies et à la semence du maïs, période où les communautés désignaient leurs nouvelles autorités. Cette fête annuelle est toujours célébrée aujourd'hui, et donne lieu à des pèlerinages et des processions initiés depuis les communautés de la région basse jusqu'à San Juan Copala³⁴.

²⁸ Francisco López Bárcenas. *Op. cit.*, p. 49.

²⁹ César Huerta Ríos. *Op. cit.*, p. 36.

³⁰ Circonscription territoriale placée sous l'autorité d'un *corregidor*. Définition disponible sur : <<http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/corregimiento/19430>> (page consultée le 17 mars 2014).

³¹ Pedro Lewin Cruz, Fausto Sandoval. *Op. cit.*, 2007, p. 8.

³² Agustín García Alcaraz. *Op. cit.*, p. 281-282.

³³ Francisco López Bárcenas. *Op. cit.*, p. 61.

³⁴ Agustín García Alcaraz. *Op. cit.*, p. 244-249.



Photo 1 Vue sur l'église San Juan Bautista de San Juan Copala³⁵

Le XIX^e siècle fut marqué par l'Indépendance mexicaine durant laquelle les Triquis se mobilisèrent. En retour, le nouveau gouvernement décida la création de trois *municipios* triquis grâce à la *Ley de División y Arreglo de los Partidos que Componen el Estado Libre y Soberano de Oaxaca* dont San Andrés Chicahuaxtla en 1825 et San Juan Copala en 1826³⁶. Les *municipios* jouèrent un rôle important lors de la Guerre des Castes (1822-1865) qui trouve son origine dans la défense du territoire des peuples indiens. Ceux-ci étaient menacés par le pouvoir croissant des *rancheros*, mais aussi des *Municipios Constitucionales* et des *Juridicturas Estatales* qui symbolisaient le pouvoir administratif et exécutif des propriétaires terriens. En effet, leurs pouvoirs furent renforcés lors de l'application de la loi dite de *Municipalización* de 1822, accentuant la dépendance des communautés indiennes aux municipalités métis³⁷.

Ces premières insurrections triquis pour la défense de leur territoire s'expliquent par l'importance de celui-ci dans leur société : « *no era sólo una superficie agrícola, sino la razón de su existencia, la base de su personalidad jurídica, de su ser civil y sus derechos tradicionales* »³⁸. Dans la région de Copala, les Triquis s'organisèrent pour défendre leur autonomie politique et le contrôle de leurs terres. Cette lutte fut symbolisée par la "rébellion d'Hilarión", soldat triqui durant l'Indépendance et qui mena une insurrection pour la défense des terres communales face aux

³⁵ Guillaume Duarte. Vue sur l'église San Juan Bautista de San Juan Copala. San Juan Copala (11 janvier 2014) [photographie].

³⁶ Francisco López Bárcenas. *Op. cit.*, p. 62-63.

³⁷ Pedro Lewin Cruz et Fausto Sandoval. *Op. cit.*, p. 8.

³⁸ Jorge Hernández Díaz, León Javier Parra Mora. *Op. cit.*, p. 42.

municipios métis de 1832 à 1839. La pression des latifundistes se renforça également par l'installation de populations à la frontière de la région de Copala. Plusieurs affrontements eurent lieu face aux groupes métis, favorables au gouvernement et en 1848, débuta alors une rébellion d'insurgés Triquis de Copala, alliaient à des communautés mixtèques, contre les autorités de Juxtlahuaca qui dura jusqu'en 1851. Face à l'union des Triquis et Mixtèques, le gouvernement mit en place une stratégie afin de les diviser. À partir des années 1860, les propriétaires terriens profitèrent de ces divisions pour agrandir leurs propriétés³⁹.

Ils bénéficièrent également des réformes libérales mises en place après la destitution d'Antonio López de Santa Anna et l'adoption d'une nouvelle Constitution en 1857. Dans l'optique de cette réforme libérale, une loi affecta plus particulièrement les *municipios* triquis, la loi Lerdo de Tejada votée le 25 juin 1856. Un de ses articles décrétait la vente de toutes les propriétés rurales de l'Église et des terres cultivées, les *ejidos*, par les communautés. La propriété individuelle devait être la base d'une Nation et d'une économie moderne. Néanmoins, dans les régions rurales ce sont les riches propriétaires qui rachetèrent ces terres, favorisant ainsi la concentration de la propriété autour de quelques familles et l'accroissement de leurs domaines⁴⁰. Les Indiens furent employés dans ces *haciendas* comme *peones acasillados*. Dans la région triqui, les caciques des *barrios* vendèrent ainsi des terrains aux caciques mixtèques et des territoires autour de Chayuco et Putla furent rachetés par des entreprises de Puebla (Pacheco Hnos et García Veyran y Compañía) entre 1866 et 1870⁴¹. En outre, sous le régime de Porfirio Díaz (1876-1911), en 1883, une "loi de colonisation" renforça les précédentes réformes libérales. En effet, des compagnies d'arpentages furent mandatées afin de définir les terres inexploitées. L'opération prit fin en 1906, les financiers chargés de recenser les terres avaient inclus dans les parcelles laissées vacantes près de dix millions d'hectares appartenant aux communautés indigènes dans tout le pays et dont une partie devint propriété de riches exploitants⁴². Cependant, les communautés triquis n'auraient soit été que peu affectées par cette loi, soit n'auraient pas pu s'organiser pour lutter contre cette nouvelle répartition de leur territoire⁴³.

Ces différentes expropriations poussèrent les paysans sans terres à prendre les armes et à se révolter contre la dictature porfiriste lors de Révolution Mexicaine débutée en 1910. Cependant, elle ne débuta dans la région triqui qu'à partir de 1915 et se termina, selon les autorités de Putla en 1919. Les Triquis de Copala intégrèrent les rangs révolutionnaires pour combattre la domination des Métis de Putla et leur allégeance aux troupes gouvernementales et mettre fin au contrôle des *caciques* de

³⁹ Francisco López Bárcenas. *Op. cit.*, p. 82-87.

⁴⁰ Alain Rouquié. *Op. cit.*, p. 43-44.

⁴¹ Silvia Millán Echeagaray. *Op. cit.*, p. 31 et Francisco López Bárcenas. *Op. cit.*, p. 78.

⁴² Alain Rouquié. *Op. cit.*, p. 88.

⁴³ Jorge Hernández Díaz, León Javier Parra Mora. *Op. cit.*, p. 45 et Francisco López Bárcenas. *Op. cit.* p. 78.

Copala sur d'autres *barrios* de la région. La Révolution eut un impact réel sur la région ; dorénavant, la violence sera privilégiée pour prendre et renforcer le pouvoir politique et économique notamment à Copala. La domination de certains *barrios*, comme San Juan Copala, sur d'autres était remise en question par leur armement. De même, les rivalités entre les factions révolutionnaires sur le plan national interféraient sur les relations entre les *municipios*. En effet, les leaders de San Juan Copala appuyaient les carrancistes de Putla et menaçaient d'attaquer le *municipio* de Chichahuaxtla qui était proche des factions zapatistes⁴⁴. En outre, l'adoption de la Constitution de 1917 renforce le pouvoir du président et le contrôle de l'État centraliste sur les régions rurales⁴⁵. Des tensions éclatèrent à Copala, entre les zapatistes qui dirigeaient le *municipio* et les Triquis constitutionnalites qui s'appuyaient sur le gouverneur de Oaxaca, nommé par le président, pour en prendre le pouvoir. De plus, les rapports changent face aux Méfis : l'entrée d'armes bouleverse l'idée de soumission face à leurs pouvoirs et redéfinit les pouvoirs politiques dans la région. Malgré le rassemblement de la "famille révolutionnaire" autour du *Partido Nacional Revolucionario* (PNR), créé en 1929 par le président Plutarco Elías Calles (1928-1934)⁴⁶, les rivalités entre groupes triquis se poursuivent et plongèrent les communautés dans une extrême pauvreté. Par exemple, en 1940, Juan Comas décrivait la marginalisation dans laquelle vivait les Triquis, à travers leur condition de vie, la vétusté de leur habitat et les problèmes liés au fort taux d'alcoolisme dans les communautés⁴⁷.

Ces divisions seront à l'origine des conflits politiques au cours des années suivantes, notamment après l'intervention de l'État dans la région. Néanmoins, elles ne peuvent se comprendre qu'à travers l'étude de l'organisation sociale des Triquis et le rôle des *caciques* locaux et régionaux sur la région triqui.

2. *La société triqui*

Les origines de l'organisation sociale de la société triqui dateraient du temps où les premiers Triquis vivaient en groupe sous la forme de "*microbandas*", dans des grottes. Elles auraient ensuite formé deux groupes plus importants qui pourraient être assimilés aux régions *alta* et *baja*⁴⁸. Plus tard, les sociétés indiennes, dont la triqui, se seraient inspirées, en plus de leurs origines précolombiennes, des institutions coloniales espagnoles et de celles du Mexique indépendant pour

⁴⁴ *Idem*, p. 49-51.

⁴⁵ Alain Rouquié. *Op. cit.*, p. 118.

⁴⁶ *Idem*, p. 130-131. Après son mandat, il continuera d'influencer les politiques des présidents nommés avec son accord. L'État étant représenté par un seul parti, le PNR, est finalement dirigé en sous main par le "grand électeur" P. Calles. Cela donnera naissance à l'État-parti, dont le président sera, jusqu'à l'élection de Miguel Alemán en 1946, un général militaire.

⁴⁷ Juan Comas. *Op. cit.*, p. 51-53.

⁴⁸ Agustín García Alcaraz. *Op. cit.*, p. 277-279.

structurer leur société et contrôler leur territoire en tant que groupe culturel⁴⁹. Au sein de la société triqui, comme dans beaucoup d'organisations sociales indiennes et rurales, la famille joue un rôle important, notamment la famille étendue sur laquelle repose l'exploitation des terres. Elle se construit autour de la figure du père, qui est le chef de la famille et le propriétaire des terres, qui peuvent tout aussi bien être des terres cultivables que des bois. La famille est aussi une façon de défendre le territoire et la culture triqui face aux "accapareurs étrangers" (Mixtèques, Métis, État mexicain)⁵⁰. Le terme "*acaparadores*" désigne notamment les intermédiaires des commerçants et les commerçants eux mêmes qui venaient négocier, selon leurs propres critères, le prix d'achat des denrées alimentaires et de l'artisanat avec les communautés indiennes.

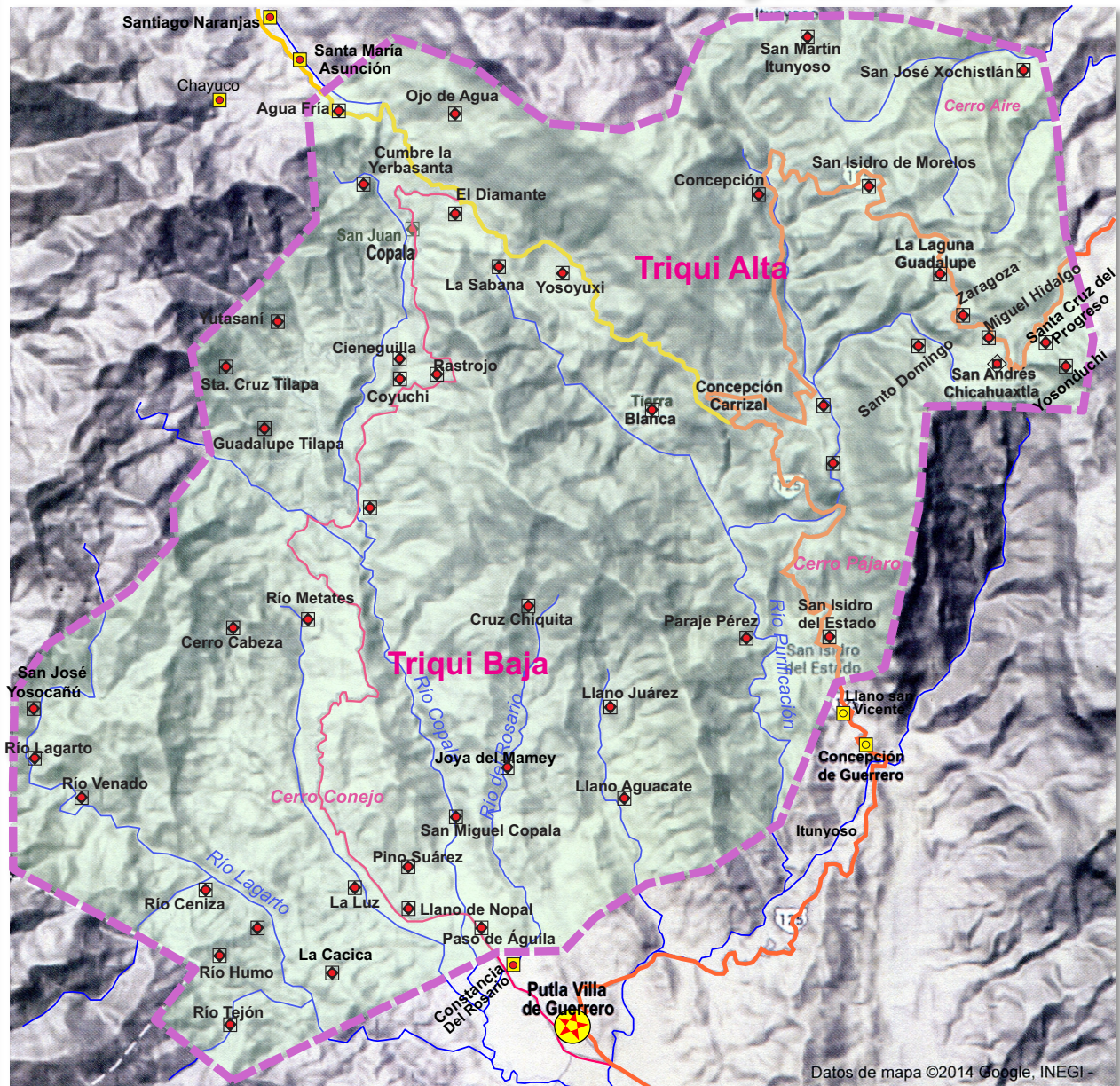
Ces groupes familiaux triquis forment les *barríos* qui sont l'équivalent des clans au sens général. Les clans des deux régions ont un centre cérémoniel, politique et administratif appelé *chuman'a*. Ces clans triquis forment dans la région cinq "noyaux agraires" qui sont les suivants : San Andrés Chicahuaxtla, San Martín Itunyoso, San Juan Copala, Santo Domingo del Estado et San José Xochistlán. Ils ont été ainsi définis lors de l'application de la Réforme Agraire, lancée par le président Lázaro Cárdenas (1934-1940), dans la région. L'État ne prit pas en compte l'unité culturelle des *barríos* triquis afin de répartir les parcelles entre communautés : c'est pour cela que quatre des cinq "noyaux agraires" sont situés dans la région haute, alors qu'une partie du territoire de San Juan Copala était placée sous l'autorité de Putla et de Constanza del Rosario. Selon F. López Bárcenas, cette division du territoire triqui était liée à la volonté du gouvernement de Oaxaca d'affaiblir l'organisation social triqui afin d'asseoir sa domination politique sur la région⁵¹.

⁴⁹ David Recondo. *Op. cit.*, p. 39-40.

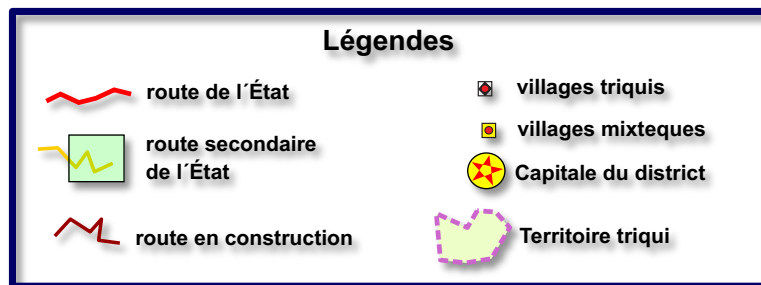
⁵⁰ Agustín García Alcaraz. *Op. cit.*, p. 123-124.

⁵¹ Francisco López Bárcenas. *Op. cit.*, p. 41.

Relief et *barrios* triquis de la région *alta* et *baja*



Datos de mapa ©2014 Google, INEGI -



Carte 2 Relief et *barrios* triquis de la région *alta* et *baja*⁵²

⁵² Guillaume Duarte, Efraín Gracida Camacho. *Relief et barrios triquis de la région alta et baja*. México : s. n. Avril 2014.

Il y aurait cinquante et un *barrios* ou lignages dans la région dont trente-quatre rattachés à San Juan Copala et six-sept à San Andrés Chicahuaxtla. Les lignages sont un groupe de personnes qui s'identifient autour d'un ancêtre commun. Ils auraient un caractère d'avantage politique que la famille étendue, qui elle fait référence à un sentiment d'appartenance commune régi par la naissance⁵³. Le territoire triqui est lui-même limitrophe de "noyaux agraires" mixtèques et métis rattachés aux districts de Juxtlahuaca, de Putla ou encore de Tlaxiaco qui ont joué un rôle important dans l'histoire des conflits autour du territoire triqui. Ainsi, la société triqui pourrait être résumée de la manière suivante : la base serait la famille, il y aurait, en amont, les clans et/ou les *barrios* et enfin le *chuman'a*⁵⁴. Par ailleurs, cette organisation sociale triqui autour de la famille est depuis les années 1970 bouleversée par l'importante migration vers les grandes villes mexicaines, le nord du pays et les Etats-Unis⁵⁵.

L'organisation politique des lignages dépend de la hiérarchie familiale ; ainsi, les membres d'un même *barrio* dépendront-ils d'un leader généralement appelé *shi-chi, xi* ou *principal*. Il organise la vie communautaire tout en assurant également la cohésion politique et la conciliation lors de conflit dans le *barrio*. Le leader est élu pour son expérience, ses connaissances, son charisme, sa maîtrise de l'espagnol qui lui permet de dialoguer avec les pouvoirs étatiques. Certains de ces leaders naturels seront également ceux qui dirigeront les organisations communautaires triquis à partir des années 1970 et 1980. La hiérarchie au sein de ces organisations reprendra le système patriarcal des clans triquis. En outre, il est chargé d'organiser le travail collectif communal appelé *tequio* ou *sun yuma'an*. Le travail communal est obligatoire pour les habitants : il consiste à travailler pour la commune *via*, par exemple, la construction d'écoles, de bâtiments municipaux, de chemins et le défrichement de terrains⁵⁶. Lors de travaux majeurs, les *principales* des clans se réunissent pour convenir des charges nécessaires à leur réalisation, ils convoquent ensuite une assemblée publique pour informer la population et répartir les tâches et les journées de travail pour le bon déroulement du *tequio*⁵⁷. De plus, les leaders seront également chargés de la répartition des terres dans les années 1940. Constitués en délégation, ils organisèrent des marches jusqu'à Oaxaca afin de négocier avec les autorités gouvernementales la distribution des *ejidos*⁵⁸.

⁵³ Juan Avendaña Ramírez. El derecho territorial triqui. El caso de Santo Domingo del Estado, Putla, Oaxaca. In Juan Avendaña Ramírez, Francisco López Bárcenas *et al.* *Con la vida de los linderos : Violencia y conflicto agrarios en el Nuu Savi*. México : Instituto Oaxaqueño de las Culturas, 2005, p. 116-117.

⁵⁴ Francisco López Bárcenas. *Op. cit.*, p. 29.

⁵⁵ Concernant la migration triqui voir l'ouvrage coordonné par María Dolores París Pombo. *Díspora triqui : Violencia política, desplazamiento forzado y migración*. México : ITACA, UAM-X División Ciencias Sociales y Humanidades, 2012.

⁵⁶ Juan Avendaña Ramírez. *Op. cit.*, p. 136.

⁵⁷ Carmen Cordero Avendaño. *Contribución al estudio del derecho consuetudinario de los triquis*. México : Instituto de administración pública de Oaxaca, 1977, p. 39-40.

⁵⁸ Entretien avec Marcos Sandoval Cruz. Oaxaca, 31 octobre 2013 (promoteur culturel de San Andrés Chicahuaxtla et chef du *Departamento de Fortalecimiento de las Lenguas y Culturas de Oaxaca* de la *Secretaría de Asuntos Indígena*).

Le leader est également celui qui exerce une domination politique sur le clan, tel un cacique, qui peut être renforcée par l'usage de la force et des armes. Des conflits d'intérêts entre caciques pouvaient être ainsi réglés de manière violente⁵⁹. Les caciques locaux pourraient être défini de cette façon : « *un cacique local es alguien que tiene un poder político y económico, es la persona quien representa al PRI-gobierno. Manejaba también la autoridad local* »⁶⁰.



Photo 2 *Mayordomos* du MULT brandissant leur bâton de commandement⁶¹

Associés au leader, les *mayordomos* appelés *ridomoa* sont chargés d'organiser les fêtes locales notamment dans le *chuman'a* qui est, pour les deux régions triquis, San Andrés Chicahuaxtla pour la *alta* et San Juan Copala pour la *baja*. Les deux *chuman'a* représentent les clans de chacune des deux régions qui s'y rendent lors des fêtes religieuses. C'est aussi un centre commercial, où a lieu un marché hebdomadaire, dans le cas de San Juan Copala le marché s'y déroule le lundi. Depuis, il a toutefois perdu en affluence, les Triquis n'ayant que peu d'excédents de production à vendre et peu de moyens pour acheter des produits, ils privilégient aujourd'hui les marchés hors de la région, à Juxtlahuaca et à Putla. Néanmoins, le *chuman'a* regroupe toujours les pouvoirs locaux des clans triquis, c'est aussi le centre administratif et culturel, comme en atteste le *Centro Cultural Driki* de Chicahuaxtla⁶². Ces centres triquis étaient d'abord peuplés par les autorités civiles et religieuses puis, après la Révolution et la construction du nouvel État national s'y installèrent les présidents municipaux suivis des *mayordomos*. Ensuite, à partir des années 1940, lorsque le statut de *municipio* est retiré aux centres triquis, les agents municipaux occupèrent la mairie.

⁵⁹ Jorge Hernández Díaz, León Javier Parra Mora. *Op. cit.*, p. 83-84.

⁶⁰ Entretien avec Rufino Martínez de Jesús. Constanca del Rosario, 10 janvier 2014 (membre de la direction politique du MULT-PUP et adjoint au maire de Constanca del Rosario).

⁶¹ Guillaume Duarte. *Mayordomos* du MULT brandissant leur bâton de commandement. Rastrojo (11 janvier 2014) [photographie].

⁶² Entretien avec Marcos Sandoval Cruz. *Op. cit.*

Les autorités, tels que les agents et les *mayordomos*, sont élues par les leaders des différents *barrios* et elles y résident un an le temps de leur mandat avant de retourner dans leur *barrio* d'origine⁶³. Les fêtes organisées dans les *chuman'a* ne sont pas uniquement religieuses, mais aussi sociales car elles permettent aux Triquis de différentes communautés voir de différents États du pays de se réunir et donc de préserver une certaine cohésion identitaire et culturelle. Ces réunions familiales peuvent entraîner l'élection de nouvelles autorités, régler des différents communautaires entre familles et clans qui portent généralement sur des problèmes agraires et sécuritaires. Les pouvoirs communaux et religieux s'entremêlent lors de ces fêtes ; ainsi, lors de la fête patronale de Santo Domingo del Estado les 4 et 5 août, les Triquis élisent leurs nouvelles autorités⁶⁴. De même, à San Juan Copala, il était de coutume d'élire les autorités du *chuman'a* lors du dimanche de Pâques. La cérémonie correspond à une procession où l'on porte un crucifix depuis Agua Fria Copala jusqu'à l'église de San Juan Copala, au cours de laquelle les Triquis s'arrêtent devant l'image du Christ, appelé *Tata-Chú*. La cérémonie se poursuit avec, à sa tête, le *mayordomo* responsable de la fête accompagné de l'agent municipal et de ses assistants portant leur bâton de commandement, ainsi que des *mayordomes* et des hommes des *barrios*, les femmes et les enfants étant tenus à l'écart. Lorsque la procession arrive à l'église de Copala, seuls les autorités, les hommes et les jeunes copaltèques peuvent y entrer ; c'est alors que le *mayordomo principal* clôture la cérémonie par un discours insistant sur la défense du territoire et de l'identité triqui⁶⁵. Au cours de cette fête, les autorités doivent exposer les problèmes de leur communauté et les actions menées durant leur mandat puis, ils élisent les nouvelles autorités à qui il sera remis le bâton de commandement. Aujourd'hui, les autorités des agences municipales ne sont plus élues uniquement par les *mayordomos*, mais aussi par les représentants de l'État dans les districts dont dépendent les territoires triquis. L'intromission de l'État dans les élections des autorités triquis sera l'une des raisons de la hausse de la violence entre les clans et de la formation d'organisations communautaires indépendantes.

Au cours du XX^e siècle, l'organisation sociale des clans autour des liens familiaux fut mise à mal par la présence de l'État, de la migration et de la violence ; beaucoup de familles se séparèrent pour rejoindre des communautés où l'organisation sociale ou politique à laquelle ils appartenaient était forte. La violence dans la région fut générée par des conflits agraires, par le contrôle des caciques locaux sur les pouvoirs économiques et politiques et autour de la production du café.

⁶³ Francisco López Bárcenas. *Op. cit*, p. 37.

⁶⁴ Juan Avendaña Ramírez. *Op. cit*, p. 137.

⁶⁵ Carmen Cordero Avendaño. *Op. cit*, p. 44-45.

3. *Conflits autour de la terre et du café*

Les deux régions triquis se distinguent entre autres par leur climat : la région *baja* possède un climat tempéré permettant de diversifier les produits cultivés ; à l'inverse, la région *alta* plus haute en altitude se caractérise par un climat plus froid avec un sol pauvre et des terrains accidentés ne favorisant pas la pluri-culture comme dans la *baja*. Les Triquis y cultivent essentiellement du maïs et du *frijol*, base de leur alimentation⁶⁶. Dans la région copaltèque, en plus de l'exploitation du bois des forêts avoisinantes, ils cultivent différents fruits, dont la banane mais surtout le café, source de revenus, mais aussi de conflits. En effet, les conflits autour de la production du café dans la région de Copala s'ajoutèrent à ceux de la répartition des terres et de l'occupation de celles-ci par les caciques métis. La production du café, de l'arabica sauvage plus précisément, s'est essentiellement concentrée entre San Juan Copala et Putla⁶⁷.

La culture du café débuta au Mexique au début du XIX^e siècle et se développa sous Porfirio Díaz à travers les *haciendas*. Ainsi, dans la région mixtèque appelée "sub-humide" par Esther Katz, incluant la région de Putla, le café supplanta la culture de la canne à sucre et l'élevage⁶⁸. Le café aurait été introduit et commercialisé dans la région de Copala après la Révolution mexicaine pour donner une nouvelle orientation à l'économie. À partir de 1921, la culture du café s'intensifie, la superficie exploitée pour sa production augmente, de même que les échanges entre les exploitants Triquis et les commerçants de Putla et de Juxtlahuaca. Toutefois, ils cultivent seulement de petites parcelles les *ejidos*, distribuées après la Révolution à partir des anciennes propriétés des *hacendados*. En outre, les familles produisent essentiellement du maïs pour leur consommation personnelle, de la banane en faible quantité pour la vente et donc du café qui permet de générer un peu de revenus.

La caféiculture dans la région fut favorisée et soutenue par plusieurs programmes gouvernementaux d'aides au développement, d'ONG et d'organisations civiles qui échouèrent toutefois à la pérenniser. En effet, ils durent faire face à la perpétuelle intromission politique des communautés métisses avoisinantes et des caciques de Putla, Juxtlahuaca et Tlaxiaco qui accaparaient le café, l'artisanat et les autres ressources naturelles des Triquis. Ils échangeaient ces denrées contre des produits de premières nécessités, tels que la viande, le riz, mais aussi l'alcool⁶⁹. Par ailleurs, les transactions autour du café auraient favorisé l'entrée d'armes dans la région de Copala car les commerçants, souhaitant obtenir les prix les plus bas, échangeaient parfois le café contre des armes ou de l'eau de vie (*aguardiente*), générant ainsi des tensions internes à la Triqui et

⁶⁶ Jorge Hernández Díaz, León Javier Parra Mora. *Op. cit.*, p. 63.

⁶⁷ Agustín García Alcaraz. *Op. cit.*, p. 90.

⁶⁸ Esther Katz. Fleur de café, luttes de pouvoir : évolutions de la caféiculture en pays mixtèque (Mexique). In Jacques Gilard, Jean-Christian Tulet (coords.). *La fleur du café, caféiculteurs de l'Amérique hispanophone*. Paris : Éditions Karthala, 2000, p. 166.

⁶⁹ Silvia Millán Echeagaray. *Op. cit.*, p. 51.

des conflits avec les intermédiaires chargés de négocier les prix pour les commerçants. L'entrée d'armes dans la région aurait aussi été une nécessité pour les leaders afin d'asseoir et étendre leur autorité⁷⁰.

Les Mixtèques comme les Triquis étaient victimes notamment des commerçants de Putla. Ils contrôlaient la commercialisation et donc le prix du café, employant la force pour faire pression sur les paysans. De même, ils luttèrent contre l'implantation d'organisations gouvernementales qui achetaient le café aux Indiens producteurs et les aidaient à améliorer leur production. La culture du café entraîna également des conflits autour de la terre. Par exemple, à Yosotato, dans la mixtèque, suite à l'introduction du café et la répartition des terres sous la forme d'*ejido*, les premiers producteurs qui se lancent dans le café s'approprient des terres communales en friches, ce qui va leur permettre d'augmenter leur production. Cela générera d'importantes inégalités économiques au sein des communautés où les producteurs en profitèrent pour prendre le contrôle politique.

En 1949, des Indiens mixtèques producteurs de café de plusieurs communautés s'organisent autour de l'*Asociación de Cafetaleros de Nuyoo, Yucuiti, Yosotato* pour lutter contre le pouvoir des acheteurs métis et améliorer la production. Ils décident ainsi de vendre leur café directement aux organisations gouvernementales comme la *Compañía Exportadora e Importadora de México S.A.* (CEIMSA). En 1962, une nouvelle organisation fut créée : l'*Unión regional de café del noreste del Estado de Oaxaca*. Mais ces organisations échouèrent à s'affranchir des commerçants "acaparadores" de Putla qui continuaient à dicter leur loi sur le marché du café. Toutefois, en 1965, l'*Instituto Mexicano del Café* (INMECAFÉ) décide de s'installer à Putla mais ne travaille qu'avec les villages desservis par les routes et développe donc uniquement des projets dans les communautés mixtèques (Miramar, Nuyoo, Unión entre autres). Selon Silvia Millán, cet institut acheta seulement de 1974 à 1975 le café aux producteurs triquis avant de se retirer, certainement face aux pressions des commerçants du café⁷¹. Les Mixtèques réussirent à s'organiser en coopérative à partir des années 1980, il y eut, par exemple, celle de Uni Ñuu, soutenue par l'*Asociación Rural de Interés Colectivo* (ARIC) qui se développa, tout en continuant à devoir affronter le pouvoir des caciques tels que Melchor Alonso⁷². À l'image des Mixtèques, les Triquis cherchèrent également à s'organiser face aux commerçants de Putla, mais isolés dans leur région montagneuse et marginalisés par les pouvoirs étatiques ils ne purent obtenir gains de cause et se divisèrent autour de conflits territoriaux.

Les conflits autour du café soulèvent un autre problème de la région triqui, celui de la terre. En effet, le territoire réparti en lignages nécessite une organisation interne pour son exploitation. Chez

⁷⁰ Jorge Hernández Díaz, León Javier Parra Mora. *Op. cit.*, p. 55.

⁷¹ Silvia Millán Echeagaray. *Op. cit.*, p. 53.

⁷² Esther Katz. *Op. cit.*, p. 177-183.

les Triquis, il est lié à la figure du chef de famille et à son clan. Néanmoins, les terres communales ne furent pas reconnues comme telles par l'État mexicain car cela impliquait de reconnaître les "us et coutumes" des Triquis, c'est-à-dire : les pouvoirs communaux des autorités des *chuman'a* et des leaders des *barrios* ainsi que les liens "religieux" qu'ils avaient avec la terre (la déesse de la terre s'appelle *i'anj io'o*). Les clans triquis cherchèrent depuis tout temps à garder unies leurs parcelles, ils arrangeaient pour cela des mariages entre clans. Ainsi, les Triquis des *barrios* plus importants, par leur statut, réussirent à prendre possession des terrains d'autres clans grâce aux alliances, comme le souligne Juan Avendaño Ramírez : « *ser triqui de Santo Domingo, de Copala o Chicahuaxtla por nacimiento, no solamente otorga el reconocimiento, sino el derecho parcelario dentro del linaje y grupo clánico* »⁷³. Par exemple, le territoire de Santo Domingo fut spolié par les caciques de San Juan Copala soutenus par les autorités gouvernementales : « *Santo Domingo perdió su territorio cuando la acción gubernamental le favoreció a Copala [...]* »⁷⁴.

Des conflits autour de l'accès à la terre eurent également lieu dans la région indienne tlapanèque, dans l'État voisin de Guerrero, suite à l'intervention croissante de l'État autour de la question agraire. À partir de 1856, lorsque des communautés, construites sur des terrains qui avaient défrichés par les paysans eux-mêmes, s'agrandissaient elles devenaient des *comisarias*. L'agence municipale, dont elles dépendaient, leur octroyait des titres de propriétés communales. De même, les autorités communales reconnaissaient le droit de cultiver des parcelles aux familles qui les avaient défrichées, sans toutefois faire ratifier ce titre par les autorités gouvernementales. Néanmoins, avec l'arrivée de la culture du café au cours du XX^e siècle, des terrains appartenant à ces communes furent privatisés par leurs exploitants. De plus, la répartition des *ejidos* suite à la Réforme Agraire contribua à morceler les territoires communaux et à redistribuer des propriétés privées qui avaient été octroyées suite à l'application de la loi de "désamortissement" de 1856. Les clans, puis les *municipios* se disputèrent donc l'accès à la terre, cristallisant ainsi les conflits autour des villages d'une même région⁷⁵.

À l'image de cette région indienne de Guerrero, des luttes opposèrent les clans triquis entre eux, mais ils furent également opposés aux caciques voisins de la région qui convoitaient leurs terres. Face à l'organisation d'une guérilla triqui pour défendre leur territoire dans les années 1940, l'État de Oaxaca dut intervenir afin de rétablir le calme⁷⁶.

⁷³ Juan Avendaño Ramírez. *Op. cit.*, p. 139.

⁷⁴ *Idem*, p. 139-140.

⁷⁵ Danièle Dehouve. *La géopolitique des Indiens du Mexique*. Paris : CNRS Éditions, 2003, p. 88-93.

⁷⁶ Francisco López Bárcenas. *Muertes sin fin : Crónicas de represión en la región Mixteca oaxaqueña*. México : Centro de Orientación y Asesoría a Pueblos Indígenas, 2002, p. 68.

Cette intervention permettait au gouvernement de Oaxaca de créer des alliances avec les principales familles triquis, notamment de San Juan Copala, qui en échange de la protection gouvernementale devaient soutenir le parti unique lors des élections et permettre ainsi à l'État-parti d'étendre son contrôle politique sur la région. Sa présence contribua à radicaliser les divisions entre les clans et à augmenter la violence dans la région de Copala.

4. *La présence de l'État : facteur de violence*

La région triqui fut longtemps marginalisée et isolée du reste de l'État de Oaxaca ; néanmoins, suite aux différents conflits qui affectèrent la région, l'État mexicain va peu à peu s'immiscer dans la vie politique triqui.

L'État chercha dans un premier temps à intervenir de manière indirecte en favorisant les clans influents, notamment pour assurer le monopole électoral du parti unique, le Parti Révolutionnaire Institutionnel (PRI). Face aux oppositions triquis, la violence politique fut ensuite appliquée, notamment dans la région de Copala pour garantir ce contrôle politique de l'État. Pour María Dolores París Pombo, la violence politique étatique pourrait se définir ainsi :

La violencia política es una manifestación colectiva de violencia física y directa en una relación de poder. Se puede usar como medio para conseguir posiciones o cargos políticos dentro de una estructura institucional o territorial [...] La violencia institucional busca neutralizar la violencia difusa que propicia la desarticulación del orden social [...] y para reprimir los movimientos y luchas sociales [...] La violencia institucional como violencia física, se ejerce a través de los cuerpos llamados de seguridad como las diversas policías y el ejército⁷⁷.

Comment expliquer cette violence étatique dans la triqui ? Elle peut être due au mépris et à la méconnaissance de l'identité et de la culture triqui, ce qui amène les autorités des districts de Putla et de Juchitán et l'État en général à considérer les Triquis comme des Indiens sauvages, violents et ignorants⁷⁸. Cependant, la violence politique se caractérise aussi par les exactions commises par l'armée, des caciques régionaux et des groupes politiques qui engendrent des divisions dans la région et l'armement des clans. L'organisation armée des Triquis, pour défendre leurs terres et pour prendre le contrôle politique de la région, amena le gouvernement de l'État de Oaxaca à intervenir en retirant le statut de *municipio libre* à San Andrés Chicahuaxtla en 1940 et à San Juan Copala le 15 décembre 1948. Le passage de *municipio libre* à agence municipale pour Copala fut acté par le vote du décret

⁷⁷ María Dolores París Pombo. Intervención institucional y migración en la región triqui baja. In Jonathan Fox, Libby Haight. *Mexican Rural Development Research Reports*. Washington DC : Woodrow Wilson International Center for Scholars, 2011, p. 21. Disponible sur :

<http://www.wilsoncenter.org/sites/default/files/Migracion_Triqui_monografia_20.pdf> (page consultée le 24 février 2014).

⁷⁸ *Idem*, p. 22-24.

105 au *Congreso del Estado Libre y Soberano de Oaxaca* et publié dans le journal officiel le 6 février 1949⁷⁹. Le *chuman'a* de la région *baja* devint ainsi une simple agence municipale dépendant sur le plan juridique, politique et administratif de chefs-lieux métis. Dorénavant, la région triqui est répartie en quatre *municipios* : San Martín Itunyoso, Constanza del Rosario, Putla Villa de Guerrero et Santiago Juxtlahuaca et en trois districts : Putla Villa de Guerrero, Santiago Juxtlahuaca et Tlaxiaco. L'agent municipal devint la principale autorité de la région, il fut dans un premier temps désigné par les *mayordomos principales* puis par les autorités de Juxtlahuaca.

Ce décret devait endiguer la violence à Copala et "rapprocher les copaltèques de la civilisation"⁸⁰. Cela permettait aussi aux autorités de Juxtlahuaca de récupérer de nombreux revenus liés à la production du café, aux échanges commerciaux, aux impôts, aux amendes et de favoriser les caciques régionaux⁸¹. Cela ne fit qu'accentuer la violence dans la région car, libérés du pouvoir du centre traditionnel qu'était San Juan Copala, les *barrios* à travers leurs *mayordomos* s'engagèrent dans une lutte pour le contrôle d'autres territoires triquis. De plus, étant responsables de la vente du café, les leaders purent facilement s'armer auprès des commerçants. Lorsqu'ils bénéficiaient de l'appui des autorités métisses, les *principales* en profitaient pour faire enfermer leurs opposants ou demander l'intervention de l'armée et de la police en leur faveur. Cette lutte pour le pouvoir politique provoqua une désertion des autorités municipales de l'agence de Copala ; par peur de possibles représailles, les agents et les présidents municipaux abandonnaient leur fonction s'ils ne possédaient pas d'importants soutiens pour se protéger⁸².

⁷⁹ Carmen Cordero Avendaño. *Op. cit.*, p. 48.

⁸⁰ Jorge Hernández Díaz, León Javier Parra Mora. *Op. cit.*, p. 112.

⁸¹ *Idem*, p. 112.

⁸² *Ibidem*, p. 115.



Carte 3 Territoire triqui dans les districts mixtèques⁸³

⁸³ Guillaume Duarte, Efraín Gracida Camacho. *Territoire triqui dans les districts mixtèques*. Mexico : s. n, avril 2014.

Ce changement administratif provoqua également l'impossibilité pour les autorités copaltèques de rendre la justice et de s'auto-administrer, ils dépendaient des autorités non triquis, ignorantes de leurs traditions, de leurs coutumes et qui appliquaient les lois étatiques et fédérales, différentes de leurs lois ancestrales. De plus, les Triquis furent soumis à la corruption des autorités de Juxtlahuaca qui acceptaient l'achat du résultat des élections en faveur des leaders triquis⁸⁴ ou la libération d'individus incarcérés moyennant finance⁸⁵. L'ingérence gouvernementale dans les agences municipales triquis contribua à l'isolement de la région, puis à l'organisation de mobilisations vers les centres des pouvoirs locaux, régionaux et nationaux. L'absence d'autorités compétentes dans les municipalités a contribué à l'organisation de marches-caravanes.

Par ailleurs, le gouvernement décida d'envoyer l'armée intervenir dans la région *baja* depuis les casernes de Juxtlahuaca et de Putla, puis, une caserne est construite à la fin des années 1970 à San Juan Copala⁸⁶. Leur intromission dans la politique locale accéléra le progressif remplacement des autorités traditionnelles, politiques et religieuses, exclues du pouvoir municipal de San Juan Copala et remplacées par des groupes politiques locaux alliés au parti unique. L'intervention militaire atteignit son paroxysme lors de la répression organisée suite à l'assassinat du lieutenant Palos en 1956, accusé par les Triquis d'extorsions et d'abus sexuels. La répression se caractérisa par le mitraillage et le bombardement depuis un avion de la communauté de Cruz Chiquita⁸⁷. Cette intervention pourrait symboliser l'échec de l'armée pour contrôler les Triquis par la force.

Comme ce fut le cas dans d'autres régions indiennes de l'État, il fut aussi décidé d'asseoir le contrôle étatique par la voie politique, tout en s'appuyant sur la présence des militaires afin de réprimer toute contestation des *barrios* triquis. L'État-parti mit en place un système clientéliste tolérant l'organisation communautaire triqui au détriment des lois constitutionnelles (influence de l'Église dans les décisions prises par les autorités municipales, organisation par les autorités des fêtes religieuses, élections publiques et masculines selon les traditions triquis), puis en appliquant des "mécanismes particuliers de médiation politique" dicit D. Recondo⁸⁸. Ces liens se seraient renforcés lors de la Réforme agraire lancée sous la présidence de Lázaro Cárdenas (1934-1940) et qui permit une institutionnalisation progressive des communautés⁸⁹. Les autorités de Juxtlahuaca s'allièrent à un groupe de promoteurs bilingues dirigés par un professeur triqui, Maurilio González Pérez, qui facilita l'intromission de l'État-parti dans la région. Cette pratique se retrouve sous L. Cárdenas

⁸⁴ *Idem*, p. 117-118.

⁸⁵ Roberto Cervantes Delgado. *Tristes triquis, un diario de campo en la Mixteca de la sierra (1969)*. México : INAH, 1999, p. 67.

⁸⁶ Pedro Lewin Cruz. La gente de la lengua completa (yi nĩ' nanj nĩ' ĩnj) : El grupo etnolingüístico triqui. In Alicia Barabas, Miguel Alberto Bartolomé. *Configuraciones étnicas en Oaxaca. Perspectivas etnográficas para las autonomías*. Vol. 2. México : INAH, INI, 1999, p. 249.

⁸⁷ Francisco López Bárcenas. *Op. cit*, p. 106-108.

⁸⁸ David Recondo. *Op. cit*, p. 46.

⁸⁹ *Idem*, p. 28.

lorsqu'il décide de remplacer les autorités municipales, les *ladinos* et les *mayordomos*, par des indiens alphabétisés et bilingues qui serviront d'intermédiaires et permettront ensuite au PRI de s'implanter dans les régions indiennes⁹⁰. De même, l'État s'appuie sur les instituteurs qui cherchent par l'éducation à intégrer les indiens à l'État-Nation mexicain, ils s'immiscèrent ensuite dans la politique locale en briguant les postes municipaux. Il est important de signaler que les instituteurs jouent un rôle central dans les communautés isolées telle que la région triqui car ce sont les seuls qui possèdent un revenu régulier et qui peuvent donc occuper une charge institutionnelle sans contraintes économiques. De plus, leur maîtrise du castillan et de l'administration leur permet d'être des intermédiaires efficaces et un atout majeur pour le parti-unique⁹¹. Ainsi, ils aident le gouvernement à installer un comité local du PRI en 1971 à Copala. De son côté Maurilio González Pérez fut élu agent municipal de San Juan Copala en 1973, sous les couleurs du PRI, soutenu par les autorités de Juxtlahuaca et il reçut le soutien du groupe évangéliste installé dans la région, l'*Instituto Lingüístico de Verano*⁹².

L'institut linguistique, proche de l'Église Évangéliste Protestante Nord-américaine joua un rôle important dans l'intégration des Indiens triquis à l'État. En effet, dans un premier temps, il s'installa dans différentes communautés indiennes sous L. Cárdenas pour évangéliser les Indiens. D'après Jean Meyer, qui abordait la question du protestantisme dans l'État du Chiapas, les principaux travaux de ces missionnaires protestants furent la traduction et la publication des textes religieux en différentes langues vernaculaires dans le but d'évangéliser et alphabétiser les Indiens. Cette évangélisation était accompagnée de programmes de développements basés sur la santé, le logement et l'amélioration de la production agricole⁹³. Cependant, les méthodes de l'institut protestantiste provoquèrent des tensions et des affrontements dans les *barrios* copaltèques. En effet, elles contribuèrent à désarticuler la répartition des charges entre les autorités civiles et religieuses. De même, à San Juan Copala, la présence de l'institut remit en question le rôle du curé qui servait alors d'intermédiaire entre les autorités communales et les représentants du gouvernement de Oaxaca. L'institut remettait également en cause l'organisation sociale triqui, critiquant par exemple la réalisation de travaux collectifs⁹⁴. Néanmoins, leur maîtrise de la langue triqui permit à ses représentants d'être peu à peu acceptés par les communautés. Certains d'entre eux, dont la linguiste Elena De Hollenbach, s'installèrent même à La Sabana. Il est intéressant de voir qu'en 1994 fut fondé dans ce *barrio*

⁹⁰ *Ibidem*, p. 29.

⁹¹ *Idem*, p. 58.

⁹² Francisco López Bárcenas. *Op. cit.*, p. 126-127.

⁹³ Jean Meyer. *Samuel Ruiz en San Cristóbal*. México : Tusquets Editores, 2000, p. 57.

⁹⁴ Armando Rosales Martínez. *La escuela en la conquista del pueblo triqui : Del grupo de promotores bilingües a la educación para la autonomía en San Juan Copala*. Mémoire de Master en Développement rural. México : Universidad Autónoma Metropolitana-Xochimilco División de Ciencias Sociales y Humanidades, 2010, p. 72-77.

l'organisation triqui *Unión de Bienestar Social de la Región Triqui* (UBISORT), proche des autorités priistes de Oaxaca, dont le but était de rivaliser avec l'organisation communautaire triqui, le *Movimiento de Unificación y Lucha Triqui* (MULT).

Ainsi, l'État décida de privilégier l'intégration de la région par la voix politique en mettant en place un système clientéliste tolérant l'organisation communautaire triqui, tout en se reposant sur l'armée pour asseoir ces décisions politiques. De plus, l'État-parti chercha également à intégrer les Triquis par l'application de politiques indigénistes d'intégration. Porteuses de projets éducatifs et de développement les institutions indigénistes eurent néanmoins du mal à s'intégrer dans les commuanutés triquis, ce qui légitima une nouvelle fois l'usage de la violence.

B. Naissance d'oppositions triquis

1. Le réveil triqui grâce à l'indigénisme ?

Au Mexique, les politiques indigénistes d'intégration furent instaurées sous la présidence de Lázaro Cárdenas à la fin des années 1930. De ce fait l'État-parti pronait l'intégration des Indiens à la Nation mexicaine alors en pleine modernisation. Il souhaitait en faire des "citoyens mexicains à part entière"⁹⁵.

L'indigénisme mexicain aurait permis au régime postrévolutionnaire mexicain d'étendre son contrôle jusqu'aux régions rurales et indiennes les plus reculées, notamment grâce à l'Institut National Indigéniste. L'INI a été créé en 1948 pour promouvoir les peuples indiens au Mexique et les aider à se développer. Selon l'un de ses directeurs, l'anthropologue Salomón Nahmad Sittón, l'institut eut pour objectif d'appliquer l'État laïc dans les communautés indiennes et ainsi les libérer du contrôle de l'Église catholique, qui depuis essaye d'étendre de nouveau son contrôle sur ces mêmes peuples indigènes⁹⁶.

Les relations des peuples indiens avec le PRI et l'État mexicain changent dans les années 1960 avec l'application d'une politique de consolidation étatique entraînant de profondes modifications dans leurs sociétés. L'État souhaite mettre fin aux pouvoirs des caciques locaux et dans le cas de la région de Copala, affaiblir les autorités politiques traditionnelles copaltèques. Pour cela, le gouvernement favorise l'implantation d'institutions gouvernementales comme le syndicat paysan affilié au pouvoir, la *Confederación Nacional Campesina* (CNC) qui cherche à intégrer les Indiens

⁹⁵ David Recondo. *Op. cit.*, p. 64.

⁹⁶ Entretien avec Salomón Nahmad Sittón. CIESAS, Oaxaca, 10 octobre 2013 (anthropologue au CIESAS et ancien directeur de l'*Instituto Nacional Indigenista*).

comme les paysans mexicains. L'État-parti souhaite intégrer l'Indien à la Nation tout en lui laissant une certaine autonomie territoriale et institutionnelle. Le système clientéliste priiste est donc basé sur une tolérance étatique envers l'organisation des communautés indiennes qui, en échange, doivent rester loyales au PRI, lui offrant ainsi une légitimité nécessaire à sa présence dans ces régions⁹⁷.

Des institutions comme l'INI sont chargées de promouvoir l'intégration par l'éducation et donc l'alphabétisation et la castillanisation des Indiens. L'intégration se fait également *via* des programmes de développement pour les communautés sur la base d'aides financières et d'une intégration au marché national. Ainsi, les premières écoles publiques apparaissent en territoire indien à partir des années 1950 sous l'impulsion de l'Institut National Indigéniste qui met en place une nouvelle politique éducative favorisant le recrutement d'enseignants Indiens bilingues appelés "promoteurs d'alphabétisation"⁹⁸.

Néanmoins, dans la région triqui, l'arrivée de ces promoteurs fut mal perçue par les instituteurs déjà en poste et par les autorités municipales⁹⁹. L'INI eut du mal à s'installer et à mettre en place ses projets éducatifs dans les communautés triquis. De plus, en 1963, l'institut constate l'absence d'école publique à San Juan Copala et en arrive aux conclusions suivantes : absence du gouvernement dans la région, manque de coopération des autorités triquis et hostilité des Triquis envers les Métis¹⁰⁰. Face aux menaces et à l'absence d'infrastructures, les instituteurs ne restent pas dans la région. Pourtant l'INI essaya d'implanter des projets éducatifs, comme des écoles radiophoniques en 1962 à Paraje Pérez et à Yosoyuxi, mais ces dernières durent fermer suite à des menaces provenant de groupes armés locaux et des caciques métis. Ces opposants cherchaient certainement à maintenir l'isolement de la région, leur permettant ainsi de continuer à contrôler la région. Cependant, l'institut indigéniste essaya de rompre cet isolement dans les années 1960 en construisant des chemins permettant un semblant de désenclavement des *barrios* triquis et facilitant ainsi le travail de ses promoteurs bilingues. Les premières réalisations eurent finalement lieu à San Juan Copala avec la construction d'un centre de santé et d'une école publique.

Les changements furent plus perceptibles à partir des années 1970 lorsque le gouvernement fédéral inaugura des projets de développement pour notamment contenir la violence. En effet, il craignait que les Triquis rejoignent ou lancent un mouvement politique militarisé similaire au Parti des Pauvres et à sa branche armée, la *Brigada de Ajusticiamiento* de Lucio Cabañas Barrientos dans l'État voisin de Guerrero et menace l'installation du PRI dans la région de Copala¹⁰¹.

⁹⁷ David Recondo. *Op. cit.*, p. 66-68.

⁹⁸ Danièle Dehouve. *Op. cit.*, p. 97.

⁹⁹ *Idem*, p. 76.

¹⁰⁰ Francisco López Bárcenas. *Op. cit.*, p. 99.

¹⁰¹ *Idem*, p. 115.

La région reçut l'aide de programmes de développements tel que la *Comisión del Río Balsas* ou encore le programme de développement rural *Programa de Inversiones Públicas para el Desarrollo Rural* (PIDER). De plus, la visite de Lázaro Cárdenas en compagnie d'ingénieurs pour la *Comisión del Río Balsas* en 1967 permit aux Triquis d'exposer leurs problèmes, plusieurs mesures furent prises pour aider la région telles que : l'installation d'un *Brigada de Mejoramiento Indígena*, de promoteurs bilingues, la construction d'une route allant de Juxtlahuaca à Putla en passant par Copala, l'accès à l'eau potable à San Juan Copala¹⁰². Cependant, la commission ne commença à travailler dans la région qu'à partir des années 1970, suite à l'élection de jeunes triquis bilingues et non affiliés au parti unique. Les premiers travaux répondaient aux besoins des *barrios* triquis et au manque de structures publiques, allant de l'attention médicale à un appui logistique pour la culture des terres. F. López Bárcenas définit les six axes de développement social mis en place par le programme :

El área de infraestructura incluía construcción de caminos, [...] aprovechamientos hidráulicos, sistemas de agua potable [...], mercados, dispensarios, casas municipales [...] y canchas deportivas; el área agrícola, la construcción de terrazas [...], reforestación y fruticultura. El área de artesanías y organización industrial incluía pequeños talleres artesanales y un [...] tratamiento básico de café [...]; el área pecuaria incluía proyectos avícolas [...]; el de bienestar social contemplaba la salud pública, el mejoramiento de la vivienda y la educación de adultos [...]»¹⁰³.

Beaucoup de ces projets ne purent être menés à bien, cela fut en partie dû à la mort du général Cárdenas en 1970 car son successeur, Rubén Figueroa, était moins enclin à intégrer la région au développement national. De même, la mauvaise gestion gouvernementale dans la planification des projets, les craintes triquis sur les conséquences d'une intervention extérieure et la violence interne à la région poussèrent la commission à se retirer en 1979.

Pourtant, l'intromission de l'État *via* ses institutions aurait changé profondément la physionomie du *chuman'a*, ce qui aurait entraîné une recrudescence des conflits autour du contrôle politique et territoriale initiés après le rattachement aux *municipios* métis¹⁰⁴. C'est ainsi que le gouvernement décida d'abandonner les préceptes de la politique indigéniste d'intégration et revint à une politique d'intervention politique, violente, qui poussa les Triquis à s'organiser.

L'indigénisme postrévolutionnaire aura permis la naissance et la prise de conscience d'une génération d'Indiens qui seront les instigateurs du multiculturalisme alors qu'ils auraient dû être le fer de lance de l'intégration indienne à l'État-Nation mexicain, dans la région copaltèque cette génération se formera autour du *Club* et de la lutte communautaire.

¹⁰² *Ibidem*, p. 115-117.

¹⁰³ *Idem*, p. 130.

¹⁰⁴ Pedro Lewin Cruz. *Op. cit.*, p. 248.

2. *Le CLUB : initiation au communalisme*

Au début des années 1970, un groupe de jeunes triquis dont le principal leader fut Guadalupe Flores Villanueva dit *Nato*, originaire d'El Rastrojo et instituteur à Cruz Chiquita, s'organise face aux indigénistes et aux caciques. Pour Yvon Le Bot, cette époque est symbolisée par l'émergence d'une élite indienne rurale qui se caractérise de la manière suivante : « [...] scolarisée et biculturelle, qui valorise l'identité ethnique et constitue le fer de lance des combats locaux pour la justice et la démocratie, contre les caciques, le PRI et l'État [...] »¹⁰⁵. Grâce aux politiques indigénistes, des Indiens formés dans les écoles de l'INI, et parfois à l'université, prennent conscience de l'importance d'appartenir à une communauté et décident de la défendre notamment face aux politiques clientélistes de l'État. Ainsi, l'émergence de cette pensée communautaire proviendrait de la rencontre entre des anthropologues qui ont contribué à l'application de politiques éducatives en milieux ruraux, et de jeunes militants et des leaders communautaires¹⁰⁶.

David Recondo emprunte à Max Weber les typologies de "communalisation" qu'il oppose à la "sociation" (basée sur des relations reposant d'avantage sur des intérêts plus individualistes que communautaires) pour expliquer ce retour à la communauté et la formation d'organisations indiennes¹⁰⁷. Les adhérents à ce mouvement politique prônaient le remplacement du système autoritaire priiste par une démocratie communautaire. L'autonomie communautaire pourrait alors être représentée comme une alternative aux partis politiques d'opposition et aux guérillas révolutionnaires qui radicalisaient leur lutte dans les régions rurales de l'État voisin de Guerrero¹⁰⁸. Ses adhérents souhaitaient renforcer l'identité culturelle des communautés indiennes et sortir de l'indigénisme à travers la valorisation de leurs traditions, tout en étant ouverts aux négociations avec les autorités gouvernementales et à la participation aux élections municipales. Leur projet ne préconisait pas un retour vers un passé traditionaliste, il proposait plutôt une sortie du centralisme et de l'autoritarisme d'État par l'autonomie basée sur : « la relation avec le territoire, le pouvoir local, le travail et les fêtes communautaires [...] »¹⁰⁹.

Le communalisme triqui lutte contre la violence et l'accapuration des richesses de son territoire, tout en revendiquant la reconnaissance de leurs droits en tant que communauté indigène. Les revendications de Villanueva décrites par Francisco López Bárcenas allèrent dans ce sens :

Que el pueblo eligiera a sus autoridades y éstas buscuran la unificación de todos los barrios para poder conseguir la paz. Que se marcaran los linderos de las tierras comunales con base en los

¹⁰⁵ Yvon Le Bot. *Op. cit.*, p. 235.

¹⁰⁶ *Idem.* P. 235.

¹⁰⁷ Pour approfondir la notion de communalisme voir David Recondo. *Op. cit.*, p. 89-90.

¹⁰⁸ Yvon Le Bot. *Op. cit.*, p. 236.

¹⁰⁹ *Idem.*, p. 237.

*documentos existentes como forma de resolver los conflictos agrarios con los vecinos. Que se formaran cooperativas para comercializar café y plátano para que fueran los productores de las comunidades los que se beneficiaran y no los intermediarios*¹¹⁰.

Ainsi, ce groupe de jeunes triquis souhaitait unifier les *barrios*, notamment ceux soumis à l'autorité des caciques de San Juan Copala autour de la défense de leur identité, de leurs traditions et de leur territoire. Le communalisme pourrait être assimilé à l'union des communautés triquis autour d'une identité commune afin d'effacer les rivalités claniques. Néanmoins, à quels documents faisait-il référence ? *Nato Villanueva* préconisait-il un retour à la répartition des terres communales avant la loi de "désamortissement" de 1856 ? Le communalisme défendait-il le retour aux systèmes communautaires d'avant la Constitution libérale ou faisait-il référence à la répartition des terres après la Révolution sous la cardénisme ?

Ils luttent contre le pouvoir des instituteurs bilingues, contre les intermédiaires de l'État-PRI qui eux souhaitent renforcer leur contrôle sur la région par la violence. Par ailleurs, ces agents municipaux, forts du soutien des autorités des *municipios*, s'opposent à tout changement du système politique local, à la redistribution des terres et défendent le système clientéliste étatique qui protège leurs propres intérêts¹¹¹. Cette opposition se traduit par l'assassinat de *Guadalupe Villanueva* en novembre 1972 alors que son influence sur les *barrios* était grandissante.

Toutefois, sa mort n'entraîna pas la fin du mouvement, les Triquis favorables à ses idées s'opposèrent au contrôle du groupe des instituteurs lors des élections locales. À la fin du mandat de *Maurilio González Pérez*, les *barrios* s'opposèrent au candidat imposé par le PRI et proposèrent *Juan Domingo Pérez Castillo* de *Cieneguilla* qui gagna les élections en 1974 à San Juan Copala. Une fois élu, il souhaitait rassembler les clans autour d'un projet de paix communautaire dans la région *baja* et les rassembla autour de travaux collectifs pour développer la région. Néanmoins, cette première victoire des communalistes provoqua une recrudescence de la violence, perpétrée en toute impunité par le groupe proche des autorités gouvernementales pour déstabiliser les nouvelles autorités élues et affaiblir leur légitimité auprès des clans. Pour mener à bien ce projet, ils reçurent l'appui de la municipalité de *Juxtlahuaca* qui poursuivit les leaders triquis, les poussant ainsi à quitter la région. Cependant, les jeunes autorités triquis gardèrent le soutien des *mayordomos* qui les firent élire une seconde fois en s'opposant à la liste priiste en 1975. Suite au vote des autorités ancestrales triquis, *Agustín Ramón Flores* fut élu agent municipal et *Luis Flores García* suppléant¹¹².

¹¹⁰ Francisco López Bárcenas. *Op. cit.*, p. 126.

¹¹¹ David Recondo. *Op. cit.*, p. 31.

¹¹² Francisco López Bárcenas. *Op. cit.*, p. 134.

Les communalistes souhaitaient également lutter contre les commerçants, c'est pour cela qu'ils décidèrent de redéfinir leur territoire après les élections. Ils négocièrent directement avec les institutions gouvernementales à Oaxaca et à Mexico. Dans un premier temps ils se rendirent à Oaxaca pour interroger le Secrétariat de la Réforme Agraire puis le gouverneur Manuel Zárate Aquino. Face à l'absence de réponses, les autorités municipales triquis organisèrent dans un second temps une délégation de représentants agraires, de *mayordomos* et d'enseignants pour se rendre au cœur du pouvoir de l'État-parti, Mexico. Ainsi, ils obtinrent un entretien avec Rodolfo Echevarría, directeur du développement de la *Comisión del Río Balsas* et avec le général Antonio López Portillo à Puerto Escondido pour régler la question des armes dans la région. Suite à ces négociations, ils purent récupérer leur territoire et répartir les terres entre les *barrios*. Les Indiens ne voulaient plus négocier avec les intermédiaires de l'État-parti, mais directement avec l'État lui-même. Cela pourrait expliquer l'organisation des marches et des caravanes pour faire pression directement au cœur du pouvoir.

Enfin, pour structurer cette lutte communautaire et lutter contre le clientélisme et l'ingérence extérieure, il fut décidé de former une organisation indépendante, grâce au soutien des leaders des communautés et des migrants qui vivaient à l'extérieur de la région. C'est ainsi qu'en mai 1975 est créée la première organisation indépendante triqui, *El Club* qui avait pour devise : "*Re que ni che chia nia*", c'est-à-dire "luttons pour notre peuple". Le nom donné à l'organisation viendrait soit de l'idée d'agir loin des intérêts politiques, soit de l'influence du Parti Communiste Mexicain qui avait fondé des "*clubes*" dans les années 1970¹¹³. Cette possible filiation au Parti Communiste n'a rien d'étonnant, car les mouvements indiens qui surgissent dans les années 1970 sont emprunts d'idéologie marxiste et léniniste, auxquelles les étudiants font référence pour dénoncer l'autoritarisme de l'État-parti. Certains de ces leaders communautaires auraient étudié à l'université et furent notamment marqués par les mouvements étudiants de 1968 et de 1971¹¹⁴. Après les répressions des mobilisations étudiantes, des guérillas marxistes-léninistes inspirées de la Révolution cubaine se formèrent dans les régions indiennes, en pensant que les conditions pour mener la révolution étaient réunies. Nombreux furent les mouvements communautaires à s'être inspirés de la Révolution cubaine et de la pensée guévariste lorsqu'ils optaient pour la lutte armée. Les communalistes étaient quant à eux partisans de la lutte non-violence inspirée du gandhisme¹¹⁵.

Les objectifs du *Club* sont proches des idées de Villanueva, c'est-à-dire : travailler pour la paix dans la région, prendre connaissance des droits des peuples indiens, résoudre les conflits agraires et

¹¹³ *Idem*, p. 142.

¹¹⁴ Yvon Le Bot. *Op. cit.*, p. 237.

¹¹⁵ *Idem*, p. 236.

former des coopératives pour ne plus subir les prix imposés par les commerçants métis¹¹⁶. Un membre fondateur du MULT insista lors d'un entretien sur l'importance de cette lutte contre les caciques et l'entrée d'alcool dans la région : « [...] *cambiaban el aguardiente por el café, el aguardiente para las frutas, plátanos, lo que se da en la región, es como un truque que se hace con todo esa alcohol y embrutece a la población, todas estas circunstancias están dando origen a porque no defendemos a nuestra gente, porque fundamos El Club [...]* »¹¹⁷.

Néanmoins, ce groupe indépendant n'était pas réellement organisé, les Triquis étaient dans l'apprentissage de la lutte organisée comme le confirme ce témoignage :

*El Club nace en Copala pero no teníamos un objetivo, un propósito, si no que simplemente vamos a agruparnos y apoyamos a nuestra gente. No teníamos estatuto, ni la forma de trabajar, absolutamente nada, nada más fue como un imagen que se le dio a alguna cosa para defender los derechos que tendrían los indígenas en ese lugar*¹¹⁸.

Ainsi, *El Club* devint vite une organisation semblable à une coopérative délaissant ses valeurs sociales à cause des exactions que subissent ses membres. De plus, les priistes réussirent à installer de nouveau un de ses adhérents, mais face aux mécontentements des leaders des *barrios*, notamment ceux proches du groupe communaliste, le président municipal de Juxtlahuaca dut le destituer. Cela poussa le groupe des instituteurs bilingues à changer leur stratégie, ils se radicalisèrent optant pour l'usage de la violence armée pour dissoudre *El Club* et reprendre le contrôle de la région *baja*.

Face à la répression, les membres du *Club* qui ne furent pas assassinés ou emprisonnés fuirent la région et trouvèrent du soutien auprès des migrants Triquis de la ville de Mexico qui les aidèrent à former une nouvelle organisation : le MULT.

3. De la répression à la formation du MULT

D'une certaine façon, le MULT naquit de la répression que subirent les partisans du *Club*, qui furent persécutés par les hommes de mains des autorités au pouvoir à Copala et par les militaires. À tel point qu'en août 1976, l'un des principaux dirigeants de l'organisation, Luis Flores García, fut assassiné à Paraje Pérez. Les instituteurs profitèrent également de la marginalisation de la région pour s'allier aux mouvements de protestation étudiant et ouvrier à Oaxaca et obtinrent le soutien politique de la *Central Independiente de Obreros Agrícolas y Campesinos* (CIOAC), affiliée au Parti Communiste, qui appuya leur élection à Copala¹¹⁹.

¹¹⁶ Francisco López Bárcenas. *Op. cit.*, p. 143.

¹¹⁷ Entretien avec un membre fondateur du MULT ayant gardé l'anonymat. *Op. cit.*

¹¹⁸ *Idem.*

¹¹⁹ *Ibidem.*

Suite à ces élections locales de 1977, une recombinaison des alliances dans la région *baja* se fait, les habitants de La Sabana et d'autres adhérents du *Club* rejoignirent les nouvelles autorités élues¹²⁰. La violence perpétrée par les hommes de mains de ces nouvelles autorités municipales provoqua une migration importante des Triquis sympathisants du *Club* notamment vers Mexico et grâce à la CIOAC, les instituteurs obtinrent du gouvernement qu'il lance des mandats d'arrêt pour près de trois cents Triquis. Le groupe au pouvoir à San Juan Copala réclama également l'installation d'un bataillon de l'armée dans la région, ce qu'il obtint le 31 juillet 1978. Les militaires ne se contentèrent pas de rester dans leur caserne, mais s'immiscèrent dans la politique locale :

Se genera un control con los militares y se llega a una represalia brutal donde Rastrojo era objetivo principal de los militares porque se suponía que allá estaban los enemigos de los que estaban al poder. Se genera un virtual estado de sitio en Copala y todos los que entran y que no fueran simpatizante con los que tenían el poder eran directamente mandados a los militares para detenerlos, así muchos compañeros fueron mandados a la cárcel, fueron asesinados por los militares y enterrados en las montañas porque no podíamos enterrarlos en el panteón del pueblo¹²¹.

Le groupe des enseignants rompèrent finalement avec le PC et la CIOAC pour rejoindre officiellement le PRI en 1979 ce qui renforça leur contrôle politique et celui de l'État-parti et profita aux caciques régionaux pour accaparer les richesses de la région. La violence dans la Triqui n'était donc certainement pas uniquement due aux conflits internes entre les Triquis, mais aussi à l'intervention d'acteurs étrangers à la région :

[...] los acaparadores del café aprovechan mucho mayor porque pagaban menor precio con el conflicto, las compañías aceradas querían apropiarse la madera porque se supone que era de primera calidad, tercero, aprovecharon para quitar terrenos hacia el sur por Rosario. Aprovecharon los pueblos vecinos este control y a parte generaron la compra de armamentos. Todo esto se genera por el conflicto supuestamente interno pero es generado por la gente que tiene intereses tanto por el café como la madera, por las tierras [...]. Parecía que los Triquis estaban peleando entre ellos, una comunidad contra otra, pero todo este problema esta generado por personas que está alrededor de nuestros pueblos¹²².

Les Triquis décident de s'organiser à nouveau sous l'impulsion d'habitants de Yosoyuxi, puis d'El Rastrojo, de Santa Cruz Tilapa, de Coyuchi et de Río Metates. Face à l'absence de solutions internes pour lutter contre le contrôle des caciques priistes, les leaders Triquis décident de sortir du contexte local et de se rapprocher des migrants vivant à Mexico, comme le relate l'un de ces migrants :

¹²⁰ Jorge Hernández Díaz, León Javier Parra Mora. *Op. cit.*, p. 196-197.

¹²¹ Entretien avec un membre fondateur du MULT ayant gardé l'anonymat. *Op. cit.*

¹²² *Idem.*

*La autoridad tenía el control total con los militares, viene una represión muy fuerte, entonces nosotros, en la Ciudad de México recibimos los señores de Rastrojos que llegaban a pedir nuestro apoyo. Decidimos de ver con el PRI en el DF, pero jamás nos dieron una respuesta, entonces empezamos a cooperar económicamente entre nosotros para ayudar a los compañeros*¹²³.

Les migrants de Mexico jouèrent un rôle important dans la réorganisation des Triquis. En effet, alors que les migrants triquis étaient dispersés dans la capitale, où seule une organisation, la *Unión De Artesanos Benito Juárez*, avait été formée en 1976 autour de la revente d'artisanat¹²⁴, ils décident de s'unir pour trouver une solution au conflit. Les migrants restaient fortement liés à leur communauté d'origine, assurant les charges de *mayordomos* lors des fêtes, reproduisant l'organisation sociale triqui à Mexico ou en aidant économiquement ceux restés dans la région¹²⁵.

Pour pouvoir dialoguer avec les autorités et être visible lors des manifestations, les Triquis de Mexico et de la région décidèrent de fonder le *Movimiento de Unificación y Lucha Triqui* (MULT), le 9 novembre 1981, suite à une réunion à Yosoyuxi. Son nom complet était : MULT "Luis Flores Garcia", en hommage au dirigeant du *Club*. La devise de l'organisation était quand à elle : "*Cachini camini ens kijanami o cavi nia*", c'est-à-dire "marcher et parler ensemble jusqu'au triomphe ou mourir"¹²⁶. L'un de ses fondateurs raconta les prémisses de sa création officielle à Mexico :

*En los 80s, estábamos buscando crear una organización de los Triquis de la región Copala. [...] Entonces, necesitamos crear una organización para que podamos entrar a negociar [à Copala]. Estaba Pérez Castillo, Francisco Ortiz y todos los de México, José de Jesús Huerta, Martín Bautista, Francisco López Martínez [...]. Generamos una reunión en la alameda de la colonia de Santa María de Ribera [quartier de Mexico]. [...] necesitamos un nombre para la organización, un nombre que integre, que unifica porque estábamos divididos entre Triquis. [...] el objetivo era unificar al pueblo triqui y ya surgió la organización. Pero ya habíamos hecho varios trabajos aquí en México con el FNCR, ya se hacía plantón en el zócalo frente de la catedral en la Ciudad de México. [...] Esto nos dio una cobertura para que todas las organizaciones al nivel nacional nos cobijaran, entonces se crea el MULT sin acto oficial*¹²⁷.

¹²³ *Ibidem*.

¹²⁴ Epifanio Díaz Sarabia. *Ni Zi Shan Ma Chuma a: los triquis de San Juan Copala, breve historia y vida*. México : MC editores, Centro de Orientación y Asesoría a Pueblos Indígenas, 2007, p. 109-110.

¹²⁵ *Idem*, p. 115-117.

¹²⁶ Francisco López Bárcenas. *Op. cit*, p. 181.

¹²⁷ Entretien avec un membre fondateur du MULT ayant gardé l'anonymat. *Op. cit*.



Photo 3 Vue de Yosoyuxi où fut acté la fondation du MULT¹²⁸

L'unification des Triquis était leur principal objectif, le MULT était un instrument de lutte au service de cette unification. Toutefois, les premières réunions dans la région triqui, notamment à San Juan Copala, se font de manière clandestine car ses affiliés subissent toujours les pressions des *pistoleros* et des militaires¹²⁹. À travers ces premières réunions l'organisation triqui décida de poursuivre la lutte du *Club* avec toutefois une vision plus politisée et nationale basée sur les revendications suivantes :

*Alto a la represión en la Nación Triqui, libertad a todos los presos políticos fuera el ejército de la región y la ejecución de las resoluciones que amparan las tierras comunales [...] también es por la democratización de la vida nacional; por la construcción del poder popular; por la transformación radical de las condiciones de vida y de trabajo para la erradicación de la pobreza y marginación*¹³⁰.

Le MULT bénéficie au-delà de la région du soutien d'organisations nationales, qui rendront visible leur lutte, notamment lors des marches et les accompagneront lors des rencontres avec les autorités fédérales et de l'État de Oaxaca, ainsi que lors des élections municipales.

¹²⁸ Guillaume Duarte. Vue de Yosoyuxi où fut acté la fondation du MULT. Yosoyuxi Copala (2 juin 2012) [photographie].

¹²⁹ Entretien avec Víctor Castillo Pérez. Mexico, 4 juillet 2012 et 6 janvier 2014, (ancien porte parole du planton du MASJC à Mexico, ancien membre du MULT et membre fondateur de l'organisation MAIZ à Mexico).

¹³⁰ La huella del MULT, trascendiendo su propia historia una mirada rápida. *MULT*, 2 décembre 2012. Disponible sur : <http://mult.org.mx/IMG/pdf/LA_HUELLA_DEL_MULT-1.pdf> (page consultée le 28 février 2014).

C. Consolidation du MULT par les marches

1. Soutiens d'organisations régionales et nationales

Dans les années 1970 et 1980, le contrôle et la légitimité du parti d'État vacillent face aux mouvements d'oppositions qui émergent. Ces organisations créées dans les années 1970 suite aux mouvements universitaires s'opposent aux systèmes corporatistes priistes en fondant des organisations locales et régionales¹³¹. Certaines d'entre elles s'uniront autour d'une cause commune sur le plan national, comme la dénonciation des disparus de la *Guerra sucia* pour le *Frente Nacional Contra la Represión* (FNCR) ou pour la défense de la terre et des droits des paysans dans le cadre de la *Coordinadora Nacional Plan de Ayala* (CNPA). D'autres mouvements s'organisent pour lutter contre l'hégémonie priiste régionale et se fondent autour de la défense de l'identité indienne, c'est le cas de la *Coalición Obrero Campesino Estudiantil del Istmo de Tehuantepec* (COCEI) dans l'Isthme de Tehuantepec, à Juchitán. Les futurs membres du MULT se rapprochèrent de ces organisations nationales et régionales. Les migrants triquis de Mexico furent dans un premier temps invités dans les marches de la CNPA et ils recevront l'aide du FNCR et de sa dirigeante Rosario Ibarra de Piedra. Les contacts avec le FNCR ont notamment été établis par les migrants triquis qui vivaient à Mexico et qui s'étaient solidarisés à différentes mobilisations de l'organisation¹³². Ces appuis leur permettront de dénoncer publiquement à travers des manifestations et des conférences de presse les exactions commises par le groupe priiste et les militaires. Grâce à l'appui des différentes organisations sociales qui soutenaient les Triquis, ils purent réaliser plusieurs travaux notamment aux côtés de la FNCR comme le relate Rosario Ibarra :

*Llegábamos puntualmente al local del Cencos [...] que abrió sus puertas a nuestra lucha [...]. Allí estaban los triquis, siempre trabajando, siempre haciendo esfuerzos enormes y largos viajes desde su lejana tierras, no sólo para denunciar los atropellos que constantemente sufrían, sino a dar su aporte solidario a todos los compañeros que -como ellos- lo necesitaran [...]*¹³³.

Cette solidarité s'officialisa lors de la quatrième rencontre de la CNPA à Juchitán en août 1981 où à l'invitation de la COCEI, une délégation triqui demanda publiquement l'appui de ces organisations nationales¹³⁴. Par ailleurs, les Triquis reçurent le soutien des organisations suivantes : le *Frente Nacional de Abogados Democráticos* (FNAD), la *Coalición Obrero Campesino Estudiantil de Oaxaca* (COCEO) et également de la revue *Punto Crítico*¹³⁵. Suite à la formation officielle du

¹³¹ David Recondo. *Op. cit.*, p. 107-109.

¹³² Entretien avec un membre fondateur du MULT ayant gardé l'anonymat. *Op. cit.*

¹³³ Rosario Ibarra de Piedra. MULT. *¡Eureka!*, mai 2010, n°19. Disponible sur : http://comiteeureka.org.mx/periodico/Eureka_19.pdf (consulté le 3 avril 2014).

¹³⁴ Francisco López Bárcenas. *Op. cit.*, p. 155.

¹³⁵ Francisco López Bárcenas. *Op. cit.*, p. 179.

MULT à Yosoyuxi, il fut décidé que l'organisation faisait partie de par ses racines paysannes et rurales à la CNPA, et de par sa lutte contre la répression au FNCR. Le soutien de ces organisations fut important pour les Triquis car il leur a permis de se désenclaver de leur région, leurs dénonciations sont rendues visibles et médiatiques ce qui met la pression sur les autorités gouvernementales. Avant la création du MULT, ses dirigeants avaient déjà obtenu grâce à la pression de ces organisations sociales une rencontre avec le Secrétariat du Gouvernement le 5 novembre 1981 pour l'inciter à résoudre le conflit dans la triqui. Les membres du MULT purent grâce à ces soutiens dialoguer directement avec les autorités nationales, sans dépendre d'intermédiaires et ainsi ils pourront dénoncer des problèmes locaux qui auront des répercussions, sur le plan national.

Le soutien du FNCR fut également symbolisé par une présence effective dans la Triqui, de nombreuses visites furent organisées pour rendre compte de la situation dans la région rompant ainsi son isolement. De plus, en juillet 1982 le FNCR organisa aux côtés du MULT la première "Rencontre Nationale contre la Répression" à San Juan Copala. Cet événement avait pour objectif de dénoncer la violence tout en permettant aux Triquis d'aller déterrer leurs morts dans la montagne pour les présenter à Copala comme une preuve supplémentaire des exactions qu'ils subissaient. En exposant les cadavres sur le marché, le FNCR souhaitait alerter les autorités de Oaxaca à travers un acte fort. Néanmoins, la délégation du gouvernement de Oaxaca dut dans un premier temps discuter avec les *pistoleros* et les militaires qui contrôlaient l'accès à San Juan Copala pour laisser passer les adhérents des organisations et les journalistes participant à l'événement. Cette tension, dans un second temps, amena le FNCR et le MULT à déplacer la rencontre à Yosoyuxi, où une série de demandes sera rédigée à l'attention du gouvernement de Oaxaca pour trouver une issue au conflit¹³⁶. Cependant, alors qu'une commission composée de représentants du MULT, du FNCR, de la CNPA et des leaders communautaires triquis ayant participé à la réunion était organisée pour aller à Oaxaca déposer ces demandes, les cadavres furent brûlés intentionnellement dans la nuit¹³⁷. Face à cette insécurité perpétuelle dans la région de Copala il fut décidé d'organiser des mobilisations et une campagne de dénonciations pour faire pression sur le gouvernement fédéral à Mexico.

Ces dénonciations amenèrent, en 1984, Amnesty International qui travaillait sur le Chiapas, à envoyer une délégation dans la région et à publier, par la suite, une enquête à l'attention du président Miguel de la Madrid Hurtado. Le rapport portait sur la violation des droits de l'homme dans les États de Oaxaca et du Chiapas commise contre des paysans et des Indiens tout en informant sur la

¹³⁶ Rosario Ibarra de Piedra. *Op. cit.*

¹³⁷ *Idem.*

situation à San Juan Copala et sur les assassinats de militants du MULT¹³⁸. Selon F. López Bárcenas, l'organisation internationale aurait envoyé pour la première fois de son histoire une délégation au Mexique car elle avait été alarmée par les dénonciations faites par le MULT et les organisations solidaires à sa cause¹³⁹. L'organisation internationale apportera également son soutien au MULT lors de la détention à Putla d'un de ses leaders, le professeur Paulino Martínez Delia. De nombreuses organisations se mobilisèrent pour dénoncer cette incarcération en 1985, notamment le *magisterio democrático* du syndicat des enseignants à Oaxaca et la section 22 du *Sindicato Nacional de Trabajadores de la Educación* (SNTE). Des marches et des *plantones* furent organisées devant les bâtiments officiels du gouvernement de Oaxaca et devant la prison jusqu'à obtenir sa libération. Par ailleurs, la section 22 influença les organisations communautaires nées dans les années 1980 à Oaxaca par la présence d'instituteurs indiens syndiqués qui reproduiront les actions collectives de protestation du syndicat dans leur lutte locale.

Les Triquis pourront également compter sur le soutien de la COCEI qui, au début des années 1980, était au cœur de la lutte communautaire et leur apportera un appui logistique et politique que ce soit dans la région ou à Mexico. En outre, Heriberto Pazos Ortiz, principal dirigeant du MULT jusqu'à son assassinat en octobre 2010, fut d'abord un membre de la commission politique de la COCEI. L'ancien leader du MULT, qui avait participé aux mouvements étudiants, rejoint dans un premier temps la COCEI qu'il côtoie en tant qu'employé de la Réforme Agraire au milieu des années 1970 dans la région de l'Isthme. H. Pazos devient rapidement un membre de la direction politique de la COCEI et à son retour à Oaxaca, il en devient son représentant aux côtés des étudiants de la *Universidad Autónoma "Benito Juárez" de Oaxaca* (UABJO) adhérents à l'organisation.

En 1982, lorsque Héctor Sánchez membre fondateur de la COCEI est élu député fédéral il reçoit une délégation de Triquis qui lui demande de les aider à coordonner le MULT. Avec Heriberto Pazos ils voyagent dans la région *baja* et travaillent depuis Yosoyuxi avec les *barrios* triquis. Selon Héctor Sánchez, la COCEI aurait permis l'arrivée des autres organisations sociales et d'intellectuels soutenant le MULT :

Empezamos a organizar los triquis en los 1983, yo creo que a principios del 1984, se da ya a conocer el MULT como una organización social y política de los triquis y a partir de esta organización, empezamos a llevar la señora Rosario Ibarra de Piedra, a Silvia Millán a ciertos estudios de la UNAM

¹³⁸ Paysans et Indiens sont victimes de violations. *Amnesty International*, volume XVI, n° 6, juin 1986, p. 8. Disponible sur : <<http://www.amnesty.org/en/library/asset/NWS21/006/1986/en/f10a770a-9a37-40ef-9e9f-d33538427ec1/nws210061986fr.pdf>> (page consultée le 5 avril 2014).

¹³⁹ Francisco López Bárcenas. *Op. cit.*, p. 175.

*para que empiecen a ver la cuestión de la represión y la situación en la vive, el abandono de todo tipo y la lucha por recuperar la representación municipal*¹⁴⁰.

Lorsque H. Sánchez termine son mandat de député, il rentre à Juchitán et laisse Heriberto Pazos comme unique dirigeant du MULT, où il va s'atteler à renforcer et à étendre son influence dans d'autres communautés triquis et dans le reste de l'État de Oaxaca. Pour cela il commença à planifier des marches-caravanes afin de transformer la lutte des copaltèques en celle d'autres régions indigènes¹⁴¹.

Ainsi, les marches et les caravanes furent parmi les actions collectives de protestation les plus utilisées par le MULT pour faire pression sur les autorités gouvernementales. Ces mobilisations renforcèrent l'organisation et leur offrirent la visibilité nécessaire pour dénoncer le conflit dans la Triqui.

2. *Dénoncer la répression avec les premières marches*

La lutte communautaire et politique du MULT l'amena, une fois organisé, à recourir à un répertoire de protestation des mouvements sociaux. Outre les marches, ses dirigeants organisèrent également des meetings, des *plantones*, des grèves de la faim, des occupations de bâtiments officiels et des barrages routiers comme l'attesta son leader actuel Rufino Merino Zaragoza :

*Estos pueblos no estaban organizados, era en forma individual, finalmente cuando surge la organización se utiliza todo tipo de método de lucha como la marcha a la ciudad de Oaxaca, como la toma de los edificios del gobierno del estado, como tomas de carretera, huelgas de hambre [...] para presionar al gobierno y hacer ver al gobierno que los Triquis están organizados, los Triquis están inconformes de todas estas actitudes*¹⁴².

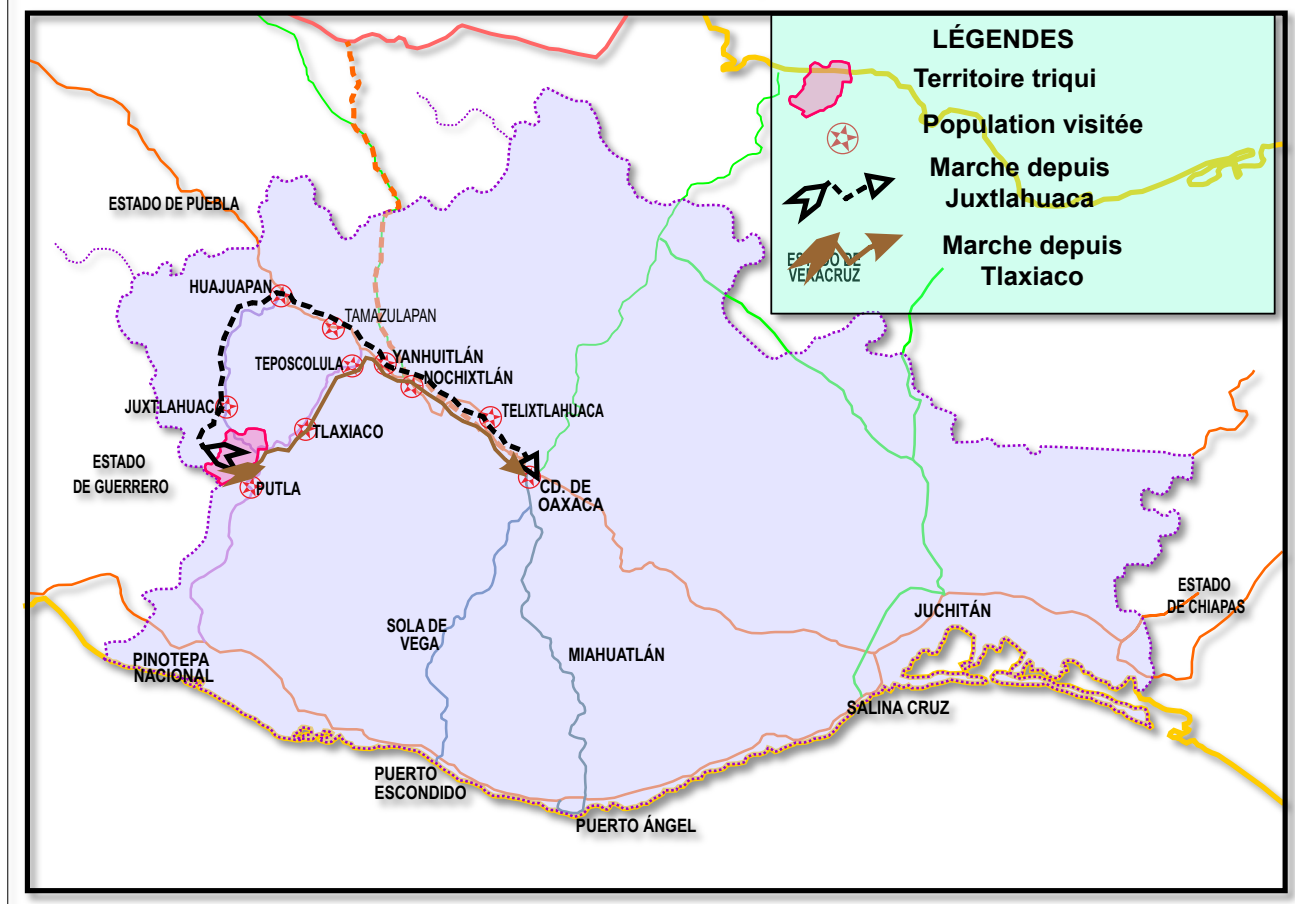
Las marches-caravanes du MULT débutèrent dans les années 1980, le plus souvent à l'extérieur de la région triqui en raison du risque de représailles des caciques locaux et de leurs hommes de mains, et de la difficulté de partir de ces communautés escarpées et isolées. Les marches partaient le plus souvent de Tlaxiaco, de Yanhuitlán qui est à la croisée des routes venant de Tlaxiaco et de la route fédéral allant vers Oaxaca ou encore de Telixtlahuaca située à une vingtaine de kilomètres de Oaxaca.

¹⁴⁰ Entretien avec Héctor Sánchez López, Oaxaca. 31 octobre 2013 (membre fondateur de la COCEI, ancien député et sénateur à Oaxaca, fut coordinateur du MULT lors de sa fondation et candidat au poste de gouverneur de Oaxaca pour le PUP).

¹⁴¹ *Idem*.

¹⁴² Entretien avec Rufino Merino Zaragoza. El Rastrojo, 11 janvier 2014 (leader du MULT et dirigeant de la direction politique du MULT-PUP, ancien député du PUP).

Routes des marches triqui du MULT



Carte 4 : Routes et étapes des marches du MULT dans l'État de Oaxaca¹⁴³.

Les caravanes depuis Telixtlahuaca se faisaient en marchant, les femmes triquis, particulièrement reconnaissables grâce à leur habit traditionnel, le *huipil*, prenaient la tête des marches pour plusieurs raisons :

Las mujeres encabezaban la marcha porque en el caso de los triquis las mujeres han estado siempre al frente de la lucha de Copala. Su presencia en la marcha es una manera de visibilizarnos porque en un primer lugar son mujeres y en segundo lugar porque conservan su traje, su vestido tradicional que es el huipil. Eso llama más la atención a los medios [...]»¹⁴⁴.

En effet, les caravanes ont pour objectif, en occupant un espace public tel que la rue, les routes, d'exposer les exigences de l'organisation à travers la mobilisation. C'est pour cela que les dirigeants

¹⁴³ Guillaume Duarte et Efraín Gracida Camacho. *Routes et étapes des marches du MULT dans l'État de Oaxaca*. México : s. n. Avril 2014.

¹⁴⁴ Entretien avec Víctor Castillo Pérez. *Op. cit.*

du MULT mettent les femmes triquis aux premiers rangs car, grâce à leur *huipil*, la marche est facilement identifiable pour les populations visitées et pour l'opinion publique.



Photo 4 Habitante de Yosoyuxi vêtue de son *huipil*¹⁴⁵

Cette forme de protestation peut contraindre les autorités gouvernementales, sous la forme de commission, à rencontrer les manifestants pour négocier la résolution de leurs demandes et ainsi éviter l'engouement populaire autour de la manifestation et l'occupation d'espaces publics dans la ville de Oaxaca notamment sous la forme de *plantones* sur la place centrale, le *zócalo*.

Les raisons évoquées lors de l'organisation des caravanes étaient souvent les mêmes pour les Triquis, ils se mobilisaient pour exiger la libération de leurs prisonniers politiques, l'annulation des mandats d'arrêt (allant de 300 à plus de 500 selon les différents témoignages), le retrait de la police préventive et des militaires, le respect de leur territoire et des terres communales, l'organisation d'élections démocratiques à San Juan Copala et la condamnation des auteurs intellectuels et physiques des assassinats commis contre les adhérents du MULT. L'une de ces revendications portait sur les mandats d'arrêt qui permettaient aux autorités municipales et étatiques de poursuivre les principaux dirigeants à partir d'accusations souvent erronées pour affaiblir l'organisation. Une fois que le MULT fut légitime dans la région, il put exiger lors des marches d'autres demandes au gouvernement. Celles-ci étaient plus sociales, basées sur l'amélioration des conditions de vie des Triquis, ils réclamaient l'installation de l'eau potable, de l'électricité et la construction d'écoles et de routes. Néanmoins, selon Marcos Sandoval, les revendications du MULT étaient influencées par les organisations sociales (dont notamment la CNPA qui organisait *via* ses différentes sections

¹⁴⁵ Guillaume Duarte. Habitante de Yosoyuxi vêtue de son *huipil*. Yosoyuxi Copala (2 juin 2012) [photographie].

régionales d'importantes caravanes vers Mexico) qui le soutenaient car, à la différence de la région *baja*, les autorités de la *alta* traitaient directement avec celles de l'État :

*Una caravana se puede ver como una movilización de izquierda, con un nombre que se dice triqui para asumir la relación a un pueblo indígena [...]. Pero nosotros en la parte alta negociábamos directamente con el gobierno del Estado, no había la necesidad de formar movilización. Por eso que se creó una representación especial del gobierno del Estado en la región alta para poder establecer esa relación*¹⁴⁶.

Toutefois, la situation dans la région de Copala était plus complexe et une première marche-caravane est organisée par les leaders des clans et les migrants de Mexico en 1981 avant la fondation officielle du MULT. Les participants se réunirent à Tlaxiaco pour ensuite marcher jusqu'à Oaxaca. Elle est l'ultime recours pour les militants qui formeront le MULT de dénoncer la répression qui se poursuit en toute impunité dans la région et les persécutions des autorités administratives dont ils se disent victimes. Toutefois, par manque d'argent et d'expérience dans ce type d'action collective, la caravane n'est pas structurée, ses membres n'ont pas de moyen de transport pour se rendre à Oaxaca, ni même de quoi se nourrir et se réchauffer pour le trajet. Cependant, la marche s'organise, les participants arrivent de toute part à Tlaxiaco et reçoivent finalement le soutien des commerçants de la ville mixtèque qui leur offrent de quoi se nourrir. La solidarité de la population à la cause triqui se confirma tout le long du trajet, les habitants des communautés visitées leur distribuaient à manger ou encore les hébergaient pour la nuit. Au fil du trajet, les participants à la caravane reçurent le soutien d'organisations solidaires qui appartenaient à la CNPA et qui les accueillirent à Yanhuitlán ; plus loin sur le trajet ce furent des instituteurs du syndicat des enseignants, la *Coordinadora Nacional de Trabajadores de la Educación* (CNTE), qui leur ouvrirent les portes d'une école au niveau de Nochixtlan. Les marches permettaient aussi de se solidariser avec d'autres organisations aux luttes similaires ou de sensibiliser à travers des conférences, des meetings ou de simples pancartes les populations locales et ainsi étendre l'influence et la lutte de l'organisation au-delà du territoire local.

Les caravanes généraient d'autres actions de protestation comme par exemple l'installation de campements dans la capitale de l'État, mais aussi l'organisation de barrages routiers. Ce fut par exemple, le cas lors de cette première caravane, où après une marche longue de plusieurs kilomètres, les Triquis décidèrent de bloquer la route fédérale et de laisser passer les transports à la condition qu'ils fassent monter gratuitement les adhérents de la caravane ou que les routiers coopèrent économiquement comme l'indique le témoignage suivant :

Después de Yanhuitlan se veía cansada la gente o sea que empezamos un bloqueo en la carretera. Pedimos a los choferes que dejen subir diez personas y lo dejamos pasar. Todos los camiones,

¹⁴⁶ Entretien avec Marcos Sandoval Cruz. *Op. cit.*

*camionetas, camiones de cargas hasta los camiones de primera. Llegamos a Nochixtlan y otra vez hicimos un bloqueo en la carretera para hacer un bote y explicar la situación en la Triqui, ya nos había organizado mejor*¹⁴⁷.

Une commission du gouvernement vint finalement à leur rencontre à Telixtlahuaca pour inviter une délégation triqui à une table de négociation avec le procureur de Oaxaca afin de régler le problème des mandats d'arrêt et des prisonniers politiques. De même, lors des marches suivantes, le gouvernement de Oaxaca continuera à négocier avec les dirigeants triquis, envoyant régulièrement à leur rencontre des représentants de la *Procuraduría para la Defensa del Indígena*¹⁴⁸.

Enfin, le MULT grâce aux soutiens de nombreuses organisations solidaires comme la *Unidad Popular Mixteca* (UPM), la Section 22, la COCEI, la *Coordinadora Estatal Campesina Independiente "Emiliano Zapata"*, participa en leur compagnie, à d'autres marches sur le plan national. La CNPA les invita en avril 1985, aux côtés de seize autres organisations paysannes à converger vers Mexico dans ce qui fut l'une des plus grandes mobilisations de l'histoire de la CNPA. Cette caravane fut symbolique pour le MULT car c'est lors de cette mobilisation que l'organisation arbora pour la première fois ses couleurs et son drapeau dessiné par Saúl Acevedo.



Photo 5 Couleurs du MULT¹⁴⁹

Le rouge représente le sang versé par les Triquis assassinés depuis les années 1970, le vert symbolise la nature de la région et l'étoile la lutte sociale. Les militants du MULT arborent leurs couleurs lors de cette marche le 9 avril 1985 ce qui renforce leur présence et leur médiatisation lors des mobilisations. Le lendemain, les différentes marches des organisations paysannes venant de toute la République se concentrent sur le *zócalo* pour rendre hommage à la mort d'Emiliano Zapata. La

¹⁴⁷ Entretien avec un membre fondateur du MULT ayant gardé l'anonymat. *Op. cit.*

¹⁴⁸ Jorge Hernández Díaz, León Javier Parra Mora. *Op. cit.*, p. 209.

¹⁴⁹ Guillaume Duarte. Couleurs du MULT. San Juan Copala (11 janvier 2014) [photographie].

marche déboucha sur l'occupation des bâtiments de la Réforme Agraire, poussant les autorités fédérales à traiter, entre autres, avec le MULT. Cette troisième marche nationale de la CNPA entraîna une série d'actes de protestations dans la région de Copala, où des Triquis occupèrent des terres¹⁵⁰. Elle permit également l'avancée des négociations autour du départ des militaires de Copala et la libération des prisonniers de l'organisation communautaire¹⁵¹.

Les mobilisations dans l'Etat de Oaxaca et sur le plan national donnent l'opportunité au MULT de négocier directement avec les autorités gouvernementales, toutefois, ces mêmes autorités cherchent également à affaiblir la force de mobilisation de l'organisation communautaire triqui en appuyant différentes actions répressives ou de contre-informations.

3. *Oppositions aux marches du MULT*

La violence dans la région se poursuivit dans les années 1980 malgré les mobilisations en dehors de la région du MULT. Ses militants continuaient à subir les pressions et les répressions de l'État de Oaxaca et des caciques au pouvoir à San Juan Copala. De plus, les opposants du MULT cherchaient à discréditer publiquement ses actions et en outre, le gouvernement n'accédait qu'à une partie des demandes pour démobiliser les militants tout en gardant sous son contrôle les dirigeants, dépendants de sa volonté. Par ailleurs, il est également intéressant de voir que le groupe affilié au PRI dans la région triqui usa des mêmes recours que le MULT pour faire pression sur le gouvernement de Oaxaca et tenait des discours similaires. À travers ces mobilisations, les autorités de Copala cherchaient à renforcer leur contrôle local, tout en donnant l'impression qu'ils luttait contre l'État-parti et n'en dépendaient pas, comme le révélait leur leader de l'époque, Martín Anacleto : « *Si en diciembre próximo no vemos trabajos concretos, entonces sí, haremos la marcha a la capital del estado, porque sepa que ya estamos decididos todos* »¹⁵². Toutefois, cette volonté de s'affilier aux organisations indépendantes luttant contre l'État-parti n'occulte pas le fait que les priistes de Copala avaient moins de difficultés à dialoguer et à négocier directement avec les autorités de Oaxaca que le MULT et avaient donc moins recours au répertoire d'actions de protestation que son rival. De même, le MULT, victime d'une forte répression sur le plan local, devait organiser ses marches en s'appuyant sur ses soutiens extérieurs pour interpeler l'opinion publique et les autorités gouvernementales et également revendiquer sa légitimité dans l'échiquier politique triqui. C'est ce que Charles Tilly et Sidney Tarrow appelle le "changement d'échelle vers le haut", c'est-à-dire le

¹⁵⁰ Silvia Millán Echeagaray. *Op. cit.*, p. 37.

¹⁵¹ Entretien avec un membre fondateur du MULT ayant gardé l'anonymat. *Op. cit.*

¹⁵² Martín Anacleto, extrait du journal *El Imparcial*, Oaxaca, 4 mai 1981 dans Jorge Hernández Díaz, León Javier Parra Mora. *Op. cit.*, p. 206.

passage de la lutte au niveau locale vers le niveau national, l'un des processus les plus importants de la politique des conflits¹⁵³. Dans le cas de la lutte du MULT ce changement se fit grâce à sa coordination avec d'autres organisations nationales. Cette extension de la lutte du MULT fut néanmoins facilitée par la présence des migrants, membres fondateurs de l'organisation et qui coordonnèrent ses actions à Mexico.

Le gouvernement de Oaxaca pouvait aborder différemment les marches du MULT, il pouvait ainsi réunir des commissions gouvernementales pour négocier avec les dirigeants de l'organisation et à la fois réprimer leurs mobilisations. Ce fut le cas en 1982, lors de l'installation d'un *plantón* après une caravane, les membres du MULT installés dans une école y furent enfermés sur décision du gouverneur Pedro Vásquez Colmenares (1980-1985), Rufino Merino Zaragoza témoigna de cette séquestration :

*En 1982, en la ciudad de Oaxaca, cuando el gobernador era Pedro Vásquez Colmenares, nos encierran en una escuela donde pudimos entrar para recibir hospedaje después de una marcha. [...] nos dieron chance de quedarnos y hospedarnos ahí pero finalmente [...] el gobierno nos bloquea y nos pone bomberos, policías, ejército bloqueando la salida de nosotros mismos para no poder seguir la movilización*¹⁵⁴.

La violence ne cessant de croître dans la région triqui, le FNCR, la CNPA et le MULT cherchent à organiser une seconde "Rencontre nationale contre la répression" entre juillet et août 1985. Suite au succès et à l'impact médiatique qu'avait eu la première rencontre en 1982, le gouvernement fédéral incite le groupe priiste copaltèque de Martín Anacleto à se joindre à une marche de la CNC jusqu'à Oaxaca pour faire pression sur l'État de Oaxaca¹⁵⁵. Dans le même temps, le gouvernement de Oaxaca convoque les institutions du gouvernement fédéral et les gouverneurs des *municipios* de Juxtahuaca, Putla et de Tlaxiaco afin de travailler sur le désenclavement de la région. De plus, le gouverneur de Oaxaca, Pedro Vásquez Colmenares, visita San Juan Copala en compagnie de plusieurs organismes gouvernementaux, de représentants du gouvernement fédéral et du procureur de la justice, et s'engagea à la mise en place de programmes de développement pour la région. Ces interventions politiques avaient pour objectif de diminuer le possible impact d'une nouvelle rencontre contre la répression à Copala, qui aurait sans doute renforcé l'influence du MULT dans la région. Même si les promesses de développement ne furent pas tenues par les autorités gouvernementales, la mobilisation lors de la seconde rencontre fut moindre. De plus, face aux menaces des groupes armés triquis, qui séquestrèrent pendant un court laps de temps des membres

¹⁵³ Sidney Tarrow, Charles Tilly. *Op. cit.*, p. 162-164.

¹⁵⁴ Entretien avec Rufino Merino Zaragoza. *Op.cit.*

¹⁵⁵ Francisco López Bárcenas. *Op. cit.*, p. 185.

de la CNPA et du FNCR, les organisateurs décidèrent de se déplacer dans un premier temps à Yosoyuxi, avant de se séparer en deux marches vers Juxtlahuaca et Putla. À travers les marches ils exigeaient la libération des prisonniers politiques incarcérés dans ces villes. Toutefois, leurs organisations mettaient fin à un événement qui espérait occuper San Juan Copala et obtenir des avancées dans les enquêtes sur les assassinats commis dans la région *baja*¹⁵⁶. La démarche du gouvernement et la menace armée des *pistoleros* eurent raison de cette mobilisation nationale et dans le cas présent, les marches furent le dernier recours pour obtenir des avancées dans les revendications du MULT, avancées faibles en comparaison de l'impact qu'avait eu la première rencontre contre la répression de 1982.

Les caciques de la région triqui firent également pression lors des caravanes du MULT comme par exemple en 1986. En effet, alors qu'une marche-caravane est organisée depuis Tlaxiaco pour dénoncer la violence qui sévit dans la région, une commission du MULT négocie avec les instances gouvernementales. La délégation triqui utilise l'avancée de la marche pour faire pression lors des réunions et pour que le gouverneur révise au cas par cas les incarcérations et les poursuites engagées contre leurs dirigeants. Cependant, un membre de cette commission de négociation est gravement blessé par balles dans le centre de Oaxaca. Les adhérents de la marche décident de bloquer la route fédérale en guise de protestation, puis prennent la décision d'avancer sur Oaxaca pour installer un *plantón* et faire pression sur le gouvernement. Finalement, la caravane arrive sous escorte policière et est reçue par de nombreux contingents d'organisations solidaires tels que la COCEO, la *Unidad Popular Mixteca*, le *Frente Campesino Independiente de Tuxtepec*, la *Coordinadora Nacional de Trabajadores de la Educación*, la Section 22 de Oaxaca, ainsi que des professeurs et des étudiants de la UABJO¹⁵⁷. Grâce à cette importante mobilisation, un accord est finalement trouvé et les principaux dirigeants du MULT détenus sont libérés. Le gouvernement promet de poursuivre les auteurs présumés des assassinats commis dans la Triqui, de retirer la police préventive de Cruz Chiquita et de Cerro Cabeza et surtout garantie l'organisation d'élections démocratiques respectant les traditions triquis à San Juan Copala.

Le MULT lutta également dès ses premières années contre l'État-PRI sur le plan électoral à San Juan Copala. Ses participations aux élections traduisirent sa volonté d'étendre son contrôle politique sur les agences municipales triquis, puis au reste de l'État de Oaxaca.

¹⁵⁶ *Idem*, p. 185-186.

¹⁵⁷ Francisco López Bárcenas. *Op. cit.*, p.76.

D. Évolution de la lutte politique du MULT

1. Participations aux élections municipales

L'opposition entre le PRI, soutenu dans la région par les commerçants du café et les caciques politiques, et le MULT se cristallise dès la formation de l'organisation communautaire lors des élections municipales. En effet, les organisations sociales des années 1980 se forment en opposition au système corporatiste de l'État-parti symbolisé par l'appareil électoral, mis en place par la *Secretaría de Gobernación*, qui favorise les autorités priistes de la région, leur permettant d'asseoir leur contrôle sur la base de relations clientélistes. Les Indiens devaient soutenir le PRI qui leur était représenté comme le parti du Mexique, celui qui apporterait le progrès dans leurs communautés, comme l'expliquait Víctor Castillo Pérez qui vécut plusieurs élections à San Juan Copala dans les années 1980 :

*Había que votar por el PRI porque ellos manipulaban a la gente, como el PRI lleva el logotipo de la bandera mexicana, los representantes priistas decían que teníamos que votar por el PRI porque representa a México, decían que nosotros somos de la selva mexicana, somos indígenas mexicanos, el PRI nos da luz, escuela, carretera, todo, no podemos votar en contra del PRI*¹⁵⁸.

Les nombreuses élections municipales comme nationales permettaient de renforcer cette domination comme l'explique Arturo Anguiano : « *Los numerosos y frecuentes procesos electorales [...], desde muy temprano fueron más que nada una suerte de mecanismo plebiscitario que permitía al régimen medir tanto su cohesión interna como su dominio sobre la sociedad [...]* »¹⁵⁹. Les conflits socio-politiques des années 1960 et 1970 poussèrent le gouvernement à réformer le système électoral, ce qui profita aux organisations sociales comme le MULT. En effet, les réformes électorales de 1977 et celles sur les municipalités de 1983 ont ouvert un espace de représentation électorale pour ces organisations. Le PRI doit faire face à l'émergence de nouvelles organisations et à la diversité de leurs revendications. Par ailleurs, l'hégémonie priiste s'estompe sur l'échiquier électoral à Oaxaca : les élections représentent dorénavant un réel enjeu pour le contrôle des municipalités, convoitées dans les régions indiennes par une "élite indienne" instruite qui souhaite mettre fin au contrôle corporatiste du PRI¹⁶⁰.

San Juan Copala est le *municipio* des Triquis de la région *baja* : avoir le contrôle de San Juan Copala c'est d'une certaine façon contrôler les autres *barrios* qui y iront voter même si leur *chuman'a* dépend depuis 1948 de districts métis. Ainsi, le MULT dès sa formation, souhaite prendre

¹⁵⁸ Entretien avec Víctor Castillo Pérez. *Op. cit.*

¹⁵⁹ Arturo Anguiano. *El ocaso interminable : Política y sociedad en el México de los cambios rotos*. México : Era, 2010, p. 49.

¹⁶⁰ David Recondo. *Op. cit.*, p. 107.

le contrôle politique de Copala à travers les élections pour élire l'agent municipal et les représentants des autres agences de la région. La première participation du MULT aux élections municipales de Copala se fit le 26 décembre 1981, après que la *Secretaría de Gobernación* de l'État de Oaxaca eut garanti l'organisation d'élections libres et démocratiques. Les dirigeants du MULT décidèrent par conséquent d'envoyer des commissions dans les différentes communautés de la région pour inciter les habitants à voter en sa faveur. Les élections se firent sous l'autorité de fonctionnaires d'État qui durent enregistrer les votants en leur apposant le tampon de l'agence municipale sur le bras pour éviter de possibles fraudes. Par ailleurs, ils placèrent les Triquis en deux files distinctes selon leur appartenance au MULT ou au PRI. Cette organisation plutôt archaïque met en évidence l'absence des fonctionnaires d'État dans l'organisation de ces événements politiques et également, le fait que les élections étaient habituellement considérées par le parti officiel comme un moyen de légitimer sa domination politique sans rencontrer d'opposition. En effet, les autorités municipales affiliées au Parti Révolutionnaire profitaient de l'ignorance des Triquis concernant leurs droits électoraux pour les obliger à voter pour le candidat priiste du gouvernement de Oaxaca ou lors des élections présidentielles. Les fraudes étaient plus notables lors des élections municipales, comme le confirma Víctor Castillo :

*Cuando era votación para presidente municipal de San Juan Copala se contaba a la gente [...]. Había mucha irregularidad, algunos votaban dos veces, pasaban dos veces a la fila para ser contados por parte del PRI. Muchas veces venía gente que no era triqui o que si era triqui no pertenecía al municipio de San Juan Copala y algunas otras veces también había mujeres menores de edad que las vestían de huipil y pasaban a votar*¹⁶¹.

Ainsi, pour que le MULT ait une chance de remporter l'élection face au PRI, il fallait organiser une élection libre et sans fraudes ; c'est pour cela qu'elle se déroula sous le regard d'observateurs d'organisations solidaires au MULT comme le FNCR, la COCEI ou encore la revue *Punto Crítico*¹⁶². Cependant, le parti officiel remporta les élections, à l'aide, entre autres, de l'appui de militaires qui empêchèrent les habitants de onze *barrios* proches du MULT d'aller voter, et des policiers municipaux et de l'État de Oaxaca qui obligèrent les électeurs à voter pour le parti-unique. De plus, avant la tenue des élections, Silvia Millán recense plusieurs exactions commises par les pouvoirs étatiques et les caciques. En effet, plusieurs membres du MULT auraient été assassinés par les hommes de main des caciques, des dirigeants de l'organisation triqui auraient été mis en détention et enfin, une campagne de presse des journaux de l'État de Oaxaca s'attela à présenter les dirigeants du

¹⁶¹ Entretien avec Víctor Castillo Pérez. *Op. cit.*

¹⁶² Francisco López Bárcenas. *Op. cit.*, p. 159.

MULT comme des "délinquants"¹⁶³. Par ailleurs, il s'avéra que les Triquis qui n'avaient pas voté pour le candidat priiste, se virent notifier d'une amende par les autorités municipales.

Les élections ne se déroulaient donc pas librement et encore moins démocratiquement. Toutefois, près de mille Triquis vinrent voter à San Juan Copala en 1981, malgré les diverses menaces, ce qui représente une très forte participation. De plus, environ cinq cents d'entre eux votèrent pour le candidat du MULT, Gilberto Álvarez Gutiérrez¹⁶⁴. Cela tend à prouver que le MULT possédait déjà une influence importante dans l'espace politique local. L'organisation triqui participa de nouveau sans succès aux élections locales en 1982. En 1983, le MULT dirigé par Heriberto Pazos Ortiz gagne les élections municipales face au groupe priiste, pourtant, comme le révélera le leader de l'organisation à Hugo Gómez Partida, cette victoire leur fit d'avantage craindre des représailles du PRI que ressentir l'espoir d'un possible changement dans la région¹⁶⁵.

Cependant, à la suite de ces élections, les dirigeants du MULT décidèrent d'opter pour de nouvelles stratégies de lutte. À partir de 1985, cette stratégie sera caractérisée par une lutte frontale avec le gouvernement de Oaxaca pour négocier directement avec lui l'envoi d'aides au développement et la réalisation d'infrastructures dans la Triqui.

Les leaders de l'organisation redéfinirent sa hiérarchie de manière verticale, leur permettant ainsi d'étendre leur pouvoir sur la base. Ils seront également invités à siéger dans les organismes politiques triquis mis en place par le gouvernement pour lutter contre les divisions politiques et la perte du monopole électoral du parti officiel.

2. *Impacts des changements politiques nationaux sur le MULT*

Les politiques menées sous les mandats respectifs de Miguel de la Madrid (1982-1988) en tant que président de la République et d'Heladio Ramírez López (1986-1992) comme gouverneur de l'État de Oaxaca marquèrent un tournant dans l'histoire du MULT. En effet, la crise économique puis politique qui marque le mandat de Miguel de la Madrid eut des répercussions sur la région triqui et les stratégies établies par les dirigeants de l'organisation communautaire.

Le Mexique fut touché par une importante crise financière durant l'été 1982, ce qui influença la politique nationale du parti au pouvoir, le PRI, d'autant que celui-ci traversait déjà une crise institutionnelle depuis les années 1970 et l'opposition de leaders indiens à son système clientéliste. Déstabilisé, le parti révolutionnaire ne fut plus en mesure d'appliquer son système autoritaire et interventionniste sur les différentes régions du pays. Sa domination nationale mise à mal, cela

¹⁶³ Silvia Millán Echeagaray. *Op. cit.*, p. 66-67.

¹⁶⁴ *Idem.*, p. 64.

¹⁶⁵ Heriberto Pazos Ortiz, entretien de Hugo Gómez Partida. S. n. S. I. [don de Francisco López Bárcenas].

accéléra la décentralisation du pouvoir politique et provoqua l'émergence d'acteurs internes et externes opposés aux dirigeants du parti officiel¹⁶⁶. Cette longue crise politique de l'État-parti, qui bouleversa son système autoritaire centré sur le parti unique, fut synthétisée de manière forte intéressante par Alberto Aziz Nassif :

*Este sistema político inicia un cambio, lento y tortuoso, impulsado por varias dinámicas y múltiples actores sociales y políticos ; por dinámicas que, desde arriba, fracturan la unidad entre las élites y por otras que, desde abajo, rompen las ligas corporativas y empiezan a inundar los espacios públicos con demandas democratizadoras, como es el caso de los movimientos sociales y cívicos ; por un proceso de pluralismo político [...]*¹⁶⁷.

Par ailleurs, en 1983, le Congrès mexicain vote la "réforme municipale" qui permit aux municipalités de gérer les services publics et leur territoire. Ils bénéficient également du droit de prélever des impôts sur ces mêmes services publics et de gérer les budgets et les dépenses municipales avec une certaine autonomie sur l'administration des États¹⁶⁸. Cette décentralisation des pouvoirs administratifs vers les municipalités aurait été un moyen détourné par le gouvernement de reprendre le contrôle sur les régions en lutte. En effet, les organisations comme le MULT revendiquèrent dorénavant ces aides financières et cherchèrent donc à s'immiscer dans le contrôle politique local pour influencer sur le vote des budgets et les dépenses des agences municipales.

C'est probablement pour cette raison que les dirigeants du MULT décidèrent de changer de stratégie en 1985. Selon les propos tenus par Heriberto Pazos Ortiz à Hugo Gómez Partida, une partie des dirigeants souhaitait remplacer les dénonciations contre les exactions commises par l'armée, la police préventive et les caciques par une nouvelle stratégie portant sur l'obtention d'aides gouvernementales et la construction de structures : « [...] resulta que en ese momento nos planteamos pelear por la escuela, pelear por una clínica, pelear por las carreteras, pelear por la educación por aulas, por cuartos para vivir [...] »¹⁶⁹. Ce changement de politique provoqua une première division au sein de l'organisation triqui : une partie des migrants de Mexico, notamment ceux représentés par les frères Acevedo Ortiz, décidèrent de se concentrer sur la lutte pour l'obtention d'un terrain et la construction de logement pour ceux qui travaillaient à Mexico.

Ces anciens dirigeants du MULT fondèrent le *Movimiento de Artesanos Indígenas Zapatistas* (MAIZ) pour défendre les Indiens vendeurs d'artisanat au milieu des années 1990. Les adhérents de

¹⁶⁶ Soledad Loaeza. La metamorfosis del estado : Del jacobinismo centralizador a la fragmentación democrática. In Soledad Loaeza, Jean-François Prud'homme (coords.). *Instituciones y procesos políticos*. In Jean-François Prud'homme, Manuel Ordorica (coords.). *Los grandes problemas de México*. Vol. XIV. México : El Colegio de México, 2010, p. 29.

¹⁶⁷ Alberto Aziz Nassif. Alternancia y crisis de la democracia representativa en México. In Aline Hémond, David Recondo (coords.). *Dilemas de la democracia en México : Los actores sociales ante la representación política*. México : CEMCA, Instituto Federal Electoral, 2002. p. 57.

¹⁶⁸ David Recondo. *Op. cit.*, p. 114.

¹⁶⁹ Heriberto Pazos Ortiz, entretien de Hugo Gómez Partida. *Op. cit.*

MAIZ appliquent à leur lutte le même répertoire de protestation mobilisé par le MULT. En effet, ils organisent de nombreuses marches de la périphérie vers le centre de Mexico, avec à leur tête les femmes triquis vêtues de *huipil* ; des *plantones* sur le *zócalo* de la capitale étaient également formés après les marches. L'un de ses fondateurs, Saúl Acevedo Ortiz, insista sur l'importance de la couverture médiatique et l'organisation de ces actions collectives pour faire pression sur les autorités :

*Las marchas, los plantones, las huelgas de hambre, es lo único que nos queda a nosotros los pobres para que la autoridad nos da el derecho que tenemos. Si no hacemos eso, la autoridad no nos conoce. Los partidos políticos nos responde que no hay ningún espacio, lo que nos queda es movilizarnos. Desgraciadamente las autoridades no trabajan sin la presión*¹⁷⁰.

Au début des années 2000, après d'âpres luttes avec les autorités du District Fédéral, ils obtiendront un terrain et la construction de logements dans la délégation d'Iztapalapa.

Les divisions au sein du MULT furent également provoquées par la volonté de certains dirigeants de rendre l'organisation verticale, concentrant ainsi les pouvoirs décisionnaires au sommet de la hiérarchie, composé d'un noyau de dirigeants représenté par son "*líder máximo*", Heriberto Pazos. Ils consultent moins les leaders naturels des clans, rompant ainsi avec l'organisation horizontale des premières années. En outre, ils négocient directement avec les pouvoirs régionaux, utilisant la base des militants du MULT pour appuyer leurs revendications, notamment lors des marches vers Oaxaca. L'organisation triqui se trouve dorénavant entre la représentation politique et le système clientéliste pour accroître son influence et son contrôle sur les agences municipales, à l'image des groupes priistes contre lesquels elle lutta, comme le souligna Víctor Leonel Juan Martínez : « *La frontera entre la lucha social por los derechos de las comunidades y el control clientelar se pierde en muchas ocasiones ; las condiciones de pobreza y marginación así como la pulverización de las comunidades son el espacio idóneo para reproducir unas y otras prácticas* »¹⁷¹. L'organigramme du MULT changea de manière définitive suite à l'assassinat d'un de ses principaux fondateurs, Paulino Martínez Delia, en janvier 1990, alors qu'il travaillait pour le programme gouvernemental de développement, PRONASOL, afin de générer des bénéficiaires de la production de café.

Ainsi, à partir de 1992, le MULT étend son influence au-delà de la région de Copala, l'organisation incorpore plusieurs communautés mixtèques voisines comme Santa María Colotepec

¹⁷⁰ Entretien avec Saúl Acevedo Ortiz. Mexico, 14 janvier 2014 (migrant triqui à Mexico, membre fondateur de l'organisation MAIZ à Mexico).

¹⁷¹ Víctor Leonel Juan Martínez. Copala : Herida que sangra a los triquis. *En marcha, realidad municipal de Oaxaca*, 1er juin 2010. Disponible sur : <<http://www.revistaenmarcha.com.mx/miscelanea/analisis/469-copala-herida-que-sangra-a-los-triquis.html>> (page consultée le 13 avril 2014).

et Santa María Asunción, qui selon Heriberto Pazos avaient été convaincues de l'efficacité de la lutte du MULT à travers ses mobilisations : « *los pueblos mixtecos de al lado, van viendo que la organización da resultados, sobre todo la manera en que nosotros lo logramos a través de nuestros métodos de lucha (plantones, marchas), entonces se van integrando al MULT* »¹⁷². Ce témoignage tend à souligner l'importance qu'ont les marches pour étendre une lutte locale en la rendant visible et en informant les autres populations.

D'autre part, à Oaxaca, pour garantir la stabilité politique et donc maintenir le contrôle de l'État sur la région triqui, le gouverneur de Oaxaca, Heladio Ramírez López mit en place une politique de compromis en fondant des organismes régionaux regroupant le MULT et le groupe priiste de Copala. D'un point de vu plus général, son mandat est par ailleurs marqué durant les premières années par de nombreux conflits politiques et électoraux autour de la lutte pour le contrôle électoral municipal entre le PRI et les organisations sociales indépendantes¹⁷³. Ainsi, sa politique permit un compromis entre le dialogue et la répression, il pouvait garantir la réalisation d'élections libres tout en incitant les candidats priistes à influencer le résultat de ces mêmes élections¹⁷⁴. Il fut ainsi créé pour apaiser les divisions politiques le Sénat Triqui en 1987, où y siégeaient les autorités traditionnelles, mais surtout les factions politiques. De plus, l'État de Oaxaca proposa aux leaders triquis de remplacer les pouvoirs locaux par un Conseil d'Administration présidé par un fonctionnaire d'État qui a un rôle de médiateur entre le PRI local et le MULT, et d'intermédiaire entre les factions politiques triquis et le gouvernement de Oaxaca. L'un d'eux fut l'anthropologue Gerardo Garfias Ruiz : « *[...] voy allá, durante seis meses no salí de la triqui, viví en San Juan Copala, donde durante una semana seis pistoleros del UBISROT [il fait certainement référence au groupe priiste, l'UBISORT ne sera fondé qu'en 1994] me cuidaban y otra semana eran seis del MULT. Había un acuerdo con ellos y no hubo muerto, esa mediación si funcionó* »¹⁷⁵. Pour Marcos Sandoval, un des leaders naturels de Chichahuaxtla, la mise en place par le gouvernement d'un conseil d'administration municipal était inconcevable dans une agence comme San Juan Copala où justement, l'ingérence de l'État avait été la plus forte¹⁷⁶.

Néanmoins, la même année, le Conseil Municipal de San Juan Copala fut également formé par deux représentants des autorités priistes de Copala et deux dirigeants du MULT, qui furent Rufino

¹⁷² Víctor Leonel Juan Martínez, Lourdes Morales Canales. MULT : del rechazo a las elecciones a partido político. *En Marcha*, novembre 2003, n°56. Disponible sur : <<http://mult.org.mx/spip.php?article38>> (page consultée le 14 avril 2014).

¹⁷³ Jorge Hernández Díaz, Víctor Leonel Juan Martínez. *Dilemas de la institución municipal : Una incursión en la experiencia oaxaqueña*. Oaxaca : Cámara de diputados, LX Legislatura, UABJO, Miguel Ángel Porrúa, 2007, p. 75.

¹⁷⁴ Francisco López Bárcenas. *Op. cit.* p.77.

¹⁷⁵ Entretien avec Gerardo Garfias Ruiz. Oaxaca, 31 octobre et 1^{er} novembre 2013 (anthropologue, "assesseur de l'exécutif" du gouverneur de Oaxaca, Gabino Cué Monteagudo, ancien délégué du gouvernement de Oaxaca à San Juan Copala et ancien procureur de l'*Asuntos Indígenas de Oaxaca*).

¹⁷⁶ Entretien avec Marcos Sandoval Cruz. *Op. cit.*

Merino Zaragoza et Timoteo Alejandro Martínez. Comme pour le conseil d'administration, celui de Copala était présidé par un fonctionnaire du gouvernement. Il semblerait que ces organismes proposés par les autorités de Oaxaca avaient pour objectif de reprendre le contrôle de la région en y maintenant leur présence, tout en retirant grâce au Conseil Municipal la capacité des *barrios* à intervenir sur les questions locales liées à l'administration des agences municipales. Concernant le Conseil d'Administration, ils leur permettaient de contrôler les principaux leaders de la région¹⁷⁷.

Par ailleurs, malgré quelques années de concertation politique, la rivalité entre le MULT et le groupe priiste ouvrit un nouveau cycle de violence au début des années 1990, amenant à la formation en 1994 d'une nouvelle organisation contestataire, l'*Unión de Bienestar Social de la Región Triqui* (UBISORT), affiliée au Parti Révolutionnaire Institutionnel.

3. *Lutte armée face à la formation de l'UBISORT-PRI*

L'organisation UBISORT se livra avec le MULT à une lutte sanglante pour le contrôle du territoire triqui et pour le pouvoir politique et économique.

Sur le plan national, le PRI traverse une importante crise interne et externe dans les années 1980. L'application d'une politique financière néolibérale sous Miguel de la Madrid provoque, à partir de 1986, une scission d'une partie de ses dirigeants, critiques à l'encontre de cette nouvelle politique. Expulsés du PRI, ils s'allièrent à différents courants politiques pour proposer un candidat unique lors des élections présidentielles suivantes. Le Front Démocratique National (FDN) fut ainsi fondé et soutint la candidature de Cuauhtémoc Cárdenas. Le PRI ne dut sa victoire lors des élections de 1988 qu'à une supposée panne du système informatique électoral. Sous la présidence de Carlos Salinas de Gortari (1988-1994), le parti au pouvoir chercha à reconstruire ses alliances avec les secteurs et les organisations sociales le soutenant¹⁷⁸. À partir de 1991, le président mexicain cherche à renforcer l'image démocratique de son mandat qui aboutit à une réforme électorale et à la création de l'Institut Fédéral Électoral (IFE). Selon David Recondo, le PRI sous C. Salinas cherche à travers de nouvelles institutions républicaines pour démocratiser le pays à renforcer le contrôle national vacillant de la "famille révolutionnaire"¹⁷⁹.

Dans la région triqui, le gouvernement de Oaxaca décida de favoriser les autorités affiliées au PRI au sein du Sénat Triqui, ce soutien entraîna une recrudescence de la violence dans la région opposant le MULT à ces mêmes autorités. Cela provoqua la division et l'affaiblissement du groupe priiste à partir de 1988. En effet, une de ses factions, dirigée par Martín Anacleto, soutenue par la

¹⁷⁷ Francisco López Bárcenas. *Op. cit.*, p. 200.

¹⁷⁸ Enrique Montalvo Ortega. *Neoliberalismo : La dictadura (realmente) perfecta*. México : Ariel, INAH, 2013, p. 43-44.

¹⁷⁹ David Recondo. *Op. cit.*, p. 118-119.

CNC, qui exerçait son pouvoir sur quelques *barrios* comme Carrizal et Tierra Blanca, chercha à intégrer les rangs du FDN de C. Cárdenas. En rejoignant le parti d'opposition, il espérait étendre son contrôle sur la région en utilisant le prestige que représentait le nom de Cárdenas pour les Triquis, notamment depuis la visite du père de Cuauhtémoc, le général L. Cárdenas dans la région de San Juan Copala en 1967¹⁸⁰. Il a été par la suite envoyé à Oaxaca où il fut élu député local. Les divisions nationales au sein du Parti Révolutionnaire eurent donc des répercussions sur l'organisation politique de la région triqui. Finalement, au début des années 1990, nous dénombrons trois groupes triquis qui luttaient pour le contrôle politique de la région en recourant notamment à la violence pour l'obtenir.

En effet, de nombreux assassinats furent commis contre les dirigeants du MULT et de l'UBISORT dans les communautés affiliées à l'un des deux groupes. Par exemple, l'agent municipal de Santa Cruz Río Venado, Nicolás Bautista Ramírez fut séquestré, torturé et assassiné en 1984 par un groupe priiste, alors que des habitants de Río Tejón accusèrent le MULT d'avoir assassiné le policier Ramón Bautista Ramírez¹⁸¹. Cette série d'assassinat entraîna une réorganisation au sommet des deux mouvements et une baisse du soutien des clans qui en profitèrent pour se libérer du contrôle de certains dirigeants. L'autre groupe politique décida dans un premier temps de se rapprocher des autorités de l'État de Oaxaca avant de prendre une forme plus contestataire face à ce même pouvoir en constituant une organisation similaire à celle du MULT, l'UBISORT-PRI en 1994. Ce furent les enfants des leaders priistes assassinés qui décidèrent de reformer le groupe politique de leurs pères à travers cette nouvelle organisation¹⁸². Cependant, l'UBISORT naquit grâce au soutien des autorités de l'État de Oaxaca, les appuis des deux organisations furent donc différents : le MULT était soutenu par des organisations sociales indépendantes régionales et nationales, alors que le nouveau groupe triqui bénéficiait des soutiens du PRI et de l'État. Il se pourrait que le gouvernement priiste de Oaxaca favorisa la formation de l'UBISORT pour affaiblir le MULT comme organisation communautaire dans la région, car dans le même temps, se soulevait l'*Ejército Zapatista de Liberación Nacional* (EZLN) dans l'État voisin du Chiapas et qui était soutenue par le MULT. Les autorités de l'État de Oaxaca craignant que le soulèvement zapatiste s'étende dans les régions indiennes de Oaxaca, travaillèrent sur la reconnaissance des coutumes communautaires et redéfinirent leur politique indigéniste qui sera à l'origine de la réforme électorale sur les us et coutumes de 1995¹⁸³.

Dès le départ, l'UBISORT fut présente dans les communautés précédemment contrôlées par la faction priiste comme La Sabana. Par ailleurs, dans l'État de Oaxaca et plus particulièrement dans

¹⁸⁰ Francisco López Bárcenas. *Op. cit.*, p. 204.

¹⁸¹ *Idem*, p. 179.

¹⁸² *Ibidem*, p. 211-212.

¹⁸³ David Recondo. *Op. cit.*, p. 187-193.

la région triqui, les communautés sont d'abord identifiées par l'organisation sociale à laquelle elles appartiennent, comme l'explique Víctor Leonel Juan Martínez :

Se identifica muchas comunidades con una identidad organizativa antes que la identidad regional y antes que la identidad del pueblo. El caso triqui es un de los mejores ejemplos, porque se dice que Santiago Tilapa es MULT, Guadalupe Tilapa es UBISORT [...]. Las dos grandes organizaciones en la triqui que se dividieran a las comunidades eran MULT y el UBISORT¹⁸⁴.

Cette filiation des communautés pour les organisations sociales pourrait s'expliquer par deux raisons : la première serait qu'elles étaient contrôlées par ces mêmes organisations et la seconde pourrait être que les habitants se rapprochèrent d'un des groupes pour être protégés et faire porter leur voix au-delà du contexte local.

Entre 1994 et 1995, l'UBISORT, grâce à l'appui gouvernemental, mit en place de nombreux projets dans les communautés (agencements des rues, construction d'agences municipales, semences)¹⁸⁵. Selon Marcos Sandoval Cruz, à l'inverse du MULT, l'UBISORT n'avait pas de revendications basées sur la prise du pouvoir municipal. La nouvelle organisation avait une idéologie plus triqui selon les termes de M. Sandoval, c'est-à-dire qu'elle se regroupait autour de quelques communautés dans lesquelles elle travaillait et maintenait sa protection et son contrôle sur celles-ci¹⁸⁶. En outre, l'appui gouvernemental à la nouvelle organisation pourrait s'expliquer par la crainte du PRI de perdre le contrôle des *municipios* et des agences municipales. Néanmoins, face aux pressions du MULT, ce soutien diminua sensiblement et amena la nouvelle organisation à mettre en place une stratégie de confrontation directe avec le MULT, pour étendre son contrôle sur ces mêmes agences triquis. De même, d'autres communautés triquis, comme San Juan Copala et San Miguel Copala, restèrent divisées quant à leur appartenance à un de ces deux groupes politiques, cela provoqua une intense dispute pour en prendre le contrôle, tant sur le plan électoral qu'à travers la lutte armée.

¹⁸⁴ Entretien avec Leonel Juan Martínez. IEE, Oaxaca, 12 octobre 2013 (membre au Conseil Technique du CDI, Conseiller général de l'*Instituto Estatal Electoral* à Oaxaca, membre fondateur de la revue *En Marcha, realidad municipal de Oaxaca*).

¹⁸⁵ Francisco López Bárcenas. *Op. cit.*, p. 213.

¹⁸⁶ Entretien avec Marcos Sandoval Cruz. *Op. cit.*



Photo 6 Bataille pour le contrôle politique de San Juan Copala¹⁸⁷

Comme le décrit María Dolores París Pombo, la région *baja* fut divisée en deux zones politiques aux frontières mobiles et en permanente opposition l'une contre l'autre dont l'épicentre était San Juan Copala¹⁸⁸. Ainsi, au cours des années 1990, le MULT radicalisa ses actions à travers la lutte armée. En effet, de nombreuses embuscades et de nombreux assassinats commis contre des membres de l'UBISORT auraient été orchestrés par des "paramilitaires" du MULT¹⁸⁹. Toutefois, il semble probable que les deux organisations possédaient chacune une branche armée pour se défendre et étendre leur influence politique. De plus, la violence politique à partir du début du XXI^e siècle est symbolisée par la para-militarisation de groupes affiliés à ces organisations. Cependant, dans le cas de la région triqui, il est difficile de parler de groupes paramilitaires, qui auraient dû être organisés par l'armée nationale, comme le furent les *guardias blancas* ou les *halcones* lors des répressions étudiantes des années 1970¹⁹⁰. Les "paramilitaires" dans les territoires triquis sont des groupes armés dirigés par des néo-caciques ou *pistoleros* des caciques, qui s'arment grâce aux concours des migrants triquis : « *el concepto de paramilitarismo surge en América Latina en los 70s contra la guerrilla, en el sentido de la triqui, no son paramilitares, son unos asesinos que matan a su propio pueblo, son matones para defender sus intereses personales* »¹⁹¹.

Cet armement des groupes triquis dans les années 1990 est caractérisé par des embuscades contre les véhicules circulant sur la route reliant Juxtlahuaca à Putla, à des échanges de tirs entre les

¹⁸⁷ Guillaume Duarte. Bataille pour le contrôle politique de San Juan Copala. San Juan Copala (11 janvier 2014) [photographie].

¹⁸⁸ María Dolores París Pombo. *Op. cit.*, p. 28.

¹⁸⁹ Francisco López Bárcenas. *Op. cit.*, p. 213-216.

¹⁹⁰ Voir chapitres sur la répression des *halcones* du mouvement étudiant de 1971 dans : Enrique Ávila Carrillo, Efraín Gracida Camacho *et al.* *Movimientos y conflictos sociales en el México contemporáneo (1943-2011)*. México : Ediciones ¡UnioS! 2011, p. 69-71.

¹⁹¹ Entretien avec Gerardo Garfías Ruiz. *Op. cit.* En se basant sur son témoignage, nous mettrons le mot paramilitaire entre guillemets pour faire référence aux groupes armés qui sévissent dans la région triqui.

deux factions, à des séquestrations et entre autres à des viols¹⁹². La lutte armée avait pour objectif d'assassiner les principaux dirigeants des deux groupes politiques pour affaiblir leur mouvement. En outre, il est probable que l'armement et l'organisation de certains groupes triquis furent liés directement ou indirectement à la formation de l'*Ejército Popular Revolucionario* (EPR) en juin 1996 dans l'État voisin de Guerrero. L'EPR résulta de la fusion d'une douzaine d'organisations qui souhaitaient à travers la guérilla installer un système politique et économique socialiste tourné vers les communautés indiennes et paysannes¹⁹³. Cette organisation révolutionnaire armée soutiendra le MULT notamment lors de l'assassinat d'Heriberto Pazos y dénonçant un "crime d'État" à travers un communiqué¹⁹⁴. Cependant, aucun lien avéré ne permet de penser que l'EPR soutint l'armement du MULT, ce ne sont que de simples hypothèses. Toujours est-il que sous les gouvernements de Diódoro Carrasco Altamirano (1992-1998) et de José Murat Casab (1998-2004), María Dolores París Pombo recense près d'une centaine d'assassinats dans la région triqui¹⁹⁵.

Pour remédier à cette hausse du conflit armé, le gouvernement de Oaxaca, en 1995, proposa aux deux organisations la signature d'un pacte de paix appelé "Pacte pour le Développement de la Région Triquis", signé dans un premier temps uniquement par les dirigeants du MULT, puis dans un second temps par l'UBISORT. Le gouvernement sollicita comme intermédiaire l'*Enlace Rural Regional AC* (ERRAC), organisation qui travaillait depuis de nombreuses années dans les communautés triquis et avec le MULT par l'intermédiaire d'Enrique Gómez Levy. Toutefois, le pacte ne garantissait que peu d'avancés pour sortir de ce climat de violence et face à la poursuite des assassinats dans la région de Copala, un groupe de chercheurs et de défenseurs des droits de l'homme présentèrent en septembre 1996 un nouveau projet de paix. Il fut constitué autour de la *Comisión Ciudadana para la Pacificación de la Triqui Baja* et fut approuvé par le gouverneur de Oaxaca¹⁹⁶. Cependant, les principales avancées de la Commission furent en matière d'éducation, réalisant en 1998 une rencontre à ce sujet à Llano Nopal. Par ailleurs, en 2001, le Comité de Défense des Droits du Peuple (CODEP), organisation politique présente dans la région, soutenue par trente-six autres organisations politiques, accusa le MULT de pratiques paramilitaires, notamment à San Miguel Copala. En effet, alors que cette agence triqui refusait d'appartenir au MULT, une assemblée fut convoquée en 2001 par Heriberto Pazos pour inciter les leaders de San Miguel à intégrer ses rangs. Face à leur refus, ses habitants et ses leaders furent victimes de nombreuses exactions qui

¹⁹² Francisco López Bárcenas. *Op. cit.*, p. 226-233.

¹⁹³ Enrique Ávilla Carrillo, Efraín Gracida Camacho. *Las luchas sociales al inicio del milenio*. In Enrique Ávilla Carrillo, Efraín Gracida Camacho *et al.* *Op. cit.*, p. 147-150.

¹⁹⁴ Communiqué de l'EPR dans : EPR debate con Municipio Autónomo de Copala. *Contralinea*, 15 décembre 2010. Disponible sur : <<http://contralinea.info/archivo-revista/index.php/2010/12/15/epr-debate-con-municipio-autonomo-de-copala/>> (page consultée le 13 avril 2014).

¹⁹⁵ María Dolores París Pombo. *Op. cit.*, p. 31.

¹⁹⁶ Francisco López Bárcenas. *Op. cit.*, p. 234-235.

poussèrent la Commission Nationale des Droits l'Homme (CNDH) puis la Commission Interaméricaine des Droits de l'Homme (CIDH) à Washington, à statuer sur la violence perpétrée par les groupes armés triquis¹⁹⁷. La mobilisation d'instances non gouvernementales pour la défense des droits de l'homme tend à prouver que la situation devenait incontrôlable pour les autorités étatiques et fédérales. De plus, plusieurs cas de violences internes probablement commises par les hommes de main des dirigeants du MULT furent dénoncés, à San Miguel Copala, mais aussi à Cerro Tejón en 1999.

Cette période est également marquée par le rapprochement des dirigeants du MULT avec les instances gouvernementales de Oaxaca, qui appuyèrent financièrement l'organisation plus que tout autre dans l'État au début des années 2000. En échange, le MULT joua un rôle déterminant dans la formation du Parti Unité Populaire (PUP) en 2003, marquant une nouvelle étape dans l'histoire de l'organisation, désormais appelée MULT-PUP.

4. *Le MULT-PUP : nouvelle étape politique et mobilisatrice*

La formation d'un parti politique indien dans l'État de Oaxaca, le PUP, résulte de l'intromission du gouverneur de Oaxaca, José Murat, qui par crainte que le PRI et son candidat Ulises Ruiz Ortiz perdent les élections contre l'opposition menée par Gabino Cué Monteagudo, appuya la participation de ce nouveau parti aux élections gouvernementales de 2004. Le PUP représenté par l'ancien député, membre fondateur de la COCEI et du MULT, Héctor Sánchez, obtint 4% des votes et entraîna la défaite de Gabino Cué¹⁹⁸. Néanmoins, le MULT dut lutter pour obtenir la légalisation de son parti, qui, dans un premier temps, fut refusée par l'*Instituto Estatal Electoral* (IEE). L'affaire fut portée devant le Tribunal électoral de Oaxaca qui, suite à l'intervention du gouverneur, donna raison aux dirigeants du PUP. Par ailleurs, pour obtenir cette résolution, le MULT et ses alliés durent également faire face à l'opposition des partis institutionnels peu enclins quant à la création de leur parti politique.

De nouvelles marches furent organisées et un meeting eut lieu à l'auditorium du Guelaguetza à Oaxaca pour faire pression sur l'État de Oaxaca, comme le révéla le futur président et député du PUP, Rufino Merino Zaragoza :

Nosotros luchamos, nos costó mucho lograr este registro porque nos fuimos hasta el tribunal, a parte de estar viendo la cuestión legal también, como presión muchas marchas se hicieron hasta la ciudad de Oaxaca para que nos ortigara ese registro. Finalmente se nos autoriza ese registro del PUP el día 12

¹⁹⁷ *Idem*, p. 243.

¹⁹⁸ David Recondo. *Op. cit.*, p. 436-437.

de noviembre de 2003. A partir de ahí, yo fui el primer presidente del PUP y después diputado local en la plurinominal [...] ¹⁹⁹.

Finallement constitué, le parti Unité Populaire se revendique comme le "premier parti indigène d'Amérique", luttant pour la reconnaissance des droits des communautés indiennes de Oaxaca. Dans sa déclaration de principes, ses dirigeants s'engagent à : consolider l'autonomie des communautés, éradiquer toutes les discriminations de races, sexe et culture, défendre la reconnaissance des institutions, des langues et des pratiques communautaires des peuples indiens et enfin proposer un projet national autour de la justice sociale et de la démocratie. Le PUP devient le parti qui : « donnera l'espoir et un futur aux peuples et aux communautés opprimés, aux marginaux, aux exploités [...] »²⁰⁰. Néanmoins, selon Marcos Sandoval Cruz, la création du PUP et ses revendications sont contradictoires : il s'autoproclame parti indigène tout en étant créé grâce à l'appui du gouvernement de Oaxaca et ni ses discours politiques, ni ses propositions sont tournées vers les communautés indigènes²⁰¹. Quelles furent donc les raisons qui poussèrent le MULT organisation sociale indépendante et apartidiste depuis les années 1980 à participer à la fondation d'un parti politique ?

La création du PUP est liée à l'implantation du MULT depuis les années 1990 dans d'autres régions que la triqui. En effet, Heriberto Pazos en tant que leader du MULT s'allia avec les communautés traversées par les marches-caravanes, cela permettait aux militants d'y être accueillis et à ses dirigeants d'avoir un local où organiser ses meetings et négocier avec les autorités gouvernementales comme le relate Gerardo Garfias à travers l'exemple de Telixtlahuaca :

*Heriberto Pazos tenía pueblos "hoteles" como Telixtlahuaca, ahí él trabajó y ganó a la gente. Por ejemplo, el consiguió placas para taxis y les cobraba para hacer comida para cinco miles personas y el hospedaje cuando llegaban las marchas del MULT. Igual aquí en Oaxaca, tenía colonias con lo mismo que en Telixtlahuaca y esa gente traían tortas para los triquis que estaban aquí*²⁰².

Par ses alliances, l'organisation triqui s'étendit au-delà des frontières de la région et put dorénavant mobiliser plus de militants lors de ses actions collectives. En échange, le MULT offrait une plateforme politique et son expérience en terme de mobilisations et de négociations avec les autorités gouvernementales. En effet, les marches-caravanes du MULT-PUP sont aujourd'hui constituées de plusieurs dizaines de milliers de participants selon son dirigeant Rufino Merino Zaragoza. L'organisation sociale coordonne le rassemblement de ses partisans à quelques kilomètres de la ville de Oaxaca *via* des comités locaux dont il expliqua le rôle :

¹⁹⁹ Entretien avec Rufino Merino Zaragoza. *Op.cit.*

²⁰⁰ Partido de Unidad Popular. Declaración de principios. *Instituto Estatal Electoral*, s. d. Disponible sur : <http://www.ieepco.org.mx/images/partidos/Unidad_Popular/declaracion_principios_pup.pdf> (page consultée le 14 avril 2014).

²⁰¹ Entretien avec Marcos Sandoval Cruz. *Op. cit.*

²⁰² Entretien avec Gerardo Garfias Ruiz. *Op. cit.*

Las marcha de hoy ya no es de 2000 o 3000 personas si no que son 50000 a 70000 compañeros indígenas de todo el Estado de Oaxaca que son integrantes del MULT, de Unidad Popular o de la API (Asamblea de los Pueblos Indígenas). En diferentes pueblos, en diferentes colonias, en diferentes rancherías hay comités con coordinadores. Cuando se tiene que marchar se los informan a los compañeros, cada coordinador sabe cómo mueve su contingente y ahí se concentra en un punto determinado y ahí llegan todos. A partir de ahí se inicia la marcha para llegar al centro de la ciudad, para exigir al gobierno del Estado el incumplimiento de tantas promesas, de tantos compromisos. Si el estado no cumple, se presiona más, nos quedamos, bloqueamos las calles u oficinas para que el gobierno pues haga caso²⁰³.

La base militante du MULT-PUP coordonnée par les responsables des comités n'a toutefois que peu d'informations sur la mobilisation à laquelle ils doivent participer, comme le relatait un militant du district de Juxtlahuaca :

Para las marchas avisan unos días antes por medio de los comités a unos militantes y después los militantes se encargan de avisarnos, a la base. Cada uno lleva su cobija, su chamara y ya. Muchas veces no nos dicen cuántos días va a tardar la marcha, solamente es cuando llegamos allá que nos dicen para qué nos movilizamos, para exigir justicia para sus líderes, nada más eso, muchos de los cuates ni sabemos a qué vamos²⁰⁴.

Il semblerait que les dirigeants donnent dans un premier temps l'ordre aux comités de mobiliser leurs militants, puis des réunions et des assemblées ont lieu pour organiser la marche. Dans le même temps, les leaders de l'organisation continuent de négocier avec les autorités gouvernementales utilisant la future mobilisation comme un moyen de pression. Dans le cas où ils jugent les avancées insuffisantes, les militants marchent jusqu'au centre de la capitale de l'État où différentes actions sont organisées pour rendre visible les revendications. Par exemple, le MULT peut décider d'installer un *plantón* au centre de la ville de Oaxaca, où chaque comité doit organiser son espace et ses membres en les plaçant dans de vétustes tentes faites de bâches. Cependant, les marches ne seraient pas obligatoires pour les militants, mais si ils n'y participaient pas, le MULT ne leur verseraient alors pas une aide financière promise à ceux qui se mobilisent²⁰⁵.

L'organisation d'une marche-caravane se déroule de la façon suivante : dans un premier temps, les participants sont rassemblés dans la région de Juxtlahuaca, puis les hommes montent dans des camions de charge et les femmes dans des transports appelés "*suburbanas*". Arrivés en périphérie de la capitale, ils dorment où ils peuvent, dans la rue, sous un arbre, avec les affaires qu'ils auront amenées avec eux. Le lendemain matin, soit la marche est organisée depuis l'endroit où les militants

²⁰³ Entretien avec Rufino Merino Zaragoza. *Op.cit.*

²⁰⁴ Entretien avec un militant du MULT ayant gardé l'anonymat. Juxtlahuaca, 12 janvier 2014.

²⁰⁵ *Idem.*

se sont installés, soit la manifestation démarre plus près du centre à hauteur du parc *el Llano*. Ils marchent en files, entre cinq et sept heures jusqu'au *zócalo* où la marche prendra fin par un meeting politique.

L'ignorance des militants de la base du MULT sur les actions et les projets menés par leurs dirigeants se retrouve dans un rapport du Secrétariat au Développement Social (Sedesol). Cité dans l'ouvrage de F. López Bárcenas, il stipule que les aides financières pour le développement, attribuées par Sedesol aux agences triquis, servirent au début des années 2000 à étendre l'influence du MULT dans le reste de l'État, mais aussi à financer la création du PUP en 2003. Ainsi, peu de projets dans la région de San Juan Copala aboutirent au cours de cette période et une partie des financements aurait été placée dans un fond commun qui aurait financé le parti Unité Populaire²⁰⁶. Selon les conclusions du Sedesol, le parti "indigène" aurait ainsi été créé au détriment des programmes de développement de la région triqui. À l'image d'autres organisations sociales de Oaxaca, le MULT se retrouvait à la frontière entre deux fronts : l'un social concernant la défense des communautés affiliées, l'autre politique avec le contrôle des militants et les relations avec les autorités gouvernementales, comme l'expliquait Víctor Leonel Juan Martínez :

Las organizaciones sociales en Oaxaca están en una frontera muy delgada entre la representación política y la defensa de los derechos de sus afiliados y el control corporativo y el pacto con el Estado, con el gobierno. Juegan ambos papeles, no hay una organización que puedas decir que está solo en la defensa, no, están coyunturalmente en la defensa o coyunturalmente en el control político, es el caso del MULT-PUP²⁰⁷.

Heriberto Pazos justifiait la volonté du MULT de fonder ce parti politique par le besoin d'occuper l'espace politique monopolisé par les partis institutionnels, mais aussi pour regrouper les organisations régionales affiliées au MULT, les acteurs politiques et la société civile autour d'une cause commune. Ce fut le cas du parti *Nueva Izquierda de Oaxaca* (NIOAX) dirigé par Flavio Sosa Villavicencio, qui participa à la formation du parti Unité Populaire, avant d'être un des porte paroles de la APPO en 2006. De plus, les militants de ces organisations représentent une force de mobilisation non négligeable pour le MULT-PUP ; notamment lors des marches et des *plantones*, leur participation renforce l'impact des actions collectives du MULT sur les médias, l'opinion publique, le gouvernement de Oaxaca et sur les futurs électeurs du PUP²⁰⁸.

La croissance du PUP fut symbolisée lors des dernières élections municipales de juillet 2012 par la prise de Juxtlaahuaca. La victoire du PUP reflète la nouvelle stratégie des dirigeants MULT, qui

²⁰⁶ Francisco López Bárcenas. *Op. cit.*, p. 208-209.

²⁰⁷ Entretien avec Leonel Juan Martínez. *Op. cit.*

²⁰⁸ Víctor Leonel Juan Martínez, Lourdes Morales Canales. *Op. cit.*

avaient assimilé des acteurs politiques du district à leur cause, comme par exemple les frères Feria Rodríguez qui deviendront par la suite les candidats du parti "indigène". Selon Rufino Merino la victoire du PUP à Juxtlahuaca permet l'instauration de projets dans la région triqui, mais aussi favorise l'assimilation de nouveaux adhérents à leur parti :

Ahora que se gana Juxtlahuaca, que es el distrito de nosotros (de Copala), ahorita decimos cómo tenemos que organizarnos para que el presidente trabaje bien con la gente y por nosotros. [...] claro que nosotros lo llevamos al poder pero también nos interesa que haga obras con los Mixtecos porque nosotros queremos crecer más, queremos que de aquí a tres años, si hoy saquemos 4000-5000 votos, que de aquí a tres años saquemos 7000-8000 votos²⁰⁹.



Photo 7 Campagne d'affichage pour l'élection de Chepe Feria (PUP) à Juxtlahuaca²¹⁰

Dans le discours des dirigeants du MULT-PUP, l'extension du parti est particulièrement importante : ils mettent en avant leur intention de travailler pour toutes les régions qu'elles soient triquis, mixtèques ou métisses. Ce discours politique rassembleur se retrouve dans les propos d'Enrique Feria Rodríguez, représentant du MULT dans la mixtèque et conseiller du président municipal de Juxtlahuaca qui n'est autre que son frère, José Alfonso Feria Rodríguez :

Para el pueblo triqui, para los mixtecos, para los mestizos del municipio de Juxtlahuaca, el PUP es una esperanza para el cambio, para el progreso [...], entonces el presidente municipal ahora, José Alfonso Feria Rodríguez, pues él tiene toda la intención de servir de manera honesta al pueblo, vamos a meter mucha seguridad para que haya paz en la región. [...] Aplicando la justicia en la aplicación del recurso. [...] Haciendo obras, no hay una estrategia mejor que la obra para el pueblo. [...]

²⁰⁹ Entretien avec Rufino Merino Zaragoza. *Op.cit.*

²¹⁰ Guillaume Duarte. Campagne d'affichage pour l'élection de Chepe Feria (PUP) à Juxtlahuaca. Juxtlahuaca (12 janvier 2014) [photographie].

*entonces vamos a seguir presionando al gobierno porque los recursos de los ramos 33 y 28 no van a ser suficientes*²¹¹.



Photo 8 Dirigeants du MULT-PUP²¹²

En outre, le MULT-PUP continue d'étendre son influence sur le reste de l'État de Oaxaca, en attestent ses victoires électorales à Juxtlahuaca ou encore à Constanca del Rosario lors des dernières municipales. Cela se traduit également lors des mobilisations massives, comme lors de l'hommage à Heriberto Pazos le 23 octobre 2013, qui rassembla des dizaines de milliers de militants qui marchèrent depuis San Pablo Etla jusqu'au centre historique de la capitale de l'État, où ils y installèrent un *plantón*. Les marches du MULT-PUP préoccupent les autres leaders de la région triqui, opposés à l'organisation historique. Selon eux, en prenant l'exemple de cette dernière marche, le MULT-PUP utilisa la mobilisation pour l'hommage à son ancien dirigeant afin de négocier avec le gouvernement le résultat des élections pour Juxtlahuaca qui avait été gagné par le PRD :

*Atrás de las movilizaciones hay muchos intereses, como negociaciones sobre el control político de algunos municipios. Entonces, hablando de Juxtlahuaca, el PRD había ganado, tuvo su constancia de mayoría y la movilización que MULT-PUP hizo fue también para negociar con el Estado, Gabino Cué intervino ante las instancias para que los otorgaran constancia de mayoría al candidato del PUP*²¹³.

²¹¹ Entretien avec Enrique Misael Feria Rodríguez. Juxtlahuaca, 12 janvier 2014 (coordinateur du MULT-PUP à Juxtlahuaca et dans la Mixtèque, adjoint au maire de Juxtlahuaca, José Alfonso Feria Rodríguez).

²¹² Guillaume Duarte. Dirigeants du MULT-PUP. Rastrojo (11 janvier 2014) [photographie].

²¹³ Entretien avec David Macario García. Agua Fria Copala, 7 et 8 janvier 2014 (enseignant à la retraite, militant de la section 22 de la SNTE, ancien militant du MULT et membre du conseil du *Municipio Autónomo de San Juan Copala*).

Le MULT-PUP utiliserait sa force de mobilisation comme organisation sociale indépendante pour les intérêts de son parti politique. Tout comme ses dirigeants utilisent aujourd'hui la sélection de jeunes triquis de basketball, qui a remporté le quatrième *Festival Mundial de Mini-Baloncesto* à Córdoba (Argentine) en octobre 2013. En effet, le MULT-PUP se sert de cette victoire pour mettre en avant son programme éducatif, tout en faisant marcher aux premiers rangs, des supposés joueurs de la sélection, comme ce fut le cas lors de la marche du 10 avril 2014. Cela permet aux dirigeants de médiatiser la mobilisation et de faire pression sur le gouverneur Gabino Cué pour obtenir de nouvelles aides financières²¹⁴.

Toutefois, la gestion des agences municipales des candidats du PUP amena de nombreux habitants de communautés à l'extérieur de la région triqui à s'organiser pour lutter contre leur contrôle comme ce fut le cas à Tecomaxtlahuaca, où suite à la victoire du *Frente Ciudadano Tecomaxtlahuaqueño*, des partisans armés de l'Assemblée des Peuples Indigènes et du MULT (API-MULT) occupèrent la mairie le 1^{er} janvier 2014 et où plusieurs assassinats furent commis par les hommes de mains du cacique local Fortino Alvarado Martínez, adhérent à la API et au MULT. Par ailleurs, le MULT-PUP utilise les mêmes mobilisations de protestation lorsqu'il conteste une élection, comme ce fut le cas à Putla où ses dirigeants firent occuper l'édifice municipal. À San Miguel Soyaltepec, les soutiens au candidat du parti "indigène" bloquèrent la route et s'affrontèrent avec ceux du candidat élu Heriberto Ramírez lors des dernières élections²¹⁵.

La nouvelle stratégie décidée par les dirigeants MULT, symbolisée par la formation du Parti d'Unité Populaire fut critiquée au sein même des communautés triquis et provoqua une scission qui déboucha sur la fondation du MULT-Indépendant, le MULT-I en 2006 et ce dans un contexte de soulèvement des adhérents à la APPO à Oaxaca.

E. De la APPO à l'autonomie réprimée de Copala

1. Le MULT-I durant la Commune de Oaxaca

Les dirigeants du MULT se divisent dès 1985 autour de la stratégie à mettre en place. Ceux arrivés après les premières marches et autres actions de protestation du début des années 1980, tel

²¹⁴ Óscar Rodríguez. En marcha indígena suplanta a equipo triqui de basquetbol. *Milenio*, 10 avril 2014. Disponible sur : <http://www.milenio.com/estados/triquis-marcha-basquetbolistas-ninos-Oaxaca_0_278372438.html> (page consultée le 15 avril 2014).

²¹⁵ Voir les articles suivants : Tomados, cinco palacios municipales en la Mixteca. *Noticiasnet.mx*, 1^{er} mars 2014. Disponible sur : <<http://www.noticiasnet.mx/portal/general/protestas/187949-tomados-cinco-palacios-municipales-en-la-mixteca>> (page consultée le 15 avril 2014) et Guerra en Soyaltepec : cacique vs. PUP-MULT. *En Marcha*, 27 mars 2014. Disponible sur : <<http://www.revistaenmarcha.com.mx/reportaje/1312-guerra-en-soyaltepec-cacique-vs-pup-mult.pdf>> (page consultée le 13 avril 2014).

qu'Heriberto Pazos Ortiz ou Rufino Merino Zaragoza prirent durablement le pouvoir et provoquèrent la première scission avec une partie des migrants de Mexico. Alors que l'organisation étend son contrôle sur la région de Copala et au-delà du territoire triqui, elle se radicalise par la voix des armes. Le MULT chercha à soumettre par la force les agences municipales, comme San Miguel Copala, ou encore Yutazaní (où un groupe de femmes auraient été attaquées et violées par des sicaires du MULT en 1996²¹⁶), qui n'appartenaient à aucun des groupes contrôlant la triqui. Selon María Dolores París Pombo, le territoire dominé par le MULT-PUP dans la triqui *baja* est contrôlé par des groupes armés imposant leur pouvoir par la violence armée. Elle considère la période allant de la fondation du PUP en novembre 2003 à aujourd'hui comme le dernier cycle de violence connu dans l'histoire de la région copaltèque. Cette violence pour le contrôle sur les agences provoque une importante migration vers les régions agricoles du nord du pays (Culiacán, Hermosillo, San Quintín)²¹⁷. Cependant, une partie de ceux restés dans la région décidèrent de s'organiser pour dénoncer la violence "paramilitaire", la corruption des dirigeants et la fondation du parti politique du MULT. L'assassinat du fils de Timoteo Alejandro Ramírez en 2005 entérina la séparation et la formation du MULT-Indépendant. Timoteo Alejandro était l'un des principaux dirigeants de l'organisation triqui, il était également le leader naturel de Yosoyuxi et le principal critique de la politique menée par les autres dirigeants et de l'accaparement des ressources :

*Timoteo Alejandro Ramírez era sin lugar a dudas el principal cuestionador del uso poco transparente y del destino de los recursos supuestamente destinados a las comunidades triquis que en realidad nunca habían llegado a éstas. Ser opositor a la dirección de Heriberto Pazos, fue motivo suficiente para que este ordenara la muerte de su hijo*²¹⁸.

Ainsi, il semblerait que l'embuscade qui tua son fils, lui était destinée²¹⁹. Sa mort provoqua une vague de contestation et après concertation, plusieurs leaders de *barrios* comme Yosoyuxi, San Juan Copala ou encore Agua Fría Copala décidèrent de se réunir avec les dirigeants du MULT et des représentants des migrants triquis. La réunion qui eut lieu dans les locaux du MULT-PUP à Oaxaca permit aux différents leaders d'exposer leurs désaccords avec la direction, qui selon eux, monopolisait le pouvoir et les aides financières gouvernementales dont les *ramos* 28 et 33, en plus d'exiger que justice soit rendue à la mort du fils de Timoteo Alejandro. Suite à la réunion, une rencontre eut lieu à El Rastrojo entre les dirigeants du MULT-PUP et une commission entourant le

²¹⁶ Francisco López Bárcenas. *Op. cit.*, p. 226.

²¹⁷ María Dolores París Pombo. *Op. cit.*, p. 48.

²¹⁸ David Cilia Olmos, Municipio Autónomo de San Juan Copala. *A solas contra el enemigo*. México : Editorial Huasipungo Tierra Roja, 2011, p. 108-109.

²¹⁹ *Idem*, p. 109 et entretien avec Roberto Bautista Ramírez, Yosoyuxi Copala, 4 juin 2012 (membre du conseil du Municipio Autónomo de San Juan Copala).

leader de Yosoyuxi, sans qu'aucun accord ne soit trouvé²²⁰. Ces événements marquèrent la division entre les leaders des *barrios* précédemment cités et également ceux de Cruz Chiquita, Paraje Pérez et les agences qui restèrent fidèles à la direction du MULT dont notamment El Rastrojo.

Avant de déclarer publiquement leur séparation avec l'organisation historique, les dissidents organisèrent une marche depuis la région *baja* jusqu'à la mairie de Juxtlahuaca, où près de sept cents personnes furent mobilisées. Ils souhaitaient principalement discuter avec les autorités du *municipio* sur la question des programmes d'aides versées aux communautés. Les leaders triquis faisaient références aux *ramos* 28 et 33, aides gouvernementales normalement destinées aux communautés, mais qui dans le cas de la région triqui, étaient versées directement au MULT-PUP qui devait ensuite les redistribuer à ses agences. Le *ramo* 28 est destiné aux autorités municipales et le 33 est une aide pour les projets d'ordre public comme la construction de terrains de sports, d'écoles ou l'aménagement des rues. Les communautés contrôlées par le MULT n'en bénéficiaient donc pas directement et s'autogérait grâce à l'argent envoyé par les migrants, les *remesas*²²¹.

La séparation avec le MULT et la création du MULT-I eurent lieu le 20 avril 2006 lors d'une conférence de presse donnée à Mexico. Elle regroupait autour de Timoteo Alejandro des autorités communautaires de Yosoyuxi, Agua Fría et Paraje Pérez, de plusieurs leaders triquis et de représentants des migrants triquis. La composition de cette nouvelle organisation provoqua une redéfinition des frontières politiques de la région de Copala, de plus, la même année l'UBISORT se désolidarisa du PRI, qui entre temps avait appuyé la fondation du parti politique du MULT²²².

La commune de Oaxaca survint dans ce contexte de division pour les Triquis, le MULT continuait de recourir à la violence pour affaiblir le MULT-I en cherchant à assassiner ses principaux leaders. Les membres de la nouvelle organisation intégrèrent donc les rangs de la APPO²²³ à Oaxaca, alors que le MULT soutint également le mouvement, mais concentra son soutien dans la région de Juxtlahuaca avec notamment l'organisation de manifestations publiques²²⁴. Toutefois, il semblerait que des hommes de main du MULT auraient été impliqués dans la répression contre les barricades et les radios occupées, un de ses adhérents, Fortino Alvarado Martínez, le cacique de la région de

²²⁰ Francisco López Bárcenas. *Op. cit.*, p. 260-265.

²²¹ Entretien avec Cálido San Diego López. Yosoyuxi Copala, 4 juin 2012 (leader moral de la communauté de Yosoyuxi Copala et membre du conseil du *Municipio Autónomo de San Juan Copala*).

²²² Francisco López Bárcenas. *Op. cit.*, p. 270-272.

²²³ L'Assemblée Populaire du Peuple de Oaxaca (APPO) fut un mouvement opposé au gouverneur Ulises Ruiz à Oaxaca et fut créée suite à la mobilisation des enseignants de la section 22 en juin 2006. Ses membres barricadèrent la ville et occupèrent les médias notamment les radios avant d'être réprimé par la PFP en novembre de la même année.

²²⁴ Victor Raúl Martínez Vásquez (coord.). *La APPO : ¿rebelión o movimiento social? (nuevas formas de expresión ante la crisis)*. Oaxaca : UABJO-IIS, 2009, p. 296.

Tecomaxtlahuaca, aurait été l'un des tireurs qui ont assassiné José Jiménez Colmenaras le 10 août 2006 lors d'une marche de la APPO²²⁵.

Les membres du MULT-I décidèrent d'intégrer la APPO à Oaxaca pour dénoncer la violence qu'ils subissaient dans leur région et utilisèrent l'espace médiatique qu'offrait le mouvement magistériel pour se démarquer du MULT-PUP. La participation de la nouvelle organisation triqui se fit par l'intermédiaire de la section 22 et de son secrétaire général, Enrique Rueda Pacheco qui accepta de couvrir la répression dont étaient victimes ses adhérents. La section 22 les soutenu par solidarité avec l'un des leaders de l'organisation dissidente, le professeur David Macario Merino, qui avait occupé par le passé plusieurs postes dans l'organigramme de la section syndicale. Par ailleurs, des adhérents du MULT-I comme Jorge Albino Ortiz furent membres du *Consejo Directivo* du mouvement, ils participèrent aux nombreuses réunions, dont celle fondatrice de la APPO. Cela leur permit de travailler sur la situation de leur région avec un conseiller d'État et d'autres organisations sociales de l'État et nationales qui se solidarisèrent à leur lutte comme l'expliquait Jorge Albino :

Hubo una reunión con solidarios y la sección y se acordó de un frente estatal, [...] porque era necesario involucrar las demandas sociales con las demandas de la sección [...] y desconocer al gobierno de Ulises Ruiz y al estado de Oaxaca. Entonces se empezó a hacer una convocatoria amplia para todas las organizaciones solidarias a sumarse al proyecto de las demandas del pueblo de Oaxaca, se formó la APPO y nosotros por nuestra participación activa en el magisterio y en las asambleas, nos dieron un concejal del Estado, donde un servidor le tocó estar en esa concejal y hicimos varios trabajos con la Asamblea Popular y nos involucramos, conocimos muchas organizaciones del Estado como nacional²²⁶.

En outre, la participation à la APPO permit également au MULT-I d'être en relation avec des journalistes qui couvrirent par la suite leur lutte, la création et la répression de l'autonomie à San Juan Copala en 2007 et qui retranscrivirent les dénonciations que l'organisation leur faisait parvenir : « *Como aquí en Yosoyuxi no tenemos internet salíamos mucho, nos reunimos constantemente con compañeros solidarios y ellos se encargaban de subir informaciones* »²²⁷. De plus, au sein du Conseil de l'Assemblée Populaire, les conseillers discutaient de la couverture médiatique à donner à chaque conflit dans l'État de Oaxaca comme dans la région triqui et à San Juan Copala :

La Asamblea Popular era como una cancha donde se informaba de todo lo que pasaba en Copala y como éramos concejales, teníamos que recibir todas las informaciones del Estado, de la triqui, de la

²²⁵ Voir David Cilia Olmos, Municipio Autónomo de San Juan Copala. *Op. cit.*, p. 109-111 et Francisco López Bárcenas, *Op. cit.*, p. 288-292.

²²⁶ Entretien avec Jorge Albino Ortiz. Yosoyuxi Copala, 4 juin 2012 (conseiller de la APPO et membre du Conseil du Municipio Autónomo de San Juan Copala).

²²⁷ *Idem.*

*costa, del Istmo, de Valles centrales, y dentro de los 30 concejales discutían los temas, qué cobertura tenemos que darle a cada conflicto en el Estado*²²⁸.

L'expérience au sein de la APPO permit aux adhérents du MULT-I de réfléchir, lors d'assemblées communautaires, aux possibles actions à mettre en place dans leur région pour lutter contre le contrôle politique du MULT-PUP et de l'UBISORT et sortir de la violence à travers leur "propre APPO" comme le résuma Jorge Albino²²⁹. Néanmoins, suite à la répression des troupes de la PFP à Oaxaca le 25 novembre 2006, des militants de la APPO et du MULT-I occupèrent la mairie de Juchitán et comme les négociations n'aboutirent pas, le gouvernement aurait envoyé le 19 décembre des patrouilles de la PFP visiter plusieurs communautés triquis pour arrêter les principaux leaders du MULT-I, affiliés à la APPO²³⁰. Cela amena Timoteo Alejandro à réunir différentes assemblées à Yosoyuxi dans un premier temps, puis à San Juan Copala et enfin dans d'autres communautés de la région, où il fut finalement voté la fondation d'un *municipio*, qui ne dépendrait pas du gouvernement, ni d'aucun parti politique.

La présence de la APPO joua donc un rôle décisif dans cette décision, d'autant que de nombreux groupes de la région de Copala, habituellement opposés, appartenaient ou étaient solidaires avec l'Assemblée Populaire, ce qui facilita leur union. Ainsi, le MULT-I se rapprocha de dissidents de l'UBISORT et ensemble ils fondèrent le 1^{er} janvier 2007 l'auto-proclamé *Municipio Autónomo de San Juan Copala* (MASJC).

2. L'expérience de l'autonomie à San Juan Copala

Vingt jours après avoir proclamé San Juan Copala comme *municipio autónomo*, une cérémonie fut organisée le 20 janvier 2007, qui réunit près de vingt communautés triquis, le Conseil des Anciens nommèrent les autorités autonomes. Le *mayordomo* Emiliano Celestino López transmit le bâton de commandement au président municipal autonome José Ramírez Flores originaire du *barrio* de Guadalupe Tilapa. Il devait gouverner selon les principes triquis, garder son intégrité face aux partis et aux autorités gouvernementales et officier pour la paix dans la région²³¹. Toutefois, selon Marcos Sandoval, l'autonomie fut d'avantage un acte médiatique, influencée par des conseillers extérieurs à la région et aux problématiques triquis, s'opposant donc dès le départ aux autres organisations de la région, tout en incluant dans leur projet les agences indépendantes politiquement :

²²⁸ *Ibidem*.

²²⁹ *Idem*.

²³⁰ Matilde Pérez. Triquis denuncian acoso de elementos de la PFP en Oaxaca. *La Jornada*, 22 décembre 2006. Disponible sur : <<http://www.jornada.unam.mx/2006/12/22/index.php?section=politica&article=012n2pol>> (page consultée le 16 avril 2014).

²³¹ Francisco López Bárcenas. *Op. cit.*, p. 297-298.

El municipio autónomo lo crearon como una forma mediática, seguramente por asesores externos como gente de la APPO, también (Francisco López) Bárcenas. Pero lo hicieron mal, lo hicieron mediáticamente y al hacerlo así empezaron en confrontación con el MULT. Fue interesante cuando empezaron, porque lograron atraer a UBISORT, trajeron las comunidades independientes que no están metida con el MULT, ni con MULT-I, ni con UBISORT²³².

Pour inclure ces communautés au sein du MASJC, les membres du MULT-I et les dissidents de l'UBISORT n'avaient pas d'autre choix que de proclamer l'autonomie dans leur centre politique. Ainsi, San Juan Copala pouvait être de nouveau considéré comme le *municipio* de la région près de soixante ans après avoir été placé sous les autorités de Juxtlahuaca et de Putla, sans toutefois s'opposer à l'État de Oaxaca, comme l'expliquait le secrétaire du président municipal autonome :

De hecho San Juan Copala para todos los triquis es el chuman'a, tenemos mucho respeto porque es un nuestro centro ceremonial y comercial. [...] Hubo una concentración de todas las comunidades en San Juan Copala. Para nosotros fue muy importante porque de esa manera estábamos tratando de recuperar el municipio, que en 1948 nos había retirado. No era para rebelarnos contra el Estado, contra el poder, contra nadie, lo que pretendíamos era unificar las comunidades, de que ellas podrían decidir por su trabajo, por su manera de vivir, por su forma de vestir, que la misma gente decidiera, sin que los partidos políticos, el Estado deciden qué tienen que hacer²³³.

L'autonomie triqui ne s'opposait pas à l'autorité et à l'administration gouvernementale, ni même à la Constitution de l'État de Oaxaca. En effet, l'assemblée des *mayordomos* désigna ses autorités municipales selon le Code électoral de l'État, stipulant depuis la réforme d'août 1995 la reconnaissance des us et coutumes des communautés indiennes. Par ailleurs, le Conseil autonome se réclamait des Accords de San Andrés de février 1996 et de la déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones adoptée en 2007. L'article 4 de ladite déclaration stipule : « les peuples autochtones dans l'exercice de leur droit à l'autodétermination, ont le droit d'être autonomes et de s'administrer eux-mêmes pour tout ce qui touche à leurs affaires intérieures et locales [...] »²³⁴.

Les autorités autonomes mirent donc en place différents projets autour de la sécurité des communautés, de la justice, de la santé, de l'éducation et de l'autosuffisance agricole. Trois d'entre eux furent particulièrement important pour renforcer l'autonomie triqui : la police communautaire, le programme éducatif mis en place avec le concours de la UAM-X et la radio communautaire, *La Voz que Rompe el Silencio*.

Le MASJC se dota donc d'une police communautaire pour assurer la sécurité et l'intégrité physique des habitants de San Juan Copala et des communautés triquis affiliées. Les autorités

²³² Entretien avec Marcos Sandoval Cruz. *Op. cit.*

²³³ Entretien avec David Macario García. *Op. cit.*

²³⁴ Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones. *Nations Unies*, mars 2008. Disponible sur : <http://www.un.org/esa/socdev/unpfi/documents/faq_drrips_fr.pdf> (page consultée le 16 avril 2014).

autonomes furent aidées dans cette entreprise par la police communautaire de Xochistlahuaca de l'État de Guerrero²³⁵. Celle-ci aida à la formation et à l'entraînement d'un premier corps de vingt personnes. Le Conseil autonome souhaitait avant tout que la police soit au service des Triquis et non des caciques comme ce fut le cas au cours de l'histoire contemporaine de la région. Selon les autorités autonomes, le niveau de la violence diminua fortement avec la police communautaire ; pour illustrer cela, ils prenaient l'exemple de la feria en l'honneur de *Tata Chu* qui se déroula sans qu'ils aient à dénombrer un mort en 2007 et 2008 :

*Hasta ahora se han celebrado fiestas importantes en Copala, entre otras el Tata Chu. En ocasión de esta festividad, que se celebra en el mes de marzo, se realiza una feria que dura ocho días, en la cual participan pobladores de toda la región. Antes, al terminar la fiesta, se contaban tres o cuatro muertos al año, sin falta. [...] Ahora ya pasaron dos de esas fiestas y no ha habido ningún muerto ni herido. Esto nos da a entender que la autonomía nos está dando frutos*²³⁶.

La région plus sûre, les écoles furent de nouveau ouvertes, alors qu'en 2006, seules les primaires aux abords de la route accueillait des élèves car les enseignants ne voulaient pas descendre dans les agences plus isolées comme à San Juan Copala²³⁷. En outre, des membres du MASJC en février 2007 vinrent à Mexico présenter leur projet d'autonomie et sollicitèrent l'appui de l'Université Autonome Métropolitaine de Xochimilco (UAM-X) pour mettre en place un programme éducatif valorisant la culture et l'identité triqui²³⁸. Le MASJC et la UAM-X organisèrent des réunions pour sensibiliser des enseignants de la région triqui autour de ces questions de valorisation de la langue et de la transmission des connaissances, des savoirs et des traditions triquis.

Il fut ainsi mis en place un programme dénommé "Éducation pour l'Autonomie", grâce au concours des étudiants et des professeurs du Master de développement rural de la UAM-X²³⁹. Le projet éducatif était étudié les fins de semaines dans l'école de San Juan Copala et s'articulait en quatre modules : "Éducation et Autonomie", où il était discuté de l'éducation des peuples indiens à travers l'autonomie ; "Éducation, Langue et Culture", qui abordait le thème de l'éducation interculturelle, de la défense de la langue triqui à travers l'école et de l'importance du projet éducatif autonome ; "Connaissances et savoirs locaux", étudiait les savoirs des Triquis concernant la nature, les plantes, les coutumes, les traditions à travers la transmission orale des savoirs, des histoires ou encore des légendes ; "Autonomie et organisation politique", à travers l'autonomie il

²³⁵ Gloria Muñoz Ramírez. Nace un municipio indígena. "No es el momento de división. *Ojarasca*, février 2007, n°118. Disponible sur : <<http://www.jornada.unam.mx/2007/02/12/oja118-nace.html>> (page consultée le 16 avril 2014).

²³⁶ Cabildo Autónomo de San Juan Copala. El Municipio Autónomo de San Juan Copala. In Giovanna Gasparello, Jaime Quintana Guerrero (coords.). *Otras geografías : Experiencias de autonomías indígenas en México*. México : Editorial Perez, 2010, p. 129 [première édition de 2009].

²³⁷ *Idem*, p. 129.

²³⁸ Armando Rosales Martínez. *Op. cit.*, p. 153-154.

²³⁹ *Idem*, p. 156.

était discuté de l'organisation politique traditionnelle triqui et de son système de charges, ainsi qu'une reconstruction de l'histoire des Triquis jusqu'à la fondation du MASJC²⁴⁰.

Les cours dispensés par les professeurs et les étudiants de la UAM-X étaient suivis par les enseignants triquis, par des Indiens venus de régions voisines et également par les jeunes de la radio communautaire du MASJC. En effet, le 20 janvier 2008, le Conseil autonome décida de renforcer la communication et les liens entre les communautés en créant une radio, *La Voz que rompe el silencio*. Elle fut ainsi nommée pour être la voie des communautés qui n'en avait pas et pour les informer sur leurs droits : « [...] *se pretendía difundir los derechos que tenemos como pueblos indígenas, para que no nos sigan engañando los partidos políticos. Está es la visión de la radio, su sueño: que los triquis puedan conocer sus derechos* »²⁴¹.

L'autogestion des radios lors de la révolte de la APPO influença fortement la création de la radio communautaire d'autant que de nombreux adhérents du MULT-I y avaient participé activement²⁴².

De plus, ce projet put être réalisé grâce à l'aide du Centre d'Appui Communautaire de Travailleurs Unis (CACTUS) de Huajuapán, comme me le relate Jorge Albino coordinateur de la radio : « *Instalamos el material con el apoyo de CACTUS, con Bety Cariño, Omar Esparza y los talleres los recibimos de la UAM-Xochimilco. Y así fuimos creciendo poco a poco, para conocer a los talleres, a la radio [...]* »²⁴³. La radio rencontra un franc succès chez les jeunes du MASJC et permit d'informer les communautés les plus isolées en triqui comme le conta son coordinateur : « *La radio fue más para romper el cerco informativo. Porque, aquí en la región, hay comunidades que no tienen informaciones de lo que hacen las otras. [...] La radio era más en triqui que en castellano, había cuentos triquis, las compañeras informaban en triquis [...]* »²⁴⁴. La radio communautaire devait rassembler les Triquis autour du projet autonome. Ainsi, entre les programmes, les autorités venaient exposer leurs projets et leurs avancés, de même que les leaders des *barrios* étaient invités à donner leurs avis. Par ailleurs, elle informait les habitants de la région sur leurs droits, sur des questions liées à la santé comme les problèmes d'alcoolisme. Enfin, la radio circulait entre les communautés adhérentes au projet et les locuteurs mettaient en place différents programmes : « *Había programas definidos, había música, había programas de los cuentos, sobre los derechos de las mujeres, de los jóvenes, todos eran mensajes para la paz y la unidad* »²⁴⁵.

Les filles triquis participaient comme locutrices à la radio, le MASJC essaya également de

²⁴⁰ *Ibidem*, p. 157-158.

²⁴¹ Cabildo Autónomo de San Juan Copala. *Op. cit.*, p. 132.

²⁴² Carmela Cariño Trujillo. *Juventud triqui, radio comunitaria y autonomía, la voz que rompe el silencio*. Mémoire de Master en Développement rural México : Universidad Autónoma Metropolitana- Xochimilco División de Ciencias Sociales y Humanidades, 2009, p. 128.

²⁴³ Entretien avec Jorge Albino Ortiz. *Op. cit.*

²⁴⁴ *Idem*.

²⁴⁵ *Ibidem*.

donner une place dans l'organisation de l'autonomie aux femmes. L'idée était de renouer avec les traditions triquis en y incluant les femmes comme le confirmait Mariana Flores López : « *Había una tradición machista antes, sin embargo el punto de vista del municipio fue retomar tradiciones que no afectan las mujeres tampoco. [...] estaban tomando en cuenta el opinión de las mujeres* »²⁴⁶. Par ailleurs, malgré les réticences initiales des femmes, des projets furent mis en place pour et par elles, notamment pour promouvoir leur artisanat, elles s'immiscèrent peu à peu dans les réunions comme le relate Reyna Martínez : « *Se trabajó un poco los proyectos en las comunidades para las mujeres. Ellas empezaron a convivir, a participar, anteriormente la mujer triqui se dedicaba a su hogar, a sus hijos, a su marido [...]. Ya después de dos años, las mujeres podían hablar, participar, podían también salir de su casa* »²⁴⁷.

La mise en place de ces différents projets fut possible grâce aux *ramos* 28 et 33 versés aux communautés du MASJC par les autorités de Juxtlahuaca. En effet, leur autonomie ne leur permettait pas d'être indépendants des autorités gouvernementales et des aides financières de l'État. Cependant, des réunions avaient lieu entre les leaders pour définir l'utilisation de ces aides. En outre, le MASJC finançait ses activités grâce à l'envoi des *remesas*, l'argent des migrants triquis qui vivaient aux États-Unis, dans le nord-est du Mexique ou dans les grandes villes mexicaines et les dons de certaines organisations non gouvernementales.

Néanmoins, l'autonomie n'était pas perçue comme une bonne chose dans la région, pour Marcos Sandoval, le MASJC ne travailla pas assez sur son autodétermination à travers l'autosuffisance, la culture, mais reproduisit les mécanismes de dépendances financières d'une agence municipale ce qui l'affaiblit²⁴⁸. De plus, le rassemblement de plusieurs agences autour du MASJC remettait en question le contrôle du MULT-PUP. L'État craignait de voir l'organisation qu'il appuyait perdre son contrôle sur la région et que le projet autonome s'étende au-delà de la région de Copala.

Ainsi, la violence fut le recours choisi par les autres organisations pour lutter contre le MASJC, San Juan Copala fut encerclé malgré l'organisation de premières caravanes de soutien.

3. *Critiques et répression du projet autonome*

Sur la question du MASJC, la direction du MULT-PUP se dit, par la voix d'Epifanio Díaz Sarabia, préoccupée de l'auto-proclamation d'un *municipio* autonome sans, selon lui, qu'il y eut au préalable de concertations entre les communautés triquis. L'autonomie dans la région ne fait

²⁴⁶ Entretien avec Mariana Flores López. Yosoyuxi Copala, 3 juin 2012 (déplacée de San Juan Copala, ancienne porte parole du planton des déplacés de San Juan Copala à Oaxaca).

²⁴⁷ Entretien avec Reyna Martínez Flores. Oaxaca, 6 juin 2012 (déplacée de San Juan Copala, ex-porte parole du planton des déplacés du MASJC à Oaxaca).

²⁴⁸ Entretien avec Marcos Sandoval Cruz. *Op. cit.*

qu'accentuer le conflit local pour E. Díaz²⁴⁹. De même, selon le principal leader du MULT-PUP dans la région de Copala, Rufino Merino Zaragoza, la division qui amena la création du MULT-I fut l'œuvre du gouvernement pour affaiblir son organisation. Puis, le MULT-I et l'UBISORT, dépendant du PRI, se seraient alliés autour du *Municipio Autónomo de San Juan Copala* pour s'opposer au MULT-PUP. Selon lui, l'autonomie était factice, il reprochait au MASJC de ne pas avoir étendu la consultation aux autres *barrios* triquis et de ne pas mettre en place des projets réellement autonome comme eux le faisaient à Rastrojo :

Cuando forman el Municipio Autónomo, nosotros decíamos si son unos cinco o seis pueblitos cómo van a determinar el rumbo de los triquis, no es posible, tenemos que consultar a todos los triquis para poder decir queremos el Municipio Autónomo, porque vamos a trabajar de esta manera. Muchos confundimos lo que es autonomía, aquí (El Rastrojo) nosotros aplicamos la autonomía porque resolvemos entre nosotros todo tipo de problema que hay con la sociedad, se resuelve aquí. Lo del MASJC era solamente palabras, simplemente era darle esa imagen de autonomía a este grupo y copiar un poco lo de los zapatistas, pero los zapatistas están en los hechos, los zapatistas tienen bien definidos el trazo de su línea política. [...] Pero ellos por un lado decían que eran autónomos y por otro lado recibían los ramos 28 y 33 del municipio de Juxtlahuaca, el distrito oficial²⁵⁰.

Le gouvernement de Oaxaca fut également critique à l'encontre de l'autonomie de San Juan Copala, doutant de la légalité de l'entreprise triqui, déclaration qui cherchait à isoler politiquement le MASJC alors que son entreprise était légale au regard du Code électoral de Oaxaca et de l'ONU.

Ces oppositions à l'autonomie se caractérisèrent par l'usage de la violence armée après que les tentatives de médiations et de divisions des autorités gouvernementales et de Juxtlahuaca eurent échouées. En effet, la répression fut actée dès le 19 janvier 2007, la veille d'élire les autorités municipales autonomes : les membres du MASJC furent alors la cible de tirs²⁵¹. L'assassinat de deux locutrices de la radio communautaire, Teresa Bautista et Felicita Martínez en avril 2008, médiatisa la répression dont commençaient à être victime les militants à l'autonomie. D'autant plus que, selon David Cilia Olmos, l'embuscade meurtrière aurait été tendue par des sicaires du MULT-PUP²⁵². En outre, Agua Fría Copala, *barrio* lié à l'autonomie de San Juan Copala, subit un "siège paramilitaire" de 2006 à 2007 car les autorités locales, appartenant au MULT-I, refusèrent l'acquisition de terres communales négociées par des acheteurs mixtèques avec Rufino Merino Zaragoza. La répression des sicaires prit fin par l'intervention fortuite d'une patrouille de l'armée, comme le relate Beatriz Cristóbal, membre du *Foro permanente por la comisión de la verdad* et qui travailla dans la région

²⁴⁹ Epifanio Díaz Sarabia. *Disentimos de la forma y las circunstancias. Ojarasca*, février 2007, n°118. Disponible sur : <<http://www.jornada.unam.mx/2007/02/12/oja118-epifanio.html>> (page consultée le 16 avril 2014).

²⁵⁰ Entretien avec Rufino Merino Zaragoza. *Op.cit.*

²⁵¹ Francisco López Bárcenas. *Op. cit.*, p. 360.

²⁵² David Cilia Olmos, Municipio Autónomo de San Juan Copala. *Op. cit.*, p. 23-24.

pour collecter les témoignages des triquis du MASJC dans le cadre de l'enquête ouverte par la CIDH :

*La comunidad de Agua Fría Copala sufre un cerco paramilitar por un año y medio a decir de sus habitantes. Durante ese tiempo no hubo ningún acercamiento del gobierno por tranquilizar la violencia que existía y por detener a los agresores. Una intervención del ejército, casual, hace que estos paramilitares tengan miedo*²⁵³.

Les défenseurs des droits de l'homme qui défendirent le MASJC face à la répression des groupes armés pensent que cette non-intervention de l'État et de la police à Agua Fría sous-entend une complicité entre les "paramilitaires" et le gouvernement d'Ulises Ruiz. Ainsi la répression dont souffrit Agua Fría fut un antécédent de celle organisée à San Juan Copala.

La violence se serait accentuée lorsque Ulises Ruiz fit revenir dans la région, en 2008, Antonio Cruz García dit "Toño Parajo", exilé aux Etats-Unis et qui était considéré comme l'un des derniers assassins, "matón" de San Juan Copala. Son objectif aurait été d'unir le MULT-PUP et son ancienne organisation l'UBISORT, tout en réorganisant cette dernière²⁵⁴. Par ailleurs, son travail fut également de diviser les habitants de San Juan Copala. Les manœuvres pour mettre fin à l'autonomie débutèrent à partir de février 2009 au sein même du MASJC, où un groupe de l'UBISORT commença à diviser les habitants de Copala sur la question de l'autonomie et promettait de l'argent du gouvernement, comme l'indiquait Reyna Martínez :

*Había personas que empezaron a criticar el presidente, que la autonomía no sirve para nosotros pueblos pobres, cómo podríamos vivir sin los recursos del gobierno [...]. Era gente de la misma comunidad pero pagada por el gobierno a través del presidente municipal de Juxtlahuaca. Rufino Juárez (UBISORT) conseguía dinero y pagaba los otros para hacer propaganda*²⁵⁵.

Ces groupes au sein de San Juan Copala se radicalisèrent, l'UBISORT barra l'unique accès au *municipio* depuis La Sabana, isolant ainsi les Triquis du MASJC qui furent également victimes de tirs à leur rencontre. La mort d'un militant de l'UBISORT en décembre 2009 fut l'élément déclencheur qui entraîna une escalade de la violence et l'encerclement de Copala par des factions "paramilitaires". Les hommes armés se disposèrent sur les collines entourant le *chuman'a* et se placèrent dans l'ancienne caserne du bataillon d'infanterie.

Selon les dirigeants du MULT-PUP, l'affrontement fut entre les partisans du MASJC, c'est-à-dire entre ceux du MULT-I et ceux de l'UBISORT pour deux principales raisons : la première serait que Timoteo Alejandro souhaitait contrôler le *Municipio Autónomo*, ce qu'aurait refusé les membres de l'UBISORT, la seconde serait liée à la volonté des deux groupes de contrôler les aides financières

²⁵³ Entretien avec Beatriz Cristobal. Mexico, 27 juin 2012, (membre du *Foro permanente por la comisión de la verdad*).

²⁵⁴ David Cilia Olmos, Municipio Autónomo de San Juan Copala. *Op. cit.*, p. 22.

²⁵⁵ Entretien avec Reyna Martínez Flores. *Op. cit.*

gouvernementales²⁵⁶. Les deux dirigeants interrogés dénonçaient également le rôle des médias lors de la répression, qui les accusaient d'être une organisation paramilitaire :

Todos los que se dicen ser de izquierda, vieron al Municipio Autónomo pero no investigaron si estaba así [...]. Por eso que todos estos grupos no gubernamentales estuvieron con ellos y nos golpearon duro, que nosotros éramos paramilitares [...]. Nosotros no estamos ligados con los periodistas, muchas veces hacemos eventos y nadie viene [...] Si usted pregunta ahorita como están el MULT-I o el UBISORT, no tienen trabajo en el campo se la viven en los medios [...]. Desgraciadamente hay periodistas que a veces no investigan las dos partes, nada más se ponen de un solo lado²⁵⁷.

Toutefois, selon les autorités autonomes, le MULT utilisait sa force de mobilisation et ses contacts avec le gouvernement de Oaxaca pour, à travers les marches, faire pression sur les autorités afin qu'elles émettent des mandats d'arrêt contre ceux du MASJC et les responsabilisent lors d'exactions commises contre les communautés autonomes²⁵⁸. Cependant, il semblerait que les sicaires du MULT-PUP participèrent aux côtés de ceux de l'UBISORT au siège San Juan Copala. Les assaillants auraient été environ deux cents et armés d'armes lourdes tels que des AK-47 appelés "cuerno de chivo". Lors du siège, les habitants de Copala se virent priver d'eau potable, les lignes téléphoniques et les câbles électriques furent coupés. Les femmes, les anciens et les enfants qui ne purent s'échapper vécurent durant plusieurs mois isolés se nourrissant du minimum (*tortilla* et *frijol*). Les femmes triquis réussirent néanmoins à s'organiser, non sans risques, pour sortir de San Juan Copala, par les collines avoisinantes et aller acheter des vivres à Juxtlahuaca.

Le siège "paramilitaire" prit fin en septembre 2010 avec la prise définitive de l'Agence Municipale où un ultimatum fut donné aux derniers habitants pour abandonner leur maison et fuir comme le conta Mariana Flores López :

Muchas personas salieron, [...] los últimos que se quedaron [...] salieron el 16 de septiembre de 2010. Los paramilitares se fueron a la agencia municipal, empezaron a gritar, a amenazar que se iba a dar 24 horas para que se retiraran de sus casas. Pero, sin embargo, no dejaban salir, disparaban día y noche. Empezaron a decir que los que no querían salir, pues que iban a ser quemados, que los iban a quemar las casas y que si encontraban a los líderes naturales [...] que los iban a colgar en frente de la iglesia y que los iban a quemar²⁵⁹.

²⁵⁶ Entretien avec Rufino Merino Zaragoza. *Op. cit* et entretien avec Rufino Martínez de Jesús. Constancia del Rosario, 10 janvier 2014. (membre de la direction politique du MULT-PUP et conseiller du maire de Constancia del Rosario).

²⁵⁷ Entretien avec Rufino Merino Zaragoza. *Op. cit*.

²⁵⁸ Entretien avec David Macario García. *Op. cit*.

²⁵⁹ Entretien avec Mariana Flores López. *Op. cit*.



Photo 9 Mairie de San Juan Copala repris par le MULT²⁶⁰

Le projet autonome à San Juan Copala se termina avec la fuite des derniers habitants sans que le gouvernement cherchât à résoudre le conflit. Il y eut toutefois des tentatives de médiation qui n'aboutirent pas et l'unique appui vint d'organisations civiles non gouvernementales et sociales qui organisèrent différentes caravanes pour rompre le cercle paramilitaire dans un premier temps puis pour retourner occuper San Juan Copala.

F. Visualisation de la répression du MASJC par les caravanes

1. Les premières caravanes contre l'encerclement de Copala

La première caravane de soutien à San Juan Copala eut lieu avant que l'état de siège soit mit en place par les groupes armés. En effet, le 28 novembre 2009, dans le cadre de la campagne "*12 presos políticos-12 Estados*" pour la libération des prisonniers politiques du *Frente de Pueblos en Defensa de la Tierra* (FPDT), des membres du FPDT d'Atenco furent invités par le MASJC à une réunion rassemblant plusieurs communautés. L'organisation sociale indépendante de l'État de Mexico constitua une caravane pour venir jusqu'à la région triqui. Cette visite était d'une importance particulière pour le Conseil autonome qui y voyait l'opportunité d'étendre leur lutte pour l'autonomie à d'autres communautés et d'autres régions. Notamment, grâce à la notoriété et à la médiatisation qu'avait acquise l'organisation d'Atenco depuis leur lutte contre le projet de l'aéroport international de Mexico en 2001 et surtout, suite à la répression policière dont ils furent victimes en

²⁶⁰ Guillaume Duarte. Mairie de San Juan Copala repris par le MULT. San Juan Copala (11 janvier 2014) [photographie].

2006. En fondant le MASJC, les leaders triquis ont cherché à renforcer l'autonomie dans la région en se rapprochant d'autres organisations sociales luttant pour l'autodétermination, appliquant la même politique d'alliance que le MULT dans les années 1980. Ainsi, la caravane des adhérents du FPDT était accompagnée d'autres organisations sociales comme CACTUS.

Néanmoins, alors que la campagne du FPDT se terminait fin novembre à Oaxaca et plus précisément le 29 novembre à San Juan Copala, ses participants ne purent y entrer. Des hommes appartenant à l'UBISORT avaient barré la route descendant à Copala par un barrage de pierre intimant l'ordre aux militants de ne pas le forcer sous peine de représailles. Le message de l'UBISORT était clair : pour eux, le conflit triqui était local et l'intervention d'organisations extérieures à la région n'était pas tolérable. L'événement fut donc délocalisé à Tlaxiaco, où les conseillers autonomes présents dénoncèrent l'encerclement naissant de leur *municipio* et aux côtés des représentants d'Atenco, responsabilisèrent le gouvernement d'Ulises Ruiz. La présence de l'État n'était pas effective dans la région de Copala, toutefois, un élément montre que le conflit triqui était un sujet sensible pour les autorités. En effet, le retour de la caravane motorisée du FPDT fut marqué par un contrôle de la police d'État et fut escorté jusqu'à Oaxaca²⁶¹. Enfin, la volonté d'isoler le MASJC et San Juan Copala était notable de la part des autres organisations triquis. Les dirigeants du MULT-PUP et de l'UBISORT auraient eut peur que cette rencontre rende visible le processus et les projets d'autonomie mis en place à San Juan Copala et convainque d'autres communautés triquis de rejoindre le MASJC :

El temor de la gente del MULT como del partido Unidad Popular, el temor de algunos cuantos dirigentes de la UBISORT pues era de que la gente se despertara, empezara a luchar contra las corrupciones que se vivía al interior de la región triqui. Entonces para la llegada de los compañeros de Atenco se estaba preparando un evento muy importante de muchísima comunidades, [...] eso no le convenía a los dirigentes del MULT-PUP²⁶².

Ainsi, pour isoler le MASJC et les habitants de San Juan Copala, le MULT-PUP et les leaders de l'UBISORT à La Sabana bloquèrent tout accès au *municipio*, allant même jusqu'à tendre une embuscade meurtrière, en avril 2010, à une caravane d'observation humanitaire constituée de militants mexicains d'organisations sociales indépendantes et d'observateurs internationaux, qui se rendaient dans la région pour forcer le siège paramilitaire. Cette première caravane se constitua suite à l'intervention d'adhérents au projet autonome lors d'une réunion à l'Alliance Mexicaine pour l'Autodétermination des Peuples (AMAP), où était présente l'organisation régionale de l'*Unión de*

²⁶¹ Hostigamiento del gobierno de Ulises Ruiz contra la caravana del Frente de Pueblos en Defensa de la Tierra de San Salvador Atenco. *FPDT*, 28 novembre 2009. Disponible sur : <http://atencofpdt.blogspot.fr/2009_11_01_archive.html> (page consultée le 17 avril 2014).

²⁶² Entretien avec David Macario García. *Op. cit.*

Comunidades Indígenas de la Zona Norte del Istmo (UCIZONI) représentée par Carlos Beas, qui détailla les demandes des représentants du MASJC encerclés depuis plusieurs mois:

En marzo de 2010, tuvimos una reunión con la Alianza Mexicana por la Autodeterminación de los Pueblos, donde llegaron compañeros del Municipio Autónomo y nos presentaron la necesidad de romper el cerco. Ya había problemas de alimentos, había mucha violencia con disparos constante en contra de San Juan Copala. O sea que la idea fue romper el cerco, hacer visible lo que estaba pasando ahí. Desgraciadamente, en ese intento fallecieron Jiry Jaakkola y Bety Cariño²⁶³.

L'organisation de cette caravane d'une vingtaine de personnes se fit à Huajapan de León, principalement coordonnée par le CACTUS via Alberta Cariño Trujillo et Omar Esparza. Plusieurs organisations et syndicats (Section 22 de la SNTE) furent convoqués, tout comme des défenseurs des droits de l'homme et des journalistes de *Contralínea* et de *Noticias de Oaxaca*. Les journalistes de *Contralínea* couvraient la caravane pour enquêter sur la mort des deux locutrices de la radio communautaire du MASJC en 2008²⁶⁴. La caravane devait apporter des aliments de première nécessité comme le maïs aux Triquis, des médicaments et témoigner de la situation d'encerclement que vivaient les habitants du *municipio* de San Juan Copala et de la violation des droits de l'homme dans la région²⁶⁵.

Toutefois, comme l'expliqua l'un de ses organisateurs, Carlos Beas Torres, dans la situation triqui, qu'il qualifia de conditions de guerre, une telle mobilisation se devait de ne pas prendre le risque d'entrer en territoire occupé para-militairement sans la protection d'organisations internationales de défense des droits de l'homme. Il reconnut que la caravane aurait dû être annulée car, d'une part les dirigeants de l'UBISORT avaient menacé de représailles toutes intervention extérieure à la région et d'autre part, la caravane de soutien n'avait pas obtenu des garanties nécessaires à sa sécurité et n'avait pas été assez médiatisée :

Las caravanas en condiciones de guerra requieren un protocolo, deben ser acompañadas por organismos internacionales de derechos humanos como la Cruz Roja, Amnistía Internacional y periodistas, aquí, al final de cuentas no se logró que ni los organismos internacionales, ni las organizaciones de derechos humanos, ni tampoco los periodistas acompañaron ese proceso. Había periodistas de Contralínea pero es un medio muy marginal²⁶⁶.

Les caravanes, actions collectives coordonnées qui permettent de médiatiser un problème, de rendre compte d'une situation conflictuelle, représentent aussi ici une mobilisation massive qui tend à occuper un territoire, en l'occurrence San Juan Copala. Pour Marcos Sandoval, les caravanes de

²⁶³ Entretien avec Carlos Beas Torres. Oaxaca, 10 novembre 2013 (membre fondateur et directeur de l'organisation UCIZONI).

²⁶⁴ Entretien avec David Cilia, (fils de David Cilia Olmos). Mexico, 28 juin 2012 (journaliste et photographe à *Contralínea*, reporter blessé lors de la première caravane solidaire au MASJC Mexico).

²⁶⁵ David Cilia Olmos, Municipio Autónomo de San Juan Copala. *Op. cit.*, p. 33.

²⁶⁶ Entretien avec Carlos Beas Torres. *Op. cit.*

soutien ne pouvaient être la solution pour pacifier la situation dans la région, elle ne venaient pas soutenir le droit à l'autodétermination, mais un groupe en particulier, tout en se confrontant directement avec ses rivaux et aux différents pouvoirs présents à San Juan Copala, comme celui de l'Église, qui aurait pu faciliter le dialogue :

Las caravanas no sirven para fortalecer un rollo autonómico, sirven para ser dependientes a la gente a la que van llegar a apoyar desde su fuerza como caravana [...]. Tenían que privilegiar el dialogo para romper el cerco porque la caravana fue una expresión de confrontación, de desafío. Porque además del gobierno hay otras injerencia, tiene injerencia la Iglesia, tienen injerencia organizaciones políticas, porque esas organizaciones no buscaron primero mecanismo de dialogo ? Fue una cuestión de fuerza, porque en este tipo de conflicto como en Copala, sentir simpatía por unos es como decir a los otros mátenlos, eso no es posible porque cada grupo tiene que proteger a su gente y han tenido que recurrir a la violencia para protegerlos²⁶⁷.

Les dirigeants de l'UBISORT organisèrent donc une embuscade disposée autour d'un barrage de pierre à hauteur de leur chef-lieu, La Sabana. Les principaux leaders de l'organisation Antonio Cruz García, Rufino et Anastacio Juárez Hernández auraient planifié l'embuscade, disposant deux groupes de francs-tireurs sur des collines surplombants la route, selon le témoignage d'un des "paramilitaires" y ayant participé et interrogé par *Contralínea*²⁶⁸. Ayant conscience d'un possible affrontement, la caravane devait faire demi-tour si son chemin était obstrué.



Photo 10 Affiche dénonçant l'assassinat de Bety Cariño et Jyri Jaakkola²⁶⁹

²⁶⁷ Entretien avec Marcos Sandoval Cruz. *Op. cit.*

²⁶⁸ Érika Ramírez ¡ Si vienen, nos los chingamos ! *Contralínea*, 1^{er} janvier 2012. Disponible sur : <<http://contralinea.info/archivo-revista/index.php/2012/01/01/si-vienen-nos-los-chingamos/>> (page consultée le 17 avril.com).

²⁶⁹ Guillaume Duarte. Affiche dénonçant l'assassinat de Bety Cariño et Jyri Jaakkola. Mexico (26 juin 2012) [photographie].

Néanmoins, face au barrage de La Sabana, les premières voitures furent bloquées et criblées de balles d'armes lourdes, Bety Cariño Trujillo et un observateur finlandais, Jyri Jaakkola moururent, plusieurs autres personnes furent blessées et quatre personnes furent portées disparues dont les deux journalistes de *Contralínea*, Érika Ramírez et David Cilia, blessé par balles et qui ne furent retrouvés que soixante heures après grâce à une importante mobilisation. Ils se cachèrent dans les forêts de Copala avec deux autres participants de la caravane qui étaient avec eux et qui réussirent à rejoindre Juxtlahuaca pour avertir les autorités²⁷⁰. Son père, David Cilia Olmos et le directeur de la revue, Miguel Badillo, vinrent à Huajapan puis à Juxtlahuaca pour se joindre aux recherches, ils organisèrent une conférence de presse à Huajapan où ils accusèrent le gouvernement d'Ulises Ruiz et sollicitèrent un hélicoptère auprès de la Chambre des députés. Les médias furent utilisés pour faire pression sur les autorités et retrouver les disparus. De plus, il fallut attendre la mort d'une défenseuse des droits de l'homme et d'un observateur étranger pour que les médias couvrent le conflit triqui²⁷¹. Hormis des médias solidaires du MULT dans les années 1980, comme *Uno más Uno* et *Punto Crítico*, peu de médias mexicains s'étaient auparavant intéressés au conflit dans la région triqui. Le processus autonome du MASJC fut plus médiatisé, notamment par *La Jornada* et son supplément : *Ojarasca*, dédié aux peuples indigènes du Mexique. La répression de la première caravane attira des médias plus divers méconnaissant pour la plupart les problématiques liées à la violence dans la région triqui. Seul Miguel Badillo et d'autres journalistes de *Contralínea* pénétrèrent dans San Juan Copala durant le siège "paramilitaire"²⁷². Les organisateurs pensaient sans doute que la participation de ces quelques journalistes et observateurs des droits de l'homme serait suffisante pour protéger la caravane, ils pensaient que les groupes armés triquis ne pourraient commettre l'erreur d'avoir l'opinion publique et les médias contre eux.

La médiatisation de la première caravane entraîna une plus forte mobilisation et le *Foro Permanente por la comisión por la verdad* travailla avec la CIDH pour l'émission d'une centaine de *Medidas Cuartelares* (mesures préventives) pour assurer la sécurité des triquis de Copala. De plus, l'Église catholique via le père Wilfrido Mayrén Peláez, dit "*padre Uvi*", de la paroisse de Xochimilco à Oaxaca, mit les membres du MASJC en contact avec les médias et d'autres organisations sociales. Les eurodéputées Satu Hassi et Franziska Keller ouvrirent une enquête sur l'assassinat de J. Jaakkola et enfin une commission de dialogue avec Copala fut formée à la Chambre des députés.

²⁷⁰ Entretien avec David Cilia. *Op. cit.*

²⁷¹ Entretien avec David Cilia Olmos. Mexico, 22 juin 2012 (ancien président du *Foro permanente por la comisión de la verdad*, assesseur des membres du MASJC pour la CDI Mexico).

²⁷² Articles sur San Juan Copala. *Contralínea*, s. n. Disponible sur : <<http://contralinea.info/archivo-revista/?s=san+juan+copala+>> (page consultée le 8 juin 2014).

Toutes ces mobilisations s'unirent et coordonnèrent la formation d'une seconde caravane en juin 2010 qui partit de Mexico et où s'intégrèrent de nombreux médias et des députés du PRD.

2. *La seconde caravane et le rôle des acteurs politiques*

La seconde caravane organisée en juin 2010 en hommage à Bety Cariño et à Jyri Jaakkola avait les mêmes objectifs que la première, à savoir, rompre l'encerclement "paramilitaire" de San Juan Copala et apporter des vivres et des médicaments aux Triquis restés vivre là-bas. Cette seconde mobilisation se forma grâce à l'importante solidarité et à la médiatisation que reçurent les militants du MASJC suite à l'embuscade de la caravane d'avril 2010. Celle-ci leur ouvrit un espace médiatique important et ils furent soutenus par des journalistes et des militants d'organisations sociales qui organisèrent aux côtés des déplacés triquis installés dans le *plantón* au centre de Mexico, des événements dans les universités et des conférences. Des actions de diffusions, de logistiques sont alors mises en place à travers les événements de soutien²⁷³.



Photo 11 Campement de soutien au MASJC à Mexico²⁷⁴

Cette émulation autour de la cause du *Municipio Autónomo de San Juan Copala* sensibilisa également un groupe de députés qui formèrent une commission de travail sur le conflit dans la région de Copala, la *Comisión de Diálogo con Copala*. Son président était le député priiste Heliodoro Carlos Díaz Escárraga originaire de Oaxaca. José Narro Céspedes, directeur de la Cocopa et l'ancien gouverneur du District Fédéral entre 2005 et 2006, Alejandro de Jesús Encinas Rodríguez, tous deux députés du PRD se joignirent à la commission pour soutenir les déplacés de San Juan Copala et

²⁷³ Entretien avec Heriberto Paredes. Mexico, 8 juillet 2012 (journaliste et membre fondateur du média en ligne *Subversiones: Agencia Autónoma de Comunicación*).

²⁷⁴ Guillaume Duarte. Campement de soutien au MASJC à Mexico. Mexico (26 juin 2012) [photographie].

promouvoir le dialogue entre les factions triquis. Alejandro Encinas décida également de participer à la seconde caravane tout en cherchant à négocier avec le gouvernement d'Ulises Ruiz pour trouver une issue aux problèmes de violence dans le territoire triqui. Le gouverneur priiste de Oaxaca cherchait quant à lui à empêcher la participation des députés à la prochaine mobilisation dans son État²⁷⁵. Les députés du PRI ne furent par conséquent que peu de fois présents lors des réunions de la Commission, à l'inverse des députés du PRD, qui considéraient Ulises Ruiz comme le responsable du conflit triqui et de l'embuscade du 27 avril, comme le stipulait la députée Leticia Quezada lors d'une intervention : « *El responsable de los más de 400 muertos que hay por este conflicto en el estado de Oaxaca tiene nombre: Ulises Ruiz Ortiz. Él es el responsable de la falta de gobernabilidad, de la falta de calidad de vida de los ciudadanos en San Juan Copala y en todo el estado de Oaxaca* »²⁷⁶. De plus, le groupe des députés du PRD décida de faire pression sur le gouvernement fédéral pour que celui-ci condamne les auteurs intellectuels et physiques de l'assassinat des deux membres à la première caravane humanitaire. Par ailleurs, la Chambre des députés et les sénateurs avaient déjà abordé le sujet de San Juan Copala, en condamnant l'assassinat de Bety Cariño et de Jyri Jaakkola²⁷⁷. Après l'embuscade meurtrière de la première caravane, le conflit triqui autour de Copala devient un sujet national, tant médiatiquement que politiquement.

Cependant, la participation du PRD fut contestée au sein des adhérents à la caravane, notamment ceux qui se revendiquaient de la *Otra Campaña*²⁷⁸. Pour eux, c'était une mobilisation de la société civile. Ces tensions symbolisent l'utilisation des caravanes aujourd'hui : la forte médiatisation d'un conflit amène les organisations, les politiques et la société civile à se solidariser tout en ayant des objectifs distincts. Ainsi, David Cilia Olmos parlait d'opportunisme autour de cette mobilisation car tous ces groupes qui occupaient l'espace médiatique, se revendiquaient de la lutte pour l'autonomie de Copala sans toutefois laisser la parole aux triquis du MASJC qui étaient à Mexico. Par exemple, la conférence de presse se fit autour de la figure d'Alejandro Encinas, délaissant Jorge Albino, alors porte-parole du MASJC²⁷⁹.

Par ailleurs, la participation des députés fut perçue par une autre partie des militants et des organisateurs comme une forme de protection et de pression supplémentaire sur les autorités gouvernementales de Oaxaca. Carlos Beas, dirigeant d'UCIZONI, qui participa à cette nouvelle

²⁷⁵ Entretien avec Josefina Bravo Rangel. Chambre des députés, Mexico, 8 juin 2012 (ancienne secrétaire de la Cocopa, membre de la *Comisión para el Diálogo con los Pueblos Indígenas*, participante à la seconde caravane vers San Juan Copala).

²⁷⁶ Leticia Quezada Contreras. La Comisión de Diálogo con Copala debe reunirse para trabajar en el caso. *Ágora, boletín del grupo parlamentario del PRD (LXI Legislatura, cámara de diputados)*, mai 2010, n° 2715, p. 11.

²⁷⁷ Matilde Pérez, Andrea Becerril, Víctor Ballinas *et al.* Senadores del PRD, académicos y ONG exigen establecer la agresión de Oaxaca. *La Jornada*, 29 avril 2010. Disponible sur : <<http://www.jornada.unam.mx/2010/04/29/index.php?section=politica&article=008n1pol>> (page consultée le 18 avril 2014).

²⁷⁸ Campagne lancée en 2006 par l'EZLN et son porte-parole, le sous-commandant Marcos, dans le but de rassembler autour d'une lutte anticapitaliste "en bas, à gauche" les adhérents à la Sixième Déclaration de la forêt Lacandone publiée par l'EZLN en 2005.

²⁷⁹ Entretien avec David Cilia Olmos. *Op. cit.*

caravane, pensait que leur participation renforçait la visibilité du conflit triqui auprès de l'opinion publique. Pour Marcos Sandoval Cruz, la présence des politiciens et leurs discours pacifistes leur permettaient de gagner en popularité auprès des électeurs, tout en faisant pression sur le gouvernement priiste d'Ulises Ruiz. En effet, au début du mois de juillet 2010 avait lieu dans l'État de Oaxaca, les élections pour le poste de gouverneur de l'État. La participation des députés du PRD aurait pu avoir comme objectif d'influencer les votes des électeurs de Oaxaca. De plus, cette caravane souhaitait forcer le siège "paramilitaire", s'affrontant une nouvelle fois avec les sicaires du MULT-PUP et de l'UBISORT, organisations liées directement ou indirectement au PRI local.

En outre, les assassinats de Timoteo Alejandro et de sa femme à Yosoyuxi, le 20 mai 2010, menacèrent l'organisation de la caravane. Les membres du MASJC à Mexico apprirent leur mort lors d'une réunion pour l'organisation de la caravane avec le Centre des droits de l'homme Miguel Augustin Pro Juárez. Timoteo Alejandro était un leader influent et respecté dans la région de Copala, il aurait servi d'intermédiaire entre les organisateurs de la caravane à Mexico et les autorités restées dans la région de Copala. Sa mort fut dénoncée par Alejandro Encinas Rodríguez qui y voyait une nouvelle fois l'absence d'intervention de l'État de Oaxaca et de négociation avec les groupes "paramilitaires" pour garantir la sécurité des habitants de la région triqui. Dans son intervention, il fit référence à la marginalisation de la région de Copala, où le gouvernement d'Ulises Ruiz n'avait pas dénié envoyer des vivres et des médicaments, mais avait garantie la présence d'urnes pour voter lors des élections de juillet 2010²⁸⁰.

L'organisation de la caravane fut maintenue, mais comme le conta David Cilia Olmos, invité par le MASJC à y participer, rien n'était organisé. Cependant, la coordination d'une caravane nécessite un long travail de mobilisation, d'accords avec différentes organisations pour participer à la mobilisation et/ou pour accueillir les adhérents. Dans le cas des caravanes vers San Juan Copala, le principal travail était la collecte de vivres et de médicaments et obtenir des garanties sur la sécurité des participants. David Cilia Olmos dut finalement organiser une partie de la caravane, définir les responsables des bus, coordonner la logistique des autobus (enregistrement des personnes qui avaient payé, gérer les tensions, définir les contacts entre les bus par talkies walkies), répartir les organisations qui venaient de Michoacán, de Oaxaca, de Veracruz, de Guerrero ou encore de Mexico comme le *Sindicato Mexicano de Electricistas* (SME), tracer la route à suivre ou encore gérer les journalistes et transmettre les informations²⁸¹.

²⁸⁰ Alejandro Encinas Rodríguez. GPPRD encabezará la Caravana por la Paz en San Juan Copala y exige a gobierno federal garantías. *ÁGORA. Boletín del grupo parlamentario del PRD (LXI Legislatura Cámara de Diputados)*, mai 2010, n° 2715, Mexico, p.12.

²⁸¹ Entretien avec David Cilia Olmos. *Op. cit.*

La caravane fut finalement constituée d'environ sept autobus dont un pour les législateurs, les députés et les conseillers du groupe parlementaire du PRD, vingt-deux véhicules et trente-deux journalistes : au total, ce furent près de quatre-cent personnes qui s'y intégrèrent²⁸². Par ailleurs, les bus étaient remplis de vivres, de produits de premières nécessités et de médicaments représentant près de quarante tonnes de marchandises.

La caravane fit halte dans un premier temps à Huajuapán de León, puis elle se dirigea vers la région triqui où elle fut arrêtée par un barrage policier. Le procureur de l'État de Oaxaca était présent et souhaitait s'entretenir uniquement avec le député Alejandro Encinas pour le dissuader de faire avancer la caravane. Les pressions et les craintes du gouvernement de Oaxaca étaient importantes, la région triqui était symbolisée par l'absence d'intervention gouvernementale et restait en marge du reste de l'État, une autre embuscade, qui plus est contre des députés de la République, aurait sans doute entraîné une crise politique. Toutefois, cet événement provoqua un autre problème au sein de la caravane, les organisations sociales s'opposèrent à ce que l'ancien gouverneur de Mexico soit le porte-parole et le médiateur de la caravane²⁸³. Le convoi avança de nouveau sans protection policière et fut une nouvelle fois bloquée à hauteur de La Sabana par un barrage de femmes membres de l'UBISORT, de taxis et de camionnettes appartenant à la même organisation. Ses dirigeants, dont Antonio Cruz García, souhaitaient réunir une table de négociation autour d'Alejandro Encina, qui refusa. Josefina Bravo Rangel et Heriberto Paredes, présents tous les deux lors de cette caravane, confirmèrent la présence aux abords de la route, de policiers de l'État armés, mais surtout de groupes de personnes fortement armées et cagoulées qu'ils assimilèrent aux "paramilitaires" de l'UBISORT. Leur présence aurait été un moyen de faire pression sur les organisateurs de la caravane pour ouvrir des négociations²⁸⁴. De même, si Ulises Ruiz avait garanti la protection de la caravane et si celle-ci avait pu entrer dans San Juan Copala, cela aurait pu être perçu par l'opinion publique comme une victoire du PRD sur le PRI.

Devant la menace d'une nouvelle répression "paramilitaire" et face au refus des organisateurs de la caravane de négocier avec l'UBISORT, les autorités du MASJC présentes et les triquis solidaires du *plantón* de Mexico, décidèrent de faire demi-tour malgré le refus des membres à la *Otra Campaña* qui voulaient forcer le barrage. David Cilia Olmos était également contre : pour lui, la caravane ne pouvait faire demi-tour, elle devait faire pression sur les groupes armés, elle contenait des vivres et des médicaments, des députés étaient présents et la presse couvrait l'événement²⁸⁵.

²⁸² Entretien avec Marcos Albino Ortiz. Xoxo, 7 juin 2012 (ancien membre du conseil du *Municipio Autónomo de San Juan Copala* et solidaire des déplacés du MASJC à Oaxaca).

²⁸³ Entretien avec Josefina Bravo Rangel. *Op. cit.*

²⁸⁴ *Idem.*

²⁸⁵ Entretien avec David Cilia Olmos. *Op. cit.*

Néanmoins, après qu'une réunion menée par Alejandro Encinas eut lieu à San Juan Copala, il s'avéra impossible de passer à cause des barrages. Comme la caravane n'était plus sous protection policière, ses organisateurs décidèrent de retourner à Huajuapán, où les vivres et les médicaments furent déchargés de nuit dans une paroisse pour être redistribués par la suite. Enfin, une conférence de presse réunissant Omar Esparza de l'AMAP (qui n'avait toutefois pas participé à l'organisation de la caravane ni à celle-ci), Marcos Albino Ortiz, un des porte paroles du MASJC à Mexico et Alejandro Encinas clôturèrent la seconde caravane en hommage à Bety Cariño et à Jyri Jaakkola, qui se solda par un nouvel échec.

L'échec de la caravane montre la difficulté d'organiser une telle mobilisation et les tensions qui naissent entre les différents groupes d'intérêts. De plus, certains participants cherchèrent à profiter de la visibilité médiatique qu'offrait la caravane pour servir leurs propres intérêts. Ainsi, cette seconde caravane se scinda en deux groupes : l'un rentra à Mexico et l'autre partit pour Oaxaca soutenir les déplacés triquis de Copala qui s'étaient constitués en un *plantón* face au palais du gouverneur de Oaxaca et d'où furent organisées les deux dernières caravanes.

3. *Les caravanes du plantón de Oaxaca*

Suite à l'échec de la première caravane et comme la répression continuait à San Juan Copala, les migrants triquis de Mexico, solidaires au projet autonome du MASJC, décidèrent de former un campement, appelé *plantón*, sur le *zócalo* de la capitale le 3 mai 2010. Le *plantón* fut une initiative de Timoteo Alejandro Ramírez avant qu'il soit assassiné et d'autres triquis qui vivaient à Mexico comme Marcos Albino Ortiz, Victor Castillo Pérez et Enrique Acevedo, membre fondateur du MULT et de l'organisation MAIZ. L'installation du *plantón* était illégale, cependant des négociations eurent lieu avec les autorités du District Fédéral pour rester au centre de la capitale. Leurs objectifs étaient de faire pression sur le gouvernement fédéral pour que la justice statue sur les assassinats commis dans leur région et sur celui des deux défenseurs des droits de l'homme assassinés lors de la première caravane, ainsi que de diffuser la lutte pour l'autonomie triqui en se rendant visible et publier les communiqués des autorités autonomes à travers les blogs du MASJC sur internet²⁸⁶. C'était également un point de rencontre où les organisations et les défenseurs des droits de l'homme venaient leur rendre visite.

Après l'échec de la caravane, les Triquis du *plantón* se réorganisèrent autour de la vente d'artisanat et l'accueil de déplacés triquis qui migraient vers Mexico à cause de la violence ou parce

²⁸⁶ Voir par exemple : Municipio AUTÓNOMO DE SAN JUAN COPALA. Autonomía, Paz y Dignidad. Disponible sur : <<http://autonomiaencopala.wordpress.com>> (page consultée le 5 juin 2014).

qu'ils avaient besoin de recevoir une attention médicale. La vente d'artisanat permettait de les aider financièrement, notamment pour payer les transports jusqu'à la capitale ou pour se rendre à d'autres événements solidaires, acheter les médicaments nécessaires et payer les consultations médicales.

En outre, suite à la seconde caravane humanitaire, des déplacés de San Juan Copala, avec l'appui de militants d'organisations sociales et de commerçants de la ville de Oaxaca, comme des adhérents à la *Otra Campaña* constituèrent le second campement du MASJC en juillet 2010 à Oaxaca²⁸⁷. Dans un premier temps, ces organisations sociales avaient organisé des marches dans Oaxaca aux côtés des déplacés qui finalement s'installèrent sur le *zócalo*, face au palais du gouvernement pour faire pression sur les autorités et survivre financièrement en vendant de l'artisanat. Comme pour celui de Mexico ils reçurent également des dons de fondations et d'autres organisations solidaires. Les déplacés reçurent l'aide du père *Uvi* qui leur permit de faire hospitaliser les blessés de Copala. Par ailleurs, l'organisation du *plantón* s'organisa autour de porte parole, principalement des femmes, comme Reyna Martínez, Mariana Flores López et Lorena Merino Martínez, qui furent élues lors d'assemblées avec les autorités du conseil autonome des communautés participantes au MASJC. Son installation permit aux Triquis de dénoncer les exactions dont ils avaient été victimes auprès des autorités gouvernementales, qui aboutirent à l'émission par la CIDH d'une centaine de *medidas cautelares*. En 2012, le gouvernement de Oaxaca de Gabino Cué versa un dédommagement financier à une centaine de familles supposées être des déplacées de San Juan Copala, "supposées" car selon Gerardo Garfias il n'y avait que huit familles déplacées de Copala chez les bénéficiaires, les autres étaient des migrants triquis solidaires à leur lutte²⁸⁸. Même si les exigences restaient les mêmes, à savoir retourner dans leur communauté, l'aide financière du gouvernement, la répression policière et les divisions internes affaiblirent le mouvement des déplacés de San Juan Copala à Oaxaca²⁸⁹. En effet, le gouvernement de Gabino Cué aurait cherché à les diviser en accordant des faveurs aux porte-paroles (permis de vente d'artisanats dans les lieux touristiques de Oaxaca, contrats de travaux, aides financières à d'autres membres de leurs familles)²⁹⁰.

Toutefois avant ces divisions les déplacés du *plantón* de Oaxaca organisèrent deux caravanes. Elles furent organisées pour faire pression sur le gouvernement de Gabino Cué pour qu'il leur garantisse leur retour à San Juan Copala. Ainsi, la première caravane, dénommée la "*marcha del color de la sangre*", nom certainement lié au sang des Triquis morts lors du conflit "paramilitaire" et

²⁸⁷ Entretien avec Reyna Martínez Flores. *Op. cit.*

²⁸⁸ Entretien avec Gerardo Garfias Ruiz. *Op.cit.*

²⁸⁹ Óscar Rodríguez. Desplazados hace 7 años, triquis esperan retornar a San Juan Copala. *Milenio*, 8 août 2013. Disponible sur : <http://www.milenio.com/estados/Desplazados-retornar-San-Juan-Copala_0_131387041.html> (page consultée le 18 avril 2014).

²⁹⁰ Entretien avec Mariana Flores López. *Op.cit.* L'essentiel de ce chapitre repose sur le témoignage de cette déplacée triqui de San Juan Copala.

du *huipil* des femmes triquis, partit de Oaxaca en mai 2011 en direction de Mexico. Elle effectua différentes étapes pour dénoncer la situation dans laquelle vivait les déplacés depuis le siège "paramilitaire", comme par exemple à Chapingo et à Atenco. Quand la marche arriva dans la capitale fédérale, des contacts furent établis avec la UNAM et les collectifs qui appuyaient la lutte du MASJC. Il y fut organisé des conférences et des événements pour continuer à diffuser la lutte et ces collectifs les hébergèrent dans les locaux de l'université. La pression de la caravane permit de former une commission pour négocier avec Gabino Cué qui se trouvait alors à Mexico. De plus, cette nouvelle caravane servit à dénoncer auprès des instances nationales leur situation de déplacé et l'absence de solutions proposées par les autorités gouvernementales de Oaxaca. L'autre objectif de cette mobilisation était d'organiser une nouvelle caravane depuis la capitale avec l'appui de l'autre *plantón* du MASJC pour retourner à Copala. Les porte-paroles des déplacés dont Marcos Albino, Reyna Martínez et le professeur Macario étaient chargés d'organiser cette caravane de retour. Cependant, le gouverneur de Oaxaca leur demanda un délai pour qu'il puisse garantir leur sécurité et trouver une solution avec les groupes qui occupaient le *municipio* triqui, délai qui fut accordé.

Les déplacés triquis, de retour à Oaxaca, décidèrent finalement d'organiser une dernière caravane car la réponse du gouverneur se faisait attendre. Grâce à l'appui des migrants travaillant aux Etats-Unis, des autobus furent loués et le campement fut levé en janvier 2012. Le plan de la caravane motorisée était d'aller jusqu'à la région *baja* en passant par Tlaxiaco puis faire une halte à Yosoyuxi avant d'entrer à San Juan Copala, occuper le *municipio* et reprendre possession de leurs habitations. Face à la forte probabilité de représailles des groupes "paramilitaires", la police d'État bloqua les autobus à Tlaxiaco où une commission de dialogue fut formée par le secrétaire général de l'État de Oaxaca, Jésus Martínez Álvarez, accompagné par la responsable des droits de l'homme du gouvernement de Oaxaca, Eréndira Cruzvillegas Fuentes afin de négocier avec les Triquis un retour par la voie du dialogue et de la négociation. Cependant, toutes négociations furent refusées, la caravane était le dernier recours pour les déplacés triquis pour enfin rentrer chez eux.

La caravane arriva finalement en territoire triqui sans protection policière, toutefois, à Yosoyuxi, les autorités gouvernementales proposèrent une nouvelle fois de former une commission de dialogue composée de dix femmes pour négocier avec les autorités de San Juan Copala, sous la protection de la police d'État. En raison de la présence de "paramilitaires" du MULT dans les habitations, la commission décida d'annuler la réunion, et après avoir campée durant plusieurs jours à Yosoyuxi, la caravane retourna à Tlaxiaco²⁹¹. Depuis la ville mixtèque, une marche fut finalement organisée pour rentrer à Oaxaca, elle dura trois jours. Suite à ce nouvel échec, les déplacés réinstallèrent le

²⁹¹ *Idem.*

campement dans le centre de la capitale régionale, mais l'élan de mobilisation fut rompu et ils se divisèrent en différents groupes.

Face à la nécessité de reconstruire le mouvement, une partie des déplacés s'installa dans une auberge de Oaxaca et des programmes furent notamment mis en place pour scolariser les enfants en attendant que les autorités régionales et gouvernementales trouvent une solution au conflit triqui ou que de nouvelles caravanes soient organisées.

L'histoire nationale contemporaine du Mexique influença fortement celle de la région triqui, notamment la région de Copala. Le contrôle des caciques locaux et des commerçants amena les Triquis, dès la fin des guerres d'Indépendances, à s'organiser contre l'intervention extérieure. Cette résistance se poursuivra avec la mise en place du système clientéliste et corporatiste de l'État-parti ainsi que lors de l'application des politiques indéniste d'intégration qui contribuèrent à l'émergence d'une élite indienne triqui bilingue. Dès les années 1970, ces Indiens s'organisèrent pour lutter contre le contrôle des caciques et la perte de leur territoire. En réponse à la violence des caciques et de l'État, et dans un contexte national de luttes sociales et communautaires, le MULT surgit en 1981 à la suite du *Club*.

Ainsi, le répertoire d'actions de protestation du MULT s'inspira sans doute de ces autres mouvements sociaux. Parmi elles, les marches-caravanes furent régulièrement organisées afin de désenclaver du contexte local la lutte communautaire des Triquis et de faire directement pression au cœur du pouvoir exécutif et législatif concentré dans la capitale fédérale et régionale du fait du centralisme politique mexicain. Les caravanes seront à nouveau mobilisées lors du *Municipio Autónomo* de San Juan Copala pour soutenir les Triquis engagés dans ce processus et isolés par les groupes "paramilitaires" et le gouvernement de Oaxaca.

À travers quel contexte historique et sociopolitique national les caravanes triquis furent-elles organisées et à travers quelles autres campagnes de mouvement sociaux s'inspirèrent-elles ?

II. Étude de l'histoire des marches-caravanes dans les campagnes des mouvements sociaux mexicains

A. Introduction à l'action de contestation collective qu'est la marche-caravane

Selon la définition faite par Marianne Debouzy sur les "*marches*" aux Etats-Unis, les marches-caravanes pourraient se définir au Mexique comme une action politique, inspirée du vocabulaire militaire et religieux²⁹². Toutefois, à la différence des Etats-Unis, les marches mexicaines, appelées aussi les caravanes, ont été essentiellement mobilisées depuis les régions rurales vers les centres du pouvoir exécutif et législatif.

Les marches-caravanes au Mexique s'inscrivent donc au sein des politiques du conflit²⁹³. En effet, ces mobilisations sont des moyens de représentation publique, basée sur l'application de répertoires d'actions collectives. Ces actions peuvent se constituer grâce à des alliances avec des membres influents et médiatiques de la société ou en profitant d'opportunités offertes par les régimes politiques pour exposer leurs revendications²⁹⁴. Les caravanes ont besoin de ces alliances et de ces soutiens pour réaliser des étapes, ponctuées de meetings et de réunions, et pour rassembler la société civile autour de leurs revendications.

Les mouvements sociaux, dans lesquels se forment les caravanes, sont considérés comme : « une campagne durable de revendication, qui fait usage de représentations répétées pour se faire connaître du plus large public et qui prend appui sur des organisations, des réseaux, des traditions et des solidarités »²⁹⁵. Les caravanes s'organisent lors de ces campagnes qui s'inscrivent sur la durée afin d'exposer des revendications aux autorités et à l'opinion publique²⁹⁶. Ainsi, pour comprendre l'organisation des marches et des caravanes depuis et vers la région triqui, nous avons choisi d'étudier ces formes de représentations collectives à travers les mouvements sociaux et les contextes socio-politiques dans lesquels elles se forment.

Les marches-caravanes sont particulièrement difficiles à organiser et à coordonner ; cela peut expliquer le fait qu'elles soient parfois considérées comme l'ultime recours pour des groupes ayant de "faibles ressources conventionnelles" et "marginalisés par le système institutionnel"²⁹⁷. Pour

²⁹² Marianne Debouzy. Les marches de protestation aux États-Unis (XIXe - XXe siècles). *Le Mouvement Social*, 2003, n°202, p. 16. Disponible sur : <<http://www.cairn.info/revue-le-mouvement-social-2003-1-page-15.htm>> (page consultée le 30 mai 2014).

²⁹³ Nous ferons essentiellement référence dans cette partie à l'ouvrage de Sidney Tarrow, Charles Tilly. *Op. cit.*

²⁹⁴ *Idem*, p. 20-21.

²⁹⁵ *Ibidem*, p. 27.

²⁹⁶ *Idem*, p. 199-200.

²⁹⁷ Michel Pigenet, Danielle Tartakowsky. Les territoires des mouvements sociaux. Les marches aux XIX^e et XX^e siècles. *Le*

organiser une caravane, il faut dans un premier temps établir une stratégie, tracer un parcours, tisser des alliances avec d'autres organisations ou avec des communautés pour définir les étapes de la mobilisation. Outre la logistique et la coordination entre les différents groupes, les organisations doivent la financer, il faut donc récolter de l'argent à travers des donations ou s'assurer de la solidarité d'autres collectifs. Ces caravanes sont également éprouvantes physiquement et il est nécessaire pour les participants d'être préparés à rester éloignés de leur communauté plusieurs semaines. La durée de la mobilisation dépend de l'avancée des négociations et des accords conclus entre les deux acteurs, c'est-à-dire, celui qui revendique, en l'occurrence ceux qui mobilisent les marches et les caravanes, et le destinataire, l'État mexicain, sous sa représentation régionale ou nationale²⁹⁸. Les organisateurs doivent également considérer les revendications de l'État, celui-ci peut définir les règles de négociations, ouvrir le dialogue avec une commission ou répondre à la mobilisation par l'utilisation de son appareil répressif (polices, armée, tribunaux, incarcérations)²⁹⁹. En outre, il est intéressant de voir que l'organisation des marches-caravanes va au delà de ce que C. Tilly et S. Tarrow appellent les "répertoires de coutumes", c'est-à-dire l'opposition entre des secteurs définis, tels que les ouvriers contre les patrons ou les paysans contre les propriétaires terriens³⁰⁰. En effet, à travers l'exemple des marches triquis et de celles que nous allons étudier dans cette partie, nous pouvons constater que les marches-caravanes sont essentiellement utilisées pour faire pression sur les pouvoirs politiques.

Par ailleurs, la fréquence des mouvements sociaux au Mexique serait due au fait que le pays s'apparente à un État "non-démocratique à forte capacité", de ce fait les droits politiques sont inégalement répartis entre la population, celle-ci est peu consultée et mal protégée contre les représentants politiques. Les nombreux conflits qui rythmèrent le régime postrévolutionnaire mexicain eurent essentiellement comme objectif la défense contre un système corporatiste et autoritaire priiste, qui menaçait alors les intérêts, les valeurs et les identités des organisations contestataires³⁰¹.

Ce système centraliste, mis en place lors de l'avènement de l'État-parti, permettait au parti unique de contrôler les différents secteurs sociaux. Le PRI, à travers la figure du président de la République, avait la main mise sur tout l'appareil politique mexicain. En effet, le président était le chef de l'Exécutif, il contrôlait les organes électoraux et les États fédéraux, ainsi que l'administration publique et le pouvoir judiciaire. De plus, *via* le PRI, il dirigeait les députés et les sénateurs affiliés à

Mouvement Social, 2003, n°202, p. 8. Disponible sur : <<http://www.cairn.info/revue-le-mouvement-social-2003-1-page-3.htm#re3no3>> (page consultée le 30 mai 2014).

²⁹⁸ Sidney Tarrow, Charles Tilly. *Op. cit.*, p. 32-33.

²⁹⁹ *Idem*, p. 22-23.

³⁰⁰ *Ibidem*, p. 39.

³⁰¹ *Idem*, p. 103-107.

son parti, ainsi que les gouverneurs des États fédéraux, qui appuyaient chacune de ses décisions³⁰². Le cœur du pouvoir mexicain était représenté par la figure du président de la République, ce qui explique les nombreuses manifestations qui convergeaient sur le *zócalo* de Mexico, centre de la capitale fédérale.

Le *zócalo* est la place centrale des villes mexicaines : les pouvoirs politiques, exécutifs, législatifs et religieux y sont concentrés. Cette concentration du pouvoir en un même endroit est un héritage de l'époque coloniale qui perdure aujourd'hui. Il offre une grande visibilité aux mouvements sociaux : les *plantones* y sont donc installés et les marches-caravanes y convergent³⁰³. Lorsque celles-ci arrivent au centre de Mexico, elles occupent le *zócalo*, soit en installant un campement, soit en y tenant un meeting. Les contingents y restent jusqu'à ce que les négociations aboutissent ou que le mouvement soit réprimé par les forces répressives de l'État. Le *zócalo* est aussi un lieu de rencontre et de solidarisation entre différentes organisations sociales, des mouvements communautaires peuvent par exemple créer des liens avec des collectifs urbains (associations de quartier, syndicats, associations d'étudiants, organisations non gouvernementales de défense des droits de l'homme, collectifs de soutien).

Pour Aline Hémond, les marches sont également une "opportunité de marcher" du village au centre du pouvoir. Elle recense différents types de marches : celles qui ont des motifs religieux, comme les pèlerinages, notamment celui qui mène chaque année, en décembre, les croyants à la Basilique de la Vierge de la Guadalupe à Mexico ; celles qui sont formées par des collectifs communautaires ; celles qui sont organisées par les mouvements indiens régionaux, étatiques et nationaux et enfin, celles qui sont mobilisées par les partis politiques d'opposition au PRI³⁰⁴. Par ailleurs, pour les communautés indiennes parlant le nahuatl, le mot "*nemenin*" signifie "ceux qui marchent" : il inclut les pèlerins ainsi que ceux qui participent aux marches politiques. Les marcheurs en quittant leur communauté emportaient avec eux des promesses, tant individuelles pour le pèlerin que collectives pour ceux qui intégraient une marche de protestation³⁰⁵. La marche est un acte de sacrifice pour sa communauté, pour le collectif : c'est souvent la dernière mobilisation pour obtenir des avancées auprès des autorités gouvernementales. Ce don de soi pourrait être assimilé aux sacrifices des pèlerins dans leur cheminement spirituel et physique vers un lieu saint.

D'autre part, comme toute mobilisation, les caravanes ont une fin, caractérisée par la démobilisation qui peut se représenter de différentes façons : soit par la "concurrence" entre les

³⁰² Marguerite Bey, Danièle Dehove (coords.). *La transition démocratique au Mexique. Regards croisés*. Paris : L'Harmattan, 2006, p. 18-19.

³⁰³ Hélène Combes. *Op. cit* p. 222-223.

³⁰⁴ Aline Hémond. Tomar la carretera y vivir en la calle. Representaciones y usos de las marchas indígenas. *TRACE*, juin 2001, n° 39, p. 68.

³⁰⁵ *Idem*, p. 68.

organisations mobilisées, marquée par des divergences sur les objectifs à atteindre ; soit par la "défection" des leaders de la mobilisation, victimes de pressions ou corrompus par l'État ; soit par la "désillusion" des dirigeants face à l'incapacité de l'action collective à peser sur les négociations avec les autorités ; soit par la "répression", directement *via* l'intervention de la police ou indirectement par l'émission de mandats d'arrêt contre les principaux leaders afin d'affaiblir le mouvement ; soit, enfin, par la promesse d'avancées institutionnelles³⁰⁶.

Nous allons donc étudier le long processus de ces marches et de ces caravanes, depuis leur formation dans un contexte socio-politique particulier à chacune, à leurs parcours et aux différents répertoires de protestation qu'elles mobilisent jusqu'à leur démobilisation (voir la carte ci-dessous où sont recensés les principaux foyers d'insurrections d'où s'initient des marches-caravanes au cours de la période étudiée).

³⁰⁶ Hélène Combes. *Op. cit.*, p. 168.



Carte 5 *Marchas históricas*³⁰⁷

B. Premières marches-caravanes contre le système national corporatiste

1. *Les grèves syndicales : l'exemple de la caravane des mineurs de Nueva Rosita*

À la sortie de la Révolution mexicaine, l'État-parti étend son contrôle politique sur les régions et les pouvoirs locaux sur la base d'un système centralisé. La construction de l'État-Nation mexicain postrévolutionnaire se repose sur le développement d'une société urbaine et industrielle, entraînant des inégalités, des exclusions et des discriminations que nous retrouvons dans les mouvements sociaux et notamment dans les grèves ouvrières dès les années 1930.

³⁰⁷ Efraín Gracida Camacho. *Marchas históricas*. México : s. n. Avril 2014.

En 1936, Lombardo Toledano fonda la *Confederación de Trabajadores de México* (CTM), qui devint la principale interlocutrice des ouvriers avec le gouvernement. Cependant, certains syndicats nationaux comme ceux des mineurs et métallurgistes, celui des cheminots, celui des électriciens ou encore le syndicat pétrolier, conservaient une certaine autonomie par rapport à ceux affiliés à la CTM. Cette autonomie serait à l'origine des nombreux mouvements de protestation qui eurent lieu dans les secteurs ouvriers entre 1938 et 1948³⁰⁸. À titre d'exemple, les grèves des syndicats pétroliers débouchèrent sur la nationalisation du pétrole en mars 1938. De plus, les luttes ouvrières avaient, sous Lázaro Cárdenas, des revendications anticapitalistes, insufflées par l'influence des communistes dans les syndicats ouvriers. Néanmoins, sous les présidences de Manuel Ávila Camacho (1940-1946) et de Miguel Alemán Valdés (1946-1954), l'idéologie communiste a été combattue, provoquant de nombreux conflits entre les syndicats proches du PC et les autorités de l'État-parti qui favorisait les organisations ouvrières de la CTM. Cela mit fin à la coexistence pacifique basée sur une certaine "autonomie idéologique" que l'État-parti entretenait avec les leaders syndicaux des cheminots, des mineurs et des travailleurs du pétrole, et qui se traduisit par leur incorporation au PRI en 1948³⁰⁹. En excluant les leaders syndicaux de tendance communiste, le parti officiel renforça son contrôle corporatiste sur les syndicats, tout en générant des conflits avec d'autres factions syndicales plus radicales, comme ce fut le cas lors de la "caravane de la faim", organisée par les mineurs de charbon de l'État du Coahuila en 1951.

Les entreprises minières ne bénéficiant pas des avancées sociales des secteurs nationalisés, les mouvements de protestation se radicalisèrent à la fin des années 1940. Ce fut notamment le cas dans les mines de Nueva Rosita, de Cloete et de Palau dans l'État du Coahuila. La diffusion des contestations des mineurs depuis ces différents sites leur permit de s'unir pour faire pression plus efficacement sur leurs patrons. Alors que les négociations entre les syndicats et les patrons n'aboutissaient pas, les mineurs décidèrent d'organiser une caravane jusqu'à Mexico afin de solliciter la médiation du président de la République. La caravane fut l'action coordonnée de ce rassemblement d'acteurs, appelée par C. Tilly et S. Tarrow la "nouvelle coordination"³¹⁰. Cette coordination fut et reste particulièrement importante dans l'histoire des mouvements sociaux mexicains, comme le révélait Angel Bassols Batalla cité par Daniel Molina :

Ha habido antes otras caravanas en la capital: la de 300 obreros de Monterrey, la de varias decenas de mineros de Guanajuato, Pachuca y otras ciudades ; pero ninguna ha sido concebida con tal audacia, ninguna se propuso recorrer tal distancia, ninguna estuvo integrada por tantos individuos,

³⁰⁸ Francisco Zapata. *Op. cit.*, p. 66.

³⁰⁹ *Idem.*, p. 68.

³¹⁰ Sidney Tarrow, Charles Tilly. *Op. cit.*, p. 62-65.

*ninguna se realizó en las tremendas condiciones de la huelga de Rosita y Cloete, donde reinaba el terror y la muerte, ninguna tuvo el significado histórico de la presente*³¹¹.

En outre, alors que les grèves étaient et restent l'action de contestation la plus souvent utilisée par les ouvriers, il convient de rappeler, qu'avant cette caravane des mineurs mexicains, aux Etats-Unis, une autre marche d'ouvriers de l'entreprise Ford avait été organisée en mars 1932 et avait rassemblé entre trois mille et cinq mille personnes de Détroit à l'usine Ford, située dans la ville voisine de Dearborn. À travers cette marche, les ouvriers avaient pour objectif de présenter une série de revendications à leur direction. Cependant, la police ouvrit le feu sur les manifestants, faisant trois morts³¹². La mobilisation des mineurs mexicains aurait-elle pu s'inspirer de cette mobilisation ? Même si le bassin minier au nord de l'État du Coahuila était la propriété, depuis le début du XX^e siècle, d'une entreprise nord-américaine, la *American Smelting and Refining, Co.* (ASARCO), il n'est pas avéré que les mineurs furent en contact avec les syndicats ouvriers nord-américains. Par ailleurs, alors que l'entreprise qui exploitait les mines mexicaines ne respectait pas les normes de sécurité, elle avait financé un syndicat, dit "*sindicato blanco*", pour contrer toutes revendications syndicales et diviser les mineurs³¹³.

En raison de ces conditions de travail, le 25 septembre 1950, mille trois cents travailleurs des mines de Palau se déclarèrent en grève, suivi, deux jours plus tard, par ceux de Nueva Rosita et de Cloete. Les mineurs luttèrent également contre les délégués du *Sindicato de Trabajadores Mineros, Metalúrgicos y Similares de la Republica Mexicana* (STMMSRM), affiliés au parti officiel et dénommés les "*charros*", qui devaient affaiblir les sections syndicales les plus radicales³¹⁴. L'entreprise nord-américaine répondit à la grève en faisant occuper les locaux des mineurs syndiqués ; elle engagea également des briseurs de grève et interdit aux commerçants la vente aux grévistes et à leur famille. En outre, les communautés avoisinantes furent occupées par les forces fédérales et l'armée s'installa à Nueva Rosita. Enfin, la grève fut déclarée inexistante par les autorités, donc illégale, ce qui justifiait l'intervention des forces répressives de l'État. Néanmoins, la population s'organisa autour des grévistes, les femmes jouèrent un rôle important lors de la mobilisation en formant l'*Alianza Femenil Socialista Coahuilense*. Les tensions s'accrochèrent malgré tout entre les grévistes et les "*panzas blancas*", liés au syndicat patronal, la faim menaçant également de faire échouer la grève³¹⁵. En décembre, une commission de délégués échoua à négocier à Mexico une sortie de grève avec les autorités fédérales.

³¹¹ Angel Bassols Batalla cité dans Daniel Molina. *La caravana del hambre*. México : Ediciones El Caballito, 1978, p. 57.

³¹² Marianne Debouzy. *Op. cit.*, p. 20-21.

³¹³ Daniel Molina. *Op. cit.*, p. 25.

³¹⁴ *Idem*, p. 18-19.

³¹⁵ *Ibidem*, p. 29-35.

Après plus d'une centaine de jours de grève, les mineurs décidèrent d'organiser une marche de protestation jusqu'à Mexico. La marche divisait les dirigeants du syndicat des mineurs : les communistes la soutenaient tandis que les partisans du leader de la CTM, appelés les "*lombardistas*", la considéraient comme un recours extra-syndical et moins efficace qu'une grève³¹⁶. La marche-caravane fut proposée par un ouvrier, José González, lors d'une assemblée des grévistes. Il fut décidé de l'organiser pour le 20 janvier 1951 et d'effectuer les mille cinq cent kilomètres les séparant de Mexico à pied. La caravane se décomposait en groupes de cinquante-six personnes, organisés de façon militaire de la manière suivante :

*La caravana se organizó en grupos de 56 personas : 50 soldados, un jefe y cinco ayudantes. Cada uno de estos grupos se dividía a su vez, en otros de 11 personas: 10 soldados y un jefe. La impedimenta era conducida en grandes camiones que se adelantaban a la columna y establecían el campamento. Las mujeres [...] preparaban los alimentos para todos. Al llegar al lugar escogido por el jefe de la Comisión Especial, Raymundo Rodríguez, cada grupo buscaba el lugar donde instalarse [...]. A las seis de la mañana, el clarín daba la orden de partir. Cada jornada era de 25 kilómetros*³¹⁷.

De plus, les grévistes marchaient derrière les bannières de leur section syndicale, du drapeau mexicain et de celui de la vierge de Guadalupe (symbole de l'Indépendance lors de l'insurrection de Miguel Hidalgo y Costilla en 1810). La dimension était très importante pour les mineurs. À leur arrivée à Mexico, ils se rendirent à la Basilique de la Guadalupe qu'ils considéraient comme leur protectrice durant la caravane : elle les protégeait notamment de la répression d'État, qui les accusait d'être des communistes³¹⁸.

Le parcours jusqu'à Mexico se réalisa dans des conditions très difficiles, notamment pour des mineurs sous-alimentés depuis le début de la grève (d'où le nom de la marche : "*la caravana del hambre*") et qui devaient affronter l'hiver rigoureux du nord. En outre, à Monterrey, des briseurs de grèves cherchèrent à offrir de la tequila aux grévistes pour désorganiser la caravane³¹⁹. Les leaders des syndicats nationaux, affiliés au parti officiel, et les autorités gouvernementales cherchèrent à diviser les mineurs en reconnaissant les revendications des grévistes de Palau et non des autres sections syndicales. Le gouverneur de Coahuila, Raúl López Sánchez, offrit également de l'argent aux grévistes et leur demanda d'attendre deux jours pour résoudre le conflit afin de démobiliser le mouvement. Ces démarches fonctionnèrent en partie : la section syndicale de Palau se retira de la caravane après quinze jours de marches en février 1951, mais celle-ci poursuivit tout de même son parcours. Les mineurs renforcèrent leur mobilisation en publiant un manifeste destiné à la classe

³¹⁶ *Idem*, p. 39.

³¹⁷ Mario Gill (coord.). *La huelga de Nueva Rosita*. Mexico : s. n. 1959, p. 24.

³¹⁸ Daniel Molina. *Op. cit.*, p. 68.

³¹⁹ Mario Gill (coord.). *Op. cit.*, p. 23-24.

ouvrière et des tracts furent également distribués pour informer les populations visitées. C'est ainsi que d'autres mineurs et d'autres ouvriers se solidariserent à leur lutte en les accueillant ou en les aidant financièrement. De plus, la caravane reçut des donations de l'étranger, de la Fédération Syndicale Mondiale, des syndicats des mineurs de la RDA, de Pologne, des Etats-Unis, du Canada (la *Internacional Mine, Mill and Smelter Workers*), de Chine, des syndicats métallurgistes de Roumanie et de Tchécoslovaquie³²⁰. Ils reçurent également le soutien d'organisations paysannes et de certains intellectuels et journalistes mexicains dont José Revueltas et le photographe Ismael Casasoala avec qui ils publièrent un reportage photographique sur la caravane aux côtés de Victoria Novelo³²¹.

Les mineurs arrivèrent à Mexico le 10 mars 1951, où une manifestation eut lieu aux côtés d'organisations paysannes, ouvrières et étudiantes afin de faire pression sur les autorités fédérales. Ils installèrent également un campement qui fut maintenu jusqu'au 19 mars, jour où le gouvernement décida d'appliquer le décret du 2 octobre 1950, qui considérait la grève comme illégale. Afin que le mouvement ne se radicalise pas, les autorités proposèrent également de résoudre certaines revendications des grévistes, mais ce fut un échec. Lors d'une assemblée, des mineurs décidèrent d'entamer une grève de la faim pour dénoncer les mesures gouvernementales, attirer l'attention de l'opinion publique et faire pression sur le président Miguel Alemán³²². Un meeting fut également tenu devant la *Suprema Corte de Justicia de la Nación*, le jour de l'anniversaire de la mort d'Emiliano Zapata, le 10 avril 1951, et qui rassembla différentes organisations solidaires. L'État décida donc de réprimer le mouvement, la police encercla le campement et le meeting fut interrompu par les forces policières, mettant fin à la campagne de contestation. Le 20 avril 1951, les mineurs du Coahuila marchèrent une dernière fois jusqu'à la station de train de *La Villa Guadalupe*, où un train fut mis à leur disposition par le gouvernement fédéral³²³.

La répression d'État mit fin à six mois de grève, cependant, dans d'autres régions et dans d'autres secteurs sociaux, les protestations se multiplièrent contre le modèle corporatiste de l'État-parti. Ce fut par exemple le cas au sein des organisations paysannes au nord du pays où les petits paysans, les journaliers sans terres et les étudiants des écoles normales rurales, s'unirent face aux syndicats corporatistes et au contrôle grandissant des grands propriétaires. Leur répertoire d'action collective fut centré sur l'occupation des terres, mais de nombreuses marches-caravanes furent également organisées avant la radicalisation de leur lutte par la voix armée.

³²⁰ *Idem*, p. 17.

³²¹ Ismael Casasoala, Victoria Novelo, José Revueltas. *La caravana del hambre, reportaje fotográfico*. Puebla : Universidad Autónoma de Puebla, INAH, 1986.

³²² Daniel Molina. *Op. cit.*, p. 78-79.

³²³ Abdenago Frausto García. Anécdotas históricas de los mineros de Nueva Rosita y Cloete. In Comisión de Fomento Minero. *Relato minero*. México : Museo Nacional de Culturas Populares, SEP, 1988, p. 62-63.

2. *Des marches à la guérilla : évolution de la contestation paysanne*

Dans les États du nord-ouest du pays, les premières marches paysannes ont été mobilisées, à partir des années 1940, pour l'accès à la terre. Elles ont été utilisées comme action de protestation par des organisations reconnues ou clandestines, proches de l'idéologie communiste et du Parti Populaire (PP). Leur répertoire d'action collective se définissait en deux catégories : les mobilisations pacifiques à partir des marches vers la capitale de l'État ou Mexico, et des actions plus radicales basées sur l'occupation des terres et les affrontements qui en découlaient. Selon José Rivera Castro, de 1917 à 1940, les marches depuis les communautés vers les centres de pouvoirs étaient déjà dans le répertoire d'actions de contestation des paysans³²⁴. Les mobilisations des Indiens, des paysans pauvres et des journaliers sans terres, qui avaient lutté contre les *hacendados*, entraînèrent le vote de la Réforme agraire sous la présidence de Lázaro Cárdenas. Cette réforme permit la répartition de parcelles de terres cultivables et de ressources naturelles et fut appliquée dans un souci d'adapter les propriétés agraires au modèle de développement basé sur l'industrialisation et l'urbanisation du pays³²⁵. En effet, comme dans la région triqui, l'État chercha à incorporer les Indiens dans la catégorie des paysans avec la réforme agraire, afin de les intégrer dans le modèle de développement économique national. En outre, les communautés rurales devinrent des "communautés révolutionnaires institutionnelles", qui étaient rattachées à l'État-parti.

Les terres et les ressources naturelles furent réparties en deux catégories : les biens communaux et l'*ejido*. Ils étaient administrés par un *comisariado*, composé d'un président, d'un secrétaire et d'un trésorier désignés par l'assemblée des *comuneros* ou *ejidatarios*. Ces *comisariados de bienes comunales y ejidales* étaient adhérents à la CNC et ils furent chargés d'appliquer la réforme agraire au niveau local, ainsi que de gérer la répartition des terres. Ainsi, l'État-parti chercha à étendre son pouvoir dans les régions rurales en se servant de la CNC pour regrouper et contrôler les paysans³²⁶. Le parti officiel y incorpora de nombreux leaders d'organisations locales, des délégués syndicaux et des travailleurs agricoles, qui furent favorisés par les répartitions de terres.

Cependant, les paysans exclus des avantages proposés par le système clientéliste de l'État-parti, s'organisèrent dès les années 1940 afin de contester, entre autres, l'application de la "contre-réforme agraire" menée sous la présidence de Manuel Ávila Camacho (1940-1946). Celle-ci favorisait la modernisation des cultures, privilégiant ainsi la propriété privée et le développement de l'industrie

³²⁴ José Rivera Castro. El movimiento campesino postrevolucionario : Sugerencias metodológicas y estado de la cuestión. *Iztapalapa*, juillet-décembre 1992, n° 26, p. 108.

³²⁵ Jesús Carlos Morret Sánchez. *Reforma agraria : Del latifundio al neoliberalismo*. México : Plaza y Valdés, 2003, p. 26.

³²⁶ David Recondo. *Op. cit.*, p. 34-35.

aux revendications paysannes³²⁷. C'est lors de cette période que nous référençons notre première marche-caravane, en 1944. Elle a été organisée dans l'État du Sonora avec à sa tête Arturo Orona et José Merza, leaders paysans qui marchèrent jusqu'à Mexico pour réclamer des crédits qui leur avaient été retirés. Face à l'absence d'amélioration des conditions de vie des *ejidatarios*, une seconde caravane fut organisée en 1947³²⁸. C'est également dans ce contexte que se souleva Rubén Jaramillo en 1948 dans l'État de Morelos pour défendre les droits des paysans producteurs de cane à sucre.

Par ailleurs, la contestation paysanne s'accrut à partir de 1952, en raison de la crise alimentaire causée par la faible productivité des terres réparties qui s'étaient appauvries au fil des récoltes. Elle culmina entre 1954 et 1956 avec une forte hausse des importations et du chômage. Entre temps, les propriétés des néo-latifundistes avaient augmenté grâce à la compromission des autorités gouvernementales et à l'accaparement des parcelles les plus fertiles. À titre d'exemple, en 1957, dans la vallée de Culiacán, les propriétaires privés s'organisèrent afin d'aider au financement d'un projet d'irrigation. En échange, ils bénéficièrent de la part de l'État des terres les mieux irriguées³²⁹. En outre, lors du mandat présidentiel de López Mateos (1958-1964), triompha la Révolution cubaine de Fidel Castro. Les paysans des États du nord mexicain s'en inspirèrent afin de lutter contre la politique industrielle mise en place par l'État³³⁰.

Les organisations paysannes se concentrèrent dans un premier temps autour de l'*Unión General de Obreros y Campesinos de México* (UGOCM), formée en 1949 suite à l'expulsion des communistes de la *Confederación de Trabajadores de México* (CTM). Leur principale action de protestation, l'occupation des terres des grandes propriétés, fut définie lors d'un congrès regroupant les représentants des États du Sonora, du Sinaloa et de Chihuahua et qui se tint à Los Mochis en mars 1957. Planifiée à travers les *Accuerdos de los Mochis n°1*, l'occupation devait faire pression sur le gouvernement afin qu'il redistribue des *ejidos* et accorde le droit aux paysans de s'administrer eux-mêmes³³¹. Les militants de la UGOCM occupèrent notamment les propriétés à Yucuribampo, à côté de Ciudad Obregón, en 1959 et les propriétés de la famille Green, à Cananea dans le Sonora. Elles se poursuivirent à Capetamaya dans le *municipio* de Navojoa en 1962³³². Outre ces actions radicales, de nombreuses marches-caravanes pacifiques furent organisées dans les années 1960, dans les États du

³²⁷ Leticia Reina Aoyama. *Los movimientos indígenas y campesinos*. México : Nostra Ediciones, 2010, p. 46.

³²⁸ Ana María López. Los agraristas de Sonora Maximiliano R. López. *Artículos y Ensayos de Sociología Rural*, UACH, 2011, n°10, p. 17.

³²⁹ Hubert Carton de Grammont. La Unión General de Obreros y Campesino de México. In Antonio García de León, Enrique Semo, Ricardo Gamboa Ramírez (coords.). *Historia de la cuestión agraria mexicana : Política estatal y conflictos agrarios 1950-1970*. vol. VIII. México : Siglo XXI, 1989, p. 247-248.

³³⁰ Laura Castellanos. *Le Mexique en armes : Guérilla et contre-insurrection 1943-1981*. Montréal : Lux Éditeur, 2009 p. 85 [première édition de 2007].

³³¹ Jesús Vargas Valdés. Alvaro Ríos. s. n. 2004. Disponible sur : <<http://www.madera1965.com.mx/prensa/2004/alvaro.pdf>> (page consultée le 22 avril 2014).

³³² Hubert Carton de Grammont. *Op. cit.*, p. 252.

Durango, de Chihuahua et de Sonora. Ce fut Alvaro Ríos, dirigeant de la UGOCM, qui impulsa ce type d'action collective de contestation dans les État du nord-est mexicain³³³. L'occupation des grandes propriétés et les caravanes permirent la fondation de nouveaux *ejidos* en même temps qu'elles promouvaient l'autogestion des paysans. Ces mobilisations devaient dérouter les autorités gouvernementales qui n'étaient pas habituées à négocier directement avec des paysans organisés et non-affiliés au parti officiel.

Dans l'État du Sonora, en juillet 1961 est convoquée une marche-caravane à Alvaro Obregón en soutien aux paysans de l'*ejido* d'Antonio Rosales, qui luttait contre le Département Agraire. Cent vingt deux groupes de paysans sans terres de la vallée du Yaqui décidèrent de marcher jusqu'à Mexico. Ils furent rejoints par les fédérations régionales de la UGOCM de Los Mochis, d'El Fuerte et de Culiacán. La marche-caravane partit finalement avec un contingent de deux mille membres. À son arrivée à Navojoa, un meeting fut réalisé pour expliquer la lutte des paysans d'Antonio Rosales. Ce meeting permit de rassembler d'autres paysans, à tel point que le contingent passa à cinq mille personnes, puis à près de douze mille à son arrivée à Culiacán. Néanmoins, ils furent installés par le gouverneur du Sinaloa, le général Leyva, dans un stade, où les paysans restèrent près d'un mois à attendre que les négociations menées par leur leader, Jacinto López aboutissent à Mexico³³⁴. Cette tactique du gouverneur, ainsi que les promesses faites par le Département Agraire permirent la démobilisation du mouvement, comme le reconnaissait un des représentants de la commission de la caravane, Felipe Parra Vargas : « *de esa lucha saqué en conclusión que las autoridades se la llevan en mentiras y que había que seguir luchando [...]* »³³⁵. Jacinto López perdit le leadership de la UGOCM et cette défaite marqua un point de non retour dans les mobilisations de la UGOCM. Selon Hubert de Grammont, cette marche-caravane fut la dernière grande mobilisation de l'organisation paysanne³³⁶.

Dans le même temps, des groupes de paysans de Torreón de Cañas et de San Bernardo dans l'État du Durango sollicitèrent Alvaro Ríos en 1962 afin de former la *Federación de Obreros y Campesinos del Norte de Durango*. Au sein de cette fédération, il appliqua le même répertoire d'actions collective utilisé auparavant. Ainsi, des centaines de paysans envahirent cinq propriétés aux mains d'étrangers en 1968. Délogés par la force, le dirigeant de la UGOCM fut emprisonné avec quatre vingt autres paysans. Afin de protester contre leur incarcération, une marche-caravane fut organisée en 1969. Elle partit depuis Villa Ocampo, Las Nieves et Torreón de Cañas jusqu'à la

³³³ Jesús Vargas Valdés. *Op. cit.*

³³⁴ Gustavo Gordillo. *Campesinos al asalto del cielo : Una reforma agraria con autonomía*. México : Siglo XXI, 1988, p. 101.

³³⁵ *Idem*, p. 101.

³³⁶ Hubert Carton de Grammont. *Op. cit.*, p. 252.

capitale de l'État, Durango. La campagne de pression s'intensifia dans la capitale avec l'installation d'un *plantón* qui fut maintenu durant plus d'un mois avant d'obtenir la libération des incarcérés³³⁷.

En outre, Alvaro Ríos rencontra lors du congrès de Los Mochis le professeur Francisco Luján, suite à l'assassinat de celui-ci en novembre 1959, il se rendit à Ciudad Madera, dans l'État du Chihuahua. Durant son séjour, le dirigeant de la UGOCM organisa les paysans contre les caciques qui avaient fait assassiner F. Luján et la Compagnie des Bois de Chihuahua qui contrôlait la région. À l'image de l'intervention d'A. Ríos dans les États du nord du pays, les Indiens triquis furent-ils également organisés de la même manière ? À la différence de ces groupes paysans, il semblerait qu'ils se sont eux-mêmes organisés autour des leaders communautaires. De plus, le mouvement agraire dans le Chihuahua avait également reçu le soutien d'étudiants et de maîtres des écoles normales rurales.

Comme dans le Sonora et à Durango, l'occupation des terres était l'action collective privilégiée par la UGOCM. Lors des occupations, ils construisaient des logements de fortune pour rendre leur délogement plus difficile à la police et à l'armée³³⁸. Par ailleurs, des marches-caravanes ont été organisées, l'une des plus importantes d'entre elles regroupa près de six cent paysans. Ils marchèrent trois cents kilomètres de Madera à Chihuahua pour solliciter une rencontre avec le président López Mateos, alors en tournée dans l'État. Les paysans souhaitaient interpeler le président sur la violence des caciques dans leur région et le manque de terres cultivables. Leur pression sur les autorités se poursuivit avec l'organisation d'une nouvelle caravane en 1963. Ils exigèrent cette fois-ci l'expropriation de la compagnie des *Bosques de Chihuahua* et la construction de nouveaux villages sur les terres expropriées³³⁹. Toutefois, ces campagnes de protestations ne permirent pas de réelles avancées, le contrôle des grands propriétaires, protégés par le gouvernement, s'accroissait. Cela amena les organisations militantes de Chihuahua à radicaliser leur lutte.

Ainsi, lors d'une rencontre tenue à Dolores en 1963, Arturo Gámiz, instituteur de Madera, proposa à des adhérents de la UGOCM, du PPS (Parti Populaire Socialiste qui succéda au PP), aux étudiants et aux professeurs des écoles rurales d'adopter de nouvelles tactiques de luttes, dont la lutte armée. Malgré la répression menée par le gouvernement et par les grands propriétaires, un groupe de paysans mené par Salomón Gaytán réussit à s'organiser et à s'armer pour lutter contre les caciques. Puis, Arturo Gámiz et le docteur Pablo Gómez, les idéologues des guérilleros, rejoignirent "ce premier foyer insurrectionnel guévariste au Mexique"³⁴⁰. Pour se renforcer, la guérilla décida d'attaquer la caserne rurale de Madera le 23 septembre 1965, afin de réquisitionner des armes et de

³³⁷ Jesús Vargas Valdés. *Op. cit.*

³³⁸ Laura Castellanos. *Op. cit.*, p. 89.

³³⁹ *Idem*, p. 89-91.

³⁴⁰ *Ibidem*, p. 92.

la nourriture avant de retourner dans la *sierra*, selon les préceptes établis par Ernesto "Che" Guevara dans son livre *La guerre de guérillas*. L'assaut fut cependant un échec, huit guérilleros furent tués et jetés dans une fausse commune par les militaires alors que les autres furent emprisonnés³⁴¹.

L'échec de l'assaut de la caserne a sans doute été une des raisons pour laquelle les communalistes optèrent pour la lutte non-violente contre l'État-parti. Malgré l'émergence d'autres groupes de guérilleros dans l'État de Guerrero, menés par Lucio Cabañas et Genaro Vásquez, l'échec de l'attaque de la caserne de Madera affaiblit considérablement et divisa les organisations paysannes et sociales de manière générale³⁴².

Une autre répression marqua les futurs leaders communautaires : le "massacre de Tlatelolco" lors d'une manifestation étudiante, le 2 octobre 1968. Le mouvement étudiant mexicain de 1968 s'initia, d'une certaine façon, par l'organisation d'une marche pour la liberté des prisonniers politiques en février 1968.

3. *La "caravane pour la liberté" : prémisse du mouvement étudiant du 1968*

Les étudiants ont soutenu les ouvriers et les paysans lors de leur mobilisation et participèrent ou se solidariserent à leurs campagnes de protestation. Ils forgèrent leurs expériences dans les mobilisations et les grèves du *Movimiento Revolucionario del Magisterio* qui rassemblait des enseignants, des ouvriers et des étudiants, entre 1956 et 1958, puis en s'inspirant de la Révolution Cubaine à partir de 1959. Par ailleurs, les jeunes mexicains, notamment ceux qui venaient des régions rurales, eurent l'opportunité au début des années 1960 d'intégrer les écoles normales rurales, les écoles secondaires et supérieures des villes grâce à la croissance économique et à la modernisation du pays lors des années du "miracle mexicain"³⁴³. Ils furent le lien entre les mouvements paysans et les étudiants, et les instigateurs du "communalisme" lors de leur retour dans leur communauté. Ce fut par exemple le cas de *Nato Villanueva* et de *Luis Flores García* qui avaient étudié à l'extérieur de la région de Copala.

En outre, l'État craignant l'émergence des idées castristes et communistes n'hésita pas à réprimer les mobilisations étudiantes. Ce fut notamment le cas à l'université de Chilpancingo, dans l'État de Guerrero, où la société civile et les étudiants contestaient le gouverneur de l'État, le général Caballero Aburto. Le 30 décembre l'armée tira sur les étudiants présents dans l'université. Le gouvernement est intervenu de la même façon à Morelia, capitale de Michoacán, en 1963, alors que

³⁴¹ Concernant l'assaut de la caserne de Madera voir notamment les ouvrages de José Santos Valdés. *Madera, razón de un martiriología*. México : Imprenta "Laura", 1968, p. 111-122 et le témoignage d'un guérillero survivant : Raúl Florencio Lugo Hernández. *El asalto al cuartel de Ciudad Madera : Chihuahua, 23 septiembre de 1965*. Texcoco : UACH, 2002.

³⁴² Sur la guérilla dans l'État de Guerrero voir le chapitre de Laura Castellanos, *Op. cit.*, p. 125-203.

³⁴³ *Idem*, p. 209-210.

des étudiants universitaires et du Collège San Nicolás défendaient le recteur Eli de Gortari face au gouverneur Agustín Arriaga Rivera. L'armée occupa le collège et un élève fut mortellement blessé par les militaires³⁴⁴. En réponse à cette violence d'État, la *Central Nacional de Estudiantes Democráticos* (CNED) a été fondée en 1963. La même année sera créée une autre organisation étudiante, la *Federación Nacional de Estudiantes Técnicos* (FNET), dont ces membres venaient principalement de l'Institut Polytechnique National³⁴⁵.

À travers le *Movimiento Estudiantil Popular Nicolaíta*, les étudiants de Morelia s'opposèrent de nouveau aux troupes fédérales le 2 octobre 1966. Ils avaient notamment organisé la veille une importante marche contre la hausse du prix des transports publics. L'armée reprima le mouvement, accusé d'être un soulèvement communiste. L'université fut occupée et des dizaines d'étudiants dont le leader de la CNED, Rafael Aguila Talamantes, furent arrêtés. Lors de ses années d'incarcération, le dirigeant étudiant reçut un ouvrage sur l'histoire du Mexique, *México a través de los siglos*. Sa lecture fut à l'origine de la première marche-caravane des étudiants. En effet, en mai 1967, il fit parvenir un document pour que les militants organisent une marche nationale dénommée "*Marcha por la Ruta de la Libertad*". Cela faisait référence à la "Route de la Liberté" qu'avait emprunté le curé Miguel Hidalgo en 1810 afin de libérer le Mexique du joug colonial. Soutenus par d'autres organisations étudiantes, comme la *Federación de Estudiantes Campesinos Socialistas de México* (FECSM) des écoles normales rurales, les étudiants initièrent leur marche-caravane le 5 février 1968 depuis Ciudad Dolores Hidalgo, localité où le curé insurgé lança la guerre d'Indépendance. Elle devait arriver à Morelia selon le trajet emprunté par Miguel Hidalgo et ainsi commémorer la première insurrection nationale mexicaine. En outre, son objectif premier était d'obtenir la libération des prisonniers politiques de la CNED. Dans le même temps, un autre groupe constitué d'étudiants des écoles normales rurales et mené par Mauro Cesar Enciso Barrón ralliait directement Salamanca avec des provisions de vivres. Dans l'organisation de la caravane, Salamanca était un passage clé, de plus, à proximité se trouvait des raffineries de pétroles et la ville était également un important centre ferroviaire. Les étudiants espéraient peut-être voir se rallier à leur cause les cheminots et les ouvriers de la PEMEX.

Par ailleurs, le gouvernement, apprenant que la CNED organisait cette mobilisation de protestation, lança une importante campagne anti-communiste, accusant les étudiants des pires exactions contre les populations afin qu'ils n'obtiennent pas leur soutien. La majorité des dirigeants

³⁴⁴ La Central Nacional de Estudiantes Democráticos (CNED) Democracia y Representación Estudiantil. In *¡Valorar las gestas heroicas de los estudiantes democráticos que precedieron al 68! El Activista Regional*, revue du PSM et PC, Mexico, juillet 2008, n° 87, p. 13

³⁴⁵ Ileana Chávez, Carolina Verduzco. *Informe Histórico a la Sociedad Mexicana : Fiscalía Especial FEMOSPP*. México : Comité 68 Pro Libertades Democráticas A.C, 2008, p. 55.

de la CNED étaient en effet des membres du PCM ou de la Jeunesse Communiste. De plus, nombreux étaient les étudiants participant à la caravane qui étaient sympathisants de groupes trotskistes ou maoïstes³⁴⁶. Ainsi, à Salamanca, outre le déraillement de train imputé aux étudiants, un groupe de militants de la CTM provoqua la caravane en lançant sur ses adhérents des projectiles. Les autorités avaient certainement orchestré cela pour qu'ils ripostent, ce qui aurait justifié l'envoi de troupes policières afin de réprimer leur mobilisation. Toutefois, dès les premiers jours et ce malgré la campagne gouvernementale, les populations vinrent à la rencontre des jeunes gens. À Salamanca, les habitants les soutinrent face aux provocations de la CTM et les incitèrent à organiser un meeting pour présenter leurs revendications. Tout au long du parcours, les populations vinrent offrir le gîte et le couvert aux étudiants. Cela symbolisait parfaitement l'un des objectifs premiers des caravanes, à savoir informer les populations pour propager les luttes à d'autres régions et à d'autres secteurs sociaux. Après Salamanca, lors de l'arrivée de la marche à Valle de Santiago, les étudiants furent reçus chaleureusement par les habitants, ils avaient acquis une importante popularité, leur contingent avait augmenté et des étudiants de différents États s'étaient solidarisés à leur mobilisation.

Néanmoins, la popularité croissante de la caravane poussa le gouvernement à intervenir. Entre deux étapes des camions de l'armée bloquèrent la route, les militaires mirent en joue le contingent d'étudiants et le général Hernández Toledo entama des négociations avec les dirigeants de la CNED. Il ne leur laissait guère le choix : soit il donnait l'ordre d'ouvrir le feu, soit les jeunes militants montaient dans les camions afin d'être ramenés principalement à Guadalajara et à Mexico. La majorité des dirigeants décidèrent d'accepter la proposition des militaires et le gouvernement obtint la démobilisation du mouvement par la dispersion de ses membres

Cette marche-caravane joua un rôle important dans les événements qui suivirent. En effet, elle permit le rapprochement de différentes organisations étudiantes, dorénavant, les principaux leaders des différents groupes se connaissaient, ce qui facilita l'organisation de nouvelles mobilisations³⁴⁷.

Le 8 mai 1968, suite à l'échec de la caravane, Talamantes et le Conseil Dirigeant de la CNED décidèrent d'organiser une manifestation à Mexico devant l'Hémicycle à Juárez pour réclamer de nouveau la liberté des prisonniers politiques et exprimer leur solidarité avec la Révolution Cubaine³⁴⁸. Cependant, ces manifestations étaient particulièrement surveillées par l'État qui avait peur qu'à la veille des Jeux Olympiques de Mexico des soulèvements mettent en lumière la crise de

³⁴⁶ Entretien avec Mauro Cesar Enciso Barrón. Mexico, 26 octobre 2013 (dirigeant de la CNED et militant étudiant de la *Juventud comunista* dans les années 1960, professeur à l'*Instituto Politécnico Nacional*). Le récit de la marche-caravane sera principalement tiré de son témoignage, ainsi que de l'article : « La Central Nacional de Estudiantes Democráticos (CNED) Democracia y Representación Estudiantil » paru dans *El Activista Regional*, *Op. cit.*

³⁴⁷ Les témoignages sur la marche furent recueillis auprès de Mauro Cesar Enciso Barrón et dans la chronologie établie dans « ¡ Valorar las gestas heroicas de los estudiantes democráticos que precedieron al 68 ! », *Op. cit.*, p. 5-10.

³⁴⁸ *Idem*, p. 13.

son système corporatiste et autoritaire. Le président Díaz Ordas craignait également que les mobilisations étudiantes impulsent un soulèvement communiste³⁴⁹. Ces craintes expliqueraient l'intervention démesurée des *granaderos* dans deux écoles appartenant à l'IPN le 23 juillet 1968, suite à une bagarre entre des élèves et des jeunes du quartier de la *Ciudadela*³⁵⁰. Les étudiants s'affrontèrent avec la police et la protestation se poursuivit le 26 juillet lors d'une manifestation de la CNED et de la FNET, autorisée par le gouvernement, mais qui fut finalement dispersée par les troupes anti-émeutes³⁵¹. En occupant l'espace public, à l'image des caravanes, les manifestations étudiantes défiaient les autorités. Par ailleurs, ils se déclarèrent en grève et créèrent le *Consejo Nacional de Huelga* (CNH), qui organisa de nombreuses manifestations de protestation et des assemblées générales interuniversitaires. L'occupation militaire des campus et la répression gouvernementale entraîna le recteur de la UNAM, Javier Barros Sierra, des professeurs et des intellectuelles à se solidariser avec le mouvement étudiant³⁵².

Afin de démobiliser cette campagne de contestation le gouvernement décida de planifier la répression. Celle-ci eut lieu lors d'une manifestation le 2 octobre 1968, à Tlatelolco, sur la place des Trois Cultures où des militaires embusqués ouvrirent le feu sur les étudiants alors que des agents du *Batallón Olimpia* en civil, portant un gant blanc étaient présents aux côtés des manifestants afin de les empêcher de s'échapper par les immeubles avoisinants³⁵³. Plus de deux mille personnes furent arrêtées et trois cent vingt cinq personnes furent tuées selon certaines sources³⁵⁴. Une autre répression marquera le mouvement étudiant mexicain, celle du 10 juin 1971, alors que les étudiants de Mexico manifestaient leur soutien à ceux de l'université du Nuevo-León qui s'étaient soulevés.

Le massacre du 2 octobre 1968 accéléra la perte de légitimité de l'État-parti. En effet, à partir des années 1970, celui-ci privilégia l'usage de la force pour réprimer les mouvements sociaux³⁵⁵. Face à cette politique, des groupes de guérillas urbaines surgirent, ce qui permit à l'État de réorganiser, centraliser et renforcer l'ensemble de ses forces répressives légales et extralégales, à travers des structures paramilitaires comme la *Brigada Blanca*³⁵⁶.

Face aux répressions de l'État, des étudiants retournèrent dans leur région d'origine et contribuèrent à l'émergence des mouvements communautaires, notamment dans les États ruraux comme à Oaxaca et dans la région de Copala avec le *Club*. Aux côtés des enseignants, qui eux aussi

³⁴⁹ Carlos Monsiváis. *El 68 : La tradición de la resistencia*. México : Era, 2008, p. 93-95.

³⁵⁰ *Idem*, p. 15.

³⁵¹ Gustavo Castillo García. El 26 de julio, primera trampa a estudiantes. *La Jornada*, le 26 juillet 2008. Disponible sur : <<http://www.jornada.unam.mx/2008/07/26/index.php?section=politica&article=010n1pol>> (page consultée le 24 avril 2014).

³⁵² Laura Castellanos. *Op. cit.*, p. 211.

³⁵³ *Idem*, p. 212.

³⁵⁴ Alain Rouquié. *Op. cit.*, p. 260.

³⁵⁵ Arturo Anguiano. *Op. Cit.*, p. 71.

³⁵⁶ *Idem*, p. 72-73.

se mobilisèrent, ils utilisèrent de nombreuses marches-caravanes afin de protester contre l'État centraliste et autoritaire.

C. Les campagnes de protestation ayant influencé les marches triquis à Oaxaca

1. L'émergence des organisations sociales communautaires et la mobilisation de marches

Au lendemain des mouvements étudiants de 1968, beaucoup d'entre eux retournèrent dans leurs régions d'origines pour continuer leurs luttes contre l'État. Les mouvements des communautés indigènes se sont construits à partir des luttes populaires, paysannes et étudiantes des années 1960 et 1970. À Oaxaca, les premières organisations qui incluent dans leurs revendications la défense de leur culture, de leur territoire et de leur identité indienne, furent la COCEI et la *Coalición de Maestros y Promotores Indígenas de Oaxaca* (CMPIO)³⁵⁷. Par ailleurs, des mouvements étudiants eurent également lieu dans la capitale de l'État *oaxaqueño*. Malgré l'émergence de groupes de guérilla urbaine à Oaxaca et à l'inverse de l'État de Guerrero où des étudiants optèrent pour la lutte armée dans les régions rurales, les étudiants de Oaxaca choisirent principalement de poursuivre la lutte politique et sociale légalement en formant des organisations indépendantes et communautaires, telles que le *Movimiento Democrático Universitario* et le *Movimiento de Estudiantes Revolucionarios*.

L'émergence de mouvements communautaires fut facilitée par leur intégration à des coalitions nationales d'organisations sociales. En effet, au cours des années 1970, de nombreuses confédérations agraires et ouvrières furent formées afin d'établir des liens entre des luttes, des revendications et des sites de conflit alors éloignés, de diffuser efficacement des formes de conflit, de coordonner des revendications contre un même destinataire et de mener leurs luttes en parallèle³⁵⁸. Ainsi, ces mouvements indépendants se sont confortés au sein de différentes coalitions comme la *Coalición Obrero-Campesino-Estudiantil de Oaxaca* (COCEO) créée en 1972, de la *Coordinadora Nacional Plan de Ayala* (CNPA) fondée en 1979. La COCEO est née de la lutte d'étudiants de Oaxaca pour défendre les intérêts économiques des travailleurs et des paysans. Ils organisèrent des mouvements de protestations, soutinrent des grèves des syndicats indépendants et participèrent à l'occupation de terres par les paysans et à la mise en place d'exploitation collective.

³⁵⁷ Jorge Hernández Díaz. *Reclamos de la identidad : La formación de las organizaciones indígenas en Oaxaca*. Oaxaca : Miguel Ángel Porrula, UABJO, 2001, p. 59-60.

³⁵⁸ Sidney Tarrow, Charles Tilly. *Op. cit.*, p. 62-63.

Dans certains *municipios*, elle a également participé aux élections, tout en concentrant son répertoire de protestation sur les marches, la prise d'autobus, notamment lorsque ses militants dénonçaient la hausse du tarif des transports publics³⁵⁹. Sous son impulsion, les étudiants de Oaxaca se déclarèrent en grève en 1975, afin d'obtenir la parité avec les professeurs lors des élections universitaires. Ils souhaitaient démocratiser le modèle universitaire pour ensuite transformer la société³⁶⁰. La grève étudiante devint un important mouvement social au début de l'année 1977 ; elle exigeait la destitution du gouverneur Manuel Zárate Aquino. La participation de nombreux étudiants aux campagnes de protestation de la COCEO accéléra leur formation politique. Forts de cette expérience, ils l'utilisèrent afin de former des organisations communautaires ou d'en intégrer d'autres. Cependant, la COCEO joua un rôle ambigu dans la région triqui. En effet, lors du mouvement des étudiants de la UABJO contre le gouverneur de Oaxaca, elle accueillit et soutint le groupe des caciques qui contrôlaient Copala et qui souhaitaient renforcer leur pouvoir *via* les élections municipales. Des campagnes contre les sympathisants du *Club* eurent lieu alors que les caciques venaient d'assassiner Luis Flores García. Puis, la COCEO se solidarisa avec le MULT, sans doute grâce à la présence de membres de la COCEI dans l'organisation qui les rapprochèrent afin que le MULT puisse étendre ses revendications dans le reste de l'État³⁶¹.

Par ailleurs, à l'image du MULT et de la COCEI, de nombreux mouvements paysans et indiens se rallièrent à la CNPA. L'objectif de cette organisation était de constituer un front national autour des mouvements paysans, ayant pour principales demandes l'accès à la terre, la reconnaissance et l'exploitation des biens communaux, ainsi que l'amélioration des techniques de productions et de commercialisation³⁶². La CNPA permit de replacer le mouvement paysan au cœur du contexte politique, notamment grâce à d'importantes marches-caravanes qui partaient depuis différentes régions du pays et convergeaient à Mexico. Au cours des différentes rencontres nationales qui ponctuèrent son histoire, la coalition étendit sa lutte aux organisations communautaires, aux peuples indigènes, aux paysan(e)s sans terres³⁶³. Les différents courants qui formaient la CNPA se retrouvaient lors de marches nationales vers Mexico, où ils s'unissaient à d'autres confédérations paysannes comme la CIOAC et la UGOCM. La première grande marche-caravane aux côtés de ces organisations fut celle d'avril 1984, à laquelle participât le MULT³⁶⁴. Néanmoins, les différents courants des organisations membres de la CNPA et leurs divers répertoires d'actions collectives

³⁵⁹ Fausto Díaz Montes. *Los municipios : La disputa por el poder local en Oaxaca*. Oaxaca : IISUABJO, 1992, p. 129-130.

³⁶⁰ David Recondo. *Op. cit.*, p. 120.

³⁶¹ Francisco López Bárcenas. *Op. cit.*, p. 149 et 155.

³⁶² Leticia Reina Aoyama. *Op. cit.*, p. 52-53

³⁶³ Lúa Flores, Luisa Paré, Sergio Sarmiento. *Las voces del campo : Movimiento campesino y política agraria 1976-1981*. México : UNAM et Siglo XXI, 1988, p. 82.

³⁶⁴ *Idem*, p. 97.

affaiblirent son impact³⁶⁵. Les différences idéologiques, politiques au sein des coalitions et les répressions gouvernementales provoquèrent une certaine instabilité au sein de ces organisations sociales indépendantes, comme le décrit Yvon Le Bot : « Ces organisations se divisent, meurent, renaissent sous d'autres noms, se séparent et se rapprochent dans des processus incessants de fragmentation et de recomposition »³⁶⁶.

À Oaxaca, l'émergence de ces mouvements communautaires aurait été favorisée grâce au pouvoir fédéral. En effet, ayant perdu une partie de son contrôle sur les régions de Oaxaca, il chercha à affaiblir les élites politiques régionales en soutenant indirectement des mobilisations sociales ou en les tolérant à défaut de les réprimer³⁶⁷. En outre, comme dans les États de Guerrero et du Chiapas, la population à Oaxaca vit majoritairement dans des régions rurales. Isolées des centres décisionnaires du pouvoir, les organisations communautaires furent amenées à se déplacer vers la capitale de l'État. Certaines marches-caravanes furent même organisées par les présidents municipaux, notamment lorsque le gouvernement ne leur versait pas les aides financières destinées à leur municipalité.

La présence de nombreux groupes ethnolinguistiques à Oaxaca a contribué à l'organisation de groupes communautaires, qui défendaient leur identité culturelle face au pouvoir central des élites traditionnelles de la capitale coloniale. Leurs revendications se concentrèrent d'abord sur la défense de leur identité micro-régionale à travers un *municipio*, une agence municipale ou une communauté, puis ils étendirent leurs luttes et s'unirent à d'autres groupes régionaux³⁶⁸. À titre d'exemple, la COCEI se nommait au départ la *Coalición Obrero Campesino Estudiantil de Juchitán* (COCEJ) avant de changer de nom afin d'englober toute la région de l'Isthme³⁶⁹. Par ailleurs, les réformes électorales et politiques de 1977 et de 1983 permirent aux organisations opposées au PRI d'être reconnues comme organisations politiques. Elles purent ainsi s'allier à d'autres partis, notamment de gauche (dont le PCM qui était de nouveau reconnu dans l'échiquier politique en 1978) lors des élections. Cependant, la réforme de l'État-parti ne leur donnait que peu de pouvoir décisionnel ce qui engendra de nombreux conflits électoraux locaux³⁷⁰. De plus, la gestion des budgets et la fiscalité locale ne permettaient pas aux autorités municipales opposées au PRI, de mener à bien des projets d'ordre public. Elles eurent donc également recours à l'organisation de marches vers la capitale pour réclamer plus d'aides financières et dénoncer des fraudes électorales³⁷¹.

³⁶⁵ Sergio Sarmiento. El movimiento indio mexicano y la reforma de Estado. *Cuadernos del Sur*, mai 2001, n°16, p. 76.

³⁶⁶ Yvon Le Bot, *Op. cit.*, p. 232.

³⁶⁷ Moisés Jaime Bailón Corres. *Op. cit.*, p. 215.

³⁶⁸ Entretien avec Víctor Leonel Juan Martínez. *Op. cit.*

³⁶⁹ Entretien avec Héctor Sánchez López. *Op. cit.*

³⁷⁰ Fausto Díaz Montes. *Op. cit.*, p. 27-28.

³⁷¹ *Idem*, p. 28-29.

De même, la présence dans les communautés d'instituteurs bilingues et les *Comunidades Eclesiales de Bases* contribuèrent également à la conscientisation des paysans et des Indiens. En effet, nombreux furent les étudiants qui revinrent dans leur communauté en tant qu'instituteurs et qui organisèrent par la suite les paysans et les indiens. En atteste l'exemple du *Club* précédemment évoqué ou encore celui de l'organisation UCIZONI qui fut fondée par des enseignants bilingues *mixes* en 1985³⁷². Ils servirent également d'intermédiaires entre les communautés indiennes et les autorités gouvernementales grâce à leur maîtrise de l'espagnol.

L'organisation de ces mouvements indiens est aussi liée aux actions de l'Église au niveau local. À Oaxaca, cela a débuté avec la *Pastoral Indígena* qui cherchait à évangéliser les Indiens en se basant sur leur mode de vie et leur quotidien³⁷³. L'influence de la Théologie de la Libération, dont nous verrons plus en détail son interprétation au Chiapas et dans le diocèse de San Cristóbal, s'appliqua également dans l'État de Oaxaca, sous l'impulsion de la *Pastoral Indígena*, via l'organisation des indiens, pour réclamer des terres et de meilleures conditions de vie. De plus, les agents pastoraux, à partir des années 1974 et 1975, eurent l'opportunité de devenir des conseillers juridiques et techniques au sein des communautés indiennes. Le *Seminario Regional del Sureste* (Seresure) fut ainsi fondé afin de former des prêtres qui pourraient contribuer à l'installation d'églises autochtones, intégrées au sein des cultures et des peuples indiens. De même, en 1977, la *Región Pacífico Sur* (RPS) fut créée et se consacra à la défense des plus pauvres, notamment les Indiens, face aux dangers du narcotrafic et à l'exploitation des caciques³⁷⁴. En outre, à partir des années 1960, les Communautés Ecclésiales de Base (CEBs) furent installées en Amérique latine, par exemple au Brésil, mais aussi dans les régions mexicaines³⁷⁵. Elles étaient composées de croyants actifs qui se réunissaient dans les quartiers ou dans les zones rurales afin de pratiquer une religion populaire, notamment en interprétant les versés de la Bible en fonction de leur quotidien. Au Brésil, ces groupes de pratiquants ont également contribué à l'émergence de nombreux mouvements sociaux indépendants et similaires à ceux étudiés à Oaxaca :

L'expérience des CEBs, du fait de leur composante puissamment démocratique, a souvent apporté une qualité nouvelle aux mouvements sociaux et politiques qu'elles ont irrigués [...] elles ont apporté un encouragement à l'auto-organisation à la base, une méfiance envers la manipulation politique, le bavardage électoral, le paternalisme d'État³⁷⁶.

³⁷² Entretien avec Carlos Beas Torres. *Op. cit.*

³⁷³ Jorge Hernández Díaz. *Op. cit.*, p. 121.

³⁷⁴ *Idem*, p. 129-130.

³⁷⁵ Michael Löwy. *La guerre des dieux : Religion et politique en Amérique latine*. Paris : Éditions du Félin, 1998, p. 74-77.

³⁷⁶ *Idem*, p. 76.

Ces changements du rôle de l'Église catholique au sein des communautés rurales furent notamment perceptibles dans le diocèse de Tehuantepec à partir de 1971, lorsqu'Arturo Lonas Reyes en devint l'évêque. En effet, il délaissa les relations que le diocèse entretenait avec les groupes dominants de la région pour se concentrer sur les territoires indigènes. Tout en promouvant une Église populaire, intégrée à l'organisation des communautés, l'évêque Lonas Reyes s'appliqua à dénoncer les inégalités sociales dont elles étaient victimes³⁷⁷. C'est ainsi que naquit l'*Unión de Comunidades Indígenas de la Región del Istmo* (UCIRI) en 1983, sous l'impulsion de promoteurs de l'Église catholique. L'organisation aida les producteurs de café de l'Isthme à obtenir un meilleur prix de leur production et implanter des plants de café organique. Puis, la coopérative développa des services destinés aux habitants des communautés affiliées³⁷⁸. Malgré l'opposition des caciques et des acheteurs de café, le diocèse ne convoqua pas d'importantes mobilisations de protestations, son action se concentra sur l'assistance aux habitants des communautés³⁷⁹. Il semblerait que cet exemple d'Église populaire ne s'appliqua pas à la région triqui. Aucun témoignage ne fait référence aux CEBs dans la région. Cela pourrait s'expliquer par l'influence croissante de missionnaires de l'Église Protestante Évangélique nord-américaine sur les régions de Chichahuaxtla et de Copala, ainsi que de l'Institut Linguistique d'Été³⁸⁰.

La croyance catholique se retrouve également dans les marches-caravanes mobilisées par les organisations indépendantes. Selon Carlos Beas Torres d'UCIZONI, la préparation est à la fois matérielle et spirituelle, il faut se préparer à se séparer de sa famille, tout en pensant que la marche peut être réprimée par les caciques locaux et les forces répressives de l'État³⁸¹. Par ailleurs, le diocèse de Tehuantepec approuva également les marches de la COCEI en les bénissant, alors que l'organisation juchitèque se revendiquait de l'extrême gauche.

La COCEI fut l'une des organisations communautaires les plus importantes. Elle étendit son influence et ses actions au-delà de la région de Juchitán grâce, notamment, aux marches-caravanes vers Oaxaca et Mexico, dans le but de sortir du contexte local, mais également pour étendre son influence dans d'autres régions, dans la région triqui par exemple.

³⁷⁷ Victor Gabriel Muro. *Iglesia y movimientos sociales*. Zamora : Colmich, 1994, p. 202-203.

³⁷⁸ Voir le chapitre de Yanga Villagómez Velásquez. L'Union des Communautés Indigènes de la Région de l'Isthme (UCIRI) et le café biologique : une réponse paysanne à la privatisation dans l'agriculture ? In Jacques Gilard, Jean-Christian Tulet (coords.), *Op. cit.*, p. 85-96.

³⁷⁹ Jorge Hernández Díaz. *Op. cit.*, p. 151-155.

³⁸⁰ Armando Rosales Martínez. *Op. cit.*, p. 74.

³⁸¹ Entretien avec Carlos Beas Torres. *Op. cit.*

2. *La COCEI : d'une contestation locale à une influence politique régionale*

L'Isthme de Tehuantepec regroupe plusieurs groupes sociaux et culturels dont les Zapotèques constituent le plus important. La COCEI se construisit autour d'un discours tourné vers cette identité zapotèque, sa culture, ainsi que les luttes historiques auxquelles participèrent les habitants de la région de Juchitán, notamment lors de la Révolution mexicaine. L'organisation est née de la crise du modèle d'intégration et de domination de l'État-parti mexicain dans les années 1970. Ainsi, ses leaders ont profité du renouvellement de la politique indigéniste du gouvernement pour revendiquer leurs droits à l'autodétermination, l'accès à la terre en tant que zapotèques, tout en adoptant un discours marxiste tourné vers la lutte des classes³⁸². Leurs actions se portèrent donc sur Juchitán et son *municipio*, faisant de la COCEI une organisation à la fois urbaine et paysanne comme me l'expliqua l'un de ses membres fondateurs :

*La COCEI nace como una necesidad primeramente del pueblo juchiteco, una comunidad indígena zapoteca en virtud de que sus tierras son comunales de 68000 hectáreas. Prácticamente estaban despojados de sus tierras, tenían autoridades agrarias y autoridades municipales que no los representaban, los escasos trabajadores que se empezaban a dar en el istmo no tenían las representaciones mínima de ley, había una explotación de los campesinos, de los pescadores, de los trabajadores por parte de los que tradicionalmente venían ejerciendo el poder en esa región*³⁸³.

Sa naissance est liée aux mouvements étudiants des années 1960 et 1970. En effet, ce sont de jeunes étudiants juchitèques à Mexico qui se rassemblèrent autour d'organisations étudiantes de l'Isthme, dont l'*Asociación de Estudiantes Juchitecos* de Mexico, afin d'appliquer les revendications de l'époque à leur région. Ils cherchèrent donc à mobiliser les paysans, les pêcheurs et les petits commerçants zapotèques du *municipio* de Juchitán autour d'une lutte commune contre les autorités priistes locales. Leur union fut facilitée par l'installation d'une partie de ces étudiants diplômés, qui rentrèrent à Juchitán pour travailler et qui fondèrent officiellement la COCEI en 1974. Auparavant, en 1968, Leopoldo de Gyves avait fondé le *Comité Cívico Juchiteco* pour affronter lors des élections les représentants du PRI³⁸⁴. L'émulation autour de la COCEI se traduisit par des mobilisations étudiantes à Juchitán contre les fraudes dans l'administration de l'éducation, les tarifs des transports publics. De plus, ils coordonnèrent également des actions communes avec les paysans pour revendiquer l'accès à la terre. Ils intégrèrent donc logiquement les rangs de la COCEI, comme me le relate Bettina Cruz Velásquez :

Me integré a la COCEI desde el principio, cuando tenía 13 años. Nosotros aquí en el Istmo, teníamos una organización de estudiantes de secundaria y de prepa que se llamó Consejo Estudiantil de Apoyo

³⁸² David Recondo. *Op. cit.*, p. 88.

³⁸³ Entretien avec Héctor Sánchez López. *Op. cit.*

³⁸⁴ Jorge Hernández Díaz. *Op. cit.*, p. 65.

Popular. La única prepa que había en el nivel medio superior era del tecnológico donde Héctor Sánchez era maestro y donde muchos compañeros que después fueron de la COCEI, de los dirigentes estaban como estudiantes. Empezamos a luchar contra las altas tarifas del transporte, porque como no había tantas escuelas en la región, la mayoría de los que estudiaban ahí tenían que trasladarse de sus pueblos hasta a Juchitán y tenían que gastar, el transporte era caro y eso fue cuando empezamos a participar, a movilizarnos. Luego nos organizamos contra el gobernador Zarate Aquino en 1977 [...]. Eso fue el contexto cuando nosotros empezamos como estudiantes a participar en la COCEI³⁸⁵.

Par ailleurs, la lutte des dirigeants s'articule autour du contrôle politique et ce, dès 1974, où ils participèrent aux élections municipales. La COCEI devait se présenter aux élections afin de proposer une alternative électorale aux électeurs du PRI et du PPS qui avaient rejoint leur organisation. Les leaders cocéistes ont donc cherché à rendre leur organisation identifiable lors des élections. Le logo de la COCEI fut ainsi dessiné par l'artiste Francisco Toledo. La couleur a été décidée lors d'assemblées mouvementées ; le rouge fut finalement choisi après d'âpres discussions comme l'expliquait H. Sánchez :

En una asamblea decidimos del color que íbamos a adoptar, hubo ciertas resistencia porque los rebeldes en el Istmo durante la Revolución Mexicana eran los verdes y los gobiernistas eran los rojos, así se identificaban por colores, entonces nosotros deberíamos ser verdes como los rebeldes, pero nosotros dentro de la ideología de izquierda decimos no podemos ser verde, estamos en rojo, porque representa la bandera roja, la estrella roja, entonces la gente tiene que entender porque tenemos que ser rojos. Hubo toda una discusión en una asamblea con la gente para adoptar el color rojo y además adoptamos el pañuelo rojo como identificación nuestra, también los campesinos generalmente usaban el pañuelo rojo. El PRI era el verde, el PPS era solferino entonces nosotros adoptamos el color rojo, adoptamos la bandera, adoptamos el nombre. La gente tenía que decir soy cocéista, soy rojo³⁸⁶.

À défaut de pouvoir rivaliser avec le PRI aux élections municipales de 1974, les cocéistes prirent la mairie le 31 décembre 1974 avec le PPS, qui se retira dans la nuit. Cette action renforça la popularité de la COCEI auprès de la population locale, à tel point que ses dirigeants gagnèrent le *Comisariado de Bienes Ejidales de Juchitán*, qui était l'autorité agraire du *municipio*. Après avoir recensé les paysans *ejidatarios* et les *comuneros*, ils mirent en place des programmes avec les aides gouvernementales, puis les élus cocéistes s'attelèrent à récupérer les terres les plus fertiles, cultivées par les grands propriétaires appelés les *terratenientes*. Les premières répressions contre l'organisation zapotèque commencèrent avec ces premières mesures. Hector Sánchez et Daniel López Nelio durent fuir la région suite à des affrontements et des échanges de tirs entre les caciques

³⁸⁵ Entretien avec Lucila Bettina Cruz Velásquez. Juchitán de Zaragoza, 2 novembre 2013 (ancienne membre de la COCEI et membre de l'*Asamblea de los Pueblos del Istmo en Defensa de la Tierra y Territorio*).

³⁸⁶ Entretien avec Héctor Sánchez López. *Op. cit.*

et des militants de la COCEI³⁸⁷. Même affaiblie, l'organisation mobilisa la population sur plusieurs fronts. Outre la lutte pour la terre, elle fonda des syndicats indépendants, défendit les droits des travailleurs et s'opposa au contrôle de l'État-parti et de ses organes³⁸⁸. La COCEI rassemblait tous ces groupes sociaux lors de mobilisations communes.

La répression permit l'émergence d'une nouvelle génération de dirigeants, menée par Leopoldo de Gyves et qui amenèrent une nouvelle vision de la lutte et de nouvelles formes d'actions de protestation. En effet, ils l'étendirent à d'autres *municipios* de l'Isthme, sous la bénédiction du diocèse de Tehuantepec. Arturo Lonas Reyes participa aux réunions de la COCEI et le diocèse, notamment à partir de 1976, prit des mesures pour répondre aux problèmes économiques et sociaux présentés par l'organisation juchitèque, tout en critiquant l'incapacité des autorités locales³⁸⁹. En outre, les dirigeants s'allièrent à d'autres partis politiques nationaux pour sortir du contexte local. Ceux qui étaient exilés à Mexico se sont notamment solidarisés avec des mouvements de la UNAM, de l'IPN, de la Maison des Étudiants de Oaxaca, et ils soutinrent le candidat Arnoldo Martínez Verdugo du *Partido Socialista Unificado de México* (PSUM) aux élections présidentielles de 1981. Ces alliances leur permirent de se représenter aux élections municipales aux côtés du PCM et de gagner Juchitán avec Leopoldo de Gyves comme candidat, le premier mars 1981. Pour Yvon Le Bot cette victoire électorale fut : « la première brèche sérieuse dans la pyramide de l'État-PRI depuis l'écrasement du soulèvement étudiant de 1968 à Mexico. L'événement inaugure la laborieuse transition du Mexique vers la démocratie »³⁹⁰. Cependant, pour avoir la garantie d'élections démocratiques et obtenir de nouvelles cartes d'électeurs, la COCEI dut faire pression sur le gouvernement en occupant notamment deux ambassades, celle de l'Inde et du Guatemala à Mexico et les bâtiments de l'IFE.

Les premières marches-caravanes s'organisèrent à partir de la prise de la municipalité. À travers ces mobilisations vers Oaxaca, la COCEI dénonçait les pressions gouvernementales et l'absence d'envois d'aides financières du gouvernement :

Hubo un hostigamiento permanente y prácticamente un ayuntamiento paralelo donde canalizaban recursos, tratando de ahogar al ayuntamiento, ahí es donde se van las primeras caravanas, las primeras marchas de Juchitán a Oaxaca. Para pedir recursos, para el ayuntamiento, presionar al gobierno para recibir los recursos. Se organiza marchas masivas, de miles y miles gentes todos miembros de la COCEI. Teníamos la solidaridad llegando aquí de los estudiantes, de los trotskistas, de

³⁸⁷ *Idem.*

³⁸⁸ Jorge Hernández Díaz. *Op. cit.*, p. 65.

³⁸⁹ Victor Gabriel Muro. *Op. cit.*, p. 222-223.

³⁹⁰ Yvon Le Bot. *Op. cit.*, p. 233.

*los maoístas, de todo mundo a llegar a la capital o había la solidaridad en las marchas agrarias que también hicimos a México. Todas las marchas-caravanas era caminando*³⁹¹.

Les marches vers Mexico furent notamment réalisées grâce au soutien de la CNPA, qui invita la COCEI à s'installer dans les *plantones* devant la *Secretaría de la Reforma Agraria*. En outre, le soutien de nombreux intellectuels et artistes comme Francisco Toledo, Elena Poniatowska, Carlos Monsiváis et Sergio Zermeño permit la médiatisation de la COCEI. Les caravanes et ces soutiens permettaient à ses membres de rompre l'isolement médiatique. En effet, les journalistes venaient à leur rencontre lors des marches, au travers desquelles l'organisation occupait l'espace public et ses actions étaient médiatisées. Tout cela permettait à la COCEI d'inciter le gouvernement à négocier avec elle. Arturo Lonas Reyes accueillait également les caravanes à Tehuantepec, mais ne pouvait y participer en raison des pressions qu'il recevait de l'archevêque de Mexico, Girolamo Prigione et du gouvernement fédéral. Pour l'évêque de Tehuantepec, les caravanes permettaient de montrer au gouvernement l'union des Indiens de la COCEI pour la reconnaissance de leurs droits³⁹². Bettina Cruz souligna également l'importance d'organiser des caravanes pour sortir du contexte local et étendre leur lutte à d'autres communautés afin de ne pas se limiter qu'à Juchitán. Lors des haltes, les adhérents de la caravane organisaient des meetings pour informer les populations qui les accueillaient, il y avait également des commissions de santé qui étaient mises en place pour permettre à des médecins de consulter les marcheurs. De même, des commissions pour la cuisine et pour la presse étaient également organisées³⁹³. Lors des marches, les danses zapotèques, les *velas*, étaient reproduites afin d'affirmer l'identité indienne de la mobilisation³⁹⁴. Les caravanes de la COCEI étaient donc parfaitement coordonnées. Toutefois, comme lors des marches du MULT, les dirigeants ne participaient qu'au début de la mobilisation, avant de partir négocier avec le gouvernement. La marche-caravane dépendait de ces réunions : si elles n'aboutissaient pas, les militants continuaient à marcher. Cependant, toujours selon Bettina Cruz, les marcheurs mobilisés ne connaissaient pas la teneur exacte des réunions, elle suppose que les dirigeants négociaient aussi pour leurs propres intérêts³⁹⁵. À l'image des militants de la base du MULT, les leaders de la COCEI les utilisaient afin de faire pression sur le gouvernement, sans pour autant les informer de la teneur des mobilisations et de l'avancée des négociations. Selon A. Lonas Reyes, les dirigeants cocéistes commencèrent à utiliser les caravanes pour le pouvoir politique et s'éloignèrent des communautés : *« desgraciadamente la COCEI empezó a alejarse del pueblo, por varias razones para mi [...] por el*

³⁹¹ Entretien avec Héctor Sánchez López. *Op. cit.*

³⁹² Entretien avec Arturo Lonas Reyes. Lagunas Oaxaca, 3 novembre 2013 (connu comme "l'évêque des pauvres", évêque de Tehuantepec de 1971 à 2001).

³⁹³ Entretien avec Lucila Bettina Cruz Velásquez. *Op. cit.*

³⁹⁴ Carlos Monsiváis. Crónica de Juchitán. *Cuadernos Políticos*, juillet-septembre 1983, n° 37, p. 56.

³⁹⁵ Entretien avec Lucila Bettina Cruz Velásquez. *Op. cit.*

*dinero y el poder, entonces ya no era un grupo social, se hizo partido político y se acercó del PRD y la COCEI se hecho a perder, para el dinero vendieron todo »*³⁹⁶.

Ainsi, à partir de 1983, quand le PRI reprit Juchitán, la COCEI centra ses actions sur le pouvoir politique. Hector Sánchez fut élu député fédéral et l'organisation reprit Juchitán grâce à des alliances et des compromis avec d'autres partis politiques³⁹⁷. Au fil des ans, la COCEI devint un parti politique régional qui opéra au niveau de l'État de Oaxaca, au sein du PRD. Ses mobilisations ont diminué au cours de ces dernières années, se contentant d'organiser des actions collectives en période électorale³⁹⁸.

La décennie des années 1980 est marquée par la victoire électorale de la COCEI en 1981 et l'émergence d'organisations comme le MULT qui mobilisèrent de nombreuses marches-caravanes afin d'asseoir leur influence locale, puis régionale. Néanmoins, ces mobilisations ne peuvent être séparées des mouvements de protestations menés par les enseignants pour la démocratisation de leur syndicat à partir des années 1980.

3. Mobilisations des enseignants de la Section 22

Les instituteurs contribuèrent à la formation et au renforcement des organisations communautaires dans l'échiquier socio-politique *oaxaqueño*. Ils furent les principaux dirigeants de ces organisations indépendantes indiennes et paysannes, tout en étant syndiqué à la SNTE et à la Section 22 de Oaxaca. Ils mirent leurs expériences, acquises dans les luttes syndicales, à disposition des communautés où ils enseignaient. De même, grâce à leur maîtrise de la langue espagnole, les enseignants servirent d'intermédiaires entre les communautés et les autorités gouvernementales.

Ils s'unirent également entre eux, à travers des coalitions et des sections syndicales afin d'exiger aux différents gouvernements l'amélioration de leurs conditions de travail. Ainsi, dans l'État de Oaxaca, à partir des années 1970, les instituteurs se rassemblèrent autour de la *Coalición de Maestros y Promotores Indígenas de Oaxaca* (CMPIO). Cette coalition s'engagea notamment pour la paix dans la région de Copala, en étant membre de la *Comisión Ciudadana para la Pacificación de la Triqui Baja* en 1996 et en participant à une rencontre autour de l'éducation à Llano Nopal, territoire du MULT, en juin 1998³⁹⁹.

Son histoire est liée à la fondation de l'*Instituto de Investigación e Integración Social del Estado de Oaxaca* (IIISEO) en 1970. L'objectif de cet institut était de former des promoteurs bilingues,

³⁹⁶ Entretien avec Arturo Lonas Reyes. *Op. cit.*

³⁹⁷ Yvon Le Bot. *Op. cit.*, p. 234.

³⁹⁸ Jorge Hernández Díaz. *Op. cit.*, p. 76-79.

³⁹⁹ Francisco López Bárcenas. *Op. cit.*, p. 234-237.

destinés à enseigner dans les régions rurales. Les prétendants à ces postes étaient de jeunes élèves des communautés indiennes et rurales qui souhaitaient devenir enseignants⁴⁰⁰. Leur maîtrise de l'espagnol leur conféra un certain prestige dans les communautés, ils furent ainsi consultés par les paysans autour des questions pour l'accès à la terre ou sur la production agricole. Ces promoteurs culturels impulsèrent également des projets d'ordres publics, ce qui cristallisa l'opposition des caciques, des commerçants métis et des représentants de l'Église à l'encontre de leur personne. Outre les pressions qu'ils subissaient, les salaires étaient insuffisants, les méthodes d'enseignement étaient incompatibles avec les cultures et les besoins des populations indigènes. Ils décidèrent donc de fonder la CMPIO en 1974 en s'appuyant sur la COCEO. Pour renforcer leur coalition, ils intégrèrent les leaders communautaires avec lesquels ils travaillaient et ils s'allièrent à des organisations indépendantes, des syndicats ouvriers et des collectifs d'étudiants. Leur organisation s'opposait au clientélisme priiste dans les régions rurales, aux politiques éducatives de la *Secretaría de Educación Pública* (SEP) et au centralisme autoritaire du syndicat des enseignants, la SNTE, auquel ils étaient rattachés⁴⁰¹. Néanmoins, dans la région de Copala, les enseignants, dont Paulino Martínez Delia, qui étaient membres de la CMPIO furent ceux qui favorisèrent l'installation de l'État-PRI, puis qui représentèrent le parti unique lors des élections locales⁴⁰². À San Juan Copala, ils promouvaient l'application d'une éducation indigène différente des programmes de la SEP, "à partir des communautés et pour les communautés"⁴⁰³. À travers leur programme éducatif, les enseignants triquis de la CMPIO souhaitaient enseigner l'histoire, les coutumes et la langue triqui pour favoriser l'émancipation des jeunes triquis et renforcer leur sentiment d'appartenance à un groupe.

Afin de défendre cette alternative éducative et revendiquer de meilleures conditions de travail, les adhérents à la CMPIO manifestèrent en mai 1975 et en novembre 1978 à Oaxaca et à Mexico, où ils installèrent des *plantones* sur la place centrale de la capitale régionale ainsi qu'à Mexico. Par ailleurs, appartenant à la Section 22 qui représentait les enseignants de l'État de Oaxaca au sein de la SNTE, ces promoteurs ruraux participèrent également aux protestations contre les dirigeants de la SNTE à Mexico au début des années 1980.

La SNTE est le syndicat le plus puissant du Mexique. Lorsque le mouvement des enseignants débuta, il était dirigé par Carlos Jonguitud Barrios, qui appartenait à une mouvance politique proche du PRI appelée "*Vanguardia Revolucionaria*". Entre 1949 et 1971, cette mouvance, soutenue par l'État-parti, étendit son pouvoir sur les sections syndicales de la SNTE. En effet, ses dirigeants

⁴⁰⁰ Jorge Hernández Díaz. *Op. cit.*, p. 99.

⁴⁰¹ *Ibidem*, p. 101.

⁴⁰² Armando Rosales Martínez. *Op. cit.*, p. 146.

⁴⁰³ *Idem*, p. 146-147.

nommaient, depuis Mexico, les délégués syndicaux des sections régionales⁴⁰⁴. À Oaxaca, les dirigeants de la SNTE avaient également appuyé la politique du gouverneur déchu Manuel Zárate Aquino entre 1974 et 1977. Les enseignants commencèrent à protester contre ces pratiques centralistes et revendiquèrent le droit de nommer eux-mêmes leurs représentants⁴⁰⁵.

L'insurrection commença au Chiapas, puis s'étendit aux sections du Tabasco, de Guerrero et du Sinaloa entre mai et novembre 1979. En décembre de la même année, la *Coordinadora Nacional de Trabajadores de la Educación* (CNTE) fut fondée lors du premier *Foro de Trabajadores de la Educación y Organizaciones Democráticas* de la SNTE. Cette rencontre regroupa une vingtaine d'organisations d'enseignants qui revendiquaient l'augmentation de leur salaire et la démocratisation de la SNTE. À Oaxaca, les enseignants dénoncèrent la dégradation de leurs conditions de travail, alors qu'en janvier 1980, ils contestaient l'élection des nouveaux délégués syndicaux⁴⁰⁶. Puis, le premier mai 1980, les enseignants de la Section 22 organisèrent une manifestation à Oaxaca où ils contestèrent l'autorité de leur responsable Fernando Maldonado. Enfin, ils formèrent une assemblée populaire, puis un comité exécutif afin de planifier les futures mobilisations. Des brigades furent également constituées pour intégrer les communautés rurales à la contestation⁴⁰⁷.

Leur répertoire de mobilisation se concentra, au départ, autour de marches silencieuses à Oaxaca. Elles furent soutenues par une grande partie de la population, tant par les parents d'élèves que par les autorités municipales, les leaders syndicaux, les commerçants locaux et les représentants des partis politiques d'opposition qui se proposèrent comme médiateurs⁴⁰⁸. Grâce à l'appui de la société civile, les mobilisations furent particulièrement importantes à Oaxaca et rassemblèrent les enseignants de tout l'État. Par exemple, *el Día del Maestro*, le 15 mai 1980, vingt mille travailleurs de l'éducation nationale venant de tout l'État, marchèrent en silence dans les rues de Oaxaca⁴⁰⁹.

La coordination entre les différentes sections régionales leur permit de converger vers Mexico grâce à l'organisation de caravanes. Les nombreux contingents s'installèrent sous la forme de *plantones* devant les bâtiments de la SEP et de la SNTE afin de poursuivre leur contestation et faire également pression sur l'État corporatiste, comme l'expliquait Víctor Leonel Juan Martínez : « *tenían que trasladarse a México porque la sede de toma de decisiones era Carlos Jongitud Barrios del sindicato nacional que estaba en el DF. También los maestros tenían que exigir al*

⁴⁰⁴ Isidoro Yescas Martínez, Gloria Zafra. *La insurgencia magisterial en Oaxaca 1980*. Oaxaca : Instituto Estatal de Educación Pública de Oaxaca et UABJO, 2006, p. 50-51 [première édition de 1985].

⁴⁰⁵ *Idem*, p. 58-59.

⁴⁰⁶ *Ibidem*, p. 64.

⁴⁰⁷ *Idem*, p. 77.

⁴⁰⁸ Jorge Hernández Díaz. *Op. cit.*, p. 104-105.

⁴⁰⁹ Isidoro Yescas Martínez, Gloria Zafra. *Op. cit.*, p. 90.

gobierno, al PRI su intervención porque el PRI tenía el control corporativo de los sindicatos »⁴¹⁰. En outre, le 9 juin 1980, la CNTE organisa de nouvelles mobilisations, des marches eurent lieu simultanément dans dix capitales d'États soutenant l'insurrection des professeurs. Puis, des caravanes acheminèrent de nouveau des contingents d'enseignants à Mexico pour réaliser une importante mobilisation qui regroupa près de soixante mille personnes. Suite à la manifestation, un *plantón* fut organisé sous le nom du "*campamento de la dignidad*"⁴¹¹. Les marches à Mexico furent ainsi, entre 1980 et 1989, les principales actions de protestation menées par les enseignants, avec les *plantones*⁴¹². Installés suite à la marche, face aux bâtiments de la SEP ou sur le *zócalo*, les campements étaient considérés comme un lieu de vie et d'échanges, permettant la conscientisation de l'opinion publique et la médiatisation de leur contestation.

Les négociations entre la CNTE, le gouvernement et la SEP aboutirent à une série d'accords en 1985 et à la mise en place d'un projet de décentralisation de l'éducation. Désormais les enseignants de la Section 22 se réunissaient à Oaxaca chaque année pour inciter le gouvernement à agir, à travers l'organisation de campements levés une fois les négociations terminées. Leurs revendications portèrent sur l'augmentation des salaires et l'amélioration des conditions de travail⁴¹³. L'installation des enseignants sur le *zócalo* et dans les rues avoisinantes fut un moyen de pression suffisant jusqu'en 2006, où le gouverneur refusa d'accéder à leurs demandes. La solidarité de la population de Oaxaca et des communautés rurales déboucha sur la formation de la APPO.



Photo 12 Campement de la SNTE dans le centre de Oaxaca⁴¹⁴

⁴¹⁰ Entretien avec Víctor Leonel Juan Martínez. *Op. cit.*

⁴¹¹ Isidoro Yescas Martínez, Gloria Zafra. *Op. cit.*, p. 103.

⁴¹² Jesús Martín del Campo Castañeda. La CNTE : pasado y presente. *El cotidiano*, septembre-octobre 1992, n°50, s. p.

⁴¹³ Entretien avec Víctor Leonel Juan Martínez. *Op. cit.*

⁴¹⁴ Guillaume Duarte. Campement de la SNTE dans le centre de Oaxaca. Oaxaca (5 juin 2012) [photographie].

Dans le cas des luttes magistérielles, les caravanes ne furent pas en soit un acte de protestation, mais elles permirent l'acheminement de milliers d'enseignants qui convergèrent avec d'autres groupes afin de protester au cœur du pouvoir décisionnaire. Néanmoins, ces luttes et la participation des promoteurs culturels des zones rurales contribuèrent fortement à la formation d'organisations communautaires dans ces régions, en atteste l'exemple du MULT. De plus, le répertoire d'actions collectives de protestation de la CNTE fut reproduit lors des mobilisations de ces organisations communautaires (marches, campements, occupation de bâtiments publics).

Les marches-caravanes jouèrent notamment un rôle important lors du soulèvement de la APPO en 2006. Ce mouvement de protestation contre l'autorité du gouverneur Ulises Ruiz débuta par la répression du campement des enseignants.

4. Les "méga-marches" de la APPO

En mai 2006, comme tous les ans depuis 1980, les représentants de la Section 22 présentèrent au gouvernement de Oaxaca une série de demandes, centrées sur l'augmentation des salaires des enseignants *via* la "*rezonificación por vida cara*".

Néanmoins, cette année-là à la différence des années précédentes, le gouvernement d'Ulises Ruiz, par l'intermédiaire des représentants des parents d'élèves, avait lancé une campagne contre les enseignants et l'installation de leur *plantón* annuel sur le *zócalo* de Oaxaca⁴¹⁵. Ainsi, le gouverneur ne ratifia qu'une partie des demandes de la Section 22 et menaça de retirer son offre si le campement n'était pas levé. L'opposition des enseignants aux pressions du gouvernement se caractérisa par une série d'actions de contestations et par l'organisation les 2 et 9 juin 2006 des premières "*megamarchas*" à Oaxaca. Elles rassemblèrent des dizaines de milliers de personnes qui contestaient la politique autoritaire d'Ulises Ruiz. Ainsi, aux côtés des enseignants marchèrent des parents d'élèves, des organisations sociales, des organisations de quartiers, des syndicats et des membres de communautés rurales⁴¹⁶. Les autorités gouvernementales réprimèrent ces mobilisations et cherchèrent à démobiliser le mouvement naissant des enseignants en saccageant leur radio, *Radio Plantón*, en arrêtant leurs principaux dirigeants et en détruisant le *plantón*.

Cependant, au lieu d'affaiblir le mouvement, cette répression rassembla la société civile et les organisations sociales autour des enseignants. Le centre historique fut de nouveau occupé et les étudiants de la UABJO prirent la direction de la radio universitaire devenant ainsi le principal média

⁴¹⁵ Víctor Raúl Martínez Vásquez. *Autoritarismo, movimiento popular y crisis política : Oaxaca 2006*. Oaxaca : UABJO-IIS, EDUCA, Oaxaca consorcio para el dialogo parlamentario y la equidad, CAMPO, 2007, p. 60-61 [première édition de 2006].

⁴¹⁶ *Idem*, p. 63.

d'information du mouvement⁴¹⁷. Cette solidarité plurielle déboucha sur la constitution de la *Asamblea popular de los Pueblos de Oaxaca* (APPO), lors d'une assemblée à la UABJO le 17 juin 2006. Une assemblée générale fut ainsi chargée de planifier des actions de protestation et d'intégrer les différentes organisations sociales indépendantes, comme ce fut le cas pour le MULT-I. La APPO permit également à ces organisations et aux secteurs de la société civile mobilisée de débattre et de s'unir autour de revendications communes qui affectaient autant les milieux urbains que les zones rurales. C'est ainsi que de nombreux habitants des quartiers périphériques de Oaxaca se joignirent à la APPO. Marginalisés pour la plupart, ces quartiers sont peuplés de nombreux indiens venus des régions pauvres de l'État pour chercher du travail. Même si Yvon Le Bot pense que la APPO fut un mouvement essentiellement urbain et que le soutien des communautés indiennes fut discret⁴¹⁸, ces migrants établirent des contacts entre leur communauté d'origine et les adhérents de la APPO, en atteste l'exemple de Jorge Albino, originaire de Yosoyuxi. Ce dernier vivait à Oaxaca lorsqu'il fut membre de l'assemblée de la APPO et facilita ainsi l'intégration du MULT-I au mouvement, ainsi que l'organisation d'actions de solidarité et de protestation dans la région triqui⁴¹⁹.

Ainsi, la APPO se définit comme un mouvement diversifié : il regroupait différentes organisations telles que les organisations communautaires se revendiquant d'une identité indienne comme UCIZONI, des organisations syndicales appartenant au *Frente de Sindicatos y Organizaciones Democráticas de Oaxaca* (FSODO), les organisations civiles défendant le droits des femmes, l'éducation et les droits de l'homme en général et des étudiants de la UABJO et d'autres écoles. D'autres mouvements surgirent également sous l'impulsion de la APPO, ce que résuma Víctor Raúl Martínez Vásquez par la formule suivante : « *la APPO puede decirse, es un movimiento de movimientos* »⁴²⁰. Par exemple, UCIZONI et CACTUS participèrent à l'organisation de la caravane de solidarité au MASJC en avril 2010 après avoir été en contact, au sein de la APPO, avec les Triquis du MULT-I.

Par ailleurs, les membres de la dénommée "Commune de Oaxaca"⁴²¹ ont mis en place différentes actions collectives pour dénoncer le gouvernement autoritaire d'Ulises Ruiz, mais aussi l'élection de Felipe Calderón, candidat du *Partido Acción Nacional* (PAN) et accusé par le candidat du PRD, Andrés Manuel López Obrador, d'avoir fraudé pour remporter les élections présidentielles. À Oaxaca, alors que la *Comisión Permanente del Congreso de la Unión*, composée essentiellement de priistes, devait statuer sur la légitimité du gouvernement d'Ulises Ruiz, la APPO décida

⁴¹⁷ Víctor Raúl Martínez Vásquez (coord.). *Op. cit.*, p. 19

⁴¹⁸ Yvon Le Bot. *Op. cit.*, p. 242.

⁴¹⁹ Entretien avec Jorge Albino Ortiz. *Op. cit.*

⁴²⁰ Víctor Raúl Martínez Vásquez. *Op. cit.*, p. 70-71.

⁴²¹ Référence au livre de chroniques de Carlos Ramírez. *La comuna de Oaxaca*. Ciudad Juárez : UACJ, 2010.

d'organiser différentes actions de protestation pour faire pression sur le Congrès. Le 26 juillet, la *Asamblea Estatal del Magisterio* occupa des bâtiments officiels pour mettre en avant l'absence d'autorités gouvernementales dans la capitale d'État. De plus, les partisans à la APPO bloquèrent des routes, fermèrent des banques, réalisèrent des marches et des militants occupèrent les palais municipaux en les renommant Ayuntamientos. Ils organisèrent également la fête de la *Guelaguetza* le 24 juillet. Cette fête traditionnelle de Oaxaca rassemble tous les peuples de l'État de Oaxaca qui défilent en habits traditionnels. Elle fut, au fil des ans, récupérée par les autorités pour en faire un événement folklorique et touristique à fort potentiel économique et politique. Outre ces actions de protestation, un forum fut organisé par la APPO et les enseignants, nommé "*Construyendo la Democracia y la Gobernabilidad*"; il y fut notamment discuté des problèmes de pauvreté et de sous-développement dans les régions majoritairement indiennes. Des propositions furent également présentées afin de défendre les identités et le droit à l'autodétermination de ces communautés, comme ce fut le cas à San Juan Copala avec l'auto-fondation du MASJC.

C'est dans cette effervescence populaire que les "*megamarchas*" ont été organisées au cœur de l'agglomération de Oaxaca entre juin et juillet. Symboliquement, elles partirent d'endroits situés aux quatre points cardinaux de la ville afin de couvrir le plus de quartiers possibles et ainsi aller à la rencontre de différentes populations qui y résidaient. Elles rassemblèrent des centaines de milliers de participants, venus de différents horizons sociaux et qui marchèrent ensemble durant des heures⁴²². De plus, afin d'étendre leur lutte hors de Oaxaca et sortir du contexte local, une marche-caravane fut organisée le 21 septembre. Elle fut appelée la *Marcha Caminata por la Dignidad de los Pueblos de Oaxaca "14 de junio"* en référence au jour où les policiers avaient détruit *Radio Plantón* et arrêtées les dirigeants de la CNTE. L'objectif de la caravane était d'atteindre Mexico et d'installer un *plantón* devant le Sénat. Plus de deux mille personnes partirent de Oaxaca en marchant en direction de San Pablo Etla. Puis, ils furent rejoints par mille enseignants. Chaque étape était distante d'une dizaine de kilomètres et lors des haltes dans les différents villages, les marcheurs étaient logés dans les écoles, dans les palais municipaux et dans différentes salles mises à leur disposition⁴²³. Malgré l'engouement populaire autour de la marche, le parcours fut difficile et périlleux pour ses adhérents. En effet, à Huajapan, le 25 septembre, le trésorier de l'assemblée fut agressé, de nombreuses personnes souffrirent également des longues journées de marches : un professeur des écoles mourut notamment d'une crise cardiaque le 3 octobre.

La caravane arriva finalement à Mexico le 10 octobre, où elle fut notamment reçue par des personnalités comme Rosario Ibarra de Piedra qui restait proche des Triquis du MULT. L'arrivée à

⁴²² Víctor Raúl Martínez Vásquez. *Op. cit.*, p. 82.

⁴²³ *Idem*, p. 119.

Mexico se caractérisa par la tenue d'un meeting et l'installation du campement. Par ailleurs, le mouvement radicalisa ses actions de protestation : une grève de la faim fut entamée par des adhérents de la APPO, elle dura une vingtaine de jours. Grâce à ces actions et à la médiation de l'ancien évêque de San Cristóbal, Samuel Ruiz, le gouvernement fédéral accepta de recevoir des représentants de la Section 22 et de la APPO, et d'envoyer une commission du Sénat pour rendre compte de la situation politique à Oaxaca. Cependant, les négociations échouèrent et les gouvernements panistes (du PAN) de Vicente Fox (2000-2006) puis de Felipe Calderón (2006-2012) soutinrent Ulises Ruiz et optèrent pour l'envoi de troupes de la *Policía Federal Preventiva* (PFP) afin de démobiliser le mouvement de la APPO et reprendre le contrôle de la ville de Oaxaca. De plus, des commandos de groupes paramilitaires opérèrent en "caravane" contre les barricades de la APPO. Ces commandos se déplaçaient en camionnettes d'où ils ouvraient le feu sur les militants, qui assuraient la protection des radios et des campements. Les militants de la APPO les nommèrent les "caravanes de la mort"⁴²⁴. Les paramilitaires assassinèrent notamment le 21 août 2006 l'architecte Lorenzo San Pablo, qui surveillait les bâtiments d'une radio occupée. C'est à partir de cette date qu'il fut décidé de mettre en place des barricades dans toute la ville. Elles étaient gardées par les habitants des quartiers, qui les avaient eux-mêmes mises en place pour contrôler les passages de véhicules. La ville était en état de siège, les actions de désobéissance civile allaient au delà d'actions de protestation. La radicalisation de l'opposition entre le gouvernement et la APPO provoqua la mort du journaliste américain Brad Will le 27 octobre. Tué par balles, cet assassinat justifia, aux yeux du gouvernement, l'intervention de la PFP à partir du 28 octobre. Les troupes envahirent le centre historique et mirent fin après de nombreux affrontements au mouvement populaire de la APPO en novembre 2006. Le mouvement influença tout de même d'autres luttes dans l'État dont le Municipio Autonome de San Juan Copala.

La "première insurrection du XXI^e siècle"⁴²⁵ mit en avant l'étendue du pouvoir politique d'Ulises Ruiz Ortiz et du PRI dans l'État de Oaxaca. L'APPO rassembla différents acteurs sociaux contre un système de gouvernance autoritaire qui favorisait l'application d'une stratégie de conflit au détriment du dialogue. L'État était absent socialement et administrativement, mais bel et bien présent à travers ses forces répressives.

L'exemple de Oaxaca est ainsi similaire à celui de l'État du Chiapas, où le diocèse de San Cristóbal, puis l'EZLN se substituèrent aux institutions de l'État. Les pèlerinages et les marches

⁴²⁴ Víctor Raúl Martínez Vásquez (coord.). *Op. cit.*, p. 130.

⁴²⁵ Expression citée dans Silvia Bolos. La participation des organismes civils dans le conflit de Oaxaca en 2006. *Problèmes d'Amérique latine*, été 2011, n°81, p. 33.

jusqu'à Tuxtla et jusqu'à Mexico ont symbolisé l'union des peuples indiens du Chiapas et du reste du pays contre des pouvoirs exécutifs et législatifs qui les avaient marginalisés.

D. Des pèlerinages aux marches zapatistes : l'union des peuples indigènes au Chiapas

1. Substitution de l'État par le diocèse et par les organisations paysannes dans les régions indiennes

L'État du Chiapas est essentiellement rural et divisé en six régions, nous étudierons deux d'entre elles : *los Altos*, région montagneuse au centre de l'État et où se situe San Cristóbal de las Casas et la région de la forêt Lacandone, située à l'est de l'État. Notre intérêt réside dans le fait que l'EZLN s'est principalement installé dans ces deux régions à majorité indienne.

Les Indiens travaillaient essentiellement dans les *haciendas* qui cultivaient le café puis qui, finalement, se tournèrent vers l'élevage. Ils étaient employés comme *peones*, c'est-à-dire journaliers agricoles dans les exploitations, les *fincas*, qui appartenaient aux grands propriétaires métis, les *ladinos*. La Révolution et la réforme agraire n'avaient eu que peu d'influence sur le contrôle des grands propriétaires locaux et sur l'exploitation des Indiens, qui restaient en marge de la société⁴²⁶.

En outre, dans les années 1950, ils furent contraints de migrer vers la région de *Las Cañadas* dans la forêt Lacandone. Cette migration était due aux choix des *finqueros* de remplacer la production de café par l'élevage, ce qui entraînait une baisse de la demande de main d'œuvre et le besoin d'étendre leurs exploitations sur les parcelles cultivées par les *peones*. Un décret présidentiel signé sous le gouvernement de Gustavo Díaz Ordaz attribua dans les années 1960 des terres aux Indiens qui s'étaient regroupés en *ejidos*. Néanmoins, à partir de la présidence de Luis Echeverría (1970-1976), des décrets présidentiels concernant la région Lacandone commencèrent à menacer d'expropriation les communautés déjà installées. Par exemple, en 1972, le *Decreto de la comunidad lacandona* attribuait des terres à des exploitants agricoles et forestiers alors qu'elles étaient déjà exploitées par des familles choles et tzeltales. À l'image de la région triqui, les communautés commencèrent à s'organiser pour défendre leurs parcelles face aux autorités gouvernementales et aux grands propriétaires, mais contrairement aux Triquis, ils reçurent le soutien du diocèse de San

⁴²⁶ Jérôme Baschet. *Op. cit.*, p. 22.

Cristóbal et des catéchistes formés par Samuel Ruiz. Grâce à ce soutien, ils apprirent à s'organiser et à s'unir dans la défense de leur territoire⁴²⁷.

Le diocèse et son évêque Monseigneur Samuel Ruiz jouèrent un rôle important dans la conscientisation des peuples indigènes au Chiapas et se substituèrent également à l'État. L'Église dut sortir du cadre religieux pour palier l'absence et la faiblesse de l'État dans ces territoires et ce notamment à partir des années 1970⁴²⁸. Par ailleurs, l'intérêt de l'Église catholique pour ces régions résidait dans sa volonté de contrer la croissance continue des églises protestantes, présentes comme à Oaxaca dans les régions rurales indiennes. C'est en partie pour cela que Samuel Ruiz fonda en 1961 deux écoles afin de former de nouveaux catéchistes, qui furent chargés d'aller à la rencontre des communautés indiennes et d'apprendre leurs langues pour faciliter l'évangélisation des Indiens⁴²⁹. De même, les jeunes gens des communautés isolées de la *Selva* étaient envoyés à San Cristóbal pour étudier la catéchèse dans les écoles fondées par le diocèse. Ils y apprenaient l'espagnol et la liturgie et à leur retour, ces connaissances leur conféraient un certain statut social. Ils deviennent ainsi les leaders de leur communauté, puis des organisations paysannes⁴³⁰. Samuel Ruiz à son arrivée au diocèse de San Cristóbal décida de s'engager aux côtés des plus pauvres, selon les conclusions établies lors de la Conférence épiscopale de Medellín qui s'était tenue en 1968. Elle avait été convoquée pour réfléchir sur l'application des recommandations du concile Vatican II, émises en 1965. Une Église sociale était souhaitée à travers ces recommandations, afin d'appliquer la Théologie de la Libération à travers le concept de "christianisme de la libération"⁴³¹.

En effet, dans les années 1960, l'Amérique latine connaît de nombreux mouvements sociaux portés par des personnalités de l'Église, par des mouvements religieux laïques et par des organisations, elles-mêmes créées par des communautés ecclésiales. C'est cet important mouvement social et religieux que désignait le "christianisme de libération". Il fut défini par une série de travaux et d'ouvrages notamment à partir des années 1970 et incitait les pauvres, en tant que chrétiens, à s'organiser pour lutter eux-mêmes contre leur marginalisation. L'ouvrage fondateur de ce courant fut celui du jésuite péruvien Gustavo Gutiérrez et intitulé *Théologie de la Libération-Perspectives*, paru en 1971. Il y était notamment argumenté que seule une révolution sociale et l'accession au pouvoir des exploités pourraient permettre l'avènement d'une société socialiste, c'était "l'option préférentielle

⁴²⁷ Carlos Montemayor. *La Rébellion indigène du Mexique : Violence, autonomie et humanisme*. Québec : Syllepse et Presses de l'Université Laval, 2001, p. 79-80 [première édition de 1998].

⁴²⁸ Jean Meyer. *Op. cit.*, p. 45.

⁴²⁹ *Idem*, p. 56-57.

⁴³⁰ Carlos Tello Díaz. *La rebelión de las Cañadas : Origen y ascenso del EZLN*. Barcelone : Debolsillo, 2013, p. 68 [première édition de 1995].

⁴³¹ Michael Löwy. *Op. cit.*, p. 54. L'essentiel des données sur la Théologie de la Libération seront extraites de cet ouvrage.

en faveur des pauvres"⁴³². Cependant, ce courant n'influença qu'une minorité des Églises latino-américaines et il fut combattu par le Vatican et par le conservateur Conseil des évêques d'Amérique latine (CELAM).

À travers le "christianisme de libération" une nouvelle interprétation de la Bible avait été faite, notamment sur la partie concernant l'Exode. Ainsi, Gustavo Gutiérrez considérait que les peuples marginalisés du continent latino-américain étaient en exil dans leur propre territoire, ils pouvaient se libérer de leur pauvreté grâce à une marche d'exode vers le rachat⁴³³. Les missionnaires d'Ocosingo, au Chiapas, interprétaient de plus la migration des Indiens vers la *Selva* comme la représentation de l'Exode : « *El catecismo subrayaba con firmeza las analogías entre la migración de los tzeltales a la Selva y la salida de los hebreos a la Tierra Prometida* »⁴³⁴. Ainsi, l'Église du Chiapas accompagnait les Indiens à travers ce pèlerinage vers leur Terre promise, la forêt Lacandone. Les Indiens étaient identifiés au peuple hébreu, une nouvelle conscience collective entre les communautés était ainsi appliquée⁴³⁵. Cette conscientisation des populations indiennes leur permit de s'organiser pour valoriser leur identité culturelle et réclamer de meilleures conditions de vie.

L'occasion d'exposer leurs revendications leur fut donnée lors de l'organisation par l'État mexicain du premier congrès indigène en 1974. Il fut organisé pour célébrer la naissance du Frère Bartolomé de Las Casas. Samuel Ruiz incita le gouverneur du Chiapas à inviter des peuples indiens, qui avaient été défendus par Bartolomé de Las Casas en son temps. Il souhaitait ainsi réaliser un congrès "des indigènes et pour les indigènes"⁴³⁶. Plus de mille délégués indiens y participèrent et purent exposer, entre autres, leurs conditions de vie misérables, les expropriations, les injustices dont ils étaient victimes et la violence qu'ils subissaient⁴³⁷. Leurs différentes revendications permirent aux communautés de se rassembler autour d'une lutte commune, dans laquelle ils furent rejoints, à l'invitation de Samuel Ruiz, par des universitaires et des militants de groupes d'extrême-gauche. Par exemple, l'*Unión del Pueblo* constituée d'étudiants de l'université de Chapingo travailla avec des communautés de la *Selva*⁴³⁸. C'est ainsi qu'à partir des années 1970, de nombreuses organisations paysannes émergèrent et articulèrent leur lutte autour de l'accès à la terre. Différents *ejidos* se sont par exemples rassemblés en 1975 autour de l'organisation *Unión de ejidos Quiptic Ta Lecubtesel* ("Notre force pour s'en sortir" en tzeltal), soutenue par la paroisse d'Ocosingo. D'autres organisations paysannes se revendiquant de la lutte d'Emiliano Zapata surgirent au cours de ces

⁴³² *Idem*, p. 56. Extrait de la Conférence des évêques latino-Américains de Puebla qui eu lieu en 1979.

⁴³³ *Ibidem*, p. 71.

⁴³⁴ Carlos Tello Díaz. *Op. cit.*, p. 69.

⁴³⁵ Jean Meyer. *Op. cit.*, p. 80.

⁴³⁶ Carlos Fazio. *Samuel Ruiz, el caminante*. México : Espasa Calpe Mexicana, 1994, p. 103.

⁴³⁷ *Idem*, p. 104-105.

⁴³⁸ Carlos Tello Díaz. *Op. cit.*, p. 87-88.

années comme *La Alianza 10 de Abril*⁴³⁹. Des organisations nationales soutinrent également la création de groupes régionaux comme la *Organización Campesina Emiliano Zapata* (OCEZ) et la *Central Independiente de Obreros Agrícolas y Campesinos* (CIOAC). En outre, des militants de l'organisation *Política Popular* furent chargés de former politiquement les jeunes leaders des communautés indiennes⁴⁴⁰. En 1980, la *Unión de uniones ejidales y grupos campesinos solidarios de Chiapas* fut créée afin de rassembler toutes ces organisations locales⁴⁴¹. Puis, en 1988, une partie des communautés membre de l'organisation fondèrent l'*Asociación Rural de Interés Colectivo* (ARIC).

Néanmoins, l'organisation des communautés rurales par ces groupes créa des tensions au sein du diocèse de San Cristóbal. En effet, certains craignaient l'intromission des partis politiques d'opposition dans ces régions jusqu'alors délaissées par le PRI⁴⁴². Afin de proposer une alternative aux mobilisations des organisations paysannes, le diocèse envoya de nouveaux catéchistes dans la région Lacandone.

Ces tensions favorisèrent l'implantation des membres des Forces de Libération Nationale (FLN) dans la forêt Lacandone, qui entrèrent en contact avec les communautés indiennes avant de fonder l'EZLN. Face à l'émergence de groupes armés et dans le cadre de la doctrine de Sécurité nationale, qui avait pour objectif de lutter contre le marxisme, l'armée quadrilla le Chiapas⁴⁴³. De plus, le général Absalón Castellanos fut nommé gouverneur du Chiapas en 1982 et la frontière avec le Guatemala, empêtré dans une guerre civile, fut militarisée. En outre, à travers le "Plan Chiapas", le gouvernement bénéficia d'une manne financière importante afin d'améliorer les conditions de vie de ses habitants et ainsi lutter efficacement contre l'organisation de guérillas. Ce plan permit également la construction de routes qui facilitèrent la militarisation des régions isolées.

Face à la militarisation de l'État, à la corruption des autorités gouvernementales qui accaparèrent une partie de l'aide financière et face à leur alliance avec les grands propriétaires, les communautés indiennes se mobilisèrent et décidèrent de sortir de leur contexte local à travers l'organisation de marches et de pèlerinages de protestation.

⁴³⁹ Fernando Matamoros Ponce. *Op. cit.*, p. 81.

⁴⁴⁰ David Recondo. *Op. cit.*, p. 176.

⁴⁴¹ Yvon Le Bot, le Sous-Commandant Marcos. *Le rêve zapatiste*. Paris : Seuil, 1997, p. 52.

⁴⁴² Carlos Tello Díaz. *Op. cit.*, p. 114.

⁴⁴³ Fernando Matamoros Ponce. *Op. cit.*, p. 84-87.

2. *Des marches-caravanes des organisations paysannes aux pèlerinages du "peuple croyant"*

Dans un premier temps, les marches de protestation furent convoquées par les organisations paysannes, puis elles furent l'œuvre des communautés indiennes évangélisées qui s'inspirèrent du répertoire d'action collective de l'Église pour manifester. En effet, ils se rassemblèrent autour de pèlerinages pour diffuser leurs revendications.

Ainsi, en septembre 1978, des paysans sans terres marchèrent jusqu'à Mexico pour exiger du gouvernement fédéral des solutions à leurs problèmes agraires. Puis, en juillet 1980, suite à la répression militaire qui eu lieu à Wolonchan le 15 juin de la même année, trois mille paysans de la région des Hautes terres s'organisèrent à travers la "*Marcha del Sureste*", où ils protestèrent contre les exactions militaires. La marche leur permit également d'exposer d'autres revendications telles que la liberté des prisonniers politiques, l'enregistrement de la CIOAC pour les élections municipales et enfin l'amélioration des conditions de travail des *peones*⁴⁴⁴.

Les marches furent plus fréquemment utilisées dans les années 1980. En 1983, la CIOAC organisa une importante marche-caravane autour des mêmes thèmes, pour faire pression sur le gouverneur Castellanos à Tuxtla Gutiérrez, capitale administrative du Chiapas. Devant l'incapacité des autorités gouvernementales à accéder à leurs demandes, les six cent représentants des communautés des régions de Margaritas, de Villa de las Rosas et de Simojovel poursuivirent leur marche jusqu'à Mexico. Ils reprirent ainsi leur mobilisation le 25 septembre 1983 et arrivèrent à Mexico le 17 octobre. Alors que la marche s'approchait de Mexico, les médias, notamment les journaux *Unos más Uno* et *El Universal*, commencèrent progressivement à la suivre et à médiatiser leurs revendications. Chaque communauté visitée au cours de la marche permettait aux militants de la CIOAC d'organiser des meetings et de recevoir le soutien d'autres organisations indépendantes, dont la COCEI à Oaxaca. Grâce à la diffusion de leur mobilisation ils furent soutenus, à leur arrivée à Mexico par de nombreux partis politiques d'oppositions. En outre, la CIOAC réutilisait les mêmes symboles identitaires que nous avons vus précédemment avec les Triquis et les Zapotèques de la COCEI. En effet, les femmes tzotzils vêtues de leurs habits traditionnels marchaient dans les premiers rangs. Elles étaient suivies par des hommes d'origine tzotzil, tzeltal ainsi que par des paysans métis. Les Indiens s'étaient unis autour d'un facteur commun, la défense de leur terre : ils marchaient ainsi en tant que paysans. Néanmoins, la marche s'appela "*Marcha de la Dignidad Indígena*".

⁴⁴⁴ Carlos Tello Díaz. *Op. cit.*, p. 145-146.

Un programme de développement appelé Programme de Réhabilitation Agraire fut finalement mis en place en 1984 afin de trouver une issue aux protestations paysannes. Cependant, en raison du détournement des fonds au profit des autorités gouvernementales du Chiapas il fut rapidement abandonné⁴⁴⁵. Ainsi, d'autres marches menées par la CIOAC et l'*Organización Campesina Emiliano Zapata* (OCEZ) furent organisées pour exiger des pouvoirs fédéraux qu'ils respectent leurs engagements. La mobilisation de ces campagnes de contestation fut dans son ensemble un échec. Malgré les mobilisations jusqu'à Mexico, les exigences des organisations paysannes n'aboutirent pas et ont amené une partie des Indiens à se tourner vers la lutte armée⁴⁴⁶.

Par ailleurs, le diocèse s'organisa en réaction aux exactions commises contre ses paroissiens et les prêtres qui le composaient. C'est dans cette optique que le *Centro de Derechos Humanos Fray Bartolomé de las Casas* (CDHFBC) vu le jour en mars 1989⁴⁴⁷. Malgré l'ouverture de ce centre de défense des droits de l'homme, le gouverneur du Chiapas d'alors, José Patrocinio González Garrido, fit arrêter plusieurs prêtres du diocèse. Le premier fut le père Marcelo Rotsaert en juillet 1990, accusé d'avoir organisé des occupations de terres et d'inciter les réfugiés guatémaltèques, victimes de la guerre civile, d'intégrer la guérilla. Puis, le père Joël Padrón González fut incarcéré après avoir été accusé d'être un "curé guérillero"⁴⁴⁸. Malgré l'intervention de Samuel Ruiz pour prouver l'innocence du prêtre et le soutien affiché de la *Delegación Apostólica* de Mexico et de la *Conferencia Episcopal Mexicana* en faveur de sa libération, le père Joël resta en prison à Tuxtla. Malgré l'ouverture de négociations entre le gouverneur et les trois évêques de l'État, les paysans de Simojovel, paroisse où exerçait le prêtre incarcéré, décidèrent de se mobiliser. En octobre 1990, près de cinq cents Indiens entamèrent un premier pèlerinage de protestation jusqu'à Tuxtla. Au cours du trajet, des contingents d'autres communautés indiennes se joignirent aux pèlerins, à tel point que ce fut dix-huit mille personnes qui entrèrent à Tuxtla le 21 octobre⁴⁴⁹. Samuel Ruiz les accueillit en célébrant une messe à la Basilique de la Guadalupe, ce qui renforça le caractère religieux de leur mobilisation. Au cours des trois jours où les Indiens des Hautes terres restèrent à Tuxtla, ils eurent recours à un répertoire d'action collective de l'Église catholique pour faire pression sur le gouverneur du Chiapas. En effet, outre la messe célébrée par l'évêque de San Cristóbal, les Indiens réalisèrent des pénitences et prières ensemble. Pour le frère dominicain Gonzalo Ituarte Verduzco,

⁴⁴⁵ Concernant cette marche voir l'ouvrage de Sonia Toledo Tello. *Fincas, poder y cultura en Simojovel, Chiapas*. México : UNAM, UNACH, 2002, p. 219-220.

⁴⁴⁶ Marie-Christine Renard. Le Chiapas est aussi le Mexique. Neo-zapatisme et changement politique. *Cahiers des Amériques latine*, 1994, n° 17, p. 9.

⁴⁴⁷ Carlos Fazio. *Op. cit.*, p. 168-170.

⁴⁴⁸ Fernando Matamoros Ponce. *Op. cit.*, p. 68.

⁴⁴⁹ Carlos Fazio. *Op. cit.*, p. 174.

les pèlerinages furent utilisés comme des actions de contestation sociale par les communautés indiennes :

*En las peregrinaciones religiosas, aquí la fe religiosa se ha encarnado en la realidad histórica, entonces en las peregrinaciones se hace una expresión de la problemática y una denuncia de los conflictos. También, hubo peregrinaciones de apoyo al obispo Ruiz, de diferentes zonas del Estado venían, entraban y llenaban la ciudad. Peregrinaciones religiosas pero con pancartas y letreros, serían denuncias proféticas digamos en términos cristianos*⁴⁵⁰.

Attachés à leurs traditions, ils rentrèrent dans leurs communautés afin de préparer la fête des morts. La démobilisation du mouvement ne fut pas causée par les autorités gouvernementales. Finalement grâce aux pressions de la CIDH, du centre des droits de l'homme Fray Bartolomé de Las Casas et de l'Église catholique de Mexico, le père Joël Padrón fut libéré en novembre 1991. Pour Samuel Ruiz, l'importante mobilisation et la solidarité des paroissiens, qu'il appela le "peuple croyant", étaient à l'origine de sa libération. Le dénommé "*pueblo creyente*" fut ainsi décrit par l'évêque : « *Son los laicos que están organizados en la diócesis, en estructuras parroquiales o de compromiso político no partidista. Es decir, que están en una dimensión política de su fe, pero sin pertenecer a un movimiento político determinado* »⁴⁵¹. Ils devinrent ainsi des "acteurs politiques" des mouvements sociaux⁴⁵².

L'année 1992 a également été marquée par de nombreuses mobilisations. En effet, alors que le Mexique célébrait les cinq cents ans de la découverte de l'Amérique, les organisations paysannes et indiennes formèrent leurs dernières marches-caravanes avant le soulèvement zapatiste. Ainsi, le 7 mars, des communautés indiennes du *municipio* de Chilón et d'autres ethnies du Chiapas organisèrent une marche-caravane de Palenque à Mexico baptisée "Xi'nich'", ce qui signifie "fourmi" en chol et qui représentait « la réponse des manifestants aux coups donnés dans la fourmilière par les autorités »⁴⁵³. La marche rencontra un important succès populaire, des organisations sociales civiles, d'autres groupes indigènes de différents États du pays (Tabasco, Veracruz, Puebla ou encore de Tlaxcala) et des membres de missions jésuites se joignirent à leur caravane. À Mexico, ils furent également reçus par des étudiants des universités de Chapingo et de la UNAM qui les accompagnèrent jusqu'au Palais du gouvernement. Leurs demandes concernaient en outre le respect des droits des communautés indiennes⁴⁵⁴. Par ailleurs, l'organisation sociale Xi'nich',

⁴⁵⁰ Entretien avec Gonzalo Ituarte Verduzco. Église de Santo Domingo, San Cristóbal de las Casas, 5 novembre 2013 (frère dominicain du diocèse de San Cristóbal, membre fondateur de SERAPAZ, vicaire général du diocèse avec Samuel Ruiz et secrétaire de la CONAI).

⁴⁵¹ Carlos Fazio. *Op. cit.*, p. 184.

⁴⁵² Voir sa définition dans Sidney Tarrow, Charles Tilly. *Op. cit.*, p. 130-131.

⁴⁵³ Yvon Le Bot, le Sous-Commandant Marcos. *Op. cit.*, p. 56.

⁴⁵⁴ Misión Jesuita de Bachajón. *Huellas de un caminar*. México : Université Iberoamericana, 2010, p. 286-287.

à travers sa marche, accéléra la formation de futurs leaders communautaires et l'émergence d'autres organisations sociales indépendantes, comme celle de Yomlej. En 2000, les membres de Xi'nich', aux côtés de la *Sociedad Civil Las Abejas*, fondée en 1992 et dont les adhérents furent victimes de la répression paramilitaire lors du massacre d'Acteal le 22 décembre 1997, prirent la tête d'une nouvelle mobilisation vers Mexico. Cette fois-ci, la marche-caravane fut réalisée sous la forme d'un pèlerinage de cinquante-sept jours vers la Basilique de la Guadalupe à Mexico. En effet, ses revendications étaient directement dirigées vers la Vierge de la Guadalupe :

*Vamos al Tepeyac a pedirle a La Señora de Guadalupe, Nuestra Madre del Cerro, que nos alcance del Dios la bendición y la justicia que nos tiene prometida. [...] Que se desaparezcan los grupos paramilitares. Que el Ejército federal se retire de las comunidades. Que se respeten y se cumplan los Acuerdos de San Andrés. Que se reconozca en la Constitución y en las leyes mexicanas nuestra existencia, nuestra dignidad y nuestros derechos colectivos. Que llegue la paz a nuestras tierras. Que desaparezca toda forma de discriminación en nuestros pueblos*⁴⁵⁵.

La procession religieuse portait donc un message politique, transmis par les prières à la Vierge de la Guadalupe, dans l'espoir de faire sur le gouvernement fédéral⁴⁵⁶. En outre, la Basilique de la Guadalupe est un lieu de pèlerinage annuel pour les mexicains. Chaque année, en décembre, ils convergent par différents moyens de locomotion sur l'esplanade de la Basilique afin de célébrer la Vierge le 12 décembre. Outre la marches des Indiens du Chiapas, certaines manifestations se dirigèrent également vers la Basilique afin d'implorer la Guadalupe⁴⁵⁷.



Photo 13 Groupe de pèlerins venus à la Basilique de la Guadalupe⁴⁵⁸

⁴⁵⁵ Eugenio Bermejillo. Xi'nich' y Las Abejas : "El camino nos pertenece". *Ojarasca*, 2000, n° 43,. Disponible sur : <<http://www.jornada.unam.mx/2000/11/13/oja-xi'nich.html>> (page consultée le 4 mai 2014).

⁴⁵⁶ *Idem*.

⁴⁵⁷ Hélène Combes. *Op. cit.*, p. 225.

⁴⁵⁸ Guillaume Duarte. Groupe de pèlerins venus à la Basilique de la Guadalupe. Mexico (9 décembre 2013) [photographie].

Enfin, la protestation des communautés indiennes atteignit son paroxysme en octobre 1992, lorsque l'ANCIEZ et d'autres organisations indiennes se rassemblèrent à San Cristóbal le 12 octobre. Près de dix mille Indiens marchèrent dans l'ancienne capitale coloniale où ils renversèrent la statue du *conquistador* Diego de Mazariegos qui avait fondé la ville et qui symbolisait les cinq cent ans d'exploitation des Indiens⁴⁵⁹. Ces mobilisations de 1992 marquèrent un point de non-retour dans la lutte pacifique contre l'État mexicain et le système néolibéral qui se mettait en place⁴⁶⁰. De plus, ce serait lors de ces mobilisations que les communautés indiennes choisirent de basculer dans la lutte armée. Le choix aurait été entériné lors de la réunion du Prado en janvier 1993, où l'EZLN, installé dans la *Selva* l'emporta sur les militants urbains du FLN⁴⁶¹.

L'identité zapatiste se construit donc sur une base sociale importante et mobilisable, les communautés indigènes rurales, qui décidèrent de prendre les armes et de suivre l'EZLN dans sa campagne militaire de libération nationale.

3. *Le soulèvement de l'EZLN et ses revendications à travers les caravanes*

Le premier janvier 1994, des Indiens armés sommairement et emmenés par l'*Ejercito Zapatista de Liberación Nacional* (EZLN) occupèrent différentes villes du Chiapas dont San Cristóbal. Cependant, dès le lendemain ils se retirèrent vers les communautés où l'EZLN avait installé ses bases et ce malgré des affrontements avec l'armée, notamment à Ocosingo et autour de Rancho Nuevo. La stratégie militaire des zapatistes était d'avancer jusqu'aux États voisins de Oaxaca et du Tabasco, puis vers Mexico. À travers cette avancée militaire, l'EZLN souhaitait imposer au parlement la destitution du président Carlos Salinas de Gortari, et inciter la société civile à s'unir à leur lutte afin qu'elle puisse élire elle-même ses propres autorités administratives. Les terres et les moyens de production devaient également être confiés à ces autorités civiles⁴⁶². L'avancée des zapatistes devait certainement reposer sur des alliances dans les régions les séparant de Mexico. Le MULT exprima par exemple sa solidarité dès le soulèvement de l'EZLN. Comment se traduit ce soutien ? Cela reste une question en suspens.

Suite au cessez-le-feu proposé par le président Salinas le 12 janvier, les zapatistes décidèrent de recentrer leur lutte sur le terrain politique. Une première série de dialogues eurent lieu en février 1994 dans la cathédrale de San Cristóbal. Puis les dialogues de San Andrés Larráinzar débouchèrent sur les accords de paix dits de San Andrés le 16 février 1996. À travers ces accords la question des

⁴⁵⁹ Carlos Montemayor Poncel. *Op. cit.*, p. 81.

⁴⁶⁰ Yvon Le Bot, le Sous-Commandant Marcos. *Op. cit.*, p. 56.

⁴⁶¹ Jérôme Baschet. *Op. cit.*, p. 32-33.

⁴⁶² *Idem*, p. 36.

droits, notamment à l'autodétermination et des cultures indigènes était abordée et devait amener à une réforme de la Constitution mexicaine⁴⁶³.

En outre, les zapatistes renforcèrent leur présence dans le Chiapas en formant trente *municipios* autonomes rebelles. Puis, l'EZLN mis en place une stratégie d'interaction et de mobilisations avec la société civile mexicaine, comme lors du *Convenio Nacional Democrático* qui rassembla, en août 1994, six mille représentants d'organisations sociales et de partis de la gauche mexicaine à l'Aguascalientes de Guadalupe Tepeyac. Par ailleurs, grâce à la mondialisation et aux transferts rapides d'informations *via* internet, leur soulèvement fut rapidement soutenu à l'international. La mondialisation permit d'unir différents mouvements sociaux autour de luttes communes. Ainsi, les zapatistes convoquèrent une "Première rencontre intercontinentale pour l'humanité et contre le néolibéralisme" en avril 1996⁴⁶⁴. Ils réussirent à former une importante coalition, rassemblant autour des communautés indiennes et des guérilleros, des militants chrétiens, des collectifs urbains et d'extrême gauche et des organisations non gouvernementales internationales. Cette coalition cherchait à diffuser la lutte de l'EZLN à d'autres régions et d'autres secteurs sociaux⁴⁶⁵. Ainsi leurs revendications s'étendirent au delà du contexte local.

Pour contrer cette diffusion, le gouvernement mit en place une guerre de basse intensité, qui favorisait l'émergence de groupes paramilitaires afin de freiner l'expansion zapatiste⁴⁶⁶. C'est ainsi, que le 10 février 1996, une première marche a été organisée par les communautés affiliées à EZLN, les *bases de apoyo zapatistas*. Elles partirent depuis Guadalupe Tepeyac et arrivèrent le même jour à La Realidad. Cette courte marche était hautement symbolique. En effet, les Indiens affichaient leur liberté retrouvée et ce malgré la présence des militaires dans leurs communautés. Cette marche pacifique était également un nouvel appel au peuple mexicain pour dénoncer la violence dont étaient victimes les zapatistes⁴⁶⁷. De plus, l'EZLN se rapprocha d'autres communautés indiennes lors d'une marche sur Mexico, où la commandante Ramona tint un discours unificateur. L'expression "*nunca más sin nosotros*" prononcée lors de son discours symbolisait la volonté de l'EZLN de lutter pour la reconnaissance des droits de tous les Indiens du Mexique⁴⁶⁸.

Dans un premier temps, les mobilisations zapatistes se concentrèrent sur la reconnaissance des accords de San Andrés, notamment après que le président Ernesto Zedillo (1994-2000) ait mis son veto sur le projet de la loi "Droits et les Culture Indigènes", défendu par l'EZLN et la Cocopa. À

⁴⁶³ Gloria Muñoz Ramírez. *EZLN 20 y 10, el fuego y la palabra*. México: City Lights Publishers, 2008, p. 118. Sur les accords de San Andrés voir l'ouvrage de la Comisión Bicameral de Concordia y Pacificación en Chiapas, Cocopa, Congreso de la Unión LXI Legislatura. *Memorias del Foro. Los Acuerdos de San Andrés, Asignatura Pendiente*. México : CDI, 2010.

⁴⁶⁴ Sidney Tarrow, Charles Tilly. *Op. cit.*, p. 128-129.

⁴⁶⁵ *Idem*, p. 131.

⁴⁶⁶ Jérôme Baschet. *Op. cit.*, p. 40-41.

⁴⁶⁷ Gloria Muñoz Ramírez. *Op. cit.*, p. 117.

⁴⁶⁸ *Idem*, p. 128.

partir de février 1997, après avoir décidé de se murer dans le silence, l'EZLN et ses bases d'appui organisèrent de nombreuses marches à San Cristóbal pour dénoncer l'attitude présidentielle. En outre, ils décidèrent de rompre avec l'encerclement militaire et d'aller à la rencontre de la société civile en organisant une première caravane vers Mexico. Mille cent onze délégués zapatistes des communautés rebelles partirent du Chiapas le 8 septembre 1997 et marchèrent vers la capitale fédérale. Cette campagne de mobilisation devait permettre à l'EZLN de s'inscrire dans le débat politique, notamment grâce à l'appui du PRD, nouvellement élu à la tête du District Fédéral. Par ailleurs, la marche devait rassembler autour des zapatistes, la société civile, les organisations sociales et les ONG, afin de diffuser ses revendications au plus grand nombre. La marche avait également une valeur ludique : en allant à la rencontre des populations, les délégués zapatistes pouvaient présenter leur histoire, leur lutte et leurs revendications directement aux mexicains et sans passer par des communiqués. Ainsi, ils espéraient accroître la pression civile autour de la reconnaissance des accords de San Andrés et de l'application de la loi qui en était issue⁴⁶⁹. À Mexico, les délégués assistèrent à la fondation de l'organisation politique civile, le *Frente Zapatista de Liberación Nacional* (FZLN), sans toutefois y adhérer et à la seconde assemblée du *Congreso Nacional Indígena*, ce qui leur permit de renforcer les liens avec les autres mouvements indiens et de coordonner de nouvelles mobilisations en parallèle.

Grâce, entre autre, à cette mobilisation hors du Chiapas, de nombreuses caravanes d'observation humanitaires furent organisées, que ce soit par des organisations comme SIPAZ, des groupes d'étudiants ou *via* la commission de médiation pour la paix, la *Comisión Nacional de Intermediación* (CONAI), présidée par Samuel Ruiz, comme le relatait son secrétaire le Père Gonzalo Ituarte Verduzco :

Hubo caravanas de observación en el caso de la mediación entre el EZLN y el gobierno con don Samuel Ruiz. Las caravanas se hicieron en las circunstancias de alta tensión del conflicto, aunque logramos un alto al fuego en tiempo muy breve, once días. La presencia del ejército, de los zapatistas en las diferentes zonas y otros sectores armados en Chiapas, hicieron necesario observación para estar dentro y denunciar cualquier intervención inadecuada del ejército o de los paramilitares. Entonces hicieron caravanas y equipos de observación en las comunidades, algunos de ellos se quedaron a vivir ahí por meses con el fin de estar reportando, unos a través del FRAYBA, otros a través de SERAPAZ, aunque SERAPAZ no fue organizador directo de ese tipo de cuestión. Era como una forma de disuasión, impedía al ejército y a los grupos paramilitares que sabían que había testigos y que llevaban testimonios al exterior⁴⁷⁰.

⁴⁶⁹ *Ibidem*, p. 140.

⁴⁷⁰ Entretien avec Gonzalo Ituarte Verduzco. *Op. cit.*

Par ailleurs, les campagnes de protestation et de diffusion de leurs revendications se poursuivirent à travers l'organisation de caravanes, notamment pour faire pression sur le nouveau président de la République, le paniste Vicente Fox (2000-2006). Ainsi, le 2 décembre 2000, les sous-commandants Marcos, Moisés et le commandant Tacho donnèrent une conférence de presse à La Realidad où ils annoncèrent une nouvelle marche sur Mexico pour l'année à venir. Les zapatistes souhaitaient profiter de cette première alternance à la tête du pouvoir politique mexicain pour faire notamment reconnaître les accords de San Andrés. La marche devait également leur permettre de montrer à la nouvelle majorité leur force de mobilisation hors des territoires zapatistes, car rappelons le, l'EZLN était avant tout une armée dont le principal objectif était la libération du Mexique. Les zapatistes souhaitaient asseoir leur présence sur le territoire national et accomplirent sept ans plus tard ce qu'ils avaient annoncé dans leur première déclaration : marcher sur Mexico. Néanmoins, la marche de 2001 se fit sous le signe de la paix et du dialogue, et sans armes, signe du changement de stratégie de l'EZLN⁴⁷¹. La caravane prénommée la "*Marcha del Color de la Tierra*"⁴⁷² fut ainsi décrite par le sous-commandant Marcos à San Cristóbal de Las Casas le 24 février 2001 : « Notre marche est celle de la dignité indienne. La marche de ceux qui sont la couleur de la terre et la marche de tous ceux qui sont toutes les couleurs du cœur de la terre »⁴⁷³.

⁴⁷¹ Jérôme Baschet. *Op. cit.*, p. 43-44.

⁴⁷² Voir notamment le numéro spécial de photographies sur la marche zapatiste : *Proceso edición especial*, «Memoria gráfica : la marcha indígena», avril de 2001, n°8, 58 pages.

⁴⁷³ Jacques Blanc, Joani Hocquenghem, Yvon Le Bot, René Solis. *La fragile armada, la marche des zapatistes*. Paris : Éditions Métailié, 2001, p. 43.

cœur du pouvoir législatif national était perçu comme un signe de reconnaissance pour les peuples indigènes et marquée la reprise du dialogue, dans un contexte de paix, avec les autorités gouvernementales. La volonté des zapatistes, à travers la marche "*del Color de la Tierra*", était de proposer un projet national autour de la reconnaissance des peuples indigènes dans la constitution mexicaine, comme le relevait le commandant Tacho à Tuxtla : « Nous allons au Congrès de l'Union pour leur dire que nous ne voulons pas nous séparer de notre pays. Ce que nous voulons c'est qu'on tienne compte de nous, qu'on nous reconnaisse pour ce que nous sommes et qu'on nous respecte »⁴⁷⁶, ou encore le commandant Zebedeo à Puebla : « L'autonomie que nous voulons ne consiste pas à diviser notre pays ni à porter atteinte à sa souveraineté. Nous Indiens de tout le Mexique nous n'avons pas détruit le patrimoine de notre pays [...] »⁴⁷⁷.

En outre, la marche avait emprunté toute une symbolique nationale pour rassembler les populations et la société civile. Le drapeau mexicain y jouait un rôle centrale ; Marcos, à travers ses discours, l'incluait dans le combat pour la reconnaissance des peuples indiens au sein de la Nation mexicaine : « Mexique, [...] nous sommes venus te demander humblement, respectueusement, de nous aider. De ne pas permettre qu'un nouveau jour se lève tant que ce drapeau n'aura pas réservé un endroit digne pour nous, qui sommes la couleur de la terre »⁴⁷⁸. De plus, dans de nombreux discours, tenus notamment dans l'État de Morelos, les commandants zapatistes se revendiquaient de la lutte pour la terre d'Emiliano Zapata, qui dans l'imaginaire "néo-zapatiste" était toujours présent à leurs côtés. De nombreux discours et communiqués furent exposés durant cette marche, ce fut une mobilisation d'échange et de la parole, dicit René Solis⁴⁷⁹.

Selon Jérôme Baschet, cette mobilisation fut toutefois un échec politique pour les zapatistes. En effet, le parlement fédéral vota le 28 avril 2001, une réforme constitutionnelle qui ne respectait pas les accords signés autour de la question des droits et des cultures indigènes. L'EZLN considéra cette contre-réforme comme une trahison et dès lors qu'elle reconnut l'impossibilité de dialoguer et de négocier avec les pouvoirs politiques, ses représentants se tournèrent vers les communautés rebelles.

⁴⁷⁶ Jacques Blanc, Joani Hocquenghem, Yvon Le Bot, René Solis. *Op. cit.*, p. 49.

⁴⁷⁷ *Idem*, p. 71.

⁴⁷⁸ Discours du sous-commandant Marcos le 11 mars à Mexico, *ibidem*, p. 155.

⁴⁷⁹ *Idem*, p. 11.



Photo 14 *Junta del Buen Gobierno* d'Oventik, créée après la marche de 2001⁴⁸⁰

Ainsi, en août 2003, cinq *Juntas de Buen Gobierno* furent créés afin d'appliquer l'autodétermination dans les territoires zapatistes. Elle reposait sur l'amélioration de la santé, de l'éducation et sur la création de coopératives, tout en privilégiant un système de médiation et de dialogue entre les autorités et les communautés, basé sur la pratique du "*mandar obedeciendo*", c'est-à-dire, commander en obéissant aux communautés⁴⁸¹. Cependant, le risque qu'encourait l'EZLN à appliquer l'autodétermination dans ses *municipios* était que l'insurrection zapatiste se limite au niveau local et s'isole du reste du pays et des mouvements indépendants solidaires. Ainsi, en novembre 2005, la Sixième Déclaration de la forêt Lacandone anticipa ce risque et amena le sous-commandant Marcos à aller à la rencontre d'autres luttes anticapitalistes dans le pays afin de construire une alternative "en bas et à gauche" au Mexique.

Cette nouvelle coordination avec la société civile et les organisations sociales fut menée à travers la *Otra Campaña*, lancée le premier janvier 2006 par Marcos et les commandants zapatistes, qui couvrirent, en plusieurs étapes, une grande partie du pays.

⁴⁸⁰ Guillaume Duarte. *Junta del Buen Gobierno* d'Oventik, créée après la marche de 2001. Oventik (6 novembre 2013) [photographie].

⁴⁸¹ Jérôme Baschet. L'expérience zapatiste, à treize ans du soulèvement armé de 1994. *Actuel Marx*, 2007, n° 42, p. 52.

E. De l'Autre Campagne aux marches-caravanes contre le modèle néolibéral

1. L'organisation de l'Autre Campagne

Lors de la campagne présidentielle de 2006, les commandants zapatistes décidèrent d'organiser la *Otra Campaña* pour aller à la rencontre d'autres luttes afin qu'elles se solidarisent autour de la sixième Déclaration de la forêt Lacandone.

L'Autre Campagne ne peut être considérée comme une marche ou une caravane de protestation. En effet, le sous-commandant Marcos devait couvrir les États du Mexique seul, accompagné de militants solidaires et de journalistes. Néanmoins, à l'image des marches-caravanes, cette nouvelle mobilisation à travers le pays s'inscrivait dans ce que C. Tilly et S. Tarrow appellent une "campagne de mouvement social", c'est-à-dire une lutte d'une certaine durée, au nom d'une partie de la population opposée au modèle néolibéral, dans le cas de la *Otra Campaña*, qui affectait leur dignité, leur identité et leur travail⁴⁸². Par ailleurs, dans les différents numéros de la revue *Rebeldía*, consultés pour retracer le parcours de la campagne zapatiste, elle est régulièrement mentionnée comme une « *karavana* »⁴⁸³. En outre, Luis Hernández Navarro qui parlait d'un « exode rebelle » pour la définir, lui prêtait un objectif plus ambitieux que la marche de 2001. Selon lui, la *Otra Campaña* devait rassembler les mouvements en lutte contre le néolibéralisme pour ensuite construire une force capable de se convertir en un nouveau pouvoir constituant⁴⁸⁴. Les visites de Marcos permirent également de mettre en évidence l'émergence au XXI^e siècle d'organisations indépendantes luttant pour défendre leur territoire contre des projets de développement menés par des multinationales ou par l'État et pour lutter contre les impacts des politiques de libre échange comme l'ALENA⁴⁸⁵.

L'Autre Campagne s'organisa autour de la Sixième Déclaration de la forêt Lacandon en juin 2005. Cette déclaration était tournée vers la lutte contre le capitalisme et la volonté de l'EZLN de se rapprocher d'autres organisations sociales indépendantes, "en bas et à gauche", hors des affiliations avec les partis politiques et l'ensemble de la classe politique⁴⁸⁶. Les zapatistes y dénonçaient ainsi les impacts du modèle capitaliste sur les zones rurales et urbaines et le rôle que tenaient les autorités politiques, accusées de favoriser "le bien-être des capitalistes plutôt que celui du peuple" et de

⁴⁸² Sidney Tarrow, Charles Tilly. *Op. cit.*, p. 191-192.

⁴⁸³ Voir les numéros de *Rebeldía* parus à partir de février 2006. Disponible sur : www.revistarebeldia.org (page consultée le 5 juin 2014).

⁴⁸⁴ Luis Hernández Navarro. El romper de la ola. *La Jornada*, 14 février 2006. Disponible sur : <http://www.jornada.unam.mx/2006/02/14/index.php?section=opinion&article=027a1pol> (page consultée le 8 mai 2014).

⁴⁸⁵ Accord de libre-échange nord-américain entre le Canada, les États-Unis et le Mexique, entré en vigueur le premier janvier 1994.

⁴⁸⁶ Jérôme Baschet. *Op. cit.*, p. 57.

pousser de nombreux mexicains à migrer vers les États-Unis⁴⁸⁷. En outre, la *Sexta Declaración* annonçait la volonté de l'EZLN de marcher à la rencontre d'autres luttes et d'autres mouvements sociaux mexicains et internationaux afin de construire un monde pluriel : « *queremos decirle al mundo que lo queremos hacer grande, tan grande que quepan todos los mundos que resisten porque los quieren destruir los neoliberalistas y porque no se dejan así nomás, sino que luchan por la humanidad* »⁴⁸⁸. À travers la consultation, les zapatistes souhaitaient proposer un "programme national de lutte" et une autre façon de faire de la politique. L'objectif principal était d'amener les autorités politiques à proposer une nouvelle Constitution prenant en compte les demandes du peuple mexicain⁴⁸⁹. Elle fut planifiée dans la forêt Lacandone, à partir de consultations et de réunions au mois d'août 2005 des organisations politiques, syndicales, indiennes et des associations qui ne participaient pas au processus électoral. En effet, cette nouvelle mobilisation zapatiste avait également pour objectif de concurrencer la campagne électorale pour l'élection présidentielle de juillet 2006. Les zapatistes se sentaient trahis depuis le vote de la contre-réforme par les partis politiques, notamment par le PRD qui était supposé soutenir l'EZLN. Ainsi, ils ne soutinrent pas le candidat perediste Andrés Manuel López Obrador (dit AMLO). Son échec à la présidentielle ne pourrait être résumé aux critiques de l'EZLN portées à l'encontre de son modèle politique, le "lopezobradorisme"⁴⁹⁰. Toutefois, la campagne fut critiquée par certaines personnalités académiques du Chiapas dont Jan de Vos, alors directeur du CIESAS *sureste* à San Cristóbal et Juan Pohlenz, chercheur à l'université interculturelle du Chiapas, qui émirent des doutes sur l'ouverture de l'EZLN vers les mouvements marqués à gauche en pleine campagne électorale. Selon eux, il aurait été plus intéressant que les zapatistes aillent vers les mouvements "en bas" et non "en bas et à gauche", ce qui aurait permis une plus large adhésion de la population⁴⁹¹.

Toujours est-il que la campagne débuta le premier janvier 2006 lors des célébrations du douzième anniversaire du soulèvement zapatiste. Marcos, "délégué zéro" pour l'occasion, initia son parcours en moto, certainement en hommage au voyage effectué par Ernesto Guevara, accompagné d'Alberto Granado à travers l'Amérique du Sud entre 1951 et 1952. Durant les premiers mois, le porte parole de l'EZLN écouta des communautés indiennes, des ouvriers, des étudiants, des collectifs de femmes comme celui de la *Red Mexicana de Trabajo Sexual*. Il tint également des réunions avec

⁴⁸⁷ Sexta declaración de la Selva Lacandona. *EZLN*, 13 novembre 2005. Disponible sur : <http://enlacezapatista.ezln.org.mx/2005/11/13/sexta-declaracion-de-la-selva-lacandona/> (page consultée le 6 juin 2014).

⁴⁸⁸ *Idem.*

⁴⁸⁹ *Ibidem.*

⁴⁹⁰ Jérôme Baschet. *Op. cit.*, p. 57.

⁴⁹¹ Alejandro Suverza. Ven confuso el nuevo discurso zapatista. *El Universal*, 2 janvier 2006. Disponible sur : <http://www.eluniversal.com.mx/nacion/133811.html> (page consultée le 8 mai 2014).

des adhérents de la *Sexta*, ouvrant un espace de communication pour tous ceux qui s'opposaient au modèle néolibéral et ceux qui étaient marginalisés par la société mexicaine⁴⁹².

La « caravane » se fit en deux étapes : une première entre janvier et décembre 2006, puis une seconde entre mars 2007 et juin 2007. Le parcours de Marcos débuta par les États majoritairement ruraux du sud mexicain. Après être passé par Tuxtla et Palenque, il parcourra la péninsule du Yucatán où il fut question d'accaparement des terres par des multinationales pour des projets d'urbanisation et de développement d'infrastructures dans le cadre du Plan Puebla Panamá (PPP). Le convoi suivant le "délégué zéro" fit ensuite halte dans les États de Campeche, du Tabasco, puis du Veracruz, où ils furent notamment reçus par des organisations indiennes indépendantes, des organisations paysannes, des travailleurs de l'entreprise pétrolière nationale, la PEMEX et des employés du port de Veracruz⁴⁹³. Elle passa ensuite par l'État de Oaxaca où elle fut accueillie dans un premier temps par des organisations d'enseignants à Tuxtepec. Dans l'Isthme de Tehuantepec, Marcos exprima sa solidarité avec le mouvement opposé à l'implantation de parcs éoliens par des entreprises multinationales. Dans la capitale *oaxaqueña*, il rencontra des groupes d'étudiants, des organisations communautaires, dont le MULT qui l'invitèrent à participer à une rencontre, nommée "*Encuentro indígena, campesino y popular con la delegación del EZLN*". Par ailleurs, le MULT participa également à l'accueil de la délégation à Tlaxiaco⁴⁹⁴. Il est ainsi intéressant de voir l'importance du MULT dans l'État de Oaxaca et l'utilisation de la venue du "délégué zéro" pour renforcer l'influence et l'aura des organisations sociales de Oaxaca. Puis, la dite caravane poursuivit sa route vers les États du centre du pays, plus industrialisés, comme à Puebla, où des travailleuses des *maquilas* exposèrent leurs conditions de travail précaires⁴⁹⁵. En outre, Marcos alla également à la rencontre des mineurs comme ceux de la Société Coopérative Minière et Métallurgique de Santa Fe, à Guanajuato, qui luttèrent pour ne pas perdre leurs emplois.

Ainsi, la campagne zapatiste mit en évidence, outre la précarité et les conditions de travaux dans les *maquilas*, les problèmes que rencontraient les communautés indigènes et paysannes quant à la sauvegarde de leur territoire. Les principaux problèmes présentés étaient les suivants : contamination de l'air, de l'eau et de la terre par les entreprises industrielles ; problèmes d'accès à l'eau et d'irrigation des champs ; pressions des autorités gouvernementales et des multinationales pour que les paysans cèdent leurs terrains ; implantation de cultures transgéniques, notamment avec la

⁴⁹² Raúl Zibechi. *Autnomías y emancipaciones*. Lima : Universidad Nacional Mayor de San Marcos, Programa democracia y transformación global, 2007, p. 146.

⁴⁹³ Jesús Aguilar. Un nuevo tiempo : La Otra en Campeche y Tabasco. *Rebeldía*, février 2006, n°39, p. 10-11. Disponible sur : <<http://revistarebeldia.org/?cat=134>> (page consultée le 8 mai 2014).

⁴⁹⁴ Lucio Díaz, Francisco Méndez, Katia Castañeda, Juan Manuel Struck. Oaxaca : despiertan los guardianes. *Rebeldía*, février 2006, n°39, p. 44-45. Disponible sur : <<http://revistarebeldia.org/?cat=134>> (page consultée le 8 mai 2014).

⁴⁹⁵ Lucio Díaz Marielle, Katia Castañeda, Emilia Pool Illsley *et al.* Puebla : ¿Qué tan grande es el mundo ? *Rebeldía*, mars 2006, n° 40, p. 3-4. Disponible sur : <<http://revistarebeldia.org/?cat=135>> (page consultée le 8 mai 2014).

production de maïs hybride et l'omniprésence d'entreprises comme Monsanto. La déforestation de leur territoire était également un problème récurrent, ainsi que l'implantation de zones industrielles en périphérie des centres urbains⁴⁹⁶. Les communautés de pêcheurs étaient également affectées par ces projets de développement, que ce soit à Isla Mujeres dans le Quintana Roo, dans l'Isthme de Tehuantepec ou encore dans le Nayarit, où les pêcheurs de San Blas luttèrent contre l'implantation d'un projet touristique⁴⁹⁷. De plus, elle alla à la rencontre d'un secteur de la société marginalisée et oubliée des mouvements sociaux, les travailleurs du sexe. Ainsi, à Tlaxcala, un collectif de travailleurs du sexe participa à une rencontre aux côtés d'organisations adhérentes à la *Sexta*. La *Otra Campaña* se solidarisa également avec des collectifs défendant les droits des homosexuels, une rencontre eu notamment lieu à Aguascalientes avec le *Movimiento Acción Lésbica y del Colectivo ser Gay*. Ils étaient appelés les "*compañer@s*" par les zapatistes, ce qui faisait référence aux hommes et aux femmes, ainsi qu'aux travestis. L'Autre Campagne permit l'union de différentes luttes sociales, représentée par l'organisation de rencontres nationales autour des travailleurs, des communautés indigènes ou encore pour réfléchir collectivement aux différents recours pour coordonner efficacement leurs protestations⁴⁹⁸. Son passage dans des régions contrôlées par d'autres organisations renforça leur contrôle et leur influence sur la population locale, comme ce fut le cas lorsque Marcos s'adressa aux Triquis rassemblés par le MULT dans la région de Tlaxiaco.

Par ailleurs, les visites de Marcos furent empreintes de symboliques et de références à l'histoire nationale et de l'EZLN. Par exemple, une rencontre a eu lieu avec des Indiens mayas, artisans et commerçants qui travaillaient sur le site archéologique de Chichén Itzá⁴⁹⁹. De même, il rendit hommage aux fondateurs du FLN à Apodaca, dans l'État du Nuevo León en novembre 2006⁵⁰⁰. Le "délégué zéro" fit également de nombreuses fois référence aux généraux de la Révolution, notamment à Pancho Villa et à Emiliano Zapata. En outre, l'exposition médiatique des conflits locaux fit pression sur les autorités locales et nationales, qui réagirent de différentes façons afin de démobiliser le mouvement et sa diffusion. Par exemple, dans l'État de Morelos, dans la *Barranca de los Sauces*, la visite de Marcos à l'organisation qui luttait contre la déforestation de la région,

⁴⁹⁶ Lucio Díaz Marielle, Emilia Pool Illsley, Francisco Méndez. Jalisco : otro viento en occidente. *Rebeldía*, avril 2006, n° 41, p. 19-20. Disponible sur : <<http://revistarebeldia.org/?cat=136>> (page consultée le 6 juin 2014).

⁴⁹⁷ Voir le documentaire réalisé par Nicolas Defossé ; *Viva México ! México* : Terra Nostra Films, 2010.

⁴⁹⁸ Les convocations sont consultables dans le numéro suivant : *Rebeldía*, n° 41. Disponible sur : <<http://revistarebeldia.org/?cat=136>> (page consultée le 8 mai 2014).

⁴⁹⁹ Itzam Pineda. Yucatán : pueblo invisible, pisadas sin ruidos. *Rebeldía*, n°39, février 2006, p. 7-9. Disponible sur : <<http://revistarebeldia.org/?cat=134>> (page consultée le 8 mai 2014).

⁵⁰⁰ Hermann Bellinghausen. Rinde Marcos homenaje público a los fundadores del Ejército Zapatista. *La Jornada*, 19 novembre 2006. Disponible sur : <<http://www.jornada.unam.mx/2006/11/19/index.php?article=012n1pol§ion=politica>> (page consultée le 9 mai 2014).

entraîna le retrait des forces de polices qui protégeaient les entreprises forestières⁵⁰¹. Cependant, l'État eut également recours à l'usage de ses forces répressives pour démobiliser des mouvements qui s'étaient renforcés grâce à l'Autre Campagne, en atteste l'exemple de la répression d'Atenco le 4 mai 2006⁵⁰². Suite à la répression, la campagne zapatiste fut suspendue le 5 mai et sa délégation centra sa lutte sur la libération des prisonniers politiques de l'organisation d'Atenco, le FPDT. Une marche fut notamment organisée le même jour depuis l'Université Autonome de Chapingo (UACH) afin de "reprendre" pacifiquement le *municipio* et dénoncer l'incarcération des militants⁵⁰³. Une marche fut également convoquée à Mexico le 28 mai, puis une autre le jour des élections présidentielles, en solidarité avec les prisonniers du FPDT.

En septembre 2006, la "*karavana*" de la *Otra Campaña* reprit son périple vers les États du nord du pays jusqu'en décembre 2006. Puis une seconde étape fut organisée avec les commandants zapatistes et Marcos. Elle débuta en mars 2007 avec l'installation de deux "campements internationaux pour la paix" à Huitepec, dans la région des Hautes Terres du Chiapas et en Basse Californie, dans le *municipio* d'El Mayor. Par ailleurs, quatorze commandants se dispersèrent à travers la République afin de collecter des témoignages pour une première ébauche du "Programme National de Lutte"⁵⁰⁴. Ils participèrent également aux réunions du *Consejo Nacional Indígena* (CNI), qui avait adhéré à la *Sexta* et à la *Otra Campaña*⁵⁰⁵. Puis, en octobre 2007, une délégation représenta l'EZLN lors de la « Rencontre des peuples indiens d'Amérique » à Vícam, dans le Sonora. La campagne zapatiste fut officiellement terminée en janvier 2013 par la diffusion d'un communiqué du sous-commandant Marcos, où il annonçait des changements dans la stratégie de construire une unité « en bas et à gauche ». Cela déboucha sur l'organisation des *escuelitas zapatistas* en août et décembre 2013 et en janvier 2014 dans l'optique de partager l'expérience des zapatistes dans la construction de l'autonomie et de célébrer les vingt ans de leur soulèvement.

La "caravane" initiée par les zapatistes permit d'unir différentes luttes urbaines et rurales contre un ennemi commun et déclaré : le modèle capitaliste. Ces mouvements sociaux dénoncèrent à travers

⁵⁰¹ Aída Analco. Morelos : ¡ Zapata vive ! Por la patria, una rebelión unida crece. *Rebeldía*, n° 41, p. 57. Disponible sur : <<http://revistarebeldia.org/?cat=136>> (page consultée le 8 mai 2014).

⁵⁰² Le 3 mai 2006, la PFP arrêta des dirigeants du FPDT d'Atenco qui étaient venus soutenir des vendeurs de fleurs à Texcoco. La mort d'un jeune militant entraîna de violent affrontements, et le lendemain des troupes de *granaderos* occupèrent le *municipio* de San Salvador Atenco pour appréhender les militants du FPDT. De nombreuses violations aux droits de l'homme furent commises par les policiers.

⁵⁰³ Matilde Perez. Marcha para retomar Atenco. *La Jornada*, le 5 mai 2006. Disponible sur : <<http://www.jornada.unam.mx/2006/05/05/index.php?section=politica&article=018n1pol>> (page consultée le 9 mai 2014).

⁵⁰⁴ Hermann Bellinghausen. El 26 de septiembre reinicia segunda etapa de la *otra campaña*. *La Jornada*, 18 septembre 2007. Disponible : <<http://www.jornada.unam.mx/2007/09/18/index.php?section=politica&article=012n2pol>> (page consultée le 9 mai 2014).

⁵⁰⁵ Hermann Bellinghausen. Comienza nuevo recorrido de la *otra campaña*. *La Jornada*, 22 mars 2007. Disponible sur : <<http://www.jornada.unam.mx/2007/03/22/index.php?section=politica&article=014n3pol>> (page consultée le 9 mai 2014).

de nombreuses marches et caravanes des projets publics et privés ainsi que l'impact du modèle néolibéral sur leurs conditions de vie.

2. *Différentes mobilisations autour des caravanes pour la défense du territoire*

Les organisations et les collectifs communautaires s'opposèrent, à partir du mandat de Carlos Salinas de Gortari, à l'intromission du modèle néolibéral dans leurs territoires. Celui-ci entraîna l'émergence de nouveaux types de conflits autour de la défense du territoire et contre l'implantation de projets publics et privés⁵⁰⁶. Ce chapitre propose d'étudier deux exemples de mobilisation de caravanes dans des contextes différents, l'un à Atenco et l'autre dans l'Isthme de Tehuantepec. Dans le cas d'Atenco, le conflit était lié à la volonté du président Vicente Fox d'imposer un projet de construction public, les mobilisations se dirigèrent donc vers Mexico, alors que dans la région de l'Isthme, les communautés étaient opposées au gouvernement de Oaxaca et aux autorités municipales de Juchitán, qui soutenaient le projet de multinationales. Ces conflits sont de plus en plus fréquents au XXI^e siècle. Un chercheur de la UNAM, Andrés Barreda, pensa même que la répression qui s'abattit sur San Juan Copala en 2010 était due à la convoitise des autorités gouvernementales de Oaxaca pour la richesse des sols de la région en minerais. Il pensait que des entreprises minières avaient cherché à diviser les membres du MASJC dans l'unique but de faciliter des extractions⁵⁰⁷. Néanmoins, contrairement à d'autres régions comme le *municipio* d'Atenco, les raisons de la violence à Copala ne s'expliquent pas par la présence de projet de développement sur les territoires triquis.

Le conflit débuta à Atenco, le 22 octobre 2001, lorsque le président V. Fox décida la construction d'un nouvel aéroport international pour la ville de Mexico dans le territoire voisin de Texcoco, situé dans l'État de Mexico. Pour réaliser ce projet, des milliers d'hectares devaient être expropriés et concernait notamment les *ejidatarios* du *municipio* de San Salvador Atenco. Face à l'attentisme et à la compromission des autorités municipales, les habitants décidèrent dans un premier temps de se rassembler à Atenco afin de s'organiser. Une partie de ceux qui contestaient l'expropriation de leurs terres se réunirent en 2002 autour du *Frente de Pueblos en Defensa de la Tierra* (FPDT). Elle rassemblait des représentants d'une autre organisation née dans les années 1970,

⁵⁰⁶ Francis Mestries. Los movimientos sociales rurales en la década de la alternancia o las esperanzas frustradas. In Francis Mestries, Geoffrey Pleyers, Sergio Zermeño (coords.). *Los movimientos sociales: de lo local a lo global*. México : Anthropos, UAM-A, 2009, p. 190.

⁵⁰⁷ Guillaume Duarte. *Vers un processus autonome à San Juan Copala (Oaxaca)*. Mémoire de Master 1 "Mention Culture et Société", spécialité "Études sur les Amériques". Toulouse : Université de Toulouse Le Mirail, IPEAT, 2012, p. 69-70 et Andrés Barreda. Avaricia minera, trasfondo en San Juan Copala. *Ojarasca*, octobre 2010, n°162. Disponible sur : <<http://www.jornada.unam.mx/2010/10/09/oja162-copala.html>> (consulté le 09/06/2014).

l'HAUSA (*Habitantes Unidos de San Salvador Atenco*) qui avait été particulièrement active dans la région entre les années 1980 et 1990. La résistance à la construction de l'aéroport divisa l'HAUSA en deux courants : *Atenco Unido*, qui avait choisi de lutter *via* les recours juridiques, alors qu'un groupe de leaders de l'HAUSA souhaitait mener une campagne de protestation. Ils réutilisèrent pour cela le répertoire de protestation de l'HAUSA, basé sur les manifestations et les blocages routiers⁵⁰⁸. Par la suite, les membres du FPDT diversifièrent également leur répertoire d'action en organisant des manifestations à cheval, en tracteur ou encore en tenant des meetings et en occupant des bâtiments officiels⁵⁰⁹. Par ailleurs, de nombreuses marches furent organisées pour protester à Toluca, capitale de l'État de Mexico et à Mexico. L'une des premières fut celle du 14 novembre 2001 où les militants décidèrent de marcher jusqu'au *zócalo* de Mexico. L'objectif était de montrer à l'opinion publique qu'une partie des propriétaires terriens était opposée à l'aéroport, contrairement aux informations transmises par les médias et le gouvernement fédéral, ainsi que de faire pression sur les autorités judiciaires qui étaient chargées de traiter leurs recours contre le décret d'expropriation. Les adhérents de l'HAUSA se rendirent à Mexico par différents moyens de locomotions : à cheval, en tracteur, à vélo et à pied. Lors de leur protestation, ils utilisèrent également différents symboles représentant leurs traditions culturelles notamment liés à la culture de la terre, comme le révèle l'une de ses participantes :

En el camino empezamos a cortar matas de maíz, así que llevábamos mazorcas, matas de maíz, nuestros machetes, música, comida para alimentarnos, llevamos también unos pequeños cañoncitos que se ocupaban en las fiestas del 5 de mayo. Queríamos a través de varios símbolos y principalmente nuestras imágenes religiosas decirles somos pueblos y no pueden despojarnos de lo que nos pertenece. [...] Ese día iban en frente los caballerangos llevando estandarte con imagen religiosas de la Virgen de Guadalupe, de San Salvador Atenco, de San Francisco de Asís. Otros llevaban la bandera de México, nosotros atrás íbamos marchando con mantas, con pancartas y con nuestros machetes principalmente⁵¹⁰.

Des affrontements eurent lieu avec des policiers de la PFP qui leur barraient la route. Les manifestants se défendirent avec leur machette, qui devinrent le symbole de leur lutte et qui leur permirent de rompre l'encerclement policier afin de reprendre la marche vers Mexico. Grâce à la médiatisation de cet affrontement, différentes organisations sociales se rassemblèrent sur le *zócalo* pour les accueillir. Les slogans chantés et repris par la foule symbolisaient la lutte contre l'aéroport,

⁵⁰⁸ Carla Zamora Lomelí. Hier c'était pour la terre, aujourd'hui pour la liberté. Processus et configurations du Front des Peuples pour la défense de la terre (FPDT) de San Salvador Atenco. *Problèmes d'Amérique latine*, été 2011, n°81, p. 12-15.

⁵⁰⁹ Marco Antonio Estrada Saavedra. L'État et les mouvements sociaux durant la transition à la démocratie. *Problèmes d'Amérique latine*, été 2013, n° 89, p. 90.

⁵¹⁰ Entretien avec Martha Pérez Pineda. Atenco, 12 décembre 2013 (membre du *Frente de los Pueblos en Defensa de la Tierra*).

en voici quelques exemples : « "Zapata vive, la lucha sigue", "la tierra no se vende, se ama y se defiende", "ni hoteles, ni aviones, la tierra da frijoles" »⁵¹¹.



Photo 15 Symbole de la lutte du FPDT : la machette⁵¹²

Suite à la formation du FPDT, la lutte des habitants d'Atenco s'intensifia, ils s'inspirèrent ainsi de leur répertoire d'action collective quotidien, comme l'organisation de pèlerinages et de processions catholiques, pour réaliser des marches et des meetings de protestation, qui leur permirent de se solidariser avec d'autres organisations sociales⁵¹³. Ainsi, le FPDT organisa notamment une marche jusqu'à la résidence officielle du président de la République, *los Pinos*, pour inviter Vicente Fox à participer à un débat public sur la question de l'aéroport le 11 mars 2002⁵¹⁴. Cependant, l'arrestation de militants et des principaux dirigeants du FPDT le 11 juillet 2002 marqua un tournant dans le conflit. Ces militants furent arrêtés alors qu'ils cherchaient à perturber l'intervention publique du gouverneur de l'État de Mexico, Arturo Montiel, en visite dans la région de Teotihuacan. Le FPDT exigea la libération de ses membres en séquestrant des fonctionnaires ainsi que des policiers de l'État à Atenco. Le 14 juillet, les autorités fédérales libérèrent les militants et annoncèrent l'ouverture de négociations entre le gouvernement et les dirigeants du FPDT autour de la question de l'aéroport. Ces négociations aboutirent finalement à l'annulation du décret d'expropriation en août 2002⁵¹⁵. L'organisation acquit une certaine notoriété et devint un acteur politique régional respecté et consulté. Toutefois, l'absence d'avancées concrètes dans les projets

⁵¹¹ *Idem.*

⁵¹² Guillaume Duarte. Symbole de la lutte du FPDT : la machette. Mexico (19 mai 2012) [photographie].

⁵¹³ FPDT. La lucha de Atenco, un derecho universal. *El Cotidiano*, juillet-août 2008, n° 150, p. 109. Disponible sur : <<http://www.redalyc.org/pdf/325/32515016.pdf>> (page consultée le 11 mai 2014).

⁵¹⁴ Entretien avec Martha Pérez Pineda. *Op. cit.*

⁵¹⁵ Carla Zamora Lomelí. *Op. cit.*, p. 18-19.

négociés avec les autorités gouvernementales et la visite de l'Autre Campagne en avril 2006 entraînent de nouvelles tensions.



Photo 16 Manifestation dénonçant la répression policière à Atenco⁵¹⁶

Le point culminant du conflit fut la répression menée par la PFP en mai à Texcoco, puis à Atenco, où plus de deux cent personnes furent incarcérées. Une nouvelle phase de mobilisation débuta pour obtenir leur libération. Les membres du FPDT coordonnèrent leurs actions avec les organisations adhérentes à la *Otra Campaña*, tant sur le plan national qu'international et obtinrent ainsi la libération de la majorité des prisonniers⁵¹⁷. Néanmoins, douze prisonniers politiques furent condamnés pour la plupart à trente ans de prison et deux des principaux dirigeants du mouvement, Ignacio del Valle et Felipe Álvarez, furent condamnés à cent douze ans et à soixante sept ans de réclusion. En soutien aux prisonniers, le FPDT organisa la caravane « *12 presos, 12 estados* ». L'échelle des mobilisations de l'organisation changea avec cette caravane⁵¹⁸. Elle s'inscrit également dans une campagne nationale et internationale : "*libertad y justicia para Atenco*". Les mobilisations ainsi que les étapes de la caravane furent diffusés grâce aux réseaux sociaux et aux médias d'informations. Le FPDT bénéficia également du soutien d'organisations de défenses des droits de l'homme comme SERAPAZ. Cette importante diffusion permit aux délégations du FPDT d'aller à la rencontre d'autres mouvements qui défendaient leur territoire, comme ce fut le cas à Tlaxcala où des communautés s'étaient unies pour défendre la zone protégée du volcan Matlalcueitl⁵¹⁹. À travers la caravane, le FPDT se solidarisa également avec les Triquis du MASJC

⁵¹⁶ Guillaume Duarte. Manifestation dénonçant la répression policière à Atenco. Mexico (30 juin 2012) [photographie].

⁵¹⁷ Marco Antonio Estrada Saavedra. *Op. cit.*, p. 96.

⁵¹⁸ Sidney Tarrow, Charles Tilly. *Op. cit.*, p. 163.

⁵¹⁹ Entretien avec Saúl Ríos Romero. Atenco, 12 décembre 2013 (membre du *Frente de los Pueblos en Defensa de la Tierra*).

ce qui leur permit, malgré le barrage de l'UBISORT pour empêcher la délégation d'entrer à Copala, de dénoncer les violences à l'encontre de ses membres.

La caravane ne fut pas continue, le FPDT se déplaçait en délégation *via* une seule camionnette qui permettait le transport dans les différents États visités. Elles répondaient à l'invitation d'organisations sociales où elles se solidarisaient à d'autres luttes sociales afin de dénoncer la répression que les habitants d'Atenco subissaient. La diffusion de leurs protestations se fit au delà des frontières mexicaines ; en effet, lors du passage de la caravane en Basse Californie, à Tijuana des groupes de migrants de San Diego et de Los Angeles vinrent apportés leur soutien au FPDT. La solidarité des migrants laissa même envisager à la délégation d'Atenco d'étendre la caravane au delà du territoire mexicain, comme le relatait l'un de ses représentants : « *También se planteo que podríamos recorrer a los Estados-Unidos, porque habían bastante estados donde habían grupos de personas que querían escucharnos, hasta Nueva York* »⁵²⁰. Ainsi, la diffusion faite grâce à la caravane accentua la pression sur l'État. Finalement, en 2009, la *Suprema Corte de Justicia de la Nación* décida de faire libérer les douze prisonniers du FPDT. Néanmoins, l'organisation ne se démobilisa pas pour autant, elle poursuivit à travers d'autres actions de protestation les dénonciations contre les responsables de la répression de mai 2006 et continua également à se solidariser à d'autres mouvements sociaux, comme ce fut le cas pour le MASJC. De même, la mondialisation permit au FPDT d'étendre sa lutte à l'étranger et de tisser des liens avec des organisations étrangères (il fut notamment accueilli par la CNT en France) et internationales.

Les communautés de l'Isthme de Tehuantepec utilisèrent également ces alliances internationales pour protester contre un consortium d'entreprises multinationales qui souhaitait étendre des parcs éoliens dans la région de Juchitán. Les investissements étrangers au Mexique ont notamment été favorisés par la signature de l'ALENA. En outre, l'instauration d'une zone de libre-échange offrait aux pouvoirs régionaux la possibilité de favoriser des investisseurs étrangers plutôt que mexicains, et les protéger du protectionnisme national. L'application de cet accord entre les trois pays d'Amérique du nord favorisa la réduction de l'intervention de l'État fédéral⁵²¹.

Ainsi, à Juchitán, la contestation se concentra autour de l'entreprise *Mareña Renovables*, mais aussi contre le gouvernement de Oaxaca qui était également accusé de soutenir l'implantation des parcs éoliens. Les éoliennes devaient être installées sur des *ejidos* et sur la bande de sable de la lagune de Juchitán, où se trouve à chaque extrémité, les communautés d'Álvaro Obregón et San Dionisio del Mar. Ces communautés de pêcheurs ikoots commencèrent par établir des barricades afin

⁵²⁰ *Idem.*

⁵²¹ Patrice Melé. *Transactions territoriales. Patrimoines, environnement et actions collectives au Mexique*. Tours : Presses Universitaires François-Rabelais, 2011, p. 146-147.

d'empêcher l'acheminement des éoliennes. Leur installation menaçait l'écosystème de la lagune et donc la pêche, principale source de revenu de ces populations. En outre, ils expulsèrent les autorités municipales qui étaient favorables à l'implantation des éoliennes, cela provoqua des "situations d'ingouvernabilité locale"⁵²². Ainsi, Álvaro Obregón s'autoproclama *municipio autónomo* en 2012 et occupa les ruines de l'ancienne *hacienda* du général Heliodoro Charis Castro, héros de la Révolution dans la région.



Photo 17 Occupation de l'hacienda du général Charis⁵²³



Photo 18 Marche de l'Asamblea de los Pueblos Indígenas del Istmo en Defensa de la Tierra y el Territorio

⁵²² *Idem*, p. 131.

⁵²³ Guillaume Duarte. Occupation de l'hacienda du général Charis. Álvaro Obregón (2 novembre 2013) [photographie].

La première caravane fut coordonnée par des organisations communautaires de la région comme UCIZONI qui avait participé aux caravanes solidaires au MASJC en 2010 et par différentes ONG de défense des droits de l'homme afin d'apporter des vivres et leur soutien à San Dionisio del Mar, le 10 octobre 2012. Pour mener à bien l'opération, les organisateurs cherchèrent dans un premier temps à garantir leur sécurité auprès du gouvernement de Oaxaca⁵²⁴. L'embuscade de la caravane de soutien au MASJC, qui avait provoqué la mort à Bety Cariño et Jyri Jaakkola avait amené les organisations à prendre toutes les précautions nécessaires. Elles firent appel à d'autres organisations et aux médias afin d'assurer une importante médiatisation de la caravane pour protéger ses membres. Cependant, cette mobilisation vers San Dionisio était aussi une provocation envers les autorités politiques qui défendaient le projet de la multinationale. La possibilité d'être réprimée avait été prise en compte et aurait même permis une plus forte médiatisation du conflit, comme le révélait l'un des organisateurs de la caravane, Carlos Beas Torres : « *Hicimos la caravana hacia San Dionisio del mar para visibilizar que la empresa transnacional está utilizando golpeadores, utilizando la violencia para imponer el proyecto, [...] pero cuando hicimos la caravana fue un acto de provocación de nuestra parte, fuimos a provocarlos [...]* »⁵²⁵. Son avancée a été stoppée par deux barrages établis par des militants priistes et associés aux anciens présidents municipaux de San Dionisio. Le premier a été contourné par la caravane, mais lorsqu'elle arriva au second les premières voitures du convoi furent encerclées et arrêtées. Les adhérents de l'*Asamblea General del Pueblo Ikoos de San Dionisio del Mar* furent violemment agressés, comme le relatait l'un d'eux :

*Nosotros queríamos entrar, advertimos a la policía estatal, cuando llegamos al bloqueo, los sicarios pararon las camionetas, sobre todo la camioneta guía, abrieron las puertas, nos golpearon y querían quemarnos, nos echaron gasolina, rompieron los dientes del compañero, intentaron machetearnos y llevaron 20 miles pesos en efectivo que nosotros llevábamos para apoyar a la comunidad*⁵²⁶.

L'intervention de la police de l'État de Oaxaca et la présence des médias rétablirent le calme et même si la caravane ne put atteindre son objectif, l'importante médiatisation de la confrontation renforça la solidarité autour des communautés de la lagune. Cette mobilisation mit en avant les pratiques de l'entreprise *Mareña Renovables*, qui fut accusée de favoriser l'usage de la violence et la corruption des autorités locales à la consultation des populations. Fort de cette médiatisation, une nouvelle caravane fut organisée pour apporter soutien et vivres à la communauté d'Álvaro Obregón

⁵²⁴ Rosa Rojas, Octavio Vélez. ONG marchan a San Dionisio del Mar en apoyo a opositores a parque eólico. *La Jornada*, 10 octobre 2012. Disponible sur : <<http://www.jornada.unam.mx/2012/10/10/estados/036n3est>> (page consultée le 13 mai 2014).

⁵²⁵ Entretien avec Carlos Beas Torres. *Op. cit.*

⁵²⁶ Entretien avec Isaúl Celaya López. Álvaro Obregón, Isthme de Tehuantepec, 2 novembre 2013 (de San Dionisio del Mar, membre de l'*Asamblea de pueblos Ikoos y Binniza'a de San Dionisio del Mar* et de l'*Asamblea de los Pueblos Indígenas del Istmo en Defensa de la Tierra y el Territorio*). Voir également l'article d'Octavio Vélez. Atacan priistas caravana de ONG en Oaxaca. *La Jornada*, 11 octobre 2012. Disponible sur : <<http://www.jornada.unam.mx/2012/10/11/estados/032n2est>> (page consultée le 13 mai 2014).

en février 2013. Elle rassembla à Juchitán, outre les organisations qui avaient participé à la précédente, des enseignants de la Section 22, des organisations sociales de différents États et des Indiens des communautés zapotèques et huaves de l'Isthme. À l'image des marches de la COCEI, cette caravane chercha à représenter l'identité indienne de la région de Juchitán par la présence de groupes de musiques traditionnels et de cavaliers, les *jinetes*, qui étaient vêtus des foulards qu'utilisent les paysans au Mexique, les *paliacates*⁵²⁷. Ces différentes mobilisations et le soutien de nombreuses organisations mexicaines et étrangères amenèrent l'entreprise multinationale à suspendre son projet.

Cependant, la présence d'ONG dans ce type de mobilisation provoque généralement des tensions avec les organisations communautaires car elles possèdent des dynamiques différentes, notamment dans le répertoire d'action collective utilisé et dans la radicalisation de la lutte (affrontements avec les forces de polices, barricades). Ainsi, les alliances avec d'autres collectifs nationaux et internationaux peuvent entraîner des déséquilibres dans la construction de l'organisation qui lutte directement contre les projets. S. Tarrow et C. Tilly, en s'appuyant sur les discours zapatistes, définissent cela par les interactions entre le "nous" et le "eux", séparés par des frontières qu'il convient d'activer pour conserver l'identité sociale propre de la mobilisation locale, ou de désactiver lors de l'organisation d'actions communes⁵²⁸. C'est ce que n'a pas réussi à faire les membres du MASJC qui virent les mobilisations de soutien récupérées médiatiquement par différentes organisations non gouvernementales et par des politiques qui méconnaissaient les problématiques liées à la région triqui.

Outre les communautés rurales, le modèle néolibéral affecta également les régions agricoles et paysannes du nord du pays. Les paysans durent supporter la concurrence des produits transgéniques et des prix pratiqués par les exploitations d'agriculture intensive étatsuniennes. Ainsi, les producteurs, tout comme la classe moyenne s'endettèrent auprès des banques. Cela poussa les organisations paysannes à mobiliser de nombreuses caravanes vers Mexico pour défendre leurs travaux. Les politiques économiques néolibérales entraînèrent également l'émergence de nouvelles coalition qui utilisèrent les mêmes répertoires d'action de protestation.

⁵²⁷ Octavio Vélez. Realizan caravana contra parque eólico. *La Jornada*, 18 février 2013. Disponible sur : <<http://www.jornada.unam.mx/2013/02/18/politica/018n3pol>> (page consultée le 13 mai 2014). Les *paliacates* sont aussi un des symboles des communautés rebelles de l'EZLN.

⁵²⁸ Sidney Tarrow, Charles Tilly. *Op. cit.*, p. 136-139.

3. *Mobilisations contre les politiques néolibérales des organisations paysannes et autres dans le nord du pays*

Outre la défense du territoire, les paysans mexicains s'organisèrent afin d'améliorer leurs conditions de vie. Les principales mobilisations eurent lieu dans les États du nord du pays.

Les zones agricoles mexicaines subirent l'application des politiques néolibérales à partir du mandat de Miguel de la Madrid (1982-1988) et surtout sous celui de Carlos Salinas de Gortari (1988-1994), où il fut notamment décidé de remplacer le système protectionniste par une modernisation et une ouverture du secteur agricole. La réforme en 1992 de l'article 27 de la Constitution qui était le garant de la réforme agraire contribua à l'instauration de cette nouvelle politique agraire. Cet amendement faisait partie de l'accord de libre échange, l'ALENA. Ainsi, l'État cessa de distribuer des terres et des mesures furent prises en faveur de la propriété privée. Par ailleurs, les principales entreprises du pays et les grands propriétaires terriens s'allièrent pour prendre possession des terres communales⁵²⁹. À la même époque, le Mexique traversa une importante crise économique qui affecta particulièrement les paysans. Par exemple, dans l'État du Chihuahua, les paysans constatèrent que le prix de garantie d'achat du maïs et du *frijol* était inférieur aux coûts de productions, qui ne cessaient d'augmenter à cause de la hausse du prix des énergies⁵³⁰. En outre, dans le cadre des politiques économiques mises en place pour réguler l'inflation, le gouvernement proposa aux secteurs ouvrier, paysan et au patronat, le 19 décembre 1987, le "Pacte de Solidarité Économique". La signature de cet accord par les organisations affiliées à l'État-Parti entraîna une vague de mobilisation des secteurs indépendants⁵³¹.

C'est dans ce contexte politique et économique que se forma notamment dans les régions de Chihuahua, le *Movimiento Democrático Campesino* (MDC). Le mouvement paysan se joignit aux partis politiques d'opposition et aux représentants de l'Église catholique pour dénoncer les pratiques autoritaires du PRI et les politiques économiques néolibérales. Pour Víctor Quintana, l'émergence de cette nouvelle organisation paysanne dans le nord du pays, entraîna un renouveau dans les revendications paysannes. Leurs principales actions de protestation furent l'occupation des entrepôts fédéraux de la CONASUPO, qui stockaient les récoltes achetées aux paysans⁵³². De plus, les premières marches furent mobilisées autour de la question du prix de garantie du maïs et du *frijol*. Ainsi, le 6 décembre 1985, une marche est organisée depuis Ciudad Cuauhtémoc, ville située à

⁵²⁹ Akuavi Adonon. Le droit étatique mexicain et les populations indigènes : fonction de reconnaissance ou fonction d'intégration. *Droit et Cultures*, 2008, n° 58, p. 7. Disponible sur : <<http://droitcultures.revues.org/187>> (page consultée le 13 mai 2014).

⁵³⁰ Víctor Quintana. *Paysans et citoyens au Mexique. Stratégies paysannes de résistance à la mondialisation à l'Ouest de l'État du Chihuahua*. Thèse de Doctorat. Sociologie. Paris : Université Sorbonne Nouvelle- Paris 3, 2009, p. 105-106.

⁵³¹ *Idem*, p. 110.

⁵³² Víctor Quintana. Chihuahua : actores sociales y modernización. *Nóesis*, 2009, n°36, p. 114. Disponible sur : <<http://www.redalyc.org/articulo.oa?id=85919840006>> (page consultée le 15 mai 2014).

l'ouest de Chihuahua, jusqu'à la communauté voisine de Anáhuac afin d'occuper les entrepôts. Cette courte manifestation rassembla différents secteurs sociaux dont le maire socialiste de Cuauhtémoc, Humberto Ramos Molina, le curé d'Anáhuac, Camilo Daniel et des paysans de l'organisation *Unión para el Progreso de los Campesinos de la Laguna* (UPCALA)⁵³³. L'occupation fut diffusée à travers les radios locales, elles incitaient d'autres groupes de paysans à occuper de nouveaux entrepôts. Par ailleurs, face à la situation précaire des régions paysannes, le MDC reçut de nombreux soutiens de la part de représentants des partis politiques, mais aussi de prêtres, du secteur ouvrier et également des organisations paysannes affiliées au PRI. Ainsi, le gouverneur du Chihuahua, González Herrera, accompagné des leaders du MDC, négocia différentes avancées pour les paysans avec le gouvernement fédéral à Mexico. Pour faire pression sur ces négociations, de nouvelles marches furent mobilisées, comme ce fut par exemple le cas le 15 janvier 1986. Les militants marchèrent depuis Cuauhtémoc jusqu'à la ville de Chihuahua. Lorsque les dirigeants du MDC annoncèrent la promesse de l'État d'augmenter le prix d'achat de la tonne de maïs, elle fut suspendue⁵³⁴.

La lutte pour le prix d'achat des denrées alimentaires cultivées se poursuivit en octobre 1987 avec la formation du *Frente Democrático Campesino* (FDC), qui rassemblait autour du MDC d'autres organisations paysannes et le parti socialiste mexicain⁵³⁵. Le 10 janvier 1988, le FDC organisa la "*marcha de la dignidad campesina*" afin d'étendre à d'autres localités la lutte pour l'augmentation du prix de garantie. Près de deux cent indiens Raramuris marchèrent vers Chihuahua en présentant leurs revendications dans les différentes communautés visitées. Alors qu'une partie des adhérents avaient décidé de marcher pour atteindre Chihuahua, un groupe dissident, l'Union des *Ejidors* du Nord-Ouest, choisit d'organiser une caravane motorisée afin de se rendre plus vite à Chihuahua. Cependant, ce fut l'arrivée des marcheurs le 14 janvier qui eut le plus d'impact sur l'opinion publique. Ils reçurent de nombreux soutiens lors de leur installation dans la capitale de l'État. Leur *plantón* s'appela le "campement de la dignité paysanne" et permit la diffusion de leurs revendications à travers la ville, à travers la distribution de tracts, la tenue d'assemblées et de réunions dans les quartiers et dans le campement, ainsi que des visites vers les communautés où les entrepôts étaient occupés⁵³⁶. Par la suite, leur campagne de contestation opta pour des actions plus radicales. Un rapport de force s'installa avec les pouvoirs politiques, le père Camilo Daniel décida d'entamer un jeûne dans le *plantón* pour faire pression sur les autorités gouvernementales.

⁵³³ Víctor Quintana. *Op. cit.*, p. 113.

⁵³⁴ *Idem*, p. 119.

⁵³⁵ *Ibidem*, p. 122.

⁵³⁶ *Idem*, p. 126-127.

Finalement, un accord fut trouvé le 15 février, le gouvernement s'engagea à mettre en place une nouvelle politique de développement agricole⁵³⁷.

Les mobilisations du FDC se poursuivirent lors du mandat de Carlos Salinas et notamment sous la présidence d'Ernesto Zedillo (1994-2000). Ainsi, le premier février 1995, une caravane est ainsi organisée depuis Chihuahua par la FDC et l'organisation *El Barzón*. Elle regroupa près de cinq cent personnes qui se dirigèrent vers la ville frontalière de Ciudad Juárez pour protester devant le Consulat des Etats-Unis et demander au consul l'asile économique en raison de l'application de politiques économiques qui affectaient le travail des paysans mexicains. En outre, ils bloquèrent également le pont international reliant Juárez au Texas. Outre les marches-caravanes, d'autres actions ont été organisées au cours de cette période. Des jeûnes collectifs de plusieurs jours furent organisés à Chihuahua et à Ciudad Cuauhtémoc, les militants occupèrent également des banques et des bâtiments du Secrétariat de l'Agriculture. Toutes ces mobilisations avaient pour revendication le versement anticipé d'une subvention gouvernementale destinée aux agriculteurs, le PROCAMPO, mise en place sous Carlos Salinas en 1993⁵³⁸.

Par ailleurs, les différentes organisations engagées contre les politiques néolibérales se rassemblèrent autour du mouvement "*Todos por Chihuahua*". Le 4 novembre 1995, le mouvement organisa des marches simultanées depuis différents endroits de l'État du Chihuahua et qui convergèrent vers la ville de Chihuahua afin de protester contre la crise économique et ses conséquences : abus bancaires, hausse de la violence et de la criminalité⁵³⁹. Les marches-caravanes de "Tous pour Chihuahua" furent constituées de différents moyens de locomotion qui représentaient le travail agricole et la vie des agriculteurs *rancheros*. En ce sens, les marches-caravanes des organisations paysannes dénotent avec celles des organisations triquis, notamment avec celles du MULT où, outre les femmes vêtues de *huipil*, leur mobilisation ne mettait pas en avant des symboles de la culture et de l'identité triqui.

Elles organisèrent également des caravanes vers Mexico, auxquelles participa l'organisation *El Barzón*, constituée en août 1993 par des épargnants appartenant notamment à la classe moyenne rurale et urbaine, et qui étaient endettés auprès des banques privées⁵⁴⁰. Avant de s'étendre à d'autres États, les premières mobilisations d'*El Barzón* eurent lieu dans les États du Jalisco et de Zacatecas avec l'organisation de *plantones* à Guadalajara et à Zacatecas même⁵⁴¹. Puis, le mouvement décida

⁵³⁷ *Ibidem*, p. 130.

⁵³⁸ *Idem*, p. 271-272.

⁵³⁹ *Ibidem*, p. 274-275.

⁵⁴⁰ Hélène Combes. *Op. cit.*, p. 118-121.

⁵⁴¹ Carlos Rafael Rea Roodríguez. Le barzonisme : un dispositif identitaire complexe en action dans le Mexique. *Le Mouvement Social*, 2009, n° 226, p. 2. Disponible sur : <<http://www.cairn.info/revue-le-mouvement-social-2009-1-page-31.htm>> (page consultée le 17 mai 2014).

de s'étendre à d'autres États en définissant une stratégie de lutte nationale. Afin d'unir les différents collectifs barzonistes des actions de mobilisations communes furent organisées. Le 20 novembre 1993, des contingents formés de tracteurs et de camions de charges partirent depuis différents États de la République en direction de Mexico. Alors que le groupe de Zacatecas descendait vers Mexico, d'autres sections d'*El Barzón* venaient s'intégrer à la caravane. Dans le même temps, les collectifs des États du Chihuahua, du Sonora et du Sinaloa installaient un campement à Ciudad Juárez et bloquaient les accès vers les États-Unis. À travers ces actions collectives menées en parallèle, *El Barzón* cherchait à obtenir de la présidence de la République des solutions concernant l'endettement des producteurs depuis la baisse des subventions. Néanmoins, les difficultés rencontrées par les contingents à coordonner efficacement cette première caravane permit au gouvernement fédéral de dissoudre la mobilisation en envoyant la police fédérale⁵⁴². Les autres mobilisations de l'organisation furent plus spectaculaires et donc plus médiatisées, ce qui leur octroya des garanties quant à l'aboutissement des négociations avec le gouvernement. En effet, le répertoire d'action de protestation d'*El Barzón* était innovateur dans le sens où ses militants utilisaient de nouveaux outils pour manifester⁵⁴³. En atteste l'exemple de la "*cabalgata*" de 1999, où ils descendirent à cheval à Mexico.

Cette caravane s'inscrivait dans une plus ample mobilisation qui comprenait d'autres mouvements paysans et notamment le *Frente Democrático Campesino*. Alors qu'une commission composée de dirigeants paysans se rendait à Mexico afin de négocier avec les députés une réforme des accords de libre-échange, *El Barzón* organisait sa caravane à cheval pour la "*dignidad del campo mexicano*" depuis Ciudad Juárez jusqu'à Mexico. Cette chevauchée dura cinquante-cinq jours et ils chevauchèrent sur près de deux mille kilomètres. Lors de leur arrivée à Mexico, les cavaliers barzonistes, accompagnés d'autres militants occupèrent la Chambre des Députés après la signature par les députés du Parti du Travail (PT) du budget des dépenses liés aux zones agricoles⁵⁴⁴. Par ailleurs, grâce à la forte capacité de mobilisation des sections paysannes d'*El Barzón*, l'organisation cordonna d'autres caravanes vers Mexico pour dénoncer : les impacts de l'ALENA sur les exploitations agricoles mexicaines en 2002 et 2003, l'implantation de cultures de maïs transgéniques en 2008 et le manque d'aides gouvernementales suite à une importante période de sécheresse qui toucha le nord du pays en 2012⁵⁴⁵.

⁵⁴² Hubert De Grammont. *El Barzón : clase media, ciudadanía y democracia*. México : Plaza y Valdés, UNAM, 2001, p. 106-110.

⁵⁴³ Francis Mestries. *Op. cit.*, p. 193.

⁵⁴⁴ Mayra Aguirre, Guadalupe Hernández, Francisco Arroyo *et al.* Irrumpe 300 barzonistas en la Cámara de Diputados. *El Universal*, 15 décembre 1999. Disponible : <<http://www.eluniversal.com.mx/nacion/9250.html>> (page consultée le 17 mai 2014).

⁵⁴⁵ D'après le témoignage de Gabino Gómez. Questionnaire envoyé le 13 septembre 2013 (membre fondateur de l'organisation *El Barzón* et de l'organisation *Justicia para nuestras hijas* dans l'État de Chihuahua).

Enfin, les organisations paysannes et *El Barzón* participèrent également, aux côtés des partis d'opposition, à des contestations électorales contre l'État-PRI. Ainsi, dès 1986, dans l'État du Chihuahua, le *Movimiento Democrático Electoral* fut fondé afin de garantir des élections libres et démocratiques. De même, tout au long de son histoire, *El Barzón* fut proche du PRD dans l'optique d'étendre ses revendications sur les pouvoirs exécutifs et législatifs⁵⁴⁶.

La société civile se mobilisa également aux côtés de ses organisations sociales pour garantir et défendre des élections libres. Ainsi, des citoyens participèrent aux marches des partis politiques d'opposition, dont le PRD, contre les fraudes électorales.

F. Des fraudes électorales à la violence liée au narcotrafic : les marches des militants non-partisans

1. Les marches du PRD contre les fraudes électorales

Le *Partido de la Revolución Democrática* (PRD) fut fondé au lendemain de la défaite de Cuauhtémoc Cárdenas aux élections présidentielles de 1988. Dès sa fondation, la lutte pour la démocratie fut un élément central de son programme politique⁵⁴⁷.

Le parti se construisit autour d'anciens militants d'organisations sociales, de syndicats et d'ONG. Nombreux furent ceux qui rejoignirent le parti en ayant déjà milité dans différentes organisations non-partisanes et en ayant participé à différents mouvements sociaux⁵⁴⁸. Leurs passés militants a sans doute inspiré le répertoire d'action collective du PRD et la formation de marches-caravanes lors des conflits électoraux. En effet, l'opposition au système priiste s'organisa autour de mobilisations post-électorales, auxquelles la participation de la société civile augmentait sensiblement, ce qui renforçait la présence politique du PRD⁵⁴⁹. Ces mouvements permirent de rassembler autour des organisations sociales, rodées aux actions collectives de protestation, des citoyens qui défendaient le respect des votes. Outre les manifestations urbaines et les campements sur le *zócalo* de Mexico et des capitales régionales, d'autres actions de protestation furent convoquées dont les marches-caravanes vers Mexico.

Par ailleurs, les dirigeants pérédistes appuyèrent d'autres mouvements opposés aux fraudes électorales. En effet, en 1991, dans l'État de San Luis Potosí, le PRD soutint le mouvement

⁵⁴⁶ Hubert de Grammont. *El Barzón, un movimiento social inserto en la transición hacia la democracia política en México*. In Norma Giarraca (resp. de l'édition). *Une nueva ruralidad en América Latina ?* Buenos Aires : CLASCO, 2001, p. 168-169. Disponible sur : <<http://bibliotecavirtual.clasco.org.ar/clasco/gt/20100929125458/giarraca.pdf>> (page consultée le 17 mai 2014).

⁵⁴⁷ Hélène Combes. *Op. cit.*, p. 115.

⁵⁴⁸ *Idem*, p. 139-143

⁵⁴⁹ *Ibidem*, p. 207.

contestataire de Salvador Nava, qui s'était présenté comme le candidat de la "*Coalición Democrática Potosina*" aux élections pour le poste de gouverneur. Outre le PRD, la coalition comprenait également des militants du PAN. Ils s'étaient réunis autour d'un objectif commun : gagner les élections contre le candidat priïste Fausto Zapata Loredo afin d'installer un gouvernement de transition démocratique. Néanmoins, malgré l'opposition du mouvement de Salvador Nava, le PRI gagna les élections en remplissant notamment les urnes des districts ruraux. Convaincue d'avoir été victime d'une fraude électorale, la coalition radicalisa son opposition au système priïste en organisant différentes actions de protestation à San Luis Potosí. Puis, Salvador Nava, soutenu par le PRD et Cuauhtémoc Cárdenas, entreprit de marcher jusqu'à Mexico pour exiger la destitution de Fausto Zapata. La caravane, "*Marcha de la Dignidad*", rassembla autour des dirigeants politiques et des organisations civiles, de nombreux citoyens. Leur protestation s'étendit au delà de l'État de Potosí, trouvant un écho dans d'autres mouvements de contestation du système priïste, fortement contesté depuis l'élection de Carlos Salinas à la présidence de la République en 1988. Le pouvoir se sentant menacé par cette mobilisation de la société civile autour des parties d'opposition, jugea opportun de négocier avec Salvador Nava et de conclure un accord le 8 octobre 1991. Il entraîna la destitution de Fausto Zapata et la nomination d'un gouverneur intérimaire qui devait convoquer de nouvelles élections. Le gouvernement fédéral promit également de travailler sur une réforme de la loi électorale⁵⁵⁰.

En outre, le 20 novembre 1991, Andrés Manuel López Obrador organisa "*l'Exodo por la democracia*" pour dénoncer publiquement des fraudes qui avaient entachées les élections municipales dans l'État du Tabasco et plus particulièrement, dans le *municipio* de Cárdenas, où le PRD considérait avoir obtenu la majorité. Son "exode" démarra de la capitale de l'État, Villahermosa, avec cent cinquante personnes ; à son arrivée à Mexico, le 11 janvier 1992, cinq mille personnes l'accompagnaient⁵⁵¹. Selon le récit d'Andrés Manuel López Obrador, elle rassembla à la fois des citoyens qui défendaient la démocratie et le respect du processus électoral, mais aussi des croyants qui percevaient la marche comme un pèlerinage et qui portaient une image de la Vierge de la Guadalupe, et elle intégra de jeunes militants engagés dans différents mouvements sociaux⁵⁵². De plus, la marche permit la coordination et la jonction d'autres mouvements qui contestaient les résultats électoraux. Le rassemblement de différents groupes de protestation permit, après

⁵⁵⁰ José de Jesús Gama Ramírez. San Luis Potosí : una alternancia política conflictiva. In Manuel Larrosa, Leonardo Valdés (coords.). *Elecciones y partidos políticos en México, 1995*. México : UAM, 1995, p. 150-151. Disponible sur : <<http://biblio.juridicas.unam.mx/libros/4/1762/18.pdf>> (page consultée le 19 mai 2014).

⁵⁵¹ Moisés Sinuhé García Bartolo. La construcción de un liderazgo : escoboza biográfico de Andrés Manuel López Obrador. *El Cotidiano*, janvier-février 2006, n° 141, p. 24. Disponible sur : <<http://www.redalyc.org/articulo.oa?id=32514111>> (page consultée le 19 mai 2014).

⁵⁵² Andrés Manuel López Obrador. *La mafia nos robó la Presidencia*. México : Grijalbo, 2007, p.40.

négociations, la reconnaissance de la victoire du PRD dans différents *municipios*, dont Cárdenas. En effet, le secrétaire du gouvernement, Fernando Gutiérrez Barrios, négocia tout au long du parcours avec les dirigeants pérédistes. Au fur et à mesure que la marche avançait vers Mexico, il concédait de nouveaux points aux revendications qu'ils lui présentaient⁵⁵³. Cela laisserait-il penser que le gouvernement fédéral ne souhaitait pas que le parti d'opposition s'installe durablement à Mexico et lance depuis la capitale fédérale d'autres campagnes de mobilisations ?

Fort de ce premier succès, Andrés Manuel López Obrador organisa une nouvelle marche le 22 avril 1995, prénommée cette fois-ci la "*Caravana por la democracia*". Cette mobilisation dénonçait notamment des irrégularités lors des élections pour le poste de gouverneur du Tabasco en 1994. Elles avaient opposé AMLO à Roberto Madrazo, candidat priiste. Ainsi, cette nouvelle mobilisation rassembla les citoyens autour de l'illégitimité supposée du nouveau gouverneur, ainsi qu'autour de l'opposition à la volonté du président Zedillo de privatiser l'entreprise pétrolière PEMEX. Andrés Manuel López Obrador, à travers ces contestations, souhaitait étendre la protestation à l'ensemble du pays, autour des thèmes suivant : la défense du patrimoine national ; l'opposition au régime autoritaire et à ses pratiques antidémocratiques lors des élections. Ainsi, ces caravanes, en sortant du contexte local *tabasqueño*, cherchèrent à rassembler des citoyens de toutes les classes sociales autour d'un mouvement pacifique et de résistance civile⁵⁵⁴. Elles permirent également de renforcer l'aura politique d'AMLO au sein de son parti et auprès de la population mexicaine. En atteste son élection au poste de président du parti en août 1996, puis comme chef du gouvernement du District Fédéral le 2 juillet 2000 et enfin ses candidatures comme candidat du PRD aux élections présidentielles de 2006 et de 2012. L'organisation de ce type de mobilisation renforçait l'influence politique de ses organisateurs et des dirigeants du parti qui intervenaient lors des meetings tenus durant la caravane⁵⁵⁵.

Outre les dirigeants du PRD, les principaux membres de ces différentes marches étaient des paysans et des Indiens venus des régions rurales, et qui pouvaient se permettre de s'absenter plusieurs semaines sans perdre leur récolte. Par exemple, en 1999, des communautés indiennes de la région du fleuve Balsas-Mezcala, dans l'État de Guerrero, se mobilisèrent en nombre afin de soutenir le candidat pérédiste, Félix Salgado Macedonio, qui avait été victime de fraudes électorales dans son opposition avec René Juárez Cisneros, au poste de gouverneur de l'État. Ces communautés qui n'étaient pas forcement engagés dans la défense des valeurs démocratiques, marchèrent aux côtés de Félix Salgado car il les avait auparavant soutenus dans leur opposition à un projet de barrage

⁵⁵³ *Idem*, p. 38-40.

⁵⁵⁴ Moisés Sinuhé García Bartolo. *Op. cit*, p. 24.

⁵⁵⁵ Hélène Combes. *Op. cit*, p. 229.

hydroélectrique. Ainsi, à travers les marches post-électorales, des collectifs et des communautés habituellement isolées des centres du pouvoir pouvaient exposer leurs revendications. Les marches étaient également un moyen de rompre avec l'isolement médiatique, imposé par le contrôle du PRI sur les médias.

Outre les contestations aux fraudes électorales, la crise de légitimité du système priiste se caractérisa également par la hausse de la violence dans le pays. , violence instrumentalisée par les groupes criminels et les trafiquants de drogues qui, à la fin des années 1990, s'étaient émancipés hors du contrôle de l'État-PRI. Ainsi, face à l'incapacité du PRI, puis du PAN à lutter contre les cartels de la drogue, la société civile se rassembla autour de caravanes pour, dans un premier temps, défendre le droit des femmes, et dans un second temps donner la parole aux proches des victimes de la guerre contre le narcotraffic.

2. Au cœur de la violence des narcotrafiquants, les campagnes contre les "féminicides"

Le trafic de drogue au Mexique fut, jusqu'aux présidences panistes de Vicente Fox et de Felipe Calderón, contrôlé par l'État-PRI et par le président de la République. Toutefois, lors des négociations autour de l'ALENA, le président mexicain, Carlos Salinas, subissant les pressions nord-américaines sur son engagement dans la lutte contre le trafic de drogue, fit arrêter en 1993 l'un des principaux chefs du cartel du Sinaloa, Joaquín Guzmán dit "*el chapo*", accusé d'avoir commandité l'assassinat du cardinal Juan Jesús Posadas Ocampo à l'aéroport de Guadalajara⁵⁵⁶. Au delà de cette arrestation, c'est l'accord tacite entre les cartels et les autorités mexicaines qui fut rompu et qui entraîna une hausse de la violence⁵⁵⁷. Elle fut également accentuée par la fin de l'hégémonie priiste, en raison de la pluralisation des partis politiques et du changement de parti à la tête des municipalités, puis des États et enfin de la République avec la victoire du PAN en 2000. Le contrôle du PRI sur le commerce illégal de la drogue en fut affecté et entraîna une plus grande autonomie des cartels vis-à-vis des pouvoirs politiques⁵⁵⁸. La puissance des cartels du Sinaloa, de Tijuana, de Juárez, ainsi que le cartel du Golfe augmenta sensiblement après le démantèlement des cartels colombiens dans les années 1990 qui privilégiaient le transfert de drogues vers les Etats-Unis par les

⁵⁵⁶ Luis Astorga. Géopolitique des drogues au Mexique. *Hérodote*, 2004, n° 112, p. 60. Disponible sur : <<http://www.cairn.info/revue-herodote-2004-1-page-49.htm>> (page consultée le 25 mai 2014).

⁵⁵⁷ Alain Rouquié. *Op. cit.*, p. 405.

⁵⁵⁸ Entretien avec Luis Astorga. Drogues illégales et société : expériences mexicaines. *Problèmes d'Amérique latine*, hiver 2012, n° 87, p. 16.

voies maritimes et aériennes⁵⁵⁹. La violence entre narcotrafiquants mexicains se concentra notamment autour du contrôle des passages terrestres frontaliers avec les États-Unis, devenu primordial dans l'acheminement des drogues sur le marché américain. Par ailleurs, les cartels mexicains diversifièrent leurs activités (extorsions, enlèvement) et intensifièrent leur contrôle sur les pouvoirs exécutifs et judiciaire, corrompant juges et policiers. Cette "décomposition de l'appareil d'État"⁵⁶⁰ plongea l'opinion publique dans un sentiment d'insécurité et de défiance envers les institutions politiques, la police et la justice mexicaine.

Avec les jeunes, les femmes furent les principales victimes de cette hausse de l'insécurité au Mexique et notamment dans les États frontaliers. Elles furent assassinées pour le seul fait d'être des femmes : ce sont les "féminicides"⁵⁶¹. La plupart d'entre eux eurent lieu dans l'État de Chihuahua, à Ciudad Juárez à partir des années 1990. Ils seraient liés à différents facteurs : l'industrialisation de la ville dans les années 1970 avec l'installation de *maquilas*, la faiblesse des institutions policières et judiciaires mexicaines et la hausse de la violence liée au contrôle de la frontière par les narcotrafiquants⁵⁶². Les victimes venaient majoritairement des classes populaires de Ciudad Juárez, elles vivaient dans les quartiers périphériques et travaillaient dans les *maquiladoras*.

L'incapacité des pouvoirs publics à lutter efficacement contre ces violences de genre amena des femmes de la société civile à s'organiser indépendamment des pouvoirs politiques. Leur lutte porta sur la dénonciation des violences commises à leur encontre et sur la critique du modèle patriarcale et machiste de la société mexicaine. La première organisation fut créée en 1998 sous le nom de "*Voces sin eco*". Les familles des victimes se rassemblèrent autour de cette organisation afin de faire pression sur les autorités locales et judiciaires qu'elles rendaient responsables des "*feminicidios*"⁵⁶³. Les autres collectifs, dont "*Nuestras Hijas de Regreso a Casa*" et "*Integración de Madres por Juárez*" ont été fondés après la découverte de cadavres de jeunes filles dans un terrain vague de Ciudad Juárez, appelé le "champ de coton", en 2001.

Pour protester contre les "*feminicidios*", ces organisations mobilisèrent des marches et des caravanes. Certaines d'entre elles traversèrent la frontière à Ciudad Juárez afin de s'unir avec d'autres collectifs de femmes à El Paso, au Texas. Les jonctions entre les mobilisations mexicaines

⁵⁵⁹ Marcelo Bergman. Narco-politique et narco-économie en Amérique latine. *Problèmes d'Amérique latine*, printemps 2010, n° 76, p. 33.

⁵⁶⁰ Alain Rouquié. *Op. cit.*, p. 408.

⁵⁶¹ Le concept s'est développé, dans les années 1990, aux États-Unis dans le milieu féministe nord-américain, sous le nom de "*femicide*". Au Mexique, le terme "*feminicidio*" a été employé pour définir les meurtres et les disparitions de femmes à Ciudad Juárez. L'anthropologue et députée Marcela Lagarde inclut à travers les "*feminicidios*" toutes les agressions misogynes, qu'elles soient physiques ou psychologiques et les qualifie de "crime d'État". Chiara Calzolaio parle quant à elle de "violence de genre" pour les définir. Voir l'article de Chiara Calzolaio. Les féminicides de Ciudad Juárez : reconnaissance institutionnelle, enjeux politiques et moraux de la prise en charge des victimes. *Problèmes d'Amérique latine*, printemps 2012, n° 84, p. 61-76.

⁵⁶² *Idem*, p. 68.

⁵⁶³ Marie France Labrecque. *Féminicide et impunité. Le cas de Ciudad Juárez*. Montréal : Les Éditions Écosociété, 2012, p. 104.

et étasuniennes se déroulaient sur le pont international reliant les deux villes. Ainsi, entre décembre 2001 et mars 2002, de nombreuses organisations se rassemblèrent autour de la campagne "*Alto a la impunidad, ni una muerta más*". Elles organisèrent en commun une série d'actions parallèles afin de diffuser leur lutte pour le respect des droits des femmes. Parmi ces actions, un groupe de femmes de Chihuahua, auto-proclamées "*mujeres de negro*", marchèrent à travers le désert depuis la capitale de l'État jusqu'à Ciudad Juárez en mars 2001. Le dénommé "*Exodo por la vida*" rassembla plus de deux cents femmes vêtues de noir qui mirent six jours avant d'arrivée à Ciudad Juárez⁵⁶⁴. Elles s'étaient réparties en sept groupes (Dignité, Liberté, Solidarité, Justice, Paix, Amour et Équité). Chacun des groupes marchaient une douzaine de kilomètres chaque jour. À chaque halte, un campement était monté dans les villages qui les accueillait. Par ailleurs, sur le trajet elles placèrent différentes croix peintes en rose, en mémoire des femmes assassinées dans l'État. La symbolique religieuse fut très présente lors de cette marche. En effet, outre ces croix roses, une croix de deux mètres, entourée de plus de deux cents clous, qui représentaient les victimes de "féminicide", a été installée devant le palais du gouvernement à Chihuahua, puis à Ciudad Juárez et fut finalement amenée jusqu'au pont international⁵⁶⁵.

En outre, grâce aux soutiens d'organisations internationales, d'autres marches-caravanes furent organisées par la suite. Ainsi, le 14 février 2004, l'association nord-américaine V-day⁵⁶⁶ et Amnesty International coordonnèrent, depuis le Texas, une marche en direction de Ciudad Juárez pour dénoncer la passivité des autorités à l'encontre des violences liées au genre⁵⁶⁷. Par ailleurs, la "Marche mondiale des femmes"⁵⁶⁸ fit escale en avril 2005 à Ciudad Juárez, avant de passer le témoin de la marche aux organisations féminines d'El Paso⁵⁶⁹. En novembre 2009, au cours de la guerre de Felipe Calderón contre le narcotrafic, une nouvelle caravane regroupant des femmes de tous les milieux sociaux fut organisée depuis Mexico vers Ciudad Juárez, sous le nom "*d'Exodo por la vida*". Symboliquement et comme en 2002, elles plantèrent des croix roses dans le "champ de coton". À Cd.

⁵⁶⁴ Aleyda Aguirre. Pese el exodo por la vida. *La Jornada*, 1^{er} avril 2002. Disponible sur : <http://www.jornada.unam.mx/2002/04/01/articulos/44_juarez.htm> (page consultée le 22 mai 2014).

⁵⁶⁵ Llegan a Juárez las "mujeres de negro". *Proceso*, 13 mars 2002. Disponible sur : <<http://www.proceso.com.mx/?p=240530>> (page consultée le 22 mai 2014).

⁵⁶⁶ V-Day est un mouvement international, une de ses membres fondatrices est l'auteur Eve Ensler et a pour vocation de dénoncer les violences contre les femmes.

⁵⁶⁷ Communiqué de presse d'Amnesty International. V-Day et Amnesty International organisent une marche sur Ciudad Juárez le 14 février. *Amnesty International*, 3 février 2004. Disponible sur : <<https://www.amnesty.org/fr/library/asset/AMR41/007/2004/fr/be0b1f55-d63a-11dd-ab95-a13b602c0642/amr410072004fr.html>> (page consultée le 22 mai 2014).

⁵⁶⁸ La Marche mondiale des femmes fut une mobilisation internationale féministe lancée en 2005 depuis São Paulo et qui couvrit de nombreux pays. Elle découle d'une rencontre de femmes issues d'organisations sociales à Montréal en octobre 1998 au cours de laquelle elle décidèrent de mettre en place une campagne contre la pauvreté et la violence, inspirée de la Marche du "Pain et des roses" coordonnée par la Fédération des Femmes du Québec en 1995. Celle de 2005 passa notamment par le Mexique, du Chiapas à Ciudad Juárez en avril 2005. Disponible sur : www.marchemondialesdesfemmes.org.

⁵⁶⁹ Marc Fernandez, Jean-Christophe Rampal. *La ville qui tue les femmes. Enquêtes à Ciudad Juárez*. Paris : Hachette Littératures, 2005, p. 203-205.

Juárez, d'autres organisations féminines les reçurent pour poursuivre leur manifestation dans la ville. Ces mobilisations féminines étaient, selon l'expression de Víctor Quintana, les "porte-paroles des réclamations silencieuses de nombreuses régions pour démilitariser le pays et en finir avec les violations des droits de l'homme"⁵⁷⁰. Les "féminicides" ne se limitèrent pas aux États du nord, la violence à l'encontre des femmes dans les États comme Oaxaca sont aussi fréquents. Les "paramilitaires" des groupes triquis n'hésitèrent pas au cours des conflits dans la région à torturer, violer et assassiner des femmes. Ce fut par exemple le cas en août 1996 à Yutazaní, territoire disputé par le MULT et l'UBISORT, où un groupe de femmes se rendant au marché de Juxtlahuaca fut séquestré et violé par un groupe armé⁵⁷¹.

Pour lutter contre la hausse de la violence dans le pays, le président Felipe Calderón ordonna en 2006 la militarisation des États occupés par les narcotrafiquants. Cette déclaration de guerre contre les groupes criminels s'expliquerait par son élection contestée. En effet, il souffrait dès son élection d'un déficit de "légitimité d'origine"⁵⁷², lié à la contestation de sa victoire électorale par Andrés Manuel López Obrador. Afin de conquérir l'opinion publique, il décida de s'attaquer aux pouvoirs des narcotrafiquants. C'est ainsi que le 11 décembre 2006 le président nouvellement élu leur déclara la guerre et envoya l'armée intervenir dans différents États. F. Calderón demanda également l'aide logistique du gouvernement américain, avec lequel il signa "l'initiative de Mérida" en mars 2007. Dans un premier temps, les troupes militaires se substituèrent à la police lors de l'opération "Michoacán" qui avait pour mission de détruire des plantations de marijuana et de combattre les groupes criminels dans l'État du même nom. L'armée occupa également Tijuana où elle s'attaqua à la corruption de la police locale. Elle fut également envoyée dans la région du "triangle d'or", située entre les États du Sinaloa, du Durango et de Chihuahua et où était cultivé le pavot, utilisé pour la fabrication de l'héroïne⁵⁷³.

Néanmoins, au lieu de permettre à l'État d'assurer de nouveau la sécurité de ses habitants, la guerre provoqua une hausse des homicides et de la violence dans le pays. Les affrontements au sein des cartels et avec l'armée provoquèrent une extension de la violence à l'ensemble du pays, touchant des États qui avaient été jusqu'alors épargnés⁵⁷⁴. De plus, l'armée de terre, tout comme la marine mexicaine n'avaient pas été formées à la lutte contre le trafic de drogue. Ainsi, lors de leurs interventions, de nombreuses atteintes aux droits de l'homme et du citoyen furent commises, mais

⁵⁷⁰ Víctor Quintana. Mujeres en éxodo por la vida. *La Jornada*, 13 novembre 2009. Disponible sur : <<http://www.jornada.unam.mx/2009/11/13/opinion/021a2pol>> (page consultée le 23 mai 2014).

⁵⁷¹ Francisco López Bárcenas. *Op. cit.*, p. 226.

⁵⁷² Alain Rouquié. *Op. cit.*, p. 401.

⁵⁷³ *Idem*, p. 402-403.

⁵⁷⁴ Marco Antonio Estrada Saavedra. *Op. cit.*, p. 101.

n'ont pas été pas condamnées par les tribunaux militaires⁵⁷⁵. La population était notamment victime de la corruption des policiers et de leurs accointances avec le crime organisé. Ce fut le cas du fils de Javier Sicilia et de ses amis qui furent torturés et assassinés à Cuernavaca, dans l'État de Morelos, car ils s'étaient opposés aux chantages de policiers qui cherchaient à les racketter. Pour leur donner une leçon, les policiers auraient fait appel à des membres du cartel du Pacifique qui les enlevèrent et les assassinèrent le 28 mars 2011⁵⁷⁶.

Javier Sicilia, poète et journaliste mexicain, soutenu par la société civile mexicaine dans sa majorité, se lança dans une campagne pour la paix et la justice, et contre la guerre, à travers différentes marches et caravanes.

3. La "caravane du Nord" où la rencontre du MPJD avec les victimes

Le mouvement de Javier Sicilia rassemblait les Mexicains autour de l'expression "*estamos hasta la madre*", qui dénonçait les politiciens, les narcotrafiquants et la justice mexicaine :

*Estamos hasta la madre de ustedes, políticos [...], porque en sus luchas por el poder han desgarrado el tejido de la nación, porque en medio de esta guerra mal planteada [...], que ha puesto el país en estado de emergencia, han sido incapaces [...] de crear los consensos que la nación necesita para encontrar la unidad sin la cual este país no tendrá salida [...]; estamos hasta la madre, porque la corrupción de las instituciones judiciales genera la complicidad con el crimen y la impunidad para cometerlo [...]. De ustedes, criminales, estamos la madre, de su violencia, de su pérdida de honorabilidad, de su crueldad, de su sinsentido*⁵⁷⁷.

Sa protestation débuta par une marche le 6 avril 2011 à Cuernavaca pour exiger justice et le retour à la paix. Afin d'étendre le mouvement à l'ensemble du Mexique, le *Movimiento por la Paz con Justicia y Dignidad* (MPJD) fut fondé et organisa une première marche-caravane de Cuernavaca à Mexico le 5 mai. Ses adhérents insistèrent sur l'importance de mobiliser la société civile autour d'une action non-violente, inspirée de la pensée non-violence de Gandhi⁵⁷⁸, comme me le révélait Javier Sicilia : « *Nosotros fuimos construyendo el camino, fue un movimiento lleno de intuiciones que se fueron articulando y bueno hubo esta propuesta de una marcha, pensando mucho en Gandhi,*

⁵⁷⁵ Alain Rouquié. *Op. cit.*, p. 417.

⁵⁷⁶ *Idem*, p. 415.

⁵⁷⁷ Javier Sicilia. *Estamos hasta la madre*. México : Planeta Mexicana, 2011, p. 159-160.

⁵⁷⁸ Gandhi considérait la non-violence comme un principe religieux utilisé pour mener à bien une action politique. Dans sa lutte pour l'indépendance de l'Inde, il a utilisé, outre les jeûnes, la mobilisation de marches pacifiques. La plus importante fut la "marche du sel", entamée le 12 mars 1930. Cette marche de près de 300 kilomètres le mena, en compagnie d'autres marcheurs, sur les rivages de l'océan indien, qu'ils atteignirent le 5 avril 1930. Pour protester contre les lois coloniales, il incita les Indiens à ramasser du sel, qui était alors monopole de l'État. Gandhi fut arrêté en mai 1930. Cette marche fut la première mise en pratique de la pensée gandhienne en faveur de la lutte non-violente. Elle fut considérée comme l'événement décisif dans la lutte pour l'indépendance, finalement obtenue en août 1947. Voir l'ouvrage de Robert Deliège. *Gandhi*. Paris : P.U.F., « Que sais-je ? », 1999.

en la marcha de la sal, en las traducciones de los peregrinajes »⁵⁷⁹. La pensée non-violente et les actions de désobéissance civile menées par Gandhi influencèrent énormément les représentants du MPJD⁵⁸⁰. En outre, la marche fut silencieuse car au lieu de crier leur colère, les manifestants souhaitaient véhiculer un message de paix, d'amour, de justice et de dignité pour la nation mexicaine, afin de reconstruire une démocratie qu'ils considéraient comme perdue⁵⁸¹. À leur arrivée sur le *zócalo* de Mexico, où un meeting était prévu, les intellectuels censés intervenir laissèrent leur place aux familles des victimes de la guerre. Ce fut un acte fondateur pour le MPJD, qui centra sa lutte sur le dialogue avec les victimes de la guerre.

Suite à cette première mobilisation, le Mouvement pour la Paix présenta six propositions pour la rédaction d'un pacte, dit "*Pacto Nacional por la Paz*", qui exigeait : la fin des assassinats et de la stratégie de guerre du gouvernement ; la lutte contre la corruption des autorités et contre le blanchiment d'argent des narcotrafiquants ; la mise en place de politiques tournées vers l'éducation la culture et en faveur des jeunes, principales victimes de cette guerre ; et enfin favoriser une démocratie plus participative et démocratiser les médias de communication⁵⁸². Le pacte devait rassembler et unifier la société civile pour faire pression sur les autorités gouvernementales et les partis politiques. Afin de rassembler la population autour de ses propositions et d'aller à la rencontre des principales victimes de la violence, le MPJD organisa une caravane en direction de Ciudad Juárez.

⁵⁷⁹ Entretien avec Javier Sicilia. Cuernavaca, 19 décembre 2013 (intellectuel et poète mexicain, membre fondateur du *Movimiento por la Paz con Justicia y Dignidad*).

⁵⁸⁰ Pietro Ameglio. *Gandhi y la desobediencia civil : México hoy*. México : Plaza y Valdes, 2002.

⁵⁸¹ Javier Sicilia. *Op. cit.*, p. 163.

⁵⁸² Javier Sicilia. *Pacto Nacional por la Paz. Movimiento por la Paz con Justicia y Dignidad*, 12 mai 2011. Disponible : <<http://movimientoporlapaz.mx/documentos-esenciales-del-movimiento/pacto-nacional-por-un-mexico-en-paz-con-justicia-y-dignidad/>> (page consultée le 24 mai 2014).



Carte 7 Movimiento por la paz⁵⁸³

L'utilisation des caravanes dans le répertoire d'action collective du Mouvement pour la Paix MPJD permit d'aller au cœur des régions et des États les plus touchés par la violence. Ainsi, selon Pietro Ameglio, ces caravanes pourraient être décrites comme des mobilisations pacifiques et d'entraide dans un contexte de guerre :

*[...] una caravana no representa sólo una acción de movilización masiva noviolenta, sino que es una "columna civil y pacífica" que permite romper el cerco (para) militar -el de la violencia- en esos territorios, apoyar material y moralmente a los pobladores, llevar solidaridad, visibilizar nacional y internacionalmente las condiciones de su sufrimiento e injusticias*⁵⁸⁴.

La première caravane se nomma "*Caravana del Consuelo por la Paz con Justicia y Dignidad*" et fut constituée d'autobus et de centaines de personnes. Ils partirent symboliquement de Cuernavaca le

⁵⁸³ Efraín Gracida Camacho. *Movimiento por la paz*. Mexico : s. n. Juin 2014.

⁵⁸⁴ Pietro Ameglio. Caminar y luchar : acción y espiritualidad noviolentas. In Centro de Estudios Euménicos, Iglesias por la Paz, *Movimiento por la Paz con Justicia y Dignidad. Las caravanas del Movimiento por la Paz con Justicia y Dignidad : Itinerarios de una espiritualidad en resistencia*. México : Centro de Estudios Euménicos, 2013, p. 23-24.

4 juin 2011 et arrivèrent le 11 juin, à Ciudad Juárez, "l'épicentre de la douleur"⁵⁸⁵, pour signer le "*Pacto Nacional Ciudadano*". Après avoir manifesté à Mexico, la mobilisation poursuivit son parcours vers l'État de Mexico où Javier Sicilia tint notamment un meeting à Toluca sur la corruption des politiciens et la méconnaissance des partis politiques sur la réalité sociale qui les entourait⁵⁸⁶. L'étape suivante fut Morelia et le Michoacán, État d'origine de Felipe Calderón et où avait débuté sa guerre. Depuis l'envoi de l'armée dans ces régions, la violence avait sensiblement augmenté, Javier Sicilia parla même "d'enfer" pour décrire la situation dans laquelle vivait les *michoacanos* et notamment les communautés indigènes⁵⁸⁷. En effet, la caravane ne se limita pas uniquement aux centres urbains, elle apporta également son soutien aux communautés rurales qui s'étaient organisées pour lutter contre le crime organisé, comme par exemple la communauté purépecha de Cherán K'eri.

En avril 2011, ses habitants s'étaient auto-proclamés autonome afin de défendre leur forêt, exploitée par des groupes de bûcherons et protégés par les narcotrafiquants de la *Familia Michoacana*, puis des *Caballeros Templarios*. Afin d'asseoir leur contrôle sur les communautés, ils n'hésitèrent pas à séquestrer, à torturer et à assassiner ceux qui défendaient leur territoire⁵⁸⁸. Les habitants s'organisèrent dans le *municipio* de Cherán : en réponse au contrôle des groupes criminels, ils expulsèrent les autorités locales, s'armèrent et installèrent des barricades autour de leur localité. En outre, pour diffuser leur lutte et se solidariser avec d'autres, ils montèrent une radio communautaire, la *Radio Fogata* et organisèrent des marches vers l'agence municipale de Cherán et jusqu'à Morelia⁵⁸⁹. Le MPJD convoqua également des caravanes de soutien en juin 2011 et en février 2012 vers les territoires purépechas. D'autres caravanes humanitaires et de soutien seront organisées vers Cherán au cours de l'année 2012. Par exemple, en mai 2012, une caravane composée de différentes organisations sociales indépendantes se rendit à Cherán afin de participer à la "Rencontre Nationale de Résistances Autonomes Anticapitalistes", organisé par ses habitants. Cette rencontre avait pour vocation de rassembler ces différentes organisations autour de la question de la

⁵⁸⁵ Javier Sicilia. *Op. cit.*, p. 171.

⁵⁸⁶ Alonso Urrutia. Advierte el poeta : la oligarquía busca inhibir la participación de ciudadanos. *La Jornada*, 5 juin 2011. Disponible sur : <<http://www.jornada.unam.mx/2011/06/05/politica/011n1pol>> (page consultée le 25 mai 2014).

⁵⁸⁷ Alonso Urrutia. Llega caravana por la Paz a Michoacán ; tenemos que salir de este infierno: Sicilia. *La Jornada*, 5 juin 2011. Disponible sur : <<http://www.jornada.unam.mx/2011/06/05/politica/010n1pol>> (page consultée le 25 mai 2014).

⁵⁸⁸ Salvador Maldonado Aranda recensa près de vingt assassinats et séquestrations au cours de ses dernières années à Cherán. Pour plus de détails sur l'histoire et la formation de ces groupes criminels du Michoacán, voir l'article de Salvador Maldonado Aranda. Violence d'État et ordre criminel. Les coûts de la guerre perdue du Michoacán, Mexique. *Problèmes d'Amérique latine*, été 2013, n° 89, p. 111-119.

⁵⁸⁹ Voir les articles suivants : Ernesto Martínez Elorriaga. Marcha silenciosa en Cherán en demanda de justicia y paz. *La Jornada*, 19 juillet 2012. Disponible sur : <<http://www.jornada.unam.mx/2012/07/19/estados/036n1est>> (page consultée le 25 mai 2014) et Ernesto Martínez Elorriaga. Exigen en Cherán castigo para asesinos de los comuneros. *La Jornada*, 15 juillet 2012. Disponible sur : <<http://www.jornada.unam.mx/2012/07/15/politica/012n1pol>> (page consultée le 25 mai 2014).

construction d'autonomies, de la défense des territoires et sur la guerre de Felipe Calderón⁵⁹⁰. Une délégation du Conseil Autonome de San Juan Copala y participa, tout comme des dirigeants du FPDT.

Par ailleurs, la "caravane pour la paix" poursuivit son parcours vers le nord du pays en passant par les États de San Luis Potosí, de Zacatecas et du Durango. Dans ces États, le MPJD organisa notamment des meetings et des réunions avec les familles des victimes. De plus, tout au long du trajet le MPJD recueillait des témoignages des proches des disparus et des victimes de la guerre. D'autres actions de protestation étaient également organisées dans les villes étapes. En effet, arrivés à Monterrey, les membres du Mouvement pour la Paix marchèrent jusqu'à la *Procuraduría de Justicia del estado de Nuevo León*, pour accompagner des familles de victimes afin qu'elles soient reçues par les autorités. Pour faire pression sur le procureur de la République, les manifestants, accompagnés d'organisations de défense des droits de l'homme, organisèrent un *sit-in* devant la Palais de Justice. Après plusieurs heures de mobilisation, le procureur s'engagea publiquement à présenter des avancées dans les enquêtes⁵⁹¹. D'autres actions collectives de "désobéissance civile" furent menées de la sorte à Chihuahua. Le MPJD scella notamment sur le parvis du palais du gouvernement une plaque en hommage à Marisela Escobedo, afin de rappeler la responsabilité du gouvernement dans l'assassinat de M. Escobedo, de sa fille et des autres "féminicides"⁵⁹².

La mobilisation dans l'État du Chihuahua fut particulièrement importante, des Mexicains attendaient pendant des heures la caravane afin de saluer Javier Sicilia, de se joindre au cortège ou de lui présenter leurs plaintes afin que le MPJD les présentent, en octobre 2001, à la CIDH à Washington⁵⁹³. Ainsi, l'arrivée à Ciudad Juárez se fit en compagnie de nombreuses organisations locales, dont faisait partie *El Barzón*. Puis, le 10 juin, à l'Université Autonome de Ciudad Juárez, débutèrent les débats autour du "*Pacto Ciudadano por la Paz con Justicia y Dignidad*". Différentes tables, composées d'organisations sociales, de collectifs d'extrême-gauche et de représentants de l'Église catholique, dont le modérateur était le père Miguel Concha, discutèrent des thèmes proposés par le Mouvement pour la Paix⁵⁹⁴. Le pacte fut ainsi rendu public et fut présenté au président Felipe Calderón, le 23 juin 2011 lors du "dialogue de Chapultepec". Les discussions et les travaux entre

⁵⁹⁰ Fernando Camacho Servín. Inician en Cherán el Encuentro Nacional de Resistencias Autónomas Anticapitalistas. *La Jornada*, 24 mai 2012. Disponible sur : <<http://www.jornada.unam.mx/2012/05/24/politica/025n3pol>> (page consultée le 25 mai 2014).

⁵⁹¹ Pietro Ameglio ¿ Hacia dónde va el Movimiento por la Paz? *La Jornada*, 26 juin 2011. Disponible sur : <<http://www.jornada.unam.mx/2011/06/26/opinion/008a1pol>> (page consultée le 25 mai 2014).

⁵⁹² Javier Sicilia. *Op. cit.*, p. 171-172. Marisela Escobedo était une défenseuse des droits de l'homme et fut assassinée le 16 décembre 2010 alors qu'elle luttait, depuis le "*feminicidio*" de sa fille, en 2008, pour faire condamner le coupable de son assassinat. Une première plaque avait été déposée et retirée en mars 2011, provoquant l'indignation des organisations féminines.

⁵⁹³ Elena Azaola. El Movimiento por la Paz con Justicia y Dignidad. *Desacatos: revista de Antropología Social*, septembre-décembre 2012, n°40, p. 160.

⁵⁹⁴ Mario Arriagada Cuadriello, Andrés Lajous. Caravana del Consuelo : La Marcha que camina al revés. *Nexos*, 1^{er} juillet 2011. Disponible sur : <<http://www.nexos.com.mx/?p=14349>> (page consultée le 7 juin 2014).

l'organisation et les autorités fédérales se poursuivirent le 21 juillet 2011, au Musée National d'Anthropologie. Toutefois, malgré la création de la *Procuraduría de Atención a Víctimas del Delito* par le président de la République, le MPJD jugea les avancées présentées par le gouvernement fédéral comme insuffisantes⁵⁹⁵. L'objectif du mouvement était que la loi en faveur des victimes, la "*Ley General de Víctimas*," soit approuvée par la Chambre des députées. Elle le fut en avril 2012 et a été finalement appliquée le 9 janvier 2013⁵⁹⁶. Cette loi devait permettre la reconnaissance des droits des victimes et de leurs proches, et de considérer les assassinats commis dans le cadre de la guerre aux narcotrafics comme des violations aux droits de l'homme. Elle devait également contribuer à la mise en place de mesures éducatives, économiques et sociales afin d'endiguer la violence dans le pays⁵⁹⁷. Néanmoins, lors de ces dialogues avec les autorités fédérales, des tensions surgirent au sein du MPJD, opposant les militants issus des organisations indépendantes et habitués à mener des actions de protestation contre l'État à ceux, comme Javier Sicilia, qui souhaitait travailler avec les pouvoirs exécutifs et législatifs afin mettre fin à la guerre contre le narcotrafic⁵⁹⁸.

Malgré ces tensions, d'autres caravanes furent organisées dans les régions du sud du Mexique, mais aussi dans les pays frontaliers que sont le Guatemala et les Etats-Unis, également victimes et responsables de la violence au Mexique.

4. Étendre la problématique de la violence au delà des frontières mexicaines

Les campagnes de mobilisation du MPJD ne prétendaient pas se substituer à l'État dans les régions victimes de la violence. A travers les caravanes, l'organisation souhaitait donner la parole à ceux qui se sentaient abandonnés par les autorités politiques et judiciaires et exposer les problèmes de régions délaissées par les pouvoirs. C'est dans ce sens que fut organisée la seconde caravane du MPJD, la dite "*Caravana del Sur*", entre le 9 et le 19 septembre 2011⁵⁹⁹. En effet, elle concentra ses activités autour du dialogue avec les familles des victimes, les migrants centre-américains et les populations indigènes. À l'image de la caravane dans le nord du pays, le Mouvement pour la Paix organisa, à chacune de ses haltes, des marches, des meetings et des réunions avec les organisations civiles et sociales et les proches des disparus. En outre, le parcours de la caravane du MPJD était transnational, il incluait un passage par le Guatemala, après avoir visité les régions du sud-ouest mexicain et avant de remonter par les États au sud-est de Mexico. Ces régions étaient également

⁵⁹⁵ Elena Azaola. *Op. cit.*, p. 161.

⁵⁹⁶ Sí a la #LeyVíctimasYa. *Movimiento por la Paz con Justicia y Dignidad*, s. D. Disponible sur : <<http://movimientoporlapaz.mx/es/en-movimiento/si-a-la-leyvictimasya/>> (page consultée le 26 mai 2014).

⁵⁹⁷ Elena Azaola. *Op. cit.*, p. 161-162.

⁵⁹⁸ Marco Antonio Estrada Saavedra. *Op. cit.*, p. 103.

⁵⁹⁹ Voir carte p. 156.

touchées par la violence des cartels de la drogue et des forces répressives de l'État. Les migrants centre-américains étaient quant à eux victimes de la corruption et de la répression des agents de police, ainsi que du contrôle des frontières par les groupes criminels mexicains.

Le passage par le Guatemala et les contacts avec les organisations de migrants furent possibles grâce au travail de préparation réalisé par des militants du MPJD en amont de la caravane. Ils parcoururent les différents États afin de planifier la venue de la caravane, comme l'expliquait J. Sicilia :

*Llegamos hasta Guatemala, gracias a la coalición de las víctimas, de las organizaciones sociales y teníamos gente muy activistas. Hicieron la ruta, se mandan scouting para amarrar con las organizaciones locales, para definir el agenda y conseguir dinero. Los migrantes llegaron y nos apoyaron, como los pueblos indios, también ellos son víctimas, por eso que se metieron en la caravana*⁶⁰⁰.

Cette préparation permit notamment de mettre en évidence l'insécurité qui régnait dans les régions rurales et indigènes des États de Guerrero, de Oaxaca et du Chiapas. En outre, la violence était particulièrement perceptible dans le Guerrero et notamment dans la station touristique d'Acapulco qui est un important marché de drogues. Après être passé par l'État de Oaxaca et par Juchitán, où le MPJD affirma son soutien aux communautés opposées à l'implantation des parcs éoliens, la caravane se joignit au mouvement de libération du professeur Alberto Patishtán au Chiapas. Incarcéré depuis l'an 2000, cet enseignant bilingue était accusé d'avoir assassiné sept policiers dans le *municipio* d'El Bosque (Chiapas). La justice maintint son incarcération alors qu'aucune preuve formelle ne l'accusait. D'importantes mobilisations, menées par des organisations indépendantes, dont SERAPZ et le FRAYBA, eurent lieu pour exiger sa libération. De nombreuses caravanes furent notamment organisées vers Tuxtla, dont la dernière en date, en août 2013, partit de Mexico et se rendit dans la capitale du Chiapas en passant par San Cristóbal⁶⁰¹. Il fut finalement libéré à la fin du mois d'octobre 2013.

Après avoir participé à une partie de ces mobilisations au Chiapas, le MPJD entra finalement au Guatemala, après avoir négocié le passage de la frontière avec le gouvernement guatémaltèque. Par ailleurs, celui-ci interdit à la caravane d'entrée à Guatemala City. Le Mouvement pour la Paix put toutefois transmettre son message afin de demander pardon aux centraméricains qui étaient victimes de la violence lors de leurs traversées du Mexique⁶⁰². De retour au Mexique, la caravane remonta par les États du Tabasco, de Veracruz, de Puebla avant de rentrer à Mexico. Cette première

⁶⁰⁰ Entretien avec Javier Sicilia. *Op. cit.*

⁶⁰¹ Fernando Camacho Servín. Hoy sale del DF Caravana en apoyo a Patishtán. *La Jornada*, 29 août 2013. Disponible sur : <<http://www.jornada.unam.mx/2013/08/29/politica/022n2pol>> (page consultée le 27 mai 2014).

⁶⁰² Marco Antonio Estrada Saavedra. *Op. cit.*, p. 102.

mobilisation transnationale vers l'Amérique centrale entraîna l'organisation d'une troisième mobilisation pour, cette fois-ci, exposer les responsabilités de la société et du gouvernement nord-américains dans l'accroissement de la violence au Mexique et de la puissance des groupes narcotrafiquants.



Carte 8 Caravana por la paz en Estados Unidos de América⁶⁰³

Cette "caravane pour la paix" partit le 12 août 2012 de Tijuana et elle traversa les Etats-Unis durant plus d'un mois avant d'arriver le 12 septembre à Washington D. C. Son parcours couvrit l'essentiel des États frontaliers avec le Mexique, avant de se rendre dans les principales villes du nord-est étasunien. Chacun de ses passages était lié à un thème précis, que le mouvement souhaitait exposer et débattre avec la société civile et les pouvoirs nord-américains :

El salir de Tijuana a San Diego, California, tuvo como base el tema migratorio para después estar en Los Ángeles ; la presencia en Nuevo México, Arizona se vinculó al tráfico (de) las armas ; en Nueva York fue vincularlo al lavado de dinero y en Washington DC, el tema de la cooperación bilateral⁶⁰⁴.

⁶⁰³ Efraín Gracida Camacho. *Caravana por la paz en Estados Unidos de América*. Mexico s. n. Juin 2014.

À travers l'utilisation d'un répertoire d'action de protestation original, le MPJD souhaitait dénoncer la responsabilité des Etats-Unis à travers notamment la vente légale d'armes aux cartels, l'existence du secret bancaire qui favorisait le blanchiment de l'argent du narcotrafic et enfin le soutien de Washington à la guerre de Felipe Calderón⁶⁰⁵. Par ailleurs, cette mobilisation permit également de se solidariser avec des organisations nord-américaines qui dénonçaient ces impacts sur la violence au Mexique. Citons par exemple la *Drug Policy Alliance* et la *Law Enforcement Against Prohibition* qui accompagnèrent la caravane tout au long de son parcours. En outre, le MPJD chercha à rassembler, autour de son message de paix, la population afro-américaine, principale victime de la violence et du trafic de drogues aux États-Unis. Pour cela, la caravane se rendit à Baltimore et à Montgomery afin de rendre hommage aux mouvements afro-américains qui s'étaient mobilisés pour le respect de leurs droits civiques entre les années 1950 et 1960. Dans l'État de l'Alabama, les adhérents à la caravane rendirent hommage aux actions de désobéissance civile initiées par le pasteur Martin Luther King à Montgomery, et à sa lutte non-violente et pacifique dont souhaitait s'inspirer le MPJD.

Ce mouvement pour les droits civiques fut notamment caractérisé par de nombreuses marches sur Washington, organisées à partir des années 1960 et qui se terminaient par des manifestations dans la capitale fédérale⁶⁰⁶. De même, en mars 1965, dans l'Alabama, une importante marche eut lieu entre Selma et Montgomery. Cette mobilisation, jugée illégale par les pouvoirs locaux, défia les autorités et une partie de la population blanche opposée à la déségrégation. Les marches lors de ce mouvement furent le moyen d'instaurer un rapport de force avec les autorités, notamment en occupant l'espace public et de rassembler les populations noires et blanches autour de la lutte pour les droits civiques et la déségrégation⁶⁰⁷.

Contrairement à ces mobilisations pour les droits civiques, l'impact médiatique de la "caravane pour la paix" de 2012 fut moindre. Le MPJD dut réaliser des actions fortes pour attirer l'attention des médias et sensibiliser la société civile nord-américaines, comme le relatait Javier Sicilia :

*Los medios locales, hispanos estaban muy atentos, pero los medios nacionales inglés no hablaban de nosotros. [...] Entonces tuvimos que levantar la caravana mediáticamente, compramos armas y las rompimos, tomamos el banco de HSBC en Nueva York. En cada una de los agendas hicimos un acto simbólico fuerte y eso nos permitió la visualización*⁶⁰⁸.

⁶⁰⁴ Brisa Solís. La Caravana por la Paz USA : Iniciativa binacional para la búsqueda de la justicia y la dignidad. In Centro de Estudios Ecueménicos, Iglesias por la Paz, Movimiento por la Paz con Justicia y Dignidad. *Op. cit.*, p. 126.

⁶⁰⁵ Marco Antonio Estrada Saavedra. *Op. cit.*, p. 103.

⁶⁰⁶ Sidney Tarrow, Charles Tilly. *Op. cit.*, p. 44.

⁶⁰⁷ Marianne Debouzy. *Op. cit.*, 24-25.

⁶⁰⁸ Entretien avec Javier Sicilia. *Op. cit.*

À défaut d'avoir eu l'impact souhaité sur les Etats-Unis, la caravane pour la paix menée par Javier Sicilia eut le mérite d'étendre la problématique de la violence et des conséquences du trafic de drogues au-delà du territoire et du contexte mexicain. Ainsi, les trois caravanes du Mouvement pour la Paix eurent des stratégies différentes, mais les trois restèrent centrées sur le dialogue et la défense des victimes. Cette volonté d'aller vers son prochain, quelque soit sa nationalité, pourrait être liée au caractère spirituel et religieux des caravanes du Mouvement pour la Paix.

En effet, elles empruntèrent, tout au long de leur parcours, de nombreux symboles religieux et un répertoire d'action collective proche des pèlerinages chrétiens. Le mouvement devait tracer son propre "chemin vers la paix", basé sur la spiritualité et tourné vers les familles des victimes et non contre l'État⁶⁰⁹. Par ailleurs, des groupes affiliés à l'Église catholique participèrent également aux mobilisations du MPJD. Par exemple, lors de la caravane dans le sud du pays, les Communautés Ecclésiales de Base (CEBs) l'accueillirent à de nombreuses reprises. Outre les membres des CEBs, des fidèles des églises évangéliques, dont les pentecôtistes, se joignirent aux militants pour la paix⁶¹⁰. Enfin, différents cultes mêlant syncrétismes catholiques et croyances indiennes furent célébrés pour rendre hommage aux victimes, comme ce fut le cas lors d'une cérémonie traditionnelle zapotèque sur le site de Monte Albán, sur les hauteurs de la ville de Oaxaca⁶¹¹.

À l'inverse de nombreuses marches-caravanes étudiées précédemment, les mobilisations du MPJD ne furent pas des campagnes d'affrontements avec les gouvernements locaux et fédéraux. Elles souhaitèrent rassembler la société civile autour du témoignage des familles des victimes de la guerre, devenue une "communauté mémorielle et réparatrice"⁶¹². Ces caravanes, tournées vers le dialogue et la lutte non-violente s'inspirèrent plus de mouvements de désobéissance civile pacifique que du répertoire de protestation d'autres mouvements sociaux mexicains plus radicaux. Ainsi, il convient de souligner que les marches et les caravanes mexicaines s'inspirèrent également d'autres campagnes de ce type, notamment mobilisées en Amérique latine par les populations indigènes.

⁶⁰⁹ Miguel Álvarez Gándara. Las Caravanas del MPJD, un peregrinaje inacabado. In Centro de Estudios Ecueménicos, Iglesias por la Paz, Movimiento por la Paz con Justicia y Dignidad. *Op. cit.*, p. 35-37.

⁶¹⁰ Ricardo Guillermo Gállego. La Caravana del Sur: crónicas de una espiritualidad liberadora. *Idem*, p. 95-98.

⁶¹¹ *Ibidem*, p. 109-110.

⁶¹² Marco Antonio Estrada Saavedra. *Op. cit.*, p. 103.

En Amérique latine, les mouvements sociaux se sont multipliés au cours de la seconde moitié du XX^e siècle, autour de la contestation des régimes autoritaires, de l'accompagnement des transitions vers la démocratie et de sa consolidation. Néanmoins, ces mouvements contestèrent également, à travers des marches-caravanes, des projets politiques néolibéraux qui affectaient leurs identités culturelles, leurs territoires et leurs conditions de travail⁶¹³. Deux marches en Bolivie symbolisent ces luttes contre le modèle néolibéral : celle des mineurs en 1986 et des peuples indiens en 1990. En effet, en 1986, vingt mille mineurs victimes de relocalisation organisèrent la "*Marcha por la vida*" en direction de La Paz. Ils furent durement réprimés par l'armée, ce qui entraîna la fin du mouvement minier bolivien et la dispersion de nombreux ouvriers vers d'autres secteurs⁶¹⁴. De plus, en 1990, la *Confederación de Pueblos Indígenas de Bolivia* (CIDOB) qui rassemblaient des Indiens Guaraní, Chiquitano, Ayoreo et Guarayo autour de revendications communes portant sur la reconnaissance de leurs territoires, organisa une première "*Marcha por el Territorio y la Dignidad*". Elle couvrit près de six cents kilomètres entre La Santísima Trinidad (située au nord-est de la capitale bolivienne) et La Paz. Cette première mobilisation indienne initia le "réveil indien" en Bolivie, symbolisé par de nombreuses autres marches et par l'élection d'Evo Morales à la présidence du pays en décembre 2005. Citons, parmi ces autres mobilisations indiennes, la "*Marcha por la Vida, la Coca y la Soberanía Nacional*" des paysans producteurs de coca en 1994, ou encore celles en défense du *Territorio Indígena Parque Nacional Isiboro Sécuré* (TIPNIS) et contre le projet d'une route censée traverser ce territoire. Il y eut au final huit marches des peuples indiens de Bolivie, la dernière débuta à Trinidad en août 2012⁶¹⁵. Par ailleurs, comme au Mexique, la défense de l'identité indienne fut représentée par de nombreuses marches dans les pays latino-américains lors des commémorations des cinq cents ans de la découverte de l'Amérique en 1992 et lors de l'application de différents traités néolibéraux.

L'essentiel des marches-caravanes mobilisées dans les autres pays d'Amérique du sud furent à l'initiative des populations indigènes vivant pour la plupart dans des régions isolées et marginalisées par les pouvoirs politiques, gouvernant depuis les anciennes capitales coloniales à l'image de la région triqui et de Oaxaca.

⁶¹³ Camille Goirand. Mobilisations et répertoires d'action collective en Amérique latine. *Revue internationale de politique comparée*, 2010, vol. 17, n°2, p. 7-8. Disponible sur : <<http://www.cairn.info/revue-internationale-de-politique-comparee-2010-2.htm>> (page consultée le 29 mai 2014).

⁶¹⁴ Hervé Do Alto. De la révolution nationale à la victoire d'Evo Morales. Retour sur un demi-siècle de luttes en Bolivie populaire (1952-2007). *Actuel Marx*, 2007, n°42, p. 89. Disponible sur : <<http://www.cairn.info/revue-actuel-marx-2007-2-page-84.htm>> (page consultée le 29 mai 2014).

⁶¹⁵ Ismael Gúzman. *VIII Marcha Indígena en Bolivia. Por la defensa del territorio, la vida y los derechos de los pueblos indígenas*. La Paz : CIPCA, 2012.

Conclusion

Les organisations communautaires triquis et d'autres régions rurales du Mexique ont défendu, tout au long du XX^e siècle et encore aujourd'hui, leurs territoires, leurs identités culturelles et leurs traditions face à différentes interventions essentiellement menées par l'État mexicain et le parti politique qui fut à sa tête jusqu'en 2001, le PRI.

Au lieu de s'isoler du reste du pays pour mieux se défendre, ces organisations ont mobilisé des marches-caravanes afin d'occuper le territoire national pour montrer leur union et leur détermination contre les politiques d'intégration de l'État-Nation mexicain. Ces mobilisations leur ont permis de négocier directement avec les autorités politiques et de rendre visible aux yeux de l'opinion publique leurs revendications. Cette diffusion des luttes sociales à travers les marches-caravanes a également permis aux organisations de se rassembler autour d'actions communes. Ainsi, les Indiens triquis isolés et marginalisés du reste de l'État se joignirent-ils à des coalitions de tout le pays et bénéficièrent-ils d'une exposition médiatique qui contribua notamment à la formation d'un parti politique régional pour le MULT ou à l'organisation de caravane de solidarité pour le MASJC.

Les marches-caravanes devinrent un outil de pression efficacement utilisé par ces organisations triquis, notamment par le MULT qui mobilisa sa première marche sur Oaxaca sans aucune préparation et qui aujourd'hui rassemble, lors de ses mobilisations, des dizaines de milliers de militants venus de tout l'État de Oaxaca. Celles en soutien au *Municipio Autónomo de San Juan Copala* ne rencontrèrent toutefois pas le même succès.

À travers l'exemple des marches-caravanes depuis et vers la région triqui, nous avons pu constater l'importance de ces mobilisations concernant les rapports qu'entretiennent les organisations communautaires avec les autorités gouvernementales, mais aussi les dynamiques de mobilisations différentes entre les organisations non gouvernementales solidaires et les Indiens.

L'histoire des marches-caravanes au Mexique s'inscrit elle-même dans celle des mouvements sociaux communautaires, syndicaux, paysans, étudiants, auxquels participa également la société civile. Néanmoins, à l'inverse des grèves et des manifestations urbaines, cette représentation d'une action protestataire puise également ses racines dans les traditions culturelles et religieuses des populations mexicaines. En effet, comme nous l'avons notamment vu à travers l'exemple du Chiapas, l'Église catholique et l'application des préceptes de la Théologie de la Libération ont contribué à unir les communautés indiennes autour de pèlerinages de protestation. En outre, les marches paysannes ont trouvé leurs origines dans celles des paysans qui, au lendemain de la Révolution mexicaine, marchaient vers les capitales régionales afin d'exiger des terres cultivables.

Avec le temps, les marches-caravanes se modernisèrent et couvrirent de plus grands espaces afin de rassembler la société civile et d'autres organisations à la cause des organisateurs. Les médias jouèrent également un rôle important dans la diffusion de revendications portées par ces mobilisations. Les exemples les plus frappants furent ceux de la marche zapatiste de 2001 ou encore les caravanes du MPJD qui virent se solidariser de nombreuses organisations sociales locales au cours de leurs parcours.

L'influence des caravanes mexicaines se trouve peut-être également dans les luttes non-violentes basées sur la désobéissance civile menées par Gandhi dans les années 1930 et par les organisations afro-américaines dans leur mouvement pour le respect des droits-civiques entre les années 1950 et 1960. Aujourd'hui les caravanes sont devenues une forme de mobilisation non-violente fréquemment utilisées par les mouvements et les organisations sociales, cependant nous pouvons nous interroger sur l'impact qu'elles rencontrent sur les populations, les médias et les autorités alors que leurs organisations se sont banalisées dans le répertoire d'action collective de protestation. À l'image des premières marches vers Mexico ou vers les capitales régionales, les caravanes d'aujourd'hui sont-elles encore réellement efficaces ? La récente libération d'Alberto Patishtan grâce aux mobilisations menées par SERAPAZ tendrait à le prouver. Mais la fréquence de leur mobilisation et la modernisation de leur organisation n'atténuent-elles pas dans l'imaginaire social mexicain, le sacrifice et le don de soi que représentait la participation à une marche-caravane ?

Les populations indiennes qui participaient aux marches devaient en effet laisser leur récolte, parfois abandonner leur famille pendant plusieurs semaines. Néanmoins, ils étaient nombreux à s'intégrer à ces mobilisations. La défense de leur territoire et de leur identité était primordiale, notamment lors de l'application des politiques indigénistes d'intégration qui devaient permettre leur assimilation à l'État en tant que citoyen mexicain.

Ainsi, dans le cadre de mon projet de thèse doctorale, je souhaiterais aborder l'histoire de ces politiques indigénistes à travers l'étude comparée des régions triquis basse et haute entre 1940, date de leur application, et 1980, lorsque se renforcèrent les organisations communautaires.

Sources

I. Les mouvements sociaux mexicains

A. Les mouvements urbains et non-partisans

1. Ouvrages

Centro de Estudios Ecuménicos, Iglesias por la Paz, Movimiento por la Paz con Justicia y Dignidad. *Las caravanas del Movimiento por la Paz con Justicia y Dignidad : Itinerarios de una espiritualidad en resistencia*. México : Centro de Estudios Ecuménicos, 2013.

Comisión de Fomento Minero. *Relato minero*. México : Museo Nacional de Culturas Populares, SEP, 1988.

LÓPEZ OBRADOR Andrés Manuel. *La mafia nos robó la Presidencia*. México : Grijalbo, 2007.

MONSIVÁIS Carlos. *El 68 : la tradición de la resistencia*. México : Era, 2008.

SICILIA Javier. *Estamos hasta la madre*. México : Planeta Mexicana, 2011.

2. Articles de périodiques

LEYVA GALICIA Mario Alberto. La CNTE : 27 años de lucha democrática. *Trabajadores*, septembre-octobre 2006, n° 56, p. 2-3.

QUINTANA Víctor. Mujeres en éxodo por la vida. *La Jornada*, 13 novembre 2009. Disponible sur : <<http://www.jornada.unam.mx/2009/11/13/opinion/021a2pol>> (page consultée le 23 mai 2014).

Valorar las gestas heroicas de los estudiantes democráticos que precedieron al 68! *El Activista Regional*. Revue du PSM et PC, juillet 2008, n° 87.

3. Entretiens

ENCISO BARRÓN Mauro Cesar, Mexico, 26 octobre 2013 (dirigeant de la CNED et militant étudiant de la *Juventud comunista* dans les années 1960, professeur à l'*Instituto Politécnico Nacional*).

SICILIA Javier, Cuernavaca, 19 décembre 2013 (intellectuel et poète mexicain, membre fondateur du *Movimiento por la Paz con Justicia y Dignidad*).

4. *Sites internet consultés*

MOVIMIENTO POR LA PAZ CON JUSTICIA Y DIGNIDAD. Disponible sur : <movimientoporlapaz.mx> (page consultée le 5 juin 2014).

SERAPAZ. Servicios y Asesoría por la Paz. Disponible sur : <www.serapaz.org.mx> (page consultée le 5 juin 2014).

B. **Mouvements paysans et guérillas**

1. *Ouvrages*

GODINES JUNIOR Prudencio, *¡Qué poca Mad...era, la de José Santos Valdes!*, Mexico, s.n. 1968.

SANTOS VALDES José, *Madera, razón de un martiriología*, Mexico, Imprenta "Laura", 1968.

2. *Article(s) de périodique(s)*

GARCÍA JIMÉNEZ Plutarco Emilio. CNPA otra vez el plan de Ayala. *La Jornada del Campo*, novembre 2009, n° 26. Disponible sur : <<http://www.jornada.unam.mx/2009/11/14/cnpa.html>> (page consultée le 5 juin 2014).

VARGAS VALDES Jesús. Alvaro Ríos. s. n. 2004. Disponible sur : <<http://www.madera1965.com.mx/prensa/2004/alvaro.pdf>> (page consultée le 22 avril 2014).

3. *Entretiens*

GÓMEZ Gabino, questionnaire envoyé le 13 septembre 2013 (membre fondateur de l'organisation *El Barzón* et de l'organisation *Justicia para nuestras hijas* dans l'État de Chihuahua).

QUINTANA Víctor, questionnaire envoyé le 13 septembre 2013 (ancien député du PRD, conseiller du *Frente Democrático Campesino* et d'*El Barzón*).

4. *Site(s) internet consulté(s)*

EL BARZÓN. Unión Nacional de Productores Agropecuarios, Comerciantes, Industriales y Prestadores de Servicios. Disponible sur : <elbarzon.mx> (page consultée le 5 juin 2014).

C. Mouvements syndicux

1. Ouvrages

CASASOLA Ismael, NOVELO Victoria, REVUELTAS José. *La caravana del hambre, reportaje fotográfico*. Puebla : Universidad Autónoma de Puebla, INAH, 1986.

GILL Mario (coord.). *La huelga de Nueva Rosita*. México : [s. n], 1959.

MOLINA Daniel. *La caravana del hambre*. México : Ediciones El Caballito, 1978.

REVUELTAS José, «Marcha del hambre sobre el desierto y la nieve», *Hoy*, 1973, texte dactylographié.

D. Mouvements pour la défense du territoire

1. Articles de périodiques

CAMACHO GUZMÁN Damián. FPDT defender la tierra, defender la nación. *La Jornada del Campo*, novembre 2009, n° 26. Disponible sur : <<http://www.jornada.unam.mx/2009/11/14/cnpa.html>> (page consultée le 28 avril 2014).

ZAMORA LOMELÍ Carla, VANREUSEL Jonás. Hier c'était pour la terre, aujourd'hui pour la liberté. Processus et configurations du front des peuples pour la défense de la terre (FPDT) de San Salvador Atenco. *Problèmes d'Amérique latine*, 2011, n° 81, p. 11-32.

2. Entretiens

PÉREZ PINEDA Martha, Atenco, 12 décembre 2013 (membre du *Frente de los Pueblos en Defensa de la Tierra*).

RÍOS ROMERO Saúl, Atenco, 12 décembre 2013 (membre du *Frente de los Pueblos en Defensa de la Tierra* Atenco).

3. Sites internet consultés

FRENTE DE LOS PUEBLOS EN DEFENSA DE LA TIERRA. Blog del FPDT Atenco. Disponible sur : <<http://atencofpdt.blogspot.com>> (page consultée le 5 juin 2014).

II. Mouvements sociaux des organisations indiennes

A. Insurrection "néo-zapatiste"

1. *Ouvrage(s)*

Comisión Bicamaral de Concordia y Pacificación en Chiapas, COCOPA et Congreso de la Unión LXI Legislatura. *Memorias del Foro : Los Acuerdos de San Andrés, Asignatura Pendiente*. México : CDI, 2010

2. *Articles de périodiques*

PROCESO. Memoria gráfica : La marcha indígena. *Proceso edición especial*, avril 2001, n°8, 58 pages.

PROCESO. 1994-2004 : La gran ilusión... *Proceso edición especial*, janvier de 2004, n°13, 82 pages.

3. *Entretiens*

BÉLTRAN Sergio Fernando, Oaxaca, 30 octobre 2013 (membre fondateur de la *Unitierra* à Oaxaca, membre organisateur de la caravane étudiante d'observation Ricardo Pozas en soutien à l'EZLN).

FARO NAVARRO Pedro, San Cristóbal de las Casas, 8 novembre 2013 (coordinateur de l'Aire de *Sistematización e Incidencia* du FRAYBA).

PAGÉS Marina, San Cristóbal de las Casas, 5 novembre 2013 (coordinatrice de SIPAZ au Chiapas).

ITUARTE VERDUZCO Gonzalo, Église de Santo Domingo, San Cristóbal de las Casas, 5 novembre 2013 (frère dominicain du diocèse de San Cristóbal, membre fondateur de SERAPAZ, vicaire général du diocèse avec Samuel Ruiz et secrétaire de la CONAI).

4. *Sites internet consultés*

ENLACE ZAPATISTA. Disponible sur : <enlacezapatista.ezln.org.mx> (page consultée le 5 juin 2014).

SIPAZ. Servicio Internacional para la Paz. Disponible sur : <www.sipaz.org> (page consultée le 5 juin 2014).

B. Mouvements d'organisations indiennes dans l'Oaxaca

1. *Ouvrage(s)*

Comisión Civil Internacional de Observación de los Derechos Humanos. *Informe sobre los hechos de Oaxaca*. Barcelona : Gráficas Luna, 2007.

2. *Articles de périodiques*

HERNÁNDEZ NAVARRO Luis. La APPO. *La Jornada*, 21 novembre 2006. Disponible sur : <<http://www.jornada.unam.mx/2006/11/21/index.php?section=opinion&article=027a1pol>> (page consultée le 23 février 2014).

MONSIVÁIS Carlos. Crónica de Juchitán. *Cuadernos Políticos*, juillet-septembre 1983, n°37, p. 46-55. Disponible sur :

<<http://www.cuadernospoliticos.unam.mx/cuadernos/contenido/CP.37/CP37.5CarlosMonsivais.pdf>> (page consultée le 7 mars 2014).

PONIATOWSKA Elena. La COCEI. *La Jornada*, 3 juin 2007. Disponible sur : <<http://www.jornada.unam.mx/2007/06/03/index.php?section=opinion&article=a05a1cul>> (page consultée le 26 février 2014).

PONIATOWSKA Elena. La COCEI. *La Jornada*, 4 juin 2007. <<http://www.jornada.unam.mx/2007/06/04/index.php?section=opinion&article=a05a1cul>> (page consultée le 26 février 2014).

3. *Entretiens*

a) Oaxaca

MARTÍNEZ Víctor Leonel Juan, IEE, Oaxaca, 12 octobre 2013 (membre du Conseil Technique du CDI, Conseiller général de l'*Instituto Estatal Electoral* à Oaxaca, membre fondateur de la revue *En Marcha, realidad municipal de Oaxaca*).

NAHMAD SITTÓN Salomón, CIESAS, Oaxaca, 10 octobre 2013 (anthropologue au CIESAS et ancien directeur de l'*Instituto Nacional Indigenista*).

b) Isthme de Tehuantepec

Anonyme, Álvaro Obregon, Isthme de Tehuantepec, 2 novembre 2013 (ancien dirigeant de la COCEI, de San Dionisio del Mar, membre de l'*Asamblea de pueblos Ikoots y Binniza'a* et de l'*Asamblea de los Pueblos Indígenas del Istmo en Defensa de la Tierra y el Territorio*).

BEAS TORRES Carlos, Oaxaca, 10 novembre 2013 (membre fondateur et directeur de l'organisation UCIZONI).

CELAYA LÓPEZ Isaúl, Álvaro Obregón, Isthme de Tehuantepec, 2 novembre 2013 (de San Dionisio del Mar, membre de l'*Asamblea de pueblos Ikoots y Binniza'a de San Dionisio del Mar* et de l'*Asamblea de los Pueblos Indígenas del Istmo en Defensa de la Tierra y el Territorio*).

CRUZ VELÁZQUEZ Lucila Bettina, Juchitán de Zaragoza, 2 novembre 2013 (ancienne membre de la COCEI et membre de l'*Asamblea de los Pueblos del Istmo en Defensa de la Tierra y Territorio*).

LONA REYES Arturo, Lagunas Oaxaca, 3 novembre 2013 (connu comme "l'évêque des pauvres", évêque de Tehuantepec de 1971 à 2001).

SÁNCHEZ LÓPEZ Héctor, Oaxaca, 31 octobre 2013 (membre fondateur de la COCEI, ancien député et sénateur à Oaxaca, fut coordinateur du MULT lors de sa fondation et candidat au poste de gouverneur de Oaxaca pour le PUP).

SÁNCHEZ MARTÍNEZ Carlos, Juchitán de Zaragoza, 3 novembre 2013 (coordinateur de la radio communautaire Totopo et membre de l'*Asamblea Popular del Pueblo Juchiteco*).

III. Conflits et organisations sociales en territoires triquis

A. Les Triquis

1. Ouvrages

GAY José Antonio. *Historia de Oaxaca*. México : Editorial Porrúa, 1982 [première édition de 1881].

HERNÁNDEZ CRUZ Pablo. *Una aproximación histórica de la llegada y asentamiento de los primitivos triquis de Oaxaca*. Oaxaca : Secretaría de Cultura del Gobierno del Estado de Oaxaca, 2010.

B. Histoire du MULT

1. *Articles de périodiques*

IBARRA DE PIEDRA Rosario. MULT. *¡Eureka !*, mai 2010, n°19. Disponible sur : <http://comiteeureka.org.mx/periodico/Eureka_19.pdf> (consulté le 3 avril 2014).

La huella del MULT, trascendiendo su propia historia una mirada rapida. *MULT*, 2 décembre 2012. Disponible sur : <http://mult.org.mx/IMG/pdf/LA_HUELLA_DEL_MULT-1.pdf> (page consultée le 28 février 2014).

MARTÍNEZ Víctor Leonel Juan, MORALES CANALES Lourdes. MULT : Del rechazo a las elecciones a partido político. *En Marcha*, n°56, novembre 2003. Disponible sur : <<http://mult.org.mx/spip.php?article38>> (page consultée le 14 avril 2014).

MULT. Movimiento de Unificación y Lucha Triqui "Por la lucha y la liberación de los pueblos". Disponible sur : <mult.org.mx> (page consultée le 5 juin 2014).

Paysans et Indiens sont victimes de violations. *Amnesty International*, volume XVI, n° 6, juin 1986. Disponible sur :

<<http://www.amnesty.org/en/library/asset/NWS21/006/1986/en/f10a770a-9a37-40ef-9e9f-d33538427ec1/nws210061986fr.pdf>> (page consultée le 5 avril 2014).

2. *Entretiens*

Anonyme, Juxtlahuaca, 12 janvier 2014 (militant de la base du MULT).

Anonyme, Mexico, 14 janvier 2014 (membre fondateur du MULT à Mexico).

FERIA RODRÍGUEZ Enrique Misael, Juxtlahuaca, 12 janvier 2014 (coordinateur du MULT-PUP à Juxtlahuaca et dans la Mixtèque, adjoint au maire de Juxtlahuaca, José Alfonso Feria Rodríguez).

GARFIAS RUIZ Gerardo, Oaxaca, 31 octobre et 1^{er} novembre 2013 (anthropologue, "assesseur de l'exécutif" du gouverneur de Oaxaca, Gabino Cué Monteagudo, ancien délégué du gouvernement de Oaxaca à San Juan Copala et ancien procureur de l'*Asuntos Indígenas de Oaxaca*).

GUZMÁN TOVAR Alejandro, San Sebastián del Monte, 12 janvier 2014 (prêtre du diocèse de Huajapan de León et ancien curé de San Juan Copala de 1996 à 2005).

MARTÍNEZ DE JESÚS Rufino, Constanca del Rosario, 10 janvier 2014 (membre de la direction politique du MULT-PUP et conseiller du maire de Constanca del Rosario).

MERINO ZARAGOZA Rufino, El Rastrojo, 11 janvier 2014 (leader du MULT et dirigeant de la direction politique du MULT-PUP, ancien député du PUP).

3. *Entretien dactylographié*

PAZOS ORTIZ Heriberto, entretien de Hugo Gómez Partida, sans date et sans lieu, don de Francisco López Bárcenas, archive personnelle.

4. *Site(s) internet consulté(s)*

MULT. Movimiento de Unificación y Lucha Triqui "Por la lucha y la liberación de los pueblos". Disponible sur : <mult.org.mx> (page consultée le 5 juin 2014).

C. **L'autonomie à San Juan Copala et la violence dans la région**

1. *Ouvrages*

CABILDO AUTONOMO DE SAN JUAN COPALA. El Municipio Autónomo de San Juan Copala. In GASPARELLO Giovanna et QUINTANA GUERRERO Jaime (coords.). *Otras geografías : Experiencias de autonomías indígenas en México*. México : Editorial Perez, 2010 [première édition de 2009].

CILIA OLMOS David, Municipio Autónomo de San Juan Copala. *A solas contra el enemigo*. México : Editorial Huasipungo Tierra Roja, 2011.

2. *Articles de périodiques*

ALBINO Marcos, ENCINAS RODRÍGUEZ Alejandro, CONTRERAS QUEZADA Leticia *et al.* GPPRD encabezará la Caravana por la Paz en San Juan Copala y exige a gobierno federal garantías. *ÁGORA. Boletín del grupo parlamentario del PRD (LXI Legislatura Cámara de Diputados)*, n° 2715, mai 2010.

ALONSO OLIVARES Emir. Asumen cargos autoridades triquis autónomas de San Juan Copala. *La Jornada*, 27 janvier 2007. Disponible sur : <<http://www.jornada.unam.mx/2007/01/21/index.php?section=politica&article=006n1pol>> (page consultée le 24 février 2014).

GELLMAN Mneesha. Vamos a Regresar : The Right to Autonomy in San Juan Copala, Oaxaca, Mexico. *Congress of the Latin American Studies Association*. San Francisco, 2012.

LÓPEZ BÁRCENAS Francisco. El municipio autónomo de San Juan Copala. *La Jornada*, 10 janvier 2007. Disponible sur :

<<http://www.jornada.unam.mx/2007/01/10/index.php?section=opinion&article=019a1pol>> (page consultée le 23 février 2014).

MARTÍNEZ VÍCTOR Leonel Juan. Copala : Herida que desangra a los triquis. *En marcha, realidad municipal de Oaxaca*, 1er juin 2010.

MARTÍNEZ Víctor Leonel Juan. Copala : Herida que desengra a los triquis. *En Marcha*, 1^{er} juin 2010. Disponible sur : <<http://www.revistaenmarcha.com.mx/miscelanea/analisis/469-copala-herida-que-desangra-a-los-triquis.html>> (page consultée le 13 avril 2014).

Municipio Autónomo de San Juan Copala. Declaración del Municipio Autónomo de San Juan Copala. *Ojarasca*, février 2007, n° 118. Disponible sur : <<http://www.jornada.unam.mx/2007/02/12/oja118-declaracion.html>> (page consultée le 23 février 2014).

MUÑOZ RAMÍREZ Gloria. Nace un municipio indígena. "No es el momento de división. *Ojarasca*, n° 118, février 2007. Disponible sur : <<http://www.jornada.unam.mx/2007/02/12/oja118-nace.html>> (page consultée le 16 avril 2014).

QUEZADA CONTRERAS Leticia. La Comisión de Diálogo con Copala debe reunirse para trabajar en el caso. *Ágora, boletín del grupo parlamentario del PRD (LXI Legislatura, cámara de diputados)*, n° 2715, mai 2010.

VELÁSQUEZ Luis Ignacio. Muerte a quienes no se integran al MULT en San Miguel Copala. *En Marcha*, 15 mars 2012. Disponible sur : <<http://www.revistaenmarcha.com.mx/reportaje/946-muerte-a-quienes-no-se-integran-al-mult-en-san-miguel-copala.html>> (page consultée le 13 avril 2014).

3. *Entretiens*

a) Membres du MASJC

ALBINO ORTIZ Jorge, Yosoyuxi Copala, 4 juin 2012 (conseiller de la APPO et membre du Conseil du Municipio Autónomo de San Juan Copala).

CASTILLO PÉREZ Víctor, Mexico, 4 juillet 2012 et 6 janvier 2014 (ancien porte parole du planton du MASJC à Mexico, ancien membre du MULT et membre fondateur de l'organisation MAIZ à Mexico).

FLORES LÓPEZ Mariana, Yosoyuxi Copala le 3 juin 2012 et Oaxaca le 30 octobre 2013 (déplacée de San Juan Copala, ancienne porte parole du planton des déplacés de San Juan Copala à Oaxaca).

GARCÍA LÓPEZ Miguel, Yosoyuxi Copala, 4 juin 2012 (membre du conseil du *Municipio Autónomo de San Juan Copala*).

MACARIO GARCÍA David, Agua Fría Copala, 4 juin 2012, 7 et 8 janvier 2014 (enseignant à la retraite, militant de la section 22 de la SNTE, ancien militant du MULT et membre du conseil du *Municipio Autónomo de San Juan Copala*).

MARTÍNEZ FLORES Reyna, Oaxaca, 6 juin 2012 (déplacée de San Juan Copala, ex-porte parole du planton des déplacés du MASJC à Oaxaca).

RAMÍREZ Roberto Bautista, Yosoyuxi Copala, 4 juin 2012 (membre du conseil du *Municipio Autónomo de San Juan Copala*).

SAN DIEGO LÓPEZ Cálido, Yosoyuxi Copala, 4 juin 2012 (leader moral de la communauté de Yosoyuxi Copala et membre du conseil du *Municipio Autónomo de San Juan Copala*).

b) Personnes solidaires ou non affiliées au MASJC

ACEVEDO ORTIZ Saúl, Mexico, 14 janvier 2014 (migrant triqui à Mexico, membre fondateur de l'organisation MAIZ à Mexico).

ALBINO ORTIZ Marcos, Xoxo, 7 juin 2012 (ancien membre du conseil du *Municipio Autónomo de San Juan Copala* et solidaire des déplacés du MASJC à Oaxaca).

BRAVO RANGEL Josefina, Chambre des députés, Mexico, 8 juin 2012 (ancienne secrétaire de la COCOPA, membre de la *Comisión para el Diálogo con los Pueblos Indígenas*, participante à la seconde caravane vers San Juan Copala).

CILIA David (fils de David Cilia Olmos), Mexico, 28 juin 2012 (journaliste et photographe à *Contralinea*, reporter blessé lors de la première caravane solidaire au MASJC Mexico).

CILIA OLMOS David, Mexico, 22 juin 2012 (ancien président du *Foro permanente por la comisión de la verdad*, assesseur des membres du MASJC pour la CDI Mexico).

CRISTÓBAL Beatriz, Mexico, 27 juin 2012, (membre du *Foro permanente por la comisión de la verdad*).

LÓPEZ BÁRCENAS Francisco, Chambre des députés, Mexico, 29 juin 2012 (avocat mixtèque, spécialiste du droit des peuples indigènes, conseiller de l'EZLN lors des accords de San Andrés).

MARTÍNEZ Ramiro, Oaxaca, 5 juin 2012 (adhérent à la Otra Campaña à Oaxaca et solidaire des déplacés de San Juan Copala).

PAREDES Heriberto, Mexico, 8 juillet 2012 (journaliste et membre fondateur du média en ligne *Subversiones: Agencia Autónoma de Comunicación*).

SANDOVAL CRUZ Marcos, Oaxaca, 31 octobre 2013 (promoteur culturel de San Andrés Chicahuaxtla et chef du *Departamento de Fortalecimiento de las Lenguas y Culturas de Oaxaca* de la *Secretaria de Asuntos Indígena*).

4. *Sites internet consultés*

CIBERACCION POR SAN JUAN COPALA. Tod@s con la caravana Bety Cariño y Jyri Jaakkola. Disponible sur : <<http://todosconlacaravana.blogspot.fr>> (page consultée le 5 juin 2014).

MUNICIPIO AUTÓNOMO DE SAN JUAN COPALA. Autonomía, Paz y Dignidad. Disponible sur : <<http://autonomiaencopala.wordpress.com>> (page consultée le 5 juin 2014).

IV. Médias d'informations mexicains consultés

CONTRALINEA. Contralínea.com.mx. Disponible sur : <<http://contralinea.info/archivo-revista/>> (page consultée le 5 juin 2014).

EL UNIVERSAL. El Universal.mx. Disponible sur : <<http://www.eluniversal.com.mx/noticias.html>> (page consultée le 5 juin 2014).

LA JORNADA. La jornada en línea. Disponible sur : <www.jornada.unam.mx> (page consultée le 5 juin 2014).

MILENIO. Milenio.mx. Disponible sur : www.milenio.com (page consultée le 6 juin 2014).

NEXOS. Disponible sur : <<http://www.nexos.com.mx>> (page consultée le 5 juin 2014).

NOTICIASNET. Noticiasnet.mx. Disponible sur : <www.noticiasnet.mx> (page consultée le 5 juin 2014).

PROCESO. Proceso.com.mx. Disponible sur : <www.proceso.com.mx> (page consultée le 5 juin 2014).

THE NARCO NEWS BULLETIN. The Narco News Bulletin. Reporting on the Drug War And Democracy from All América. Disponible sur : <www.narconews.com> (page consultée le 5 juin 2014).

Bibliographie

I. Ouvrages sur l'Amérique latine et le Mexique

A. l'Amérique latine

AUROI Claude, HELG Aline. *Latin America 1810-2010 : Dreams and Legacies*. London : Imperial College Press, 2011.

ÁVILA CARRILLO Enrique, GRACIDA CAMACHO Efraín. *Atlas de Historia de México y América : Del poblamiento originario a la actualidad*. México : Trillas, 2008.

DABÈNE Olivier. *Atlas de l'Amérique latine : le continent de toutes les révolutions*. Paris : Éd. Autrement, 2012.

LÖWY Michael. *La guerre des dieux : Religion et politique en Amérique latine*. Paris : Éditions du Félin, 1998.

ROUQUIÉ Alain. *À l'ombre des dictatures : la démocratie en Amérique latine*. Paris : Albin Michel, 2010.

B. Le Mexique et son système politique

ANGUIANO Arturo. *El ocaso interminable : Política y sociedad en el México de los cambios rotos*. México : Era, 2010.

BEY Marguerite, DEHOUE Danièle (coords.). *La transition démocratique au Mexique : Regards croisés*. Paris : L'Harmattan, 2006.

BLANCARTE Roberto (coord.). *Culturas e identidades*. In PRUD'HOMME Jean-François, ORDORICA Manuel (coords.). *Los grandes problemas de México*, Vol. XVI. México : El Colegio de México, 2010.

COMBES Hélène. *Faire parti : Trajectoires de gauche au Mexique*. Paris : Karthala, 2011.

CORTÉS Fernando, DE OLIVEIRA Orlandina (coords.). *Desigualdad social*. In PRUD'HOMME Jean-François, ORDORICA Manuel (coords.). *Los grandes problemas de México*, Vol. V. Mexico : El Colegio de México, 2010.

EXBALIN Arnaud (coord.). *Collection de documents pour comprendre les Amériques : le Mexique*. Mexico : Centre d'Études Mexicaines et Centraméricaines, Institut de Recherche pour le Développement, 2013.

HÉMOND Aline, RECONDO David (coords.). *Dilemas de la democracia en México : Los actores sociales ante la representación política*. México : Centre d'Études Mexicaines et Centraméricaines, Instituto Federal Electoral, 2002.

HERNÁNDEZ RODRÍGUEZ Rogelio. *El centro dividido : La nueva autonomía de los gobernadores*. México : El Colegio de México, 2008.

Instituto Lingüístico de Verano, 2010 [version électronique, première édition de 2008].

LOAEZA Soledad, PRUD'HOMME Jean-François (coords.), *Instituciones y procesos políticos*. In PRUD'HOMME Jean-François, ORDORICA Manuel (coords.). *Los grandes problemas de México*, Vol. XIV. México : El Colegio de México, 2010.

MONTALVO ORTEGA Enrique. *Neoliberalismo : la dictadura (realmente) perfecta*. México : Ariel, Instituto Nacional de Antropología e Historia, 2013.

ROUQUIÉ Alain. *Le Mexique : Un état nord-américain*. Paris : Fayard, 2013.

II. La question indienne au Mexique

A. Les populations indiennes

DEHOUE Danièle. *La géopolitique des Indiens du Mexique*. Paris : CNRS Éditions, 2003.

DUMOULIN David, GROS Christian. *Le multiculturalisme "au concret" : un modèle latino-américain ?* Paris : PSN, 2011.

ESTEVA Gustavo, LÓPEZ BÁRCENAS Francisco, LÓPEZ Y RIVAS Gilberto *et al.* *Pensar las autonomías*. México : Universidad Nacional Autónoma de México, Plaza y Valdés, 2008.

GUADALUPE ESPINOZA Saucedo, LÓPEZ BÁRCENAS Francisco. *Los derechos de los pueblos indígenas y el desarrollo rural*. México : Centro de Estudios para el Desarrollo Rural Sustentable y el Soberanía Alimentaria, Cámara de Diputados, LX Legislatura, 2007.

LÓPEZ CABALLERO Paula. *Les Indiens et la nation au Mexique : une dimension historique de l'altérité*. Paris : Karthala, 2012.

B. Régions et *municipios* indiens à Oaxaca

BAILÓN CORRES Moisés Jaime, CARRASCO ALTAMIRANO Diódoro (coords.) *¿Una década de reformas indígenas? Multiculturalismo y derechos de los pueblos indios en México*. Oaxaca :

Cámara de Diputados del Congreso de la Unión, Comisión Nacional de los Derechos Humanos, Universidad Autónoma "Benito Juárez" de Oaxaca, 2009.

BAILÓN CORRES Moisés Jaime. *Pueblos indios, élites y territorio*. México : El Colegio de México, 1999.

CORTÉS Joél Vicente (coord.). *Educación, sindicalismo y gobernabilidad en Oaxaca*. Oaxaca : Editorial del Magisterio "Benito Juárez", Sindicato Nacional de Trabajadores de la Educación, 2006.

DÍAZ MONTES Fausto. *Los municipios : La disputa por el poder local en Oaxaca*. Oaxaca : Instituto de Investigaciones en Humanidades- Universidad Autónoma "Benito Juárez" de Oaxaca, 1992.

HERNÁNDEZ DÍAZ Jorge, MARTÍNEZ Víctor Leonel Juan. *Dilemas de la institución municipal : Una incursión en la experiencia oaxaqueña*. Oaxaca : Cámara de diputados, Universidad Autónoma "Benito Juárez" de Oaxaca, Miguel Ángel Porrúa, 2007.

LEWIN CRUZ Pedro. La gente de la lengua completa (yi nĩ' nanj nĩ' ñnj) : El grupo etnolingüístico triqui. In BARABAS Alicia, BARTOLOMÉ Miguel Alberto. *Configuraciones étnicas en Oaxaca. Perspectivas etnográficas para las autonomías*. Vol. 2. México : INAH, INI, 1999.

LÓPEZ BÁRCENAS Francisco. *La diversidad mutilada : Los derechos de los pueblos indígenas en el Estado de Oaxaca*. México : Universidad Nacional Autónoma de México, 2008.

LÓPEZ BÁRCENAS Francisco. *Legislación y derechos indígenas en México*. México : Colección Legislación y Desarrollo rural, 2010.

MORALES Lourdes. *Le système politique de Oaxaca (Mexique) et la représentation politique des indigènes*. Thèse de Doctorat. Sciences Politiques. Paris : IHEAL-Paris III, 2006.

RECONDO David. *La démocratie mexicaine en terres indiennes*. Paris : Karthala, 2009.

RECONDO David. *La política del gatopardo : multiculturalismo y democracia en Oaxaca*. México : Publicaciones de la Casa Chata, Centro de Investigaciones y Estudios Superiores en Antropología Social, Centre d'Études Mexicaines et Centraméricaines, 2007.

C. La région triqui

CERVANTES DELGADO Roberto. *Tristes triquis, un diario de campo en la Mixteca de la sierra (1969)*. México : Instituto Nacional de Antropología e Historia, 1999.

COMA Juan. El problema de los indios triques de Oaxaca. *América indígena*. vol. 2, num. 1, 1942, pp. 51-56.

CORDERO AVENDAÑO Carmen. *Contribución al estudio del derecho consuetudinario de los triquis*. México : Instituto de administración pública de Oaxaca, 1977.

CRUZ Wilfrido. *Oaxaca recóndita : raza, idiomas, costumbres, leyendas y tradiciones del estado de Oaxaca*. México : Instituto Estatal de Educación Pública de Oaxaca, 2002 [première édition de 1946].

DÍAZ SARABIA Epifanio. *Ni Zi Shan Ma Chuma a : Los triquis de San Juan Copala, breve historia y vida*. México : MC editores, Centro de Orientación y Asesoría a Pueblos Indígenas, 2007.

DURAND ALCÁNTARA Carlos. *Derecho nacional, derechos indios y derecho consuetudinario indígena : Los triquis, un estudio de caso*. México : Universidad Autónoma de Chapingo, Universidad Autónoma Metropolitana- Azcapotzalco, 1998.

GARCÍA ALCARAZ Agustín, *Tinujei : Los Triquis de Copala*. México : Comisión del Río Balsas, 1973.

HERNÁNDEZ MENDOZA Fidel. *La lengua completa, usos y significados : El caso de las comunidades triquis de Chicahuaxtla*. Oaxaca : Secretaría de las Culturas y Artes de Oaxaca, 2012.

HUERTA RÍOS César. *Organización sociopolítica de una minoría nacional los triquis de Oaxaca*. México : INI, 1981.

LEWIN CRUZ Pedro, SANDOVAL Fausto. *Triquis : Pueblos indígenas del México contemporáneo*. México : Comisión Nacional para el Desarrollo de los Pueblos Indígenas, 2007.

MONTES Jacobo. *Conflicto en la zona triqui*. México : Instituto Nacional Indigenista, 1963.

PARÍS POMBO María Dolores. Intervención institucional y migración en la región triqui baja. In FOX Jonathan, HAIGHT Libby. *Mexican Rural Development Research Reports*. Washington DC : Woodrow Wilson International Center for Scholars, 2011. Disponible sur : <http://www.wilsoncenter.org/sites/default/files/Migracion_Triqui_monografia_20.pdf> (page consultée le 24 février 2014).

VELASQUEZ GALLARDO Pablo. *Las mixteca y la región triqui de Oaxaca : estudio etnográfico*. México : Comisión Nacional para el Desarrollo de los Pueblos Indígenas, 2011 [première édition de 1954].

III. Les mouvements sociaux dans le continent latino-américain

A. Mouvements sociaux et répertoire d'action collective

ALONSO Jorge. *Repensar los movimientos sociales*. México : Centro de Investigaciones y Estudios Superiores en Antropología Social, Publicaciones de la Casa Chata, 2013.

BURGUETE CAL Y MAYOR Araceli, VILLA RIVERA William *et al.* *Movimientos indígenas en América Latina : Resistencia y nuevos modelos de integración*. Copenhague : International Work Group for Indigenous Affairs, 2011.

DEBOUZY Marianne. Les marches de protestation aux États-Unis (XIXe - XXe siècles). *Le Mouvement Social*, 2003, n° 202. Disponible sur : <<http://www.cairn.info/revue-le-mouvement-social-2003-1-page-15.htm>> (page consultée le 30 mai 2014).

ESTRADA SAAVEDRA Marco Antonio. Les mouvements sociaux en Amérique latine : par-delà l'opposition de l'acteur et du système. *Problèmes d'Amérique latine*. Été 2011, n°81, p. 5-10.

GOIRAND Camille. Mobilisations et répertoires d'action collective en Amérique latine. *Revue internationale de politique comparée*. 2010, vol. 17, p. 7-27.

GOIRAND Camille. Penser les mouvements sociaux d'Amérique latine : les approches des mobilisations depuis les années 1970. *Revue française de science politique*. 2010, vol. 60, p. 445-466.

LE BOT Yvon. *La grande révolte indienne*. Paris : Robert Laffont, 2009

MESTRIES Francis, PLEYERS Geoffrey, ZERMEÑO Sergio (coords.). *Los movimientos sociales : de lo local a lo global*. México : Anthropos, Universidad Autónoma Metropolitana-Azcapotzalco, 2009.

PIGENET Michel, TARTAKOWSKY Danielle. Les territoires des mouvements sociaux. Les marches aux XIX^e et XX^e siècles. *Le Mouvement Social*, 2003, n°202, p. 8. Disponible sur : <<http://www.cairn.info/revue-le-mouvement-social-2003-1-page-3.htm#re3no3>> (page consultée le 30 mai 2014).

TARROW Sidney, TILLY Charles. *Politique(s) du conflit : De la grève à la révolution*. Paris : Presses de Sciences Po, 2008.

B. Mouvements sociaux et conflits au Mexique

ÁVILA CARRILLO Enrique, GRACIDA CAMACHO Efraín *et al.* *Movimientos y conflictos sociales en México (1906-1940)*. México : Ediciones ¡Unios! 2010.

ÁVILA CARRILLO Enrique, GRACIDA CAMACHO Efraín *et al.* *Movimientos y conflictos sociales en el México contemporáneo (1943-2011)*. México : Ediciones ¡Unios! 2011.

BIZBERG Ilán, ZAPATA Francisco. *Movimientos Sociales*. In PRUD'HOMME Jean-Francois, ORDORICA Manuel (coords.). *Los grandes problemas de México*. Vol. VI. México : El Colegio de México, 2010.

CASTELLANOS Laura. *Le Mexique en armes : Guérilla et contre-insurrection 1943-1981*. Montréal : Lux Éditeur, 2009 [première édition de 2007].

ESTRADA SAAVEDRA Marco Antonio. L'État et les mouvements sociaux durant la transition à la démocratie. *Problèmes d'Amérique latine* n° 89, janvier 2014, p. 87-106.

MELÉ Patrice. *Transactions territoriales. Patrimoines, environnement et actions collectives au Mexique*. Tours : Presses Universitaires François-Rabelais, 2011.

MURO Víctor Gabriel. *Iglesia y movimientos sociales*. Zamora : El Colegio de Michoacán, 1994.

PLEYERS Geoffrey. Le réinvestissement de l'espace local par les mouvements mexicains : refuge après les impasses politiques ou creuset d'une nouvelle culture politique ? *Cahiers des Amériques Latines*, 2011, n° 66, p. 39-55.

IV. Les différents acteurs des mouvements sociaux mexicains

A. Mouvements paysans et urbains

1. Mobilisations paysannes

LÓPEZ Ana María. Los agraristas de Sonora Maximiliano R. López. *Artículos y Ensayos de Sociología Rural*, 2011, n°10, p. 9-19.

QUINTANA Víctor. Chihuahua : actores sociales y modernización. *Nóesis*, n°36, 2009, p. 100-126. Disponible sur : <<http://www.redalyc.org/articulo.oa?id=85919840006>> (page consultée le 15 mai 2014).

QUINTANA Víctor. *Paysans et citoyens au Mexique. Stratégies paysannes de résistance à la mondialisation à l'Ouest de l'État du Chihuahua*. Thèse de Doctorat. Sociologie. Paris : Université Sorbonne Nouvelle- Paris 3, 2009.

REINA AOYAMA Leticia. *Los movimientos indígenas y campesinos*. México : Nostra Ediciones, 2010.

2. Mobilisations et insurrections urbaines

a) El Barzón

DE GRAMMONT Hubert. *El Barzón : Clase media, ciudadanía y democracia*. México : Plaza y Valdés, Universidad Nacional Autónoma de México, 2001.

MESTRIES Francis. El Barzón en la lucha contra el Tratado de Libre Comercio de América del Norte (TLCAN). *El Cotidiano*, mars-avril 2004, n°124, p. 71-76. Disponible sur : <<http://www.redalyc.org/articulo.oa?id=32512408>> (page consultée le 6 mars 2014).

REA RODRIGUEZ Carlos Rafael. Le barzonisme : un dispositif identitaire complexe en action dans le Mexique contemporain. *Le Mouvement social*, 2009, n°226, p. 31-47.

b) Mobilisations des enseignants et la APPO

DE CASTRO SÁNCHEZ Sergio. *Oaxaca : Más allá de la insurrección. Crónica de un movimiento de movimientos (2006-2007)*. Oaxaca : ¡ Basta!, 2009.

HERNÁNDEZ DÍAZ Jorge, GARZA ZEPEDA Manuel, ZAFRA Gloria. *Organización popular y oposición empresarial : Manifestaciones de la acción colectiva en Oaxaca*. México : Plaza y Valdés, Universidad Autónoma "Benito Juárez" de Oaxaca, 2002.

MARTÍNEZ VÁSQUEZ Víctor Raúl (coord.). *La APPO : ¿rebelión o movimiento social? (nuevas formas de expresión ante la crisis)*. Oaxaca : Instituto de Investigaciones en Humanidades- Universidad Autónoma "Benito Juárez" de Oaxaca, 2009.

MARTÍNEZ VÁSQUEZ Víctor Raúl. *Autoritarismo, movimiento popular y crisis política : Oaxaca 2006*. Oaxaca : Instituto de Investigaciones en Humanidades- Universidad Autónoma "Benito Juárez" de Oaxaca, EDUCA, Oaxaca consorcio para el dialogo parlamentario y la equidad, CAMPO, 2007.

RAMÍREZ Carlos. *La comuna de Oaxaca*. Ciudad Juárez : Universidad Autónoma de Ciudad Juárez, 2010.

YESCAS MARTÍNEZ Isidoro, ZAFRA Gloria. *La insurgencia magisterial en Oaxaca 1980*. Oaxaca : Instituto Estatal de Educación Pública de Oaxaca, Universidad Autónoma Benito Juárez de Oaxaca, 2006, [première édition de 1985].

B. Mouvements communautaires et indiens

1. Les mouvements indiens au Mexique

FLORES FÉLIX José Joaquín. *La revuelta por la democracia : Pueblos indios, política y poder en México*. México : Universidad Autónoma Metropolitana- Xochimilco División de Ciencias Sociales y Humanidades, El Atajo Ediciones, 1998.

LÓPEZ BÁRCENAS Francisco. *Los movimientos indígenas en México : Rostros y caminos*. México : MC editores, 2005.

VARGAS COLLAZOS Mónica. *Nunca más un México sin nosotros : Expresiones etnopolíticas oaxaqueñas*. México : Instituto Nacional de Antropología e Historia, 2005.

2. Protestations de l'EZLN et du diocèse de San Cristóbal

BASCHET Jérôme. L'expérience zapatiste, à treize ans du soulèvement armé de 1994. *Actuel Marx*, n° 42, 2007, p. 48-58.

BASCHET Jérôme. *La rébellion zapatiste : Insurrection indienne et résistance planétaire*. Paris : Flammarion, 2005.

BLANC Jacques, HOCQUENGHEM Joani, LE BOT Yvon, SOLIS René. *La fragile armada : La marche des zapatistes*. Paris : Éditions Métailié, 2001.

ESCÁRZAGA Fabiola, MICHEL Guillermo (coord.). *Sobre la marcha... Análisis sobre el Movimiento zapatista 1994-2001*. México : CODICE, la Universidad Autónoma Metropolitana-Xochimilco, 2001.

FAZIO Carlos. *Samuel Ruiz, el caminante*. México : Espasa Calpe Mexicana, 1994.

LE BOT Yvon, le Sous-Commandant Marcos. *Le rêve zapatiste*. Paris : Seuil, 1997.

MATAMOROS PONCE Fernando. *Mémoire et Utopie au Mexique : Mythes, traditions et imaginaire indigène dans la genèse du néozapatisme*. Paris : Éditions Syllepse, 1998.

MEYER Jean. *Samuel Ruiz en San Cristóbal*. México : Tusquets Editores, 2000.

MONTEMAYOR Carlos. *La Rébellion indigène du Mexique : violence, autonomie et humanisme*. Québec : Syllepse et Presses de l'Université Laval, 2001 [première édition de 1998].

MUÑOZ RAMÍREZ Gloria. *EZLN 20 y 10, el fuego y la palabra*. México : City Lights Publishers, 2008.

RUIZ Samuel, TORNER Carles. *Comment les indiens m'ont converti*. Paris : Les Éditions de l'Atelier, Les Éditions Ouvrières, 2002.

TELLOS DÍAZ Carlos. *La rebelión de las Cañadas : origen y ascenso del EZLN*. Barcelone : Debolsillo, 2013 [version électronique, première édition de 1995].

3. Organisations communautaires et mobilisations à Oaxaca

HERNÁNDEZ DÍAZ Jorge. *Reclamos de la identidad : La formación de las organizaciones indígenas en Oaxaca*. Oaxaca : Miguel Angel Porrula, Universidad Autónoma "Benito Juárez" de Oaxaca, 2001.

MALDONADO ALVARADO Benjamín. *Los indios en las aulas : Dinámica de dominación y resistencia en Oaxaca*. Oaxaca : Instituto Nacional de Antropología e Historia, 2000.

MARTÍNEZ VÁSQUEZ Víctor Raúl. *Oaxaca : Escenarios del nuevo siglo (sociedad, economía, política)*. Oaxaca : Gobierno del Estado de Oaxaca, Secretaría de Asuntos Indígenas, SIBEJ-

CONACYT, Instituto de Investigaciones en Humanidades- Universidad Autónoma "Benito Juárez" de Oaxaca, 2002.

V. Conflits communautaires dans la région triqui et mixtèque

A. Conflits dans la Mixtèque

AVENDAÑO RAMÍREZ Juan, LÓPEZ BÁRCENAS Francisco *et al.* *Con la vida de los linderos : Violencia y conflicto agrarios en el Nuu Savi.* México : Instituto Oaxaqueño de las Culturas, 2005.

ESPINOZA SAUCEDA Guadalupe, LÓPEZ BÁRCENAS Francisco. *Derechos territoriales y conflictos agrarios en la Mixteca : El caso de San Pedro Yosotatu.* México : Red Es, 2003.

LÓPEZ BÁRCENAS Francisco. *Muertes sin fin : Crónicas de represión en la región Mixteca oaxaqueña.* México : Centro de Orientación y Asesoría a Pueblos Indígenas, 2002.

LÓPEZ BÁRCENAS Francisco. *Rebeliones en la mixteca : La consolidación del Estado nacional y la lucha de los pueblos por su autonomía.* México : Centro de Orientación y Asesoría a Pueblos Indígenas, MC Editores, 2007.

B. Conflits et organisations sociales en territoires triquis

1. Histoire du MULT

AVENDAÑO RAMÍREZ Juan. *Yuman Li, vida comunal y conflicto agrario en una comunidad triqui (tnaj ni'ing).* Oaxaca : Instituto Nacional de Antropología e Historia, 2007.

HERNANDEZ DÍAZ Jorge, PARRA MORA León Javier, *Violencia y cambio social en la región Triqui.* Oaxaca : Universidad Autónoma "Benito Juárez" de Oaxaca, 1994.

MILLÁN ECHEAGARAY Silvia. *Re-que-ni-che-chia-nia-a : Luchemos por nuestro pueblo.* México : Universidad Nacional Autónoma de México, Instituto de Investigaciones Económicas, 1995.

2. Études de l'autonomie à San Juan Copala

CARIÑO TRUJILLO Carmela. *Juventud triqui, radio comunitaria y autonomía, la voz que rompe el silencio.* Mémoire de Master en Développement rural México : Universidad Autónoma Metropolitana- Xochimilco División de Ciencias Sociales y Humanidades, 2009.

DE MARINIS Natalia Leonor. *En los márgenes de la (in)seguridad : Desplazamiento forzado y relaciones de género y poder en San Juan Copala, Oaxaca*. Thèse de Doctorat. Anthropologie. Mexico : Centro de Investigaciones y Estudios Superiores en Antropología Social, 2013.

DE MARINIS Natalia Leonor. *Entre la guerra y la paz : La intervención política partidista, el conflicto armado y la autonomía como paz entre los Triquis de San Juan Copala*. Mémoire de Master en Anthropologie. Mexico : Centro de Investigaciones y Estudios Superiores en Antropología Social, 2009.

DUARTE Guillaume. *Vers un processus autonome à San Juan Copala (Oaxaca)*. Mémoire de Master 1 "Mention Culture et Société", spécialité "Études sur les Amériques". Toulouse : Université de Toulouse Le Mirail, IPEAT, 2012.

LÓPEZ BÁRCENAS Francisco. *San Juan Copala, dominación política y resistencia popular : De las rebeliones de Hilarión a la formación del municipio autónomo*. México : Universidad Autónoma Metropolitana- Xochimilco, 2009.

PARÍS POMBO María Dolores (coord.). *Diáspora triqui : Violencia política, desplazamiento forzado y migración*. México : ITACA, Universidad Autónoma Metropolitana- Xochimilco División Ciencias Sociales y Humanidades, 2012.

ROSALES MARTÍNEZ Armando. *La escuela en la conquista del pueblo triqui : Del grupo de promotores bilingües a la educación para la autonomía en San Juan Copala*. Mémoire de Master en Développement rural. México : Universidad Autónoma Metropolitana- Xochimilco División de Ciencias Sociales y Humanidades, 2010.

Liste des sigles et des abréviations

APPO : *Asamblea Popular de los Pueblos de Oaxaca*
ALÉNA : Accord de libre-échange nord-américain
AMAP : Alliance Mexicaine pour l'Autodétermination des Peuples
ARIC : *Asociación Rural de Interés Colectivo*
ASARCO : *American Smelting and Refining, Co.*
CACTUS : *Centro de Apoyo Comunitario Trabajando Unidos*
CDHFBC : *Centro de Derechos Humanos Fray Bartolomé de las Casas*
CEBs : Communautés Ecclésiales de Base
CELAM : Conseil des évêques d'Amérique latine
CIDH : Commission Interaméricaine des Droits Humains
CIDOB : *Confederación de Pueblos Indígenas de Bolivia*
CIEMSA : *Compañía Exportadora e Importadora de México S.A.*
CIOAC : *Central Independiente de Obreros Agrícolas y Campesinos*
CMPI : *Coalición de Maestros y Promotores Indígenas de Oaxaca*
CMPIO : *Coalición de Maestros y Promotores Indígenas de Oaxaca*
CNC : *Confederación Nacional Campesina*
CNDH : Commission Nationale des Droits Humains
CNED : *Central Nacional de Estudiantes Democráticos*
CNH : *Consejo Nacional de Huelga*
CNI : *Consejo Nacional Indígena*
CNPA : *Coordinadora "Nacional Plan de Ayala"*
CNTE : *Coordinadora Nacional de Trabajadores de la Educación.*
COCEI : *Coalición Obrero Campesino Estudiantil del Istmo de Tehuantepec*
COCEJ : *Coalición Obrero Campesino Estudiantil de Juchitán*
COCEO : *Coalición Obrero Campesino Estudiantil de Oaxaca*
COCOPA : *Comisión de Concordia y Pacificación*
CODEP : Comité de Défense des Droits du Peuple
CONAI : *Comisión Nacional de Intermediación*
CTM : *Confederación de Trabajadores de México*
EPR : *Ejército Popular Revolucionario*

ERRAC : *Enlace Rural Regional AC*
EZLN : *Ejército Zapatista de Liberación Nacional*
FDC : *Frente Democrático Campesino*
FDN : *Front Démocratique National*
FECSM : *Federación de Estudiantes Campesinos Socialistas de México*
FLN : *Fuerza de Liberación Nacional*
FNAD : *Frente Nacional de Abogados Democráticos*
FNCR : *Frente Nacional Contra la Represión*
FNET : *Federación Nacional de Estudiantes Técnicos*
FPDT : *Frente de Pueblos en Defensa de la Tierra*
FSODO : *Frente de Sindicatos y Organizaciones Democráticas de Oaxaca*
FZLN : *Frente Zapatista de Liberación Nacional*
HAUSA : *Habitantes Unidos de San Salvador Atenco*
IFE : *Institut Fédéral Électoral.*
IISEO : *Instituto de Investigación e Integración Social del Estado de Oaxaca*
INI : *Institut National Indigéniste*
INMECAFÉ : *Instituto Mexicano del Café*
MAIZ : *Movimiento de Artesanos Indígenas Zapatistas*
MASJC : *Municipio Autónomo de San Juan Copala*
MDC : *Movimiento Democrático Campesino*
MPJD : *Movimiento por la Paz con Justicia y Dignidad*
MULT : *Movimiento de Unificación y Lucha Triqui*
MULT-I : *Movimiento de Unificación y Lucha Triqui- Independiente*
NIOAX : *Nueva Izquierda de Oaxaca*
OCEZ : *Organización Campesina Emiliano Zapata*
PAN : *Partido de Acción Nacional*
PCM : *Partido Comunista Mexicano*
PFP : *Policía Federal Preventiva*
PIDER : *Programa de Inversiones Públicas para el Desarrollo Rural*
PNR : *Partido Nacional Revolucionario*
PPP : *Plan Puebla Panamá*
PPS : *Parti Populaire Socialiste*
PRD : *Partido de la Revolución Democrática*
PRI : *Partido Revolucionario Institucional*

PRONASOL : *Programa Nacional de Solidaridad*
PT : *Partido de Trabajo*
PUP : *Partido Unidad Popular*
SEP : *Secretaría de Educación Pública*
SNTE : *Sindicato Nacional de Trabajadores de la Educación*
STMMSRM : *Sindicato de Trabajadores Mineros, Metalúrgicos y Similares de la Republica Mexicana*
TIPNIS : *Territorio Indígena Parque Nacional Isiboro Sécure*
UABJO : *Universidad Autónoma "Benito Juárez" de Oaxaca*
UAM-X : *Universidad Autónoma Metropolitana Xochimilco*
UBISORT : *Unidad para el Bienestar Social de la Región Triqui*
UCIRI : *Unión de Comunidades Indígenas de la Región del Istmo*
UCIZONI : *Unión de Comunidades Indígenas de la Zona Norte del Istmo*
UGOCM : *Unión General de Obreros y Campesinos de México*
UPCALA : *Unión para el Progreso de los Campesinos de la Laguna*
UPM : *Unidad Popular Mixteca*

Table des illustrations

Photographies

Photo 1 Vue sur l'église San Juan Bautista de San Juan Copala	15
Photo 2 <i>Mayordomos</i> du MULT brandissant leur bâton de commandement	21
Photo 3 Vue de Yosoyuxi où fut acté la fondation du MULT	40
Photo 4 Habitante de Yosoyuxi vêtue de son <i>huipil</i>	46
Photo 5 Couleurs du MULT	48
Photo 6 Bataille pour le contrôle politique de San Juan Copala.....	61
Photo 7 Campagne d'affichage pour l'élection de Chepe Feria (PUP) à Juxtlahuaca.....	67
Photo 8 Dirigeants du MULT-PUP	68
Photo 9 Mairie de San Juan Copala repris par le MULT.....	81
Photo 10 Affiche dénonçant l'assassinat de Bety Cariño et Jyri Jaakkola.....	84
Photo 11 Campement de soutien au MASJC à Mexico.....	86
Photo 12 Campement de la SNTE dans le centre de Oaxaca	123
Photo 13 Groupe de pèlerins venus à la Basilique de la Guadalupe.....	135
Photo 14 <i>Junta del Buen Gobierno</i> d'Oventik, créée après la marche de 2001	142
Photo 15 Symbole de la lutte du FPDT : la machette	150
Photo 16 Manifestation dénonçant la répression policière à Atenco.....	151
Photo 17 Occupation de l' <i>hacienda</i> du général Charis	153
Photo 18 Marche du l'Asamblea de los Pueblos Indígenas del Istmo en Defensa de la Tierra y el Territorio.....	153

Cartes

Carte 1 Diversité ethnolinguistique de la République mexicaine en 2010	12
Carte 2 Relief et <i>barríos</i> triquis de la région <i>alta</i> et <i>baja</i>	19
Carte 3 Territoire triqui dans les districts mixtèques	28
Carte 4 : Routes et étapes des marches du MULT dans l'État de Oaxaca.	45
Carte 5 <i>Marchas históricas</i>	98
Carte 6 <i>La marcha del color de la tierra</i>	140
Carte 7 <i>Movimiento por la paz</i>	169
Carte 8 Caravana por la paz en Estados Unidos de América.....	174

Table des matières

Sommaire	2
Remerciements	3
Introduction	5
I. Mobilisations de marches-caravanes depuis et vers la Triqui.....	12
A. La région triqui et les sources de conflit	12
1. Brève histoire générale des Triquis	13
2. La société triqui	17
3. Conflits autour de la terre et du café	23
4. La présence de l'État : facteur de violence	26
B. Naissance d'oppositions triquis	31
1. Le réveil triqui grâce à l'indigénisme ?	31
2. Le CLUB : initiation au communalisme.....	34
3. De la répression à la formation du MULT	37
C. Consolidation du MULT par les marches	41
1. Soutiens d'organisations régionales et nationales	41
2. Dénoncer la répression avec les premières marches.....	44
3. Oppositions aux marches du MULT	49
D. Évolution de la lutte politique du MULT	52
1. Participations aux élections municipales	52
2. Impacts des changements politiques nationaux sur le MULT	54
3. Lutte armée face à la formation de l'UBISORT-PRI.....	58
4. Le MULT-PUP : nouvelle étape politique et mobilisatrice.....	63
E. De la APPO à l'autonomie réprimée de Copala.....	69
1. Le MULT-I durant la Commune de Oaxaca	69
2. L'expérience de l'autonomie à San Juan Copala.....	73
3. Critiques et répression du projet autonome	77
F. Visualisation de la répression du MASJC par les caravanes.....	81
1. Les premières caravanes contre l'encerclement de Copala	81
2. La seconde caravane et le rôle des acteurs politiques	86
3. Les caravanes du plantón de Oaxaca	90
II. Étude de l'histoire des marches-caravanes dans les campagnes des mouvements sociaux mexicains.....	94

A. Introduction à l'action de contestation collective qu'est la marche-caravane	94
B. Premières marches-caravanes contre le système national corporatiste	98
1. Les grèves syndicales : l'exemple de la caravane des mineurs de Nueva Rosita.....	98
2. Des marches à la guérilla : évolution de la contestation paysanne	103
3. La "caravane pour la liberté" : prémisse du mouvement étudiant du 1968	107
C. Les campagnes de protestation ayant influencé les marches triquis à Oaxaca	111
1. L'émergence des organisations sociales communautaires et la mobilisation de marches.....	111
2. La COCEI : d'une contestation locale à une influence politique régionale	116
3. Mobilisations des enseignants de la Section 22.....	120
4. Les "méga-marches" de la APPO	124
D. Des pèlerinages aux marches zapatistes : l'union des peuples indigènes au Chiapas	128
1. Substitution de l'État par le diocèse et par les organisations paysannes dans les régions indiennes	128
2. Des marches-caravanes des organisations paysannes aux pèlerinages du "peuple croyant".	132
3. Le soulèvement de l'EZLN et ses revendications à travers les caravanes.....	136
E. De l'Autre Campagne aux marches-caravanes contre le modèle néolibéral.....	143
1. L'organisation de l'Autre Campagne.....	143
2. Différentes mobilisations autour des caravanes pour la défense du territoire.....	148
3. Mobilisations contre les politiques néolibérales des organisations paysannes et autres dans le nord du pays.....	156
F. Des fraudes électorales à la violence liée au narcotrafic : les marches des militants non- partisans	160
1. Les marches du PRD contre les fraudes électorales	160
2. Au cœur de la violence des narcotrafiquants, les campagnes contre les "féminicides"	163
3. La "caravane du Nord" où la rencontre du MPJD avec les victimes	167
4. Étendre la problématique de la violence au delà des frontières mexicaines.....	172
Conclusion.....	178
Sources.....	180
Bibliographie	191
Liste des sigles et des abréviations	201
Table des illustrations	204
Table des matières.....	205